



BANQUE CENTRALE DU CONGO



**RAPPORT
ANNUEL**

2022

Professionalisme - Agilité - Intégrité - Responsabilité - Efficacité



HAUTE DIRECTION DE LA BANQUE



MALANGU KABEDI MBUYI
Gouverneur



Dieudonné FIKIRI ALIMASI
1^{er} Vice-Gouverneur



William PAMBU PAMBU
2^{ème} Vice-Gouverneur

IV

BANQUE CENTRALE DU CONGO

Siège social:

563, Boulevard Colonel Tshatshi

B.P. 2697

KINSHASA I

Tél. : +243 82 99 02 071 (Haute Direction)

+243 81 50 90 558 (Direction des Analyses Economiques)

+243 81 64 01 610 (Direction de la Recherche et des Statistiques)

E-mail: info@bcc.cd

Site Web: <http://www.bcc.cd>

Directions Provinciales:

Bandundu, Bukavu, Goma, Kananga, Kindu, Kisangani, Lubumbashi, Matadi, Mbandaka et Mbuji-Mayi.

Agences autonomes:

Boende, Boma, Bumba, Buta, Gbadolite, Ilebo, Inongo, Isiro, Kalemie, Kamina, Kasumbalesa, Kikwit, Kongolo, Tshikapa et Zongo.

Agences mandataires par Province:

- Kongo Central: Mbanza-Ngungu et Moanda
- Ituri: Bunia
- Nord Kivu: Beni et Butembo
- Lualaba: Fungurume et Kolwezi
- Haut Katanga: Likasi
- Sud Ubangi: Gemena
- Lomami: Kabinda, Mwene-Ditu
- Sankuru: Lodja

Notre Vision

«Une Banque Centrale financièrement solide et autonome, dotée d'une capacité institutionnelle renforcée pour assurer la stabilité monétaire et contribuer à la stabilité financière et au financement efficace de l'économie, en vue de l'émergence du pays».

Nos valeurs fondamentales

- Probité – Intégrité – Honnêteté – Loyauté
- Crédibilité – Transparence – Responsabilité
- Compétence – Efficacité – Efficience.

Nos objectifs

La Banque Centrale a pour objectif principal d'assurer la stabilité du niveau général des prix.

Sans préjudice de cet objectif principal, la Banque Centrale soutient la politique économique générale du Gouvernement.

Notre mission

La Banque Centrale a pour mission:

1. la garde des fonds publics;

2. la sauvegarde et la stabilité monétaire;
3. la définition et la mise en œuvre de la politique monétaire;
4. le contrôle de l'ensemble de l'activité bancaire;
5. le conseil économique et financier du Gouvernement.

En outre, elle est appelée à:

1. réglementer l'ensemble de l'activité bancaire;
2. émettre des billets de banque et des pièces de monnaie ayant cours légal;
3. définir et mettre en œuvre la politique de change;
4. détenir et gérer les réserves officielles de change de la République;
5. contribuer à la stabilité du système financier;
6. promouvoir un système national de paiement sécurisé, efficace et solide;
7. réglementer les marchés monétaires et promouvoir les marchés des capitaux;
8. collecter des données et élaborer des statistiques;
9. tenir un registre pour la centralisation des informations sur les crédits bancaires et sur les entreprises.



LE GOUVERNEUR

Kinshasa, le 09 janvier 2024

Excellence Monsieur le Président de la République

(Avec mes hommages les plus déférents)

Concerne : Rapport Annuel 2022 de la Banque Centrale du Congo. -

Qu'il me soit permis, conformément aux dispositions de l'Ordonnance-Loi portant fonctionnement et organisation de la Banque Centrale du Congo, de Vous soumettre le Rapport Annuel pour l'exercice 2022.

Outre le résumé analytique sur la conjoncture tant interne qu'externe, ce document contient trois grandes parties. La première décrit l'évolution sectorielle de l'économie congolaise ainsi que ses perspectives économiques de court terme. La deuxième présente les politiques conjoncturelles et structurelles mises en œuvre en 2022. La troisième partie est consacrée aux activités de la Banque Centrale en tant qu'entreprise et sur les aspects liés à son administration.

Au plan mondial, l'économie continue de souffrir des contrecoups de la guerre en Ukraine et des effets latents et persistants de la pandémie de Covid-19 auxquels s'ajoutent les perturbations climatiques. Ces situations ont contrarié l'activité productive et déterminé la résurgence de l'inflation, particulièrement dans les économies avancées. En effet, la croissance mondiale s'est établie à 3,4 % en 2022, soit un repli de 2,9 points de pourcentage comparé à la réalisation de 2021. L'inflation globale a atteint un niveau jamais réalisé depuis plusieurs décennies, à la suite du déclenchement de la guerre en Ukraine. En effet, le taux d'inflation s'est établi à 8,7 %, soit un niveau largement supérieur aux objectifs de 2,0 % fixés par les principales banques centrales des pays avancés.

A l'instar d'autres économies à travers le monde, l'économie congolaise n'a pas été épargnée par les répercussions de ces crises. Toutefois, elle a résisté, au plan de la croissance, à ces vents contraires. L'activité productive a progressé de 8,9 % en 2022 contre 6,2 % en 2021. Cette performance est consécutive au dynamisme des industries extractives sur fond d'une demande internationale soutenue en produits miniers. Comparativement à la moyenne de l'Afrique subsaharienne, le PIB réel a enregistré une croissance supérieure de 5,3 points de pourcentage.

Cependant, sur le marché des biens et services, l'inflation demeure élevée à la suite des effets combinés liés à la dépréciation monétaire et aux perturbations des canaux d'approvisionnement occasionnées par la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Elle est ressortie à 13,1 % à fin décembre 2022 contre une cible annuelle de 12,3 %.

Pour ce qui est de la gestion des finances publiques, elle a été caractérisée par une pression de la dépense publique en dépit d'une mobilisation accrue des recettes. Les ressources mobilisées ont atteint un import total de 22.156,2 milliards de CDF, représentant 16,8 % du PIB contre 14,6 % en 2021. La pression fiscale est passée de 8,5 % en 2021 à 10,0 %, mais demeure faible par rapport au critère de convergence au niveau continental de 20,0 %.

MEM

En ce qui concerne les relations économiques extérieures, elles ont été caractérisées en 2022 par un accroissement des échanges avec le reste du monde. Cette progression des échanges a été induite par l'amélioration de la demande mondiale attestée globalement par un bon comportement des cours des matières premières. La balance des biens a dégagé un excédent représentant 2,8 % du PIB contre 7,1 % du PIB en 2021. Ce repli est expliqué par une hausse plus importante des importations par rapport aux exportations.

Sur le marché des changes, des frémissements du taux de change ont été relevés, particulièrement sur le segment parallèle. La monnaie nationale s'est dépréciée de 0,83 % et de 4,4 %, respectivement à l'indicatif et au parallèle contre des dépréciations respectives de 1,4 % et 1,2 % en 2021.

Concernant le secteur monétaire, la Banque Centrale du Congo a mené une politique monétaire prudente, dans un contexte international difficile et incertain. Face à une accélération de l'inflation, elle a procédé au relèvement du taux directeur à une seule reprise et a maintenu la flexibilité des fourchettes d'appels d'offre des bons BCC, afin de permettre le lissage de la liquidité selon les changements de la conjoncture.

Concernant les comptes financiers, la taille bilantaire de la Banque est passée de 12.731,1 milliards de CDF au 31 décembre 2021 à 15.346,2 milliards au 31 décembre 2022. Quant au résultat d'exploitation de la Banque pour l'exercice 2022, il a atteint un pic jamais réalisé de 316,6 milliards de CDF contre un résultat négatif de 1,9 milliard en 2021.

Il sied de souligner que ces comptes ont été audités et certifiés par le cabinet d'audit de renommée internationale « Ernest & Young », conformément aux exigences et aux bonnes pratiques en la matière.

S'agissant des perspectives, l'accroissement des incertitudes et des risques d'intensification des tensions géopolitiques doublés des défis climatiques placent l'économie tant mondiale que nationale devant de nouveaux paradigmes. Normalement, face à la multiplication des problèmes complexes menaçant l'humanité, les réponses devraient s'inscrire dans une approche multilatérale et non fragmentée pour résoudre la question climatique et les chocs négatifs récurrents de tous ordres.

Je Vous prie d'agrée, **Excellence Monsieur le Président de la République**, l'expression de ma très haute et respectueuse considération.


MALANGU KABEDI MBUYI
Gouverneur

Table des matières

Avertissement	XVII
PARTIE I DIAGNOSTIC DE LA SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE	1
1|1 Environnement économique international	3
1|1|1 Evolution de l'activité économique internationale	3
1|1|2 Evolution de l'activité par région ou pays	4
1| Développements économiques	7
1|1 Développement économique intérieur et évolution du secteur réel	7
1|1|1 Produit intérieur brut	7
1|1|2 Analyse de l'approche par la production	7
1|1|3 Analyse de la demande globale	12
1|2 Prix intérieurs	13
1|2|1 Prix intérieurs	13
1|2|2 Évolution et Facteurs explicatifs de l'inflation en 2022	13
1|3 Evolution des prix des carburants	14
1|4 Développement humain et durable	15
1|4|1 Développement durable	15
2| Finances publiques	19
2|1 Operations du cadre budgétaire	19
2|1|1 Recettes publiques	20
2|1|2 Dépenses publiques	22
2|1|3 Besoins et moyens de financement des opérations du cadre budgétaires	23
2|1|4 Marché des valeurs du trésor	23
2|2 Operations à financement extérieur spécifique	24
2|2|1 Ressources	24
2|2|2 Dépenses	25
2|3 Analyse des arrières de paiements en 2022	25
2|3|1 Analyse par nature des dépenses	26
2|3|2 Analyse par fonction des dépenses	26
3| Relations économiques extérieures	27
3|1 Commerce des biens	27
3|1|1 Cours des principales matières premières	27
3|1|2 Destinations des exportations	29
3|1|3 Provenance des importations	29
3|1|4 Termes de l'échange	30
3|2 Balance des paiements	30
3|2|1 Compte courant et compte capital	30
3|2|2 Compte financier	33
3|3 Dette extérieure	33
3|3|1 Nouveaux emprunts extérieurs	34
3|3|2 Tirages	34
3|3|3 Service de la dette extérieure	35
3|3|4 Stock de la dette extérieure	35

VIII

3|4 Donations extérieures	35
3|4|1 Assistance multilatérale.....	36
3|4|2 Assistance bilatérale.....	36
3|5 Coopération internationale.....	37
3|5|1 Association des Banques Centrales Africaines (ABCA)	37
3|5|2 44 ^{ème} Réunion Ordinaire du Conseil des Gouverneurs de l'ABCA.....	37
4| Monnaie, crédit et institutions financières	39
4|1 Offre et demande de monnaie	39
4|1|1 Offre de monnaie	39
4|1|2 Demande de monnaie	41
4|1|3 Evolution de multiplicateur monétaire	41
4|2 Marché monétaire	42
4|2|1 Evolution des transactions	42
4|2|2 Comportement des taux d'intérêt	43
4|3 Activité bancaire	44
4|3|1 Encours global des crédits.....	44
4|3|2 Evolution de l'encours global des dépôts.....	45
PARTIE II POLITIQUES ECONOMIQUES FINANCIERES ET MONETAIRES MISES EN ŒUVRE.....	47
II|1 Politique budgétaire	49
II|1|1 Cadre de mise en œuvre opérationnelle de la politique budgétaire	49
II|1|2 Politiques mises en œuvre	50
II|2 Politique monétaire	50
II|2|1 Vue d'ensemble.....	50
II|2|2 Comportement des facteurs de la liquidité bancaire.....	51
II|2|3 Manipulation des instruments de la politique monétaire	52
II|2|4 Etat des objectifs de la politique monétaire	52
II|3 Politique de change	53
II|3|1 Objectifs de la politique de change	53
II|3|2 Evaluation des objectifs de la politique de change	53
II|4 politiques structurelles	56
II|4|1 Le programme de développement local des 145 territoires «PDL-145T»	56
II|5 Perspectives macroéconomiques	59
II|5|1 Perspectives économiques mondiales.....	59
II|5|2 Pays avancés.....	59
II|5|3 Pays émergents et en développement	60
II|5|4 Marchés des produits de base.....	60
II|5|5 Principaux risques pesant sur les perspectives mondiales	61
II|6 Perspectives intérieures	62
II|6|1 Secteur réel.....	62
II|6|2 Secteur des finances publiques	64
II|6|3 Secteur extérieur	65
II|6|4 Taux de change.....	65
II|6|5 Secteur monétaire et du crédit	66

PARTIE III ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE.....	67
1| Administration et cadres dirigeants de la banque	69
1|1 Administration	69
1|1|1 Conseil de la banque	69
1|1|2 Activités du Comité d'Audit.....	70
1|1|3 Activités du Comité de Gouvernance	70
1|1|4 Gouverneur.....	71
1|1|5 Collège des Commissaires aux Comptes	71
1|2 Cadres dirigeants de la banque.....	71
1|2|1 Haute Direction	71
1|2|2 Cabinet du Gouverneur	71
1|2|3 Directions et Organes du Siège.....	71
2| Activités de la banque.....	75
2|1 Gestion fiduciaire	75
2|1|1 Emissions et destructions des signes monétaires.....	75
2|1|2 Mouvements de fonds aux guichets du siège.....	76
2|2 Operations bancaires dénouées à la Banque Centrale du Congo	77
2|2|1 Transactions des banques aux guichets de la Banque Centrale du Congo	77
2|2|2 Transactions des autres clients à la Banque Centrale du Congo.....	77
2|3 Gestion des réserves de change.....	78
2|3|1 Cadre fonctionnel et structurel	78
2|3|2 Gestion des réserves de change par la banque centrale du Congo.....	78
2|3|3 Allocation stratégique des réserves internationales	79
2|4 Système National de Paiement	79
2|4|1 Surveillance des infrastructures des marchés financiers.....	79
2|4|2 Autres activités de surveillance	81
2|5 Autres activités de la banque	82
2|5|1 Gestion courante.....	82
2|5|2 Formation	82
3| Comptes de la banque.....	85
3|1 Comptes de la banque	85
3|1|1 Bilan	85
3|1|2 Comptes des pertes et profits.....	86
3|2 Opinion de l'auditeur externe sur les états financiers de la Banque Centrale du Congo.....	88
ANNEXE - TABLEAUX	93
1| Développement économique et évolution du secteur réel	95
2| Finances publiques	123
3| Relations économiques extérieures.....	139
4| Monnaie, crédit et institutions financières	173
Liste des autres institutions de dépôt et institutions financières.....	195

Liste des tableaux

PARTIE I DIAGNOSTIC DE LA SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE	1
1| Développements économiques	7
Tableau I|1|1 Contributions des différentes composantes de la demande globale à la croissance économique	12
Tableau I|1|2 Évolution de l'inflation globale	13
Tableau I|1|3 Évolution mensuelle d'inflation de l'INS	14
Tableau I|1|4 Evolution de la structure des prix des produits pétroliers	14
Tableau I|1|5 Banque Centrale du Congo acteur de mise en œuvre de la CDN	16
2| Finances publiques	19
Tableau I|2|1 Structure des recettes publiques	20
Tableau I|2|2 Structure des dépenses courantes par service	23
Tableau I|2|3 Besoins de financement des opérations du cadre Budgétaire	23
Tableau I|2|4 Evolution des émissions des Bons du Trésor en 2022 et 2021	24
Tableau I|2|5 Evolution des soumissions des Bons du Trésor en 2022 et 2021	24
Tableau I|2|6 Evolution des émissions d'Obligations du Trésor en 2022 et 2021	24
Tableau I|2|7 Evolution des soumissions des Obligations du Trésor en 2022 et 2021	24
Tableau I|2|8 Evolution du taux directeur et des taux moyens pondérés des titres publics	24
Tableau I|2|9 Opérations à financement extérieur spécifique	25
Tableau I|2|10 Arriérés de paiements par nature des dépenses	26
Tableau I|2|11 Arriérés de paiements par fonction des dépenses	26
3| Relations économiques extérieures	27
Tableau I|3|1 Evolution des cours des produits miniers et hydrocarbures	28
Tableau I|3|2 Evolution des cours des produits végétaux	29
Tableau I|3|3 Exportations de la RDC par destination	29
Tableau I|3|4 Composantes de la Balance des paiements	30
Tableau I|3|5 Structure des exportations	31
Tableau I|3|6 Variation annuelle des exportations des produits miniers et hydrocarbures	31
Tableau I|3|7 Structure des importations	32
Tableau I|3|8 Evolution du solde des opérations sur les services	32
Tableau I|3|9 Evolution du solde des revenus primaires	33
Tableau I|3|10 Evolution du solde des revenus secondaires	33
Tableau I|3|11 Evolution du compte de capital et d'opérations financières	33
Tableau I|3|12 Répartition des engagements extérieurs selon les termes et conditions indicatives en 2022	34
Tableau I|3|13 Tirages effectués en 2022	34
Tableau I|3|14 Service de la dette extérieure par groupes des créanciers en 2022	35
Tableau I|3|15 Stock de la dette extérieure	35
Tableau I|3|16 Provenance des donations extérieures d'origine publique	36
Tableau I|3|17 Types de donations d'origines multilatérales	36
Tableau I|3|18 Types de donations d'origines bilatérales	36
4| Monnaie, crédit et institutions financières	39
Tableau I|4|1 Composantes de la base monétaire	39
Tableau I|4|2 Contreparties de la base monétaire	40
Tableau I|4|3 Composantes des passifs monétaires au sens	40
Tableau I|4|4 Contrepartie des passifs monétaires au sens	41
Tableau I|4|5 Evolution de l'encours du Bon BCC	43
Tableau I|4|6 Structure du crédit suivant la maturité	45
Tableau I|4|7 Encours des dépôts par catégorie des déposants	45
Tableau I|4|8 Evolution des dépôts bancaires	45

PARTIE II POLITIQUES ECONOMIQUES FINANCIERES ET MONETAIRES MISES EN ŒUVRE.....	47
Tableau II|1 Situation des ponctions nettes de la liquidité en 2021 et 2022	51
Tableau II|2 Évolution des facteurs de la liquidité bancaire	51
Tableau II|3 Évolution des facteurs institutionnels de la liquidité.....	52
Tableau II|4 Ventilation du coût total par composante	57
Tableau II|5 Contributions de différents secteurs à la croissance du PIB réel de 2023-2025	63
Tableau II|6 Prévision des recettes et des dépenses publiques 2023-2025	64
Tableau II|7 Balance des paiements 2023-2025	65
 PARTIE III ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE.....	67
1| Administration et cadres dirigeants de la banque	69
2| Activités de la banque.....	75
Tableau III|2|1 Evolution des émissions monétaires.....	75
Tableau III|2|2 Répartition des billets émis entre Siège et Entités Provinciales	75
Tableau III|2|3 Répartition des paiements en billets neufs aux guichets du Siège	75
Tableau III|2|4 Ventilation par coupure des émissions monétaires	75
Tableau III|2|5 Evolution des émissions monétaires nettes.....	76
Tableau III|2|6 Evolution des versements	76
Tableau III|2|7 Ventilation par coupure des versements	76
Tableau III|2|8 Evolution des retraits	77
Tableau III|2|9 Ventilation par coupure des retraits aux guichets du Siège	77
Tableau III|2|10 Volume des transactions des banques effectuées aux guichets de la BCC	77
Tableau III|2|11 Volume des virements bancaires effectués aux guichets de la Banque Centrale du Congo	78
Tableau III|2|12 Volume des transferts effectués à la Banque Centrale du Congo	78
Tableau III|2|13 Evolution des réserves de la BCC	79
Tableau III|2|14 Composition des réserves de la BCC.....	79
Tableau III|2|15 Evolution des paiements dans le système ATS	80
Tableau III|2|16 Evolution des paiements dans le système MULTIPAY	80
Tableau III|2|17 Cartes bancaires	81
Tableau III|2|18 Ventilation des cartes en circulation par technologie utilisée	81
Tableau III|2|19 Personnel formé au pays.....	83
Tableau III|2|20 Personnel formé à l'extérieur du pays.....	83
Tableau III|2|21 Les entités organisationnelles d'affectation.....	83
Tableau III|2|22 Etudiants recommandés par les universités et instituts supérieurs suivants.....	84
Tableau III|2|23 Les niveaux d'études des étudiants affectés.....	84
3| Comptes de la banque.....	85
Tableau III|3|1 Actif du bilan de la Banque Centrale du Congo	86
Tableau III|3|2 Passif du bilan de la Banque Centrale du Congo	86
Tableau III|3|3 Tableau de formation du Résultat	87
 ANNEXE - TABLEAUX	93
1| Développement économique et évolution du secteur réel	95
Tableau I|1|6 Contribution des différents secteurs à la croissance du Produit Intérieur Brut.....	95
Tableau I|1|7 Parts relatives des composantes de la demande globale dans le PIB réel.....	96
Tableau I|1|8 Evolution de l'inflation (INS).....	96
Tableau I|1|8 bis. Evolution de l'inflation (BCC)	96
Tableau I|1|9 Contribution annuelle à l'inflation par fonction de consommation (BCC).....	96
Tableau I|1|10 Contribution annuelle à l'inflation par fonction de consommation (INS)	97

Tableau I|1|11 Evolution mensuelle de l'inflation (INS)	97
Tableau I|1|11 bis Evolution mensuelle de l'inflation (BCC)	97
Tableau I|1|12 Evolution des prix des produits pétroliers	98
Tableau I|1|13 Contribution des différents secteurs au Produit Intérieur Brut.....	99
Tableau I|1|14 Croissances sectorielles et globale de l'activité économique	100
Tableau I|1|15 Contribution des différents secteurs à la croissance économique.....	101
Tableau I|1|16 Contribution des différents secteurs à la croissance du Produit Intérieur Brut.....	102
Tableau I|1|17 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par le produit.....	103
Tableau I|1|18 Contribution des différents secteurs au Produit Intérieur Brut.....	104
Tableau I|1|19 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par le produit.....	105
Tableau I|1|20 Utilisation du Produit Intérieur Brut.....	105
Tableau I|1|21 Croissance des différentes composantes de la demande globale	106
Tableau I|1|22 Contribution des différentes composantes de la demande globale à la croissance du Produit Intérieur Brut.....	106
Tableau I|1|23 Contribution des différentes composantes de la demande globale à la croissance du Produit Intérieur Brut.....	107
Tableau I|1|24 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par la demande globale	107
Tableau I|1|25 Utilisation du Produit Intérieur Brut.....	108
Tableau I|1|26 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par la demande globale	108
Tableau I|1|27 Produit Intérieur BruT	109
Tableau I|1|28 Produit national brut et revenu national.....	110
Tableau I|1|29 Evolution des indices d'activité économique et des prix à la consommation des ménages.....	111
Tableau I|1|30 Production vivrière, élevage, sylviculture, pêche et chasse	112
Tableau I|1|31 Production agro-industrielle	113
Tableau I|1|32 Production minière et métallurgique	114
Tableau I|1|33 Principales productions manufacturières.....	115
Tableau I|1|34 Principales productions manufacturières.....	116
Tableau I|1|35 Indice de la production des industries manufacturières.....	116
Tableau I|1|36 Production, exportation et consommation intérieure de ciment	117
Tableau I|1|37 Consommation de produits pétroliers	117
Tableau I|1|38 Production et consommation d'électricité par province	118
Tableau I|1|39 Production et consommation d'eau et d'électricité.....	119
Tableau I|1|40 Activité de principaux organismes de transport.....	120
Tableau I|1|41 Marchandises manutentionnées dans les principaux ports	121
Tableau I|1|42 Communication téléphonique.....	122
2| Finances publiques	123
Tableau I|2|12 Structures des différentes catégories des recettes	123
Tableau I|2|13 Structure des dépenses courantes par ministère et institution	123
Tableau I|2|14 Besoin de financement des opérations du cadre budgétaire.....	123
Tableau I|2|15 Opérations à financement extérieur spécifique	124
Tableau I|2|16 Arriérés de paiements par nature des dépenses.....	124
Tableau I|2|17 Arriérés de paiements par fonction des dépenses.....	124
Tableau I|2|18 Importance relative des finances publiques dans l'économie	125
Tableau I|2|19 Situation intégrée des opérations des Administrations Publiques.....	126
Tableau I|2|20 Prévisions des recettes budgétaires de l'Etat	127
Tableau I|2|21 Recettes des Administrations Publiques.....	128
Tableau I|2|22 Prévisions des recettes des impôts sur le commerce extérieur	129
Tableau I|2|23 Recettes des impôts sur le commerce extérieur	129
Tableau I|2|24 Prévisions des recettes des impôts sur les revenus	130
Tableau I|2|25 Recettes des impôts sur les revenus	130
Tableau I|2|26 Prévisions des recettes des impôts sur biens et services	130

Tableau I|2|27 Recettes des impôts sur biens et services	131
Tableau I|2|28 Budget des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère et institution	132
Tableau I|2|29 Exécution des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère et institution.....	133
Tableau I|2|30 Dépenses courantes de l'Etat par nature	134
Tableau I|2|31 Budget des dépenses en capital de l'Etat : Répartition par ministère et institution	135
Tableau I|2|32 Exécution du budget des dépenses en capital de l'Etat. Répartition par ministère et institution	136
Tableau I|2|33 Encours de la dette publique libellé en monnaie nationale	137
3) Relations économiques extérieures.....	139
Tableau I|3|19 Evolution des cours des produits miniers et hydrocarbures.....	139
Tableau I|3|20 Evolution des cours des produits végétaux.....	139
Tableau I|3|21 Exportations de la RDC par destination	140
Tableau I|3|22 Importations de la RDC par pays ou région de provenance.....	140
Tableau I|3|23 Évolution du taux de change parallèle en provinces (fin période)	140
Tableau I|3|24 Variation du taux de change parallèle en provinces (fin période).....	141
Tableau I|3|25 Evolution des réserves de change.....	141
Tableau I|3|26 Composantes de la Balance des paiements	141
Tableau I|3|27 Structure des exportations.....	142
Tableau I|3|28 Variation annuelle des exportations des produits miniers et hydrocarbures.....	142
Tableau I|3|29 Structure des importations	143
Tableau I|3|30 Evolution du solde des opérations sur les services.....	143
Tableau I|3|31 Evolution du solde des revenus primaires	144
Tableau I|3|32 Evolution du solde des revenus secondaires	144
Tableau I|3|33 Evolution des soldes du compte de capital et d'opérations financières	145
Tableau I|3|34 Tirages effectués en 2022	146
Tableau I|3|35 Service de la dette extérieure par groupes des créanciers en 2022.....	147
Tableau I|3|36 Stock de la dette extérieure.....	147
Tableau I|3|37 Provenance des donations extérieures d'origine publique	147
Tableau I|3|38 Types de donations d'origines multilatérales.....	148
Tableau I|3|39 Types de donations d'origines bilatérales	148
Tableau I|3|40 Cours de principaux produits minéraux intéressant l'économie congolaise.....	148
Tableau I|3|41 Cours de principaux produits végétaux intéressant l'économie congolaise	149
Tableau I|3|42 Répartition des exportations par principaux pays de destination	149
Tableau I|3|42 bis Répartition des exportations par principaux pays de destination	150
Tableau I|3|43 Répartition des importations par principaux pays de provenance	151
Tableau I|3|43 bis Répartition des importations par principaux pays de provenance	152
Tableau I|3|44 Balance des biens	152
Tableau I|3|45 Evolution des termes de l'échange.....	153
Tableau I|3|46 Cours interbancaires des devises.....	154
Tableau I|3|47 Ecart entre les taux de change interbancaires et parallèles	156
Tableau I|3|48 Balance des paiements	159
Tableau I|3|48 bis Balance des paiements	162
Tableau I|3|49 Répartition des recettes d'exportations de marchandises par produit	165
Tableau I|3|49 bis Répartition des recettes d'exportations de marchandises par produit.....	166
Tableau I|3|50 Répartition des paiements d'importations de marchandises par groupe d'utilisations	167
Tableau I|3|50 bis Répartition des paiements d'importations de marchandises par groupe d'utilisations	168
Tableau I|3|51 Dette extérieure	169
Tableau I|3|51 bis Dette extérieure.....	170
Tableau I|3|52 Provenance des donations extérieures d'origine publique	171
Tableau I|3|52 bis Provenance des donations extérieures d'origine publique	172

4| Monnaie, crédit et institutions financières	173
Tableau I|4|9 Bilans monétaires (Selon le format FDS, Formulaires de Déclaration Standardisés).....	173
Tableau I|4|11 Liquidités monétaires.....	176
Tableau I|4|12 Contribution à la croissance des passifs monétaires au sens large (Masse monétaire).....	177
Tableau I|4|13 Contribution à la croissance des passifs monétaires au sens large (Masse monétaire).....	177
Tableau I|4|14 Ventilation des dépôts bancaires à vue par secteur d'activités, catégorie de déposants et provinces	178
Tableau I|4|15 Ventilation des dépôts bancaires à terme par secteur d'activités, catégorie de déposants, provinces et échéance	179
Tableau I|4|16 Ventilation des dépôts bancaires par provinces	180
Tableau I|4|17 Ventilation des dépôts bancaires par secteurs d'activités.....	181
Tableau I|4|18 Ventilation des dépôts bancaires par déposants	182
Tableau I|4|19 Ventilation du crédit aux entreprises privées et aux ménages.....	183
Tableau I|4|20 Crédits bancaires de signature suivant la forme des crédits	183
Tableau I|4|20a Ventilation du crédit bancaire par provinces	184
Tableau I|4|20b Ventilation du crédit bancaire (brut) par secteurs d'activités	186
Tableau I|4|20c Ventilation du crédit alloué par la Société Financière de Développement (SOFIDE) par secteurs d'activités.....	187
Tableau I|4|21 Crédits de décaissement (brut) par unités institutionnelles en 2022	188
Tableau I|4|22 Crédits d'engagement par unités institutionnelles en 2022	188
Tableau I|4|23 Taux d'intérêt appliqués par le système bancaire.....	189
Tableau I|4|24 Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	190
Tableau I|4|25 Situation résumée de la Société Financière de Développement, SOFIDE.	191
Tableau I|4|26 Situation résumée de la Société Nationale d'Assurances	192
Tableau I|4|27 Recettes et dépenses des différents branches d'assurances	193
Tableau I|4|28 Evolution du multiplicateur monétaire	194

Liste des graphiques

PARTIE I DIAGNOSTIC DE LA SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE	1
Graphique 1. Evolution de la croissance mondiale et régionale	3
1| Développements économiques	7
Graphique I|1|1 Croissance du PIB et du revenu réels par Habitant.....	7
Graphique I|1|2 Evolution des indices de production agricole	8
Graphique I|1|3 Indices d'activités extractives	8
Graphique I|1|4 Production du cuivre et du cobalt.....	9
Graphique I|1|5 Production de diamant	9
Graphique I|1|6 Production de pétrole brut.....	10
Graphique I|1|7 Industrie alimentaire, boissons et tabac, Autres industries manufacturières et Industrie manufacturière.....	10
Graphique I|1|8 Evolution des indices de production d'eau et d'électricité.....	11
2| Finances publiques	19
Graphique I|2|1 Evolution du solde budgétaire.....	19
Graphique I|2|2 Evolution des opérations du cadre budgétaire	20
Graphique I|2|3 Evolution des dépenses en capital du cadre budgétaire et celles à financement extérieur spécifique	25
3| Relations économiques extérieures.....	27
Graphique I|3|1 Indice des cours des principaux produits	27
Graphique I|3|2 Cours du Cuivre sur les marchés mondiaux	28
Graphique I|3|3 Cours du Zinc, du Cobalt et de l'Or sur le marché de Londres.....	28
Graphique I|3|4 Cours du pétrole brut sur les marchés internationaux.....	29
Graphique I|3|5 Cours de principaux produits végétaux exportés	29
Graphique I|3|6 Evolution des termes de l'échange	30
Graphique I|3|7 Evolution des soldes des composantes du compte des transactions courantes	30
4| Monnaie, crédit et institutions financières	39
Graphique I|4|1 Evolution de la base monétaire	39
Graphique I|4|2 Evolution de l'offre de monnaie	40
Graphique I|4|3 Evolution de la vitesse de circulation de la monnaie	41
Graphique I|4|4 Taux de liquidité de l'économie	41
Graphique I|4|5 Evolution du multiplicateur monétaire	42
Graphique I|4|6 Profondeur du marché monétaire.....	42
Graphique I|4|7 Evolution du volume de refinancement	42
Graphique I|4|8 Volume des transactions interbancaires.....	42
Graphique I|4|9 Volume annuel des ventes des Bons BCC.....	43
Graphique I|4|10 Taux moyen pondéré du Bon BCC à 7 jours et du marché Interbancaire	43
Graphique I|4|11 Taux d'intérêt de la BCC et des banques commerciales	43
Graphique I|4|12 Taux d'intérêt réels	44
Graphique I|4|13 Evolution de l'encours des crédits.....	44
Graphique I|4|14 Structure générale des crédits octroyés par le système bancaire.....	44
Graphique I|4|15 Crédits à décaissement suivant la monnaie de règlement	44
Graphique I|4|16 Crédits d'engagement.....	45
Graphique I|4|17 Structure des dépôts suivant la monnaie	46
PARTIE II POLITIQUES ECONOMIQUES FINANCIERES ET MONETAIRES MISES EN ŒUVRE.....	47
Graphique II|1 Evolution du taux directeur nominal et réel	52
Graphique II|2 Objectifs de la politique monétaire.....	53

Graphique II|3 Evolution du taux de change	54
Graphique II|4 Variation cumulée du taux change	54
Graphique II|5 Variation mensuelle du taux de change	55
Graphique II|6 Ecart taux indicatifs - taux parallèles	55
Graphique II|7 Evolution des réserves de change	56
Graphique II|8 Flux mensuels des réserves de change.....	56
Graphique II|9 Profil de la croissance économique mondiale	59
Graphique II|10 Prévisions des cours du pétrole et de l'indice des prix des produits énergétiques	61
Graphique II|11 Prévisions de l'indice des prix des métaux	61
Graphique II|12 Prévisions des cours du cuivre	61
Graphique II|13 Prévision de la croissance du PIB réel 2023-2025	62
Graphique II|14 Prévision annuelle du taux d'inflation de 2023-2025	64
Graphique II|15 Evolution du taux de change de 2023 à 2025	66
Graphique II|16 Prévision de la base monétaire de 2023 à 2025	66
Graphique II|17 Prévision du passif monétaire de 2022 à 2024	66
 PARTIE III ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE.....	 67
2| Activités de la banque.....	75
Graphique III|2|1 Répartition des ATM par province.....	81
 Liste des encadrés	
Encadré I|1 Les Contributions déterminées au niveau national (CDN) et l'Accord de Paris	15

Avertissement

Les signes conventionnels et sigles suivants ont été utilisés dans les tableaux statistiques :

...	non disponible
-	nul
p	provisoire
e	estimation
r	rectifié
t	tonne
tm	tonne métrique
m ³	mètre cube
DTS (XDR)	Droit de Tirage Spécial
USD	Dollar des Etats-Unis
CDF	Franc Congolais
Cc	Centime congolais
Cts	Cents
ME	Monnaies Etrangères
MN	Monnaie Nationale
TMP	Taux d'intérêt Moyen Pondéré
IMF	Institution de Micro-Finance
PGAI	Plate-forme pour la Gestion de l'Aide Internationale et des Investissements
XAF	Franc CFA
BDD	Bandundu
BC	Bas-Congo
EQ	Equateur
KT	Katanga
K-OCC	Kasaï-Occidental
K-Or	Kasaï-Orientale
Kin	Kinshasa
MAN	Maniema
N-KV	Nord-Kivu
S-KV	Sud-Kivu
OR	Province Orientale
RNB	Revenu National Brut

PARTIE I

DIAGNOSTIC DE LA SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE

1 | 1 Environnement économique international

L'année 2022 fait ressortir un environnement en proie aux contrecoups de la guerre en Ukraine ainsi qu'aux effets latents et persistants de la pandémie du Covid-19. Ces situations ont contrarié la croissance et déterminé la recrudescence de l'inflation dans l'ensemble des économies.

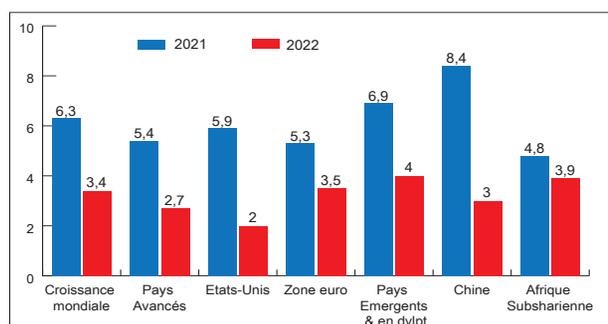
1 | 1 | 1 Evolution de l'activité économique internationale

L'activité économique a ralenti en 2022 alors que le bond enregistré en 2021 laissait présager d'un affermissement postpandémique de l'économie mondiale. En effet, le rapport sur les perspectives internationales du FMI¹ a renseigné une croissance mondiale de 3,4% en 2022, soit un repli de 2,9 points de pourcentage comparé aux résultats de 2021. Cette tendance s'est reflétée dans l'ensemble des régions du monde, tant au niveau des économies avancées, émergentes et qu'en développement. Néanmoins, les économies riches en ressources naturelles ont tiré profit de la hausse des cours mondiaux des produits de base induite par la guerre en UKRAINE.

Le repli de la croissance en 2022 procède des répercussions de la guerre en Ukraine et des effets décalés de la pandémie du Covid-19, auxquels s'ajoute la résurgence de la contamination dans certaines régions telles que la Chine. En effet, l'intensification du conflit russo-ukrainien a créé des goulots d'étranglement du côté de l'offre, à travers les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales. De même, la mise en œuvre de la stratégie « zéro covid » en Chine, en réponse à l'augmentation de la contamination au Covid-19, a rejailli négativement sur l'offre dans cette économie, l'un des moteurs de la croissance mondiale.

Graphique 1. Evolution de la croissance mondiale et régionale

(en %)



Source : BCC sur base des chiffres publiés dans les Perspectives de l'économie mondiale, avril 2023.

¹ FMI, Rapport sur les perspectives économiques mondiales publié en avril 2023.

Dans les économies avancées, la croissance s'est établie en moyenne à 2,0% en 2022 contre 5,4% en 2021. L'activité économique s'est ressentie des conséquences de la guerre Russo-Ukrainienne, principalement dans les pays de l'Europe fortement dépendant du pétrole, du gaz ainsi que des céréales (blé et maïs) provenant de cette région. Le choc résultant de ce conflit s'est traduit par une consommation privée moins dynamique, tenant de la baisse du pouvoir d'achat des ménages consécutivement à la montée de l'inflation, le resserrement des conditions financières internationales ainsi que les perturbations des chaînes d'approvisionnement.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance est ressortie à 3,9% en 2022, en baisse de 2,8 points par rapport à 2021. Cette contre-performance s'explique, notamment par un ralentissement plus prononcé de l'activité en Chine, sur fond des restrictions des mouvements des biens et des personnes pour réduire la hausse de la contamination au Covid-19.

Par ailleurs, l'accroissement des incertitudes a affecté les perspectives d'investissements, traduites par la chute des principaux indices boursiers à travers le monde. Les baisses des principaux indices boursiers tiennent principalement (i) des craintes quant à la trajectoire de l'inflation dans les pays avancés et du rythme de resserrement des taux d'intérêt directeurs par les grandes banques centrales pour dompter la hausse du niveau général des prix, (ii) les perturbations des chaînes d'approvisionnement et (iii) l'intensification des tensions géopolitiques et la persistance de la fragmentation géoéconomique.

Dans cet environnement, les indices boursiers américains ont fortement baissé par rapport ceux européens. En effet, les indices américains S&P 500 et le Nasdaq ont connu respectivement un repli de près de 20% et 33% en 2022, soient les baisses les plus importantes depuis la crise financière de 2008. Le Dow Jones a, quant à lui, enregistré un recul d'environ 5,6% en 2022 après le rebond de près de 19% en 2021.

Pour ce qui est des indices européens, l'indice français CAC 40 a connu une baisse de 9,5%, soit son niveau le plus faible depuis 2018, après un rebond de 29% en 2021 au sortir de la crise sanitaire mondiale liée à la pandémie du Covid-19. Les indices de la zone euro « Euro Stoxx » et du Royaume Uni (FTSE 250) ont baissé de 11,9% et 19,7%, respectivement. En outre, il convient de relever que les baisses les plus importantes ont été observées en Russie, où les indices boursiers « Nasdaq Russia Large Mid Cap Index » et « RTS index » ont reculé respectivement de près de 60,1% et 39,2%.

1 | 1 | 2 Evolution de l'activité par région ou pays

Elle s'est articulée comme suit :

- **Etats-Unis**

L'économie américaine a progressé plus lentement en 2022 comparativement à l'année précédente. En effet, la croissance s'est repliée à 2,0%, en ralentissement de 3,9 points de pourcentage par rapport à 2021. Plusieurs facteurs ont expliqué cette situation, notamment les contraintes d'approvisionnement, les pénuries de la main-d'œuvre et une forte accélération de l'inflation et les déficits commerciaux.

Une forte reprise a été notée au cours de deux derniers trimestres 2022, sur fond d'augmentation de l'investissement privé. L'activité économique a progressé de 3,9% et 2,9% respectivement au troisième et quatrième trimestre 2022 contre des contractions de 1,6% et 0,6% au premier et deuxième trimestre 2022.

Pour ce qui est de l'inflation, elle a atteint des cimes jamais connues depuis près de quatre décennies. Les contrecoups de la guerre en Ukraine, en l'occurrence l'accélération des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, ont accentué les pressions inflationnistes déjà observées en 2021 et découlant des effets des mesures de soutien monétaire et budgétaire. A fin décembre 2022, l'inflation s'est située à 6,5% contre 7,0% en 2021, après s'être hissée à 9,1% en juin 2022. Ce niveau d'inflation, largement supérieur à son objectif de 2%, a amené la banque centrale américaine (FED) à renoncer, dès mars 2022, à la politique monétaire non conventionnelle, matérialisée par l'arrêt du programme de rachat des titres publics et le relèvement des taux d'intérêt directeurs.

La Fed a procédé, en mars 2022, à une première hausse des taux depuis 2018, afin de contenir les pressions inflationnistes et ramené l'inflation autour de l'objectif de 2,0%. Ainsi, les principaux taux directeurs de la Fed ont été augmentés à sept reprises en 2022, passant d'une fourchette de 0,0 - 0,25% à 4,25 - 4,5%.

Par ailleurs, le marché de l'emploi est demeuré tendu mais solide, dans un contexte de pénurie de la main-d'œuvre, principalement dans les secteurs nécessitant plus de contacts. Le taux de chômage est passé de 3,9% en décembre 2021 à 3,5% en décembre 2022. Toutefois, les salaires réels ont globalement diminué, avec l'accélération plus proportionnelle de l'inflation par rapport aux salaires nominaux.

- **Zone euro**

Dans la zone euro, la croissance a ralenti de 1,8 point d'une année à l'autre pour se situer à 3,5% en 2022. Les économies de la zone étant étroitement liées à la Russie et à l'Ukraine ont été affectées par la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, les perturbations des chaînes d'approvisionnement ainsi que le resserrement des conditions monétaires par les principales banques centrales et le durcissement de l'endettement.

En ce qui concerne l'inflation annuelle dans la zone, elle a atteint 9,2% contre 5,0% en 2021, soit un niveau largement supérieur à l'objectif de 2,0% fixé par la Banque Centrale européenne (BCE). L'analyse infra-annuelle révèle que l'inflation a augmenté de façon continue au cours de dix premiers mois, atteignant un pic de 10,6% au mois d'octobre 2022, en dépit de l'arrêt de la politique monétaire non conventionnelle. Cette évolution tiendrait du coût d'ajustement tardif et modéré de la politique monétaire comparativement à la FED.

S'agissant particulièrement des taux d'intérêt directeurs, la BCE a procédé, à partir de juillet 2022, à leur relèvement à quatre reprises. Le taux d'intérêt sur la facilité de dépôt s'est établi à 2,0%, celui du refinancement à 2,5% et le prêt marginal à 2,75%, alors qu'ils se situaient respectivement à -0,5%, 0,0% et -0,25% en 2021.

- **En Chine**

L'activité économique en Chine a fortement ralenti au cours de l'année sous analyse, après un rebond significatif en 2021. En effet, le taux de croissance s'est établi à 3,0% en 2022 contre 8,4% en 2021. Ce ralentissement est expliqué par la guerre en Ukraine et les mesures de restriction strictes à la suite de la stratégie «zéro covid». Cette situation a impacté fortement l'industrie manufacturière, entraînant la baisse de l'investissement et de la consommation privée ainsi que des perturbations des chaînes d'approvisionnement.

L'analyse en infra-annuel renseigne que le ralentissement a été plus important au deuxième trimestre 2022, avec un taux de croissance de 0,4% contre 4,8% au trimestre précédent, plombé par la pandémie et la baisse de la demande. En réponse à cette situation, les autorités ont pris certaines mesures pour soutenir l'activité, notamment la réduction des impôts des entreprises et le financement des projets d'infrastructures.

Par ailleurs, l'inflation est ressortie à 2,0% en 2022 contre un objectif gouvernemental fixé à 3,0%. Les prix à la consommation ont connu une trajectoire haussière

aux neuf premiers mois, avec un pic d'inflation de 2,8 %, en glissement annuel, au mois de septembre 2022. Cette évolution a été tirée par la flambée des prix des produits alimentaires, ainsi que par l'inflation non alimentaire (par exemple, le logement).

- **Afrique subsaharienne**

L'économie de la région est demeurée résiliente, en dépit des vents contraires importants à l'échelle mondiale. La croissance s'est hissée à 3,8 % en 2022 contre 4,7 % l'année précédente. Toutefois, la région a été touchée par la hausse des prix des denrées alimentaires, lesquels constituent un des vecteurs de transmission le plus important de fluctuations économiques

A cet effet, il a été enregistré une baisse sensible du pouvoir d'achat des ménages, particulièrement les plus vulnérables, pesant ainsi sur la demande intérieure. Par contre, les pays riches en produits énergétiques, particulièrement le pétrole, ont tiré profit de la hausse des cours du pétrole sur le marché international.

1 | Développements économiques

1 | 1 Développement économique intérieur et évolution du secteur réel

En 2022, la croissance économique s'est poursuivie sur fond du maintien d'une demande internationale soutenable des produits miniers. En effet, le produit intérieur brut (PIB) réel a enregistré une croissance supérieure de 5,3 points par rapport à la moyenne de l'Afrique Subsaharienne. Cette évolution procède de la réponse favorable de la production de la branche « Extraction » au bon comportement des cours du cuivre.

Sur le marché des biens et services, les pressions inflationnistes ont resurgi à la suite de la reprise de la dépréciation du taux de change. En effet, l'évolution du rythme de variation de l'indice des prix à la consommation en 2022 est principalement d'origine externe. Cette situation a été consécutive notamment aux perturbations des canaux d'approvisionnement, occasionnées par la guerre Russo-ukrainienne, a porté le niveau général des prix légèrement au-dessus de sa cible annuelle soit 12,3%.

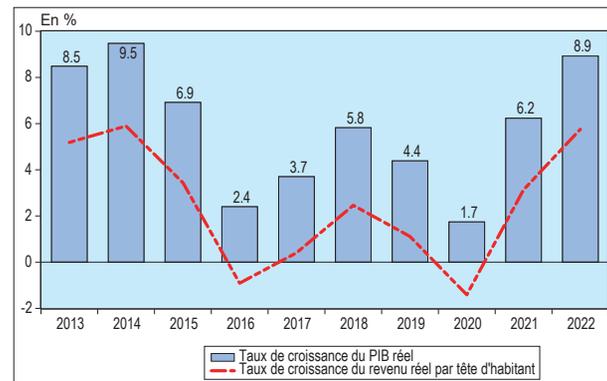
1 | 1 | 1 Produit intérieur brut

En 2022, l'activité économique de la République Démocratique du Congo est demeurée résiliente suite principalement à l'impulsion du secteur extractif, dans un contexte extérieur marqué par une demande soutenue des principaux métaux. En effet, le PIB réel s'est accru de 8,9% en 2022 contre une réalisation de 6,2% en 2021 et 1,7% en 2020.

Le PIB hors mines s'est établi à 3,1% en 2022 après un niveau de 4,5% réalisé une année avant. Cette situation fait suite notamment au ralentissement d'activité des principaux secteurs non-extractifs de l'économie nationale, plus particulièrement les « Industries manufacturières » et les « Transports et télécommunications », plombés par la faiblesse de la croissance des investissements privés ainsi qu'aux diverses perturbations des voies d'approvisionnement consécutif aux effets induits par la guerre russo-ukrainienne.

Graphique I | 1 | 1 Croissance du PIB et du revenu réels par Habitant

(en pourcentage)



Source : CESCEN.

La performance économique de la RDC en 2022 est notamment attestée par l'évolution du revenu par personne qui s'est accru de 5,8% contre 3,1% l'année précédente.

1 | 1 | 2 Analyse de l'approche par la production

En 2022, le secteur primaire a été une fois de plus le moteur de la croissance du PIB réel en RDC. Ce dernier a été suivi par le secteur tertiaire et, dans une moindre mesure, par le secteur secondaire.

Secteur primaire

L'activité dans le secteur primaire s'est sensiblement améliorée en 2022. En effet, il a contribué pour 80,4% à la croissance du PIB contre 54,9% observée une année auparavant. Cette amélioration a été impulsée par la branche « Extraction » dont les activités se sont accrues de 21,9% contre 10,1% en 2021, tirée par la production minière.

Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche

En 2022, la branche « Agriculture, Forêt, Elevage, Pêche et Chasse » a enregistré une progression de 2,4% de sa valeur ajoutée, soit quasiment le même niveau réalisé en 2021. Par ailleurs, sa contribution à la croissance du PIB s'est maintenue à son niveau de l'année précédente, soit 0,4 point.

Agriculture

Après s'être ressortie à 2,8% en 2021, la croissance de la

sous-branche «Agriculture» a légèrement ralenti pour s'établir à 2,4% en 2022, induite par le ralentissement de la production vivrière. Il en est de même pour sa contribution à la croissance économique qui est respectivement passée de 0,4 point à 0,3 point de pourcentage d'une année à l'autre. L'évolution de cette sous-branche est expliquée notamment par l'insécurité, principalement dans les zones agraires du Nord-Est de la République, ainsi que par une faible pluviométrie dans la zone Sud-Est.

Production agricole vivrière

L'activité de la production vivrière a affiché une croissance de 2,6%, soit un ralentissement de 0,5 point par rapport à l'année précédente. Cette situation s'explique par la baisse de la participation des ménages aux activités agricoles, due principalement à l'insécurité. En termes de contribution à la croissance du PIB, l'apport de cette filière a été de 0,4 point comme en 2021.

Culture de rente

En 2022, la valeur ajoutée de la culture de rente a baissé de 9,7%, alors qu'elle avait enregistré une contraction de 10,2% en 2021, induisant une contribution à la croissance quasi-nulle. L'insuffisance des investissements dans ce secteur ainsi que l'insécurité dans les zones de production continuent à plomber les activités de cette filière.

Forêt

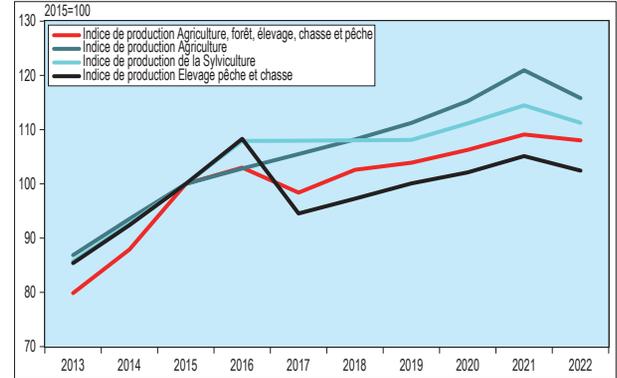
Après une contraction de 9,9% en 2021, les activités de la sous-branche sylviculture ont enregistré une croissance de 2,7% en 2022. Cette situation est due à l'encadrement des exploitants et autochtones au respect de la réglementation de l'activité d'exploitation forestière et de la protection de l'environnement.

Elevage, pêche et chasse

La valeur ajoutée de cette sous-branche a décliné s'établissant à 2,6%, après une progression à 3,0% en 2021. Sa contribution à la croissance est ressortie à un niveau quasi-nulle.

Il y a lieu de relever qu'au cours de la période indiquée, ce secteur a bénéficié dans sa filière «pêche» de la réhabilitation de certains centres d'alevinage avec une dotation des machines de fabrication d'aliments pour les poissons.

Graphique I|1|2 Evolution des indices de production agricole

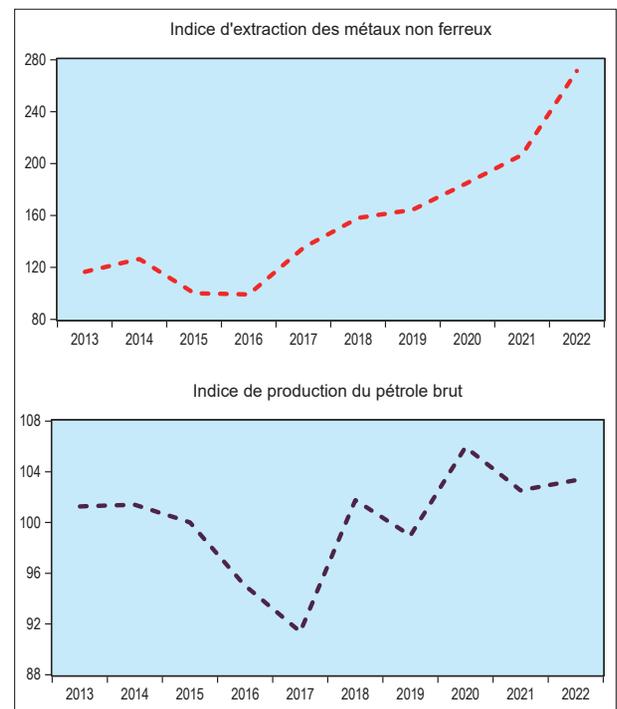


Source : Banque Centrale du Congo.

Extraction

En 2022, l'activité extractive a poursuivi sa prépondérance dans la création des richesses en RDC. En effet, sa contribution à la croissance s'est établie à 6,8 points, venant de 2,9 points l'année précédente. Les activités de cette branche ont progressé de 21,9% durant l'année sous revue, contre 10,1% en 2021. Cette évolution est tributaire de l'accroissement de la capacité de production et de la reprise des activités de certaines entreprises du secteur, dans un contexte d'embellie des cours des principaux produits d'exportations notamment le cuivre et le cobalt.

Graphique I|1|3 Indices d'activités extractives (en points)



Source : Banque Centrale du Congo.

Extraction des métaux non ferreux

L'indice d'activité économique de la production des métaux non ferreux s'est amélioré de 31,2% en 2022, porté principalement par la production du cuivre et du cobalt. Cette évolution découle de la performance notée dans la production du cuivre et du cobalt, principaux métaux produits par le pays.

Cuivre

La production du cuivre s'est accrue de 30,9% en 2022, s'établissant à 2.359,8 milliers de tonnes. Cette situation découle principalement de l'accroissement des activités des partenaires de la Gécamines suite à l'entrée en phase d'exploitation complète d'une grande industrie minière du pays.

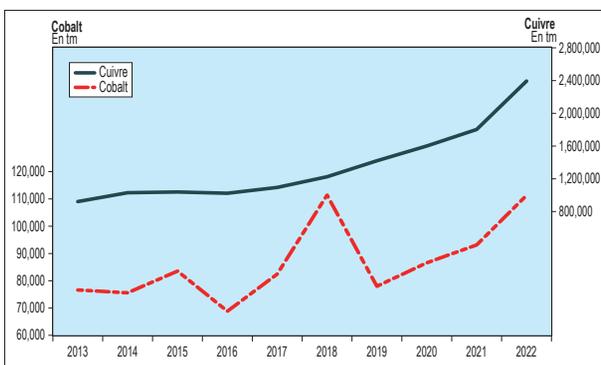
La production de la Gécamines a atteint 4,6 milliers de tonnes, soit une progression de 14,2% par rapport à l'année précédente. Les autres sociétés partenaires, quant à elles, ont produit 2.355,3 milliers de tonnes, contre 1.798,9 milliers en 2021.

Cobalt

En 2022, la production du cobalt a atteint 111.309,0 tonnes, soit une progression de 19,5% par rapport à l'année précédente. Cette performance est en lien avec la reprise de la production d'une grande entreprise du secteur exploitant la plus grande mine de cobalt au monde. En effet, cette entreprise a été maintenue, durant quelques années, en régime de maintenance et d'entretien dans l'objectif d'accroître leur capacité de production.

Le niveau de la production de la Gécamines et de ses partenaires sont établis respectivement à 19,9 et 91,4 tonnes, soit des accroissements respectifs 29,1% et 17,6%. L'importance de ces métaux dans la transition écologique est l'une des raisons de la forte demande de ce minerai.

Graphique I|1|4 Production du cuivre et du cobalt
(en milliers de tonnes)



Source : Banque Centrale du Congo.

Zinc

La production du zinc s'est contractée de 23,4% en 2022, se situant à 12,3 milliers de tonnes. La faiblesse d'accroissement des investissements dans cette filière constitue le goulot d'étranglement de cette production.

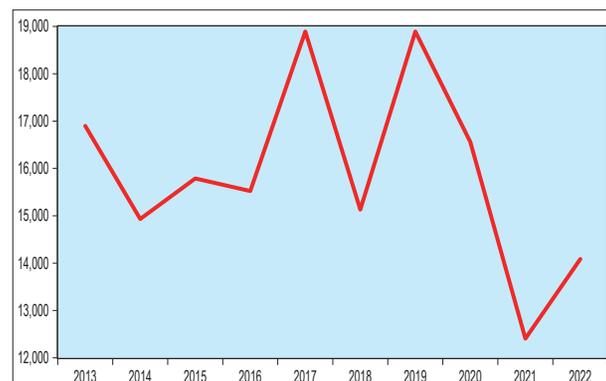
Autres produits d'extraction

Globalement, l'activité des autres produits d'extraction (Pétrole non compris) s'est améliorée en 2022, attestée par son indice d'activité, lequel s'est accru de 0,8% venant de 0,5% en 2021.

Diamant

La production totale du diamant, chiffrée à 14.087,6 milliers de carats en 2022, a augmenté de 15,7% comparativement à l'année d'avant. La production industrielle, qui a représenté 39,6% de la production totale, s'est établie à 5.576,3 milliers de carats contre 8.511,3 milliers produits par les artisans, soit des accroissements respectifs de 23,2% et 11,2%.

Graphique I|1|5 Production de diamant
(en milliers de tonnes)



Source : Banque Centrale du Congo.

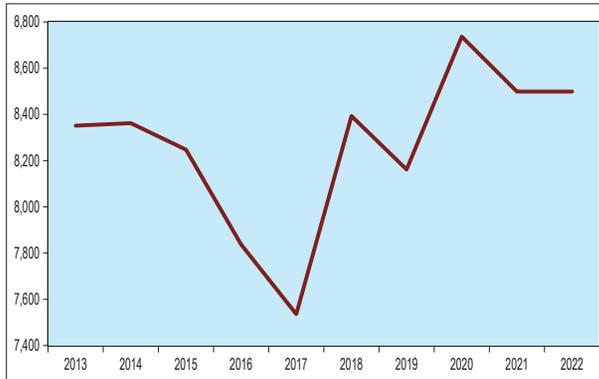
Or

La production de l'or s'est située à 32.337,2 kilos en 2022, soit une hausse de 1,4% comparativement à l'année précédente. Il sied d'indiquer que la production aurifère, laquelle est fortement dépendante de l'exploitation artisanale, est gangrenée par la fraude et la contrebande.

Pétrole brut

En 2022, en dépit des multiples grèves observées au sein de la principale entreprise productrice du pétrole brut en RDC, la production de l'or noir s'est établie au même niveau que celle de l'année précédente, soit à 8.499,0 milliers de barils.

Graphique I|1|6 Production de pétrole brut
(en milliers de barils)



Source : Banque Centrale du Congo.

Secteur secondaire

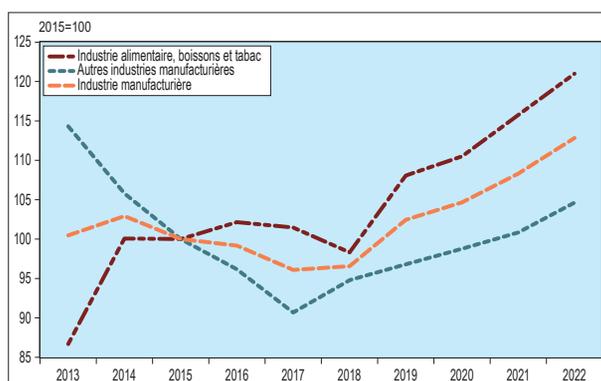
En 2022, la valeur ajoutée du secteur secondaire a augmenté de 2,8 % après une progression de 3,2 % l'année précédente. Sa contribution à la croissance est portée à 0,4 point de pourcentage contre 0,5 point l'année précédente. Cette situation résulte principalement de l'évolution observée au niveau de la branche « Industries manufacturières » à travers sa composante « Industries alimentaires, boissons et tabac ».

Industries manufacturières

En 2022, les « Industries Manufacturières » ont bénéficié d'une conjoncture globalement favorable, laquelle a permis le maintien de la croissance post pandémie de cette branche. En effet, la valeur ajoutée de la branche a enregistré un accroissement de 2,4 % contre 4,3 % en 2021. La contribution de la branche à la croissance s'est située à 0,2 point de pourcentage en 2022, après 0,4 point en 2021.

Graphique I|1|7 Industrie alimentaire, boissons et tabac, Autres industries manufacturières et Industrie manufacturière

2015=100



Source : Banque Centrale du Congo.

Industries Alimentaires, Boissons et Tabacs

En 2022, les activités des « Industries alimentaires, boissons et tabacs » se sont accrues de 2,5 % après 4,6 % en 2021, sous l'effet de l'amélioration de la production de certains produits alimentaires, notamment la farine de maïs, celle de froment ainsi que des boissons.

En 2022, la branche « des industries alimentaires » a enregistré un accroissement de la production sur l'ensemble de ses produits. Les accroissements ont concerné notamment l'huile de palme et le riz décortiqué, à la suite des volumes de productions respectifs de 50,6 et 223,6 tonnes. Leurs volumes ont augmenté de 7,8 %, et 5,0 % d'une année à l'autre.

Quant à la production des boissons alcoolisées et celle des boissons gazeuses, elle s'est accrue de 8,1 % et 0,3 %. Cette évolution a été justifiée par la production, au niveau local, d'une boisson jadis importée.

Autres Industries Manufacturières

La valeur Ajoutée de la sous-branche « Autres industries manufacturières » a augmenté de 3,8 % en 2022, dégageant une contribution à la croissance positive deux années successives, bien que qu'à un niveau inférieur par rapport à 2021.

En 2022, les minéraux non métalliques, notamment le ciment portland, les produits en béton, les carrelages, et fibro-ciment et les bouteilles ont connu des augmentations des productions respectivement de 25,1 %, 4,2 %, 3,9 %, 5,9 % et 15,9 %. Quant au concassé, sa production a baissé de 2,0 % contre un rebond de 27,0 % en 2021.

S'agissant des industries de fabrications des métaux lourds, leurs productions ont progressé de 1,3 %, 0,5 %, 3,5 % et 17,2 % respectivement pour les filières charpentes et constructions métalliques, chaudronnerie, fonderie des métaux non ferreux et fonderie fonte et acier.

La sous branche « industries de transformation de bois » a globalement enregistré des augmentations de productions. En effet, les principales productions de cette filière, notamment la menuiserie métallique, les contreplaqués, les stylos à billes, les matelas, ont respectivement cru de 0,8 %, 1,9 %, 11,5 % et 2,6 %.

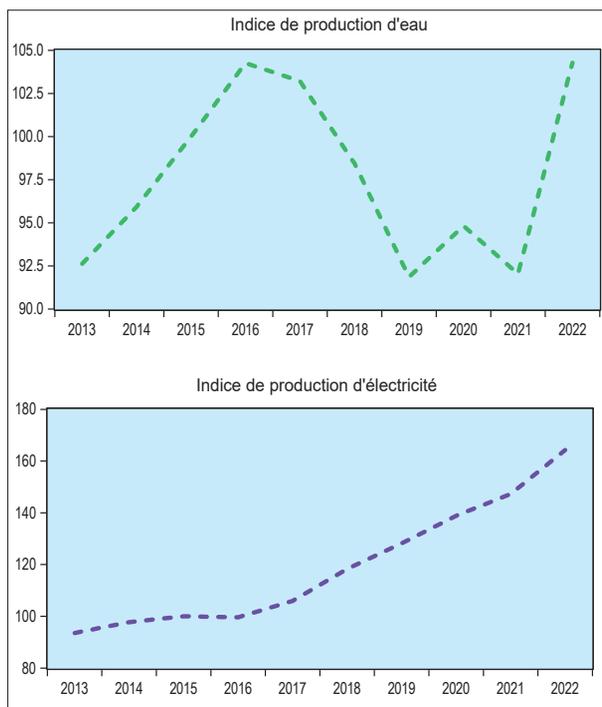
Par contre, les activités de réparations navales, se sont davantage contractées soit 17,0 % en 2022 contre une légère contraction de 2,1 % alors que les constructions navales ont réalisé une augmentation de 6,7 % en 2022 contre une contraction de 1,4 %, une année auparavant.

Electricité, gaz, vapeur et eau

En 2022, la valeur ajoutée de la branche «Électricité, gaz, vapeur et eau» a connu un accroissement de 3,3% contre 3,9% une année auparavant.

Graphique I | 1 | 8 Evolution des indices de production d'eau et d'électricité

(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

Électricité

La production de l'électricité s'est contractée de 0,5%, s'établissant à 13.088,2 milliers de Mwh. Ce repli est consécutif à la vétusté des différents barrages dont la modernisation nécessaire demeure un défi pour le Gouvernement. En termes de la desserte en électricité, il s'est observé une amélioration marquée par l'augmentation de la consommation de l'ordre de 10,9%, se chiffrant à 9.169,9 milliers de Mwh.

Eau

En 2022, la production de l'eau potable a significativement augmenté de 13,3% venant de 2,9% l'année précédente. Cette amélioration est consécutive aux investissements publics dédiés à la construction et réhabilitation des usines d'eau notamment dans la ville de Kinshasa. Quant à la consommation de l'eau potable, elle a légèrement augmenté de 0,1 en 2022, soit un niveau inférieur à celui réalisé l'année dernière 0,2%.

Bâtiments et travaux publics

La valeur ajoutée des activités de la branche «Bâtiments et travaux publics» a stagné d'une année à une autre, enregistrant le même niveau de contribution soit 0,2 point à la croissance économique. Cette situation est consécutive au ralentissement dans l'exécution des travaux dans le cadre des projets de 145 territoires dont la capacité d'absorption des ressources financières disponibles s'est avérée faible par les agences d'exécution.

Secteur tertiaire

Au terme de l'année 2022, les activités du secteur tertiaire ont enregistré une croissance de 3,3%, après une hausse de 5,6% en 2021. Ce ralentissement est attesté notamment par le comportement des branches «Transports et télécommunications», «Commerce» et «Autres services hors administration Publique». Sa contribution à la croissance est ressortie à 1,2 point contre 2,1 points l'année précédente.

Commerce

La valeur ajoutée des activités du commerce a légèrement ralenti après son dynamisme post Covid-19, pour s'établir à 2,7% contre 3,9%. La contribution à la croissance de cette branche est ressortie à 0,4 point de pourcentage contre 0,5 point une année plus tôt.

Transports et Télécommunications

Après des accroissements successifs autour de 10,0% en 2020 et 2021, la valeur ajoutée de la branche «Transports et Télécommunications» s'est décélérée en 2022. En effet, la croissance de cette branche s'est établie à 4,5% durant l'année sous revue, portant sa contribution à la croissance à 0,6 point contre 1,2 point l'année précédente.

Transports

En 2022, les activités de principaux organismes de transport des marchandises et des personnes ont globalement évolué à la hausse, contrairement à l'année précédente où elles avaient connu des évolutions divergentes. En outre, le volume des marchandises manutentionnées a enregistré une baisse durant cette même période.

Trafic des marchandises et des personnes

Le transport des marchandises a été principalement marqué par le dynamisme du transport routier ainsi que du rebond des activités ferroviaire, aérienne et fluviale, après avoir connu des régressions l'année précédente.

En 2022, le volume global de marchandises transportées s'est accru de 4,9% contre une progression de 6,6% l'année précédente. Cette évolution reste dominée par le transport routier qui a enregistré une hausse de 4,9% en 2022 alors qu'il a connu un accroissement de 6,9% en 2021. Les transports ferroviaire, aérien et fluvial ont respectivement enregistré des hausses de 16,0%, 6,7% et 1,1% contre des baisses de 18,9%, 7,1%, et 2,3%.

Quant à l'activité du transport des voyageurs, il est globalement passé à 1.625,6 millions des voyageurs par kilomètre, soit un accroissement de 2,1% contre 1,0% en 2021, soutenue par le transport aérien dont la part représentative s'élève à 62,1%.

Manutention

Les activités de la manutention se sont globalement contractées dans les principaux ports du pays. Le volume global des marchandises manutentionnées en 2022 a chuté de 16,5% contre un accroissement de 2,2% en 2021. Cette situation tient principalement aux multiples mouvements de grèves et au non accostage des navires dans le port de Matadi dont le volume des trafics est le plus important, représentant 92,0% de l'ensemble.

Télécommunications

En 2022, le volume des unités consommées et des Data mobile ont affiché des hausses respectives de 3,5% et 5,6% contre 18,0% et 2,0% en 2021. Les Short Message Service (SMS), quant à eux, ont baissé de 12,0%, en raison de la préférence de la messagerie sociale.

Autres services hors Administration publique

La branche «Autres services hors Administration publique» a enregistré en 2022 un accroissement de sa valeur ajoutée de 3,0% contre 3,2% en 2021. Cette branche est appuyée par l'activité des «banques et assurances» qui poursuit son développement, avec une croissance de sa valeur ajoutée établie à 5,9% contre 3,2% une année plus tôt. Sa contribution à la croissance est passée d'un niveau quasi nul à 0,1 point de pourcentage.

Services d'Administration publique

En 2022, la valeur ajoutée des services d'administration publique est restée quasiment au même niveau qu'en 2021, avec une croissance de 2,0%, induisant une contribution à la croissance au même rythme que l'année précédente, soit 0,1 point de pourcentage. Cette évolution traduit les efforts consentis par le Gouvernement dans l'amélioration des conditions sociales du personnel de l'administration

publique à travers notamment la mécanisation de nouvelles unités et l'augmentation de la rémunération.

1 | 1 | 3 Analyse de la demande globale

L'analyse de la demande globale indique que la croissance économique a été essentiellement tirée par la demande intérieure nette en 2022, grâce principalement au dynamisme des investissements bruts.

Tableau 1 | 1 | 1 Contributions des différentes composantes de la demande globale à la croissance économique

PIB Emplois à prix constants de 2005	2021			2022		
	Var. en %	Contr. en %	Contri. en pts	Var. en %	Contr. en %	Contri. en pts
Demande intérieure	22,8	464,6	28,8	15,3	250,2	22,3
Consommation	5,9	73,3	4,5	4,8	41,3	3,7
Publique	21,7	21,2	1,3	22,2	17,2	1,5
Privée	4,5	52,1	3,2	3,1	24,1	2,2
Investissements bruts	49,7	391,3	24,3	27,1	208,9	18,6
FBCF	50,0	390,3	24,2	27,7	212,1	18,9
Publique	54,7	25,5	1,6	105,7	50,0	4,5
Privée	49,7	364,8	22,6	22,6	162,2	14,5
Variation des stocks	13,7	1,0	0,1	-61,7	-3,2	-0,3
Demande extérieur nette	85,4	-364,6	-22,6	29,0	-150,2	-13,4
Exportations de biens et services	8,2	41,6	2,6	18,9	67,6	6,0
Exportations des biens	8,1	40,6	2,5	20,0	70,7	6,3
Produits miniers	10,1	45,5	2,8	21,9	70,9	6,3
Autres produits	-10,0	-4,9	-0,3	-0,9	-0,3	0,0
Exportations des services	15,4	1,0	0,1	-63,6	-3,1	-0,3
Importations de biens et services	43,6	406,2	25,2	24,9	217,8	19,4
Importations des biens	43,5	341,1	21,1	28,0	206,4	18,4
Consommations	61,6	53,9	3,3	17,5	16,2	1,4
Equipements	55,2	85,1	5,3	34,1	53,3	4,8
Intermédiaires	37,3	202,2	12,5	28,1	136,9	12,2
Importations des services	44,1	65,0	4,0	8,2	11,4	1,0
PIB (Emplois)	6,2	100,0	6,2	8,9	100,0	8,9
PIB (Ressources)	6,2	100,0	6,2	8,9	100,0	8,9

Source : BCC d'après les résultats des tableaux de CECEN.

Demande intérieure

La demande intérieure aura été le principal soutien à l'activité économique en 2022, en dépit d'un ralentissement noté au niveau aussi bien de la consommation finale que des investissements bruts.

En effet, la demande intérieure a contribué à la création des richesses à hauteur de 22,3 points de croissance contre 28,8 points une année plus tôt. Quant aux composantes, à savoir les investissements bruts et la consommation finale, leurs contributions respectives ont été de 18,6 points et 3,7 points.

La consommation finale a enregistré une croissance de 4,8% en 2022 venant de 5,9% une année auparavant,

entraînant de ce fait une baisse de sa contribution à la croissance. Le ralentissement de cette consommation fait suite à la faible progression de la consommation privée qui s'est établie à 3,1 % contre 4,5 % une année auparavant. La consommation publique s'est, pour sa part, relativement maintenue, affichant une croissance de 22,2 % en 2022 contre 21,7 % en 2021, dans un contexte de relèvement du volume des dépenses courantes du Gouvernement, en réponse à un accroissement des recettes publiques.

Quant aux investissements bruts, ils ont ralenti à 27,1 % venant de 49,7 % une année plus tôt suite aux effets de rattrapage post Covid qui aurait induit une forte variation en 2021. Cette tendance découle du ralentissement des **investissements privés**, en hausse de 22,6 % contre 49,7 % en 2021. La hausse exponentielle des **investissements publics** de 105,5 % observée en 2022 contre 54,7 % en 2021, boosté par l'utilisation d'une partie des allocations DTS.

Demande extérieure nette

La **demande extérieure nette** a affiché un accroissement de 29,0 % par rapport à son niveau de 2021. Cette croissance est soutenue par une accélération des exportations de biens et services et un ralentissement des importations.

Les **exportations de biens et services** se sont accrues en termes réel de 18,9 % en 2022 contre 8,9 % en 2021, induisant un raffermissement à 6,0 points de pourcentage de sa contribution à la croissance contre 2,6 points d'une année à l'autre.

En revanche, les **importations des biens et services** ont ralenti de 24,9 % contre 43,6 % en 2021, renseignant une contribution à la croissance de 19,4 points contre 25,2 points.

1 | 2 Prix intérieurs

1 | 2 | 1 Prix intérieurs

Le marché des biens et services a été globalement marqué, en 2022, par la résurgence de tensions inflationnistes, après la désinflation observée au cours de l'année 2021. En effet, le taux d'inflation s'est établi à 13,1 % durant l'année sous revue contre une réalisation de 5,3 % l'année précédente.

Cette évolution, presque conforme aux prévisions annuelles de la Banque Centrale, s'est largement éloignée de sa cible de moyen terme fixée à 7,0 %.

1 | 2 | 2 Évolution et Facteurs explicatifs de l'inflation en 2022

Alors que l'année 2021 laissait présager un retour à la stabilité du niveau général des prix, l'invasion de l'Ukraine par la Russie, au début de l'année 2022, a fait ressurgir l'inflation en RDC. En effet, durant la période sous analyse, l'inflation a été principalement d'origine externe, occasionnée par le renchérissement des prix des produits alimentaires et pétroliers, induit par la perturbation des canaux d'approvisionnement provoquée par la crise russo-ukrainienne.

Tableau 1 | 1 | 2 Évolution de l'inflation globale

	2018	2019	2020	2021	2022
Cible annuelle (a) *	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00
Inflation annuelle moyenne (b)	30,85	4,75	10,99	9,40	9,05
Inflation en cumul annuel (c)	7,23	4,59	15,76	5,28	13,13
Ecart (en points de pourcentage) (d) = (a) - (c)	-0,23	2,41	-8,76	1,72	-6,13

Source : BCC.

En variation mensuelle, de janvier à février, l'inflation a connu une tendance baissière en passant d'un taux mensuel de 0,9 % en décembre 2021, à 0,5 % en janvier et 0,4 % en février 2022, soit une moyenne de 0,4 % aux deux premiers mois de l'année.

Cependant, d'avril à septembre 2022, une évolution globalement à la hausse a été observée, laquelle a porté le taux moyen mensuel à 1,2 %.

Un renversement de tendance a été observé à partir d'octobre où l'inflation a légèrement ralenti jusqu'en novembre pour s'établir à 0,9 %, avant de clôturer l'année avec un taux mensuel de 1,4 % en décembre.

Les poussées inflationnistes au courant de cette période ont résulté tant des facteurs externes qu'internes. Sur le plan externe, le renchérissement des prix des produits céréaliers et énergétiques sur le marché international, lequel a impacté les prix des produits importés sur le marché local.

Sur le plan interne, l'évolution du prix du baril a conduit à plusieurs modifications des prix du carburant à la pompe au niveau national, impactant ainsi négativement le pouvoir d'achat de la population. En outre, la guerre dans la partie Est de la République a occasionné des répercussions négatives sur l'offre, en affectant la capacité productive de cet espace vivrier du pays.

Tableau | 1 | 3 Évolution mensuelle d'inflation de l'INS

	Inflation mensuelle		Inflation cumulée	
	2021	2022	2021	2022
janvier	0,4 %	0,5 %	0,4 %	0,5 %
février	0,3 %	0,4 %	0,7 %	0,9 %
mars	0,3 %	1,4 %	1,0 %	2,3 %
avril	1,0 %	1,0 %	1,5 %	3,4 %
mai	0,4 %	1,1 %	1,9 %	4,5 %
juin	0,4 %	1,3 %	2,3 %	5,8 %
juillet	0,4 %	1,0 %	2,8 %	6,8 %
août	0,3 %	1,1 %	3,1 %	8,0 %
septembre	0,3 %	1,5 %	3,4 %	9,6 %
octobre	0,4 %	0,9 %	3,8 %	10,6 %
novembre	0,5 %	0,8 %	4,3 %	11,6 %
décembre	0,9 %	1,4 %	5,3 %	13,1 %

Source : BCC

1 | 3 Evolution des prix des carburants

Durant l'année 2022, il a été procédé à quatre révisions des prix à la pompe, essentiellement du fait de l'évolution du Prix Moyen Frontière Commercial (PMFC), lequel a connu des mouvements haussiers au-delà du seuil requis de 5 s %. Il sied de mentionner que les autres paramètres sont demeurés stables, à savoir le taux de change et le volume mis en consommation.

Le cours du baril de Brent (en clôture à Londres) a en moyenne atteint un niveau de 100,76 \$ en 2022, soit 42,6 % de plus qu'en 2021 (70,68 \$/b) et presque deux fois et demi le niveau de 2020, année de crise et de confinements liés au Covid-19 (41,75 \$). La valeur moyenne annuelle du cours de Brent n'avait plus franchi la barre des 100 \$ par baril depuis l'année 2013 (108,63 \$/b).

En 2022, quatre modifications sont intervenues suite à l'évolution du Prix Moyen Frontière Commercial (PMFC) consécutif à l'instabilité du cours moyen mensuel du Brent qui s'est établi à 80,9 \$/b à fin décembre 2022 alors que l'année 2021 n'avait enregistré qu'une seule modification.

Ainsi, la dernière modification intervenue le 28 novembre 2022 pour l'exercice sous revu, les prix des carburants à la pompe ont été arrêtés comme suit :

- (i) à l'Ouest, le prix du litre d'essence et de gasoil SE n'a pas augmenté par rapport à la dernière modification intervenu en 2020, soient respectivement à 1.995,- CDF, 1.430,- CDF et 1.985,- CDF ;
- (ii) au Sud, le prix du litre d'essence est passé de 1.820,- CDF à 2.100,- CDF, celui de pétrole de 1.700,- CDF à 1.870,- FC et celui de gasoil de 1.920,- CDF à 2.260,- CDF ;

(iii) à l'Est, le prix du litre d'essence avait progressé de 1.950,- FC à 2.150,- CDF, celui de pétrole de 1.630,- CDF à 1.860,- CDF et celui de gasoil de 1.970,- CDF à 2.110,- CDF.

Tableau | 1 | 4 Evolution de la structure des prix des produits pétroliers (en CDF le litre)

Date de révision des prix	ESSENCE				PETROLE				GASOIL			FUEL OIL			GPI GAZ		JET A1	
	OUEST	EST	SUD	NORD (1)	OUEST	EST	SUD	NORD (1)	OUEST	EST	SUD	OUEST (1)	OUEST	OUEST	OUEST	EST	EST	
2013																		
30 janvier	1 370,0	1 590,0	1 640,0	-	1 180,0	1 440,0	1 590,0	-	1 365,0	1 570,0	1 630,0	-	730,9	1 100,0	-	-	-	
06 février	1 370,0	1 590,0	1 640,0	-	1 180,0	1 440,0	1 590,0	-	1 365,0	1 570,0	1 630,0	-	730,9	1 100,0	-	-	-	
18 avril	1 370,0	1 590,0	1 640,0	-	1 180,0	1 440,0	1 590,0	-	1 365,0	1 570,0	1 630,0	-	887,3	1 100,0	-	-	-	
09 août	1 400,0	1 590,0	1 640,0	-	1 180,0	1 440,0	1 590,0	-	1 390,0	1 570,0	1 630,0	-	683,7	1 100,0	-	-	-	
20 novembre	1 400,0	1 590,0	1 640,0	-	1 180,0	1 440,0	1 590,0	-	1 390,0	1 570,0	1 630,0	-	683,7	1 100,0	-	-	-	
2014																		
11 juillet	1 475,0	1 590,0	1 640,0	-	1 180,0	1 440,0	1 590,0	-	1 465,0	1 570,0	1 630,0	-	751,0	1 100,0	-	-	-	
01 septembre	1 525,0	1 590,0	1 640,0	-	1 180,0	1 440,0	1 590,0	-	1 515,0	1 570,0	1 630,0	-	687,0	1 100,0	-	-	-	
2015																		
26 janvier	1 440,0	1 500,0	1 440,0	-	1 100,0	1 350,0	1 400,0	-	1 430,0	1 480,0	1 430,0	-	466,1	1 050,0	-	-	-	
2016																		
29 août	1 490,0	1 500,0	1 440,0	-	1 150,0	1 350,0	1 400,0	-	1 480,0	1 480,0	1 490,0	-	466,1	1 050,0	-	-	-	
30 août	1 540,0	1 320,0	1 280,0	-	1 200,0	1 180,0	1 140,0	-	1 530,0	1 330,0	1 270,0	-	461,6	1 150,0	-	-	-	
2017																		
25 février	1 615,0	1 380,0	1 340,0	-	1 250,0	1 230,0	1 200,0	-	1 605,0	1 390,0	1 330,0	-	659,6	1 200,0	-	-	-	
10 mars	1 650,0	1 380,0	1 340,0	-	1 285,0	1 230,0	1 200,0	-	1 640,0	1 390,0	1 330,0	-	659,0	1 200,0	-	-	-	
08 juin	1 730,0	1 420,0	1 400,0	-	1 340,0	1 260,0	1 255,0	-	1 720,0	1 430,0	1 390,0	-	703,9	1 250,0	-	-	-	
2018																		
26 janvier	1 810,0	1 450,0	1 415,0	-	1 400,0	1 290,0	1 260,0	-	1 800,0	1 460,0	1 395,0	-	705,1	1 300,0	-	-	-	
19 mars	1 890,0	1 510,0	1 485,0	-	1 465,0	1 350,0	1 320,0	-	1 880,0	1 520,0	1 465,0	-	706,2	1 350,0	-	-	-	
29 avril	1 980,0	1 580,0	1 555,0	-	1 535,0	1 410,0	1 380,0	-	1 970,0	1 590,0	1 530,0	-	706,2	1 350,0	-	-	-	
30 septembre	2 110,0	1 790,0	1 750,0	-	1 665,0	1 640,0	1 540,0	-	2 100,0	1 800,0	1 740,0	-	885,3	1 400,0	-	-	-	
18 novembre	2 240,0	1 810,0	1 760,0	-	1 795,0	1 660,0	1 550,0	-	2 230,0	1 820,0	1 750,0	-	1 014,0	1 450,0	-	-	-	
2020																		
07 mai	1 995,0	1 500,0	1 390,0	-	1 420,0	1 400,0	1 300,0	-	1 985,0	1 540,0	1 450,0	-	1 091,2	2 824,6	-	-	-	
12 août	1 995,0	1 950,0	1 820,0	¹ 800,0	1 430,0	1 630,0	1 700,0	1 500,0	1 985,0	1 970,0	1 920,0	¹ 850,0	1 148,7	3 242,4	1 519,62	1 991,3	-	
2021																		
28 juillet	1 995,0	2 150,0	2 100,0	¹ 880,0	1 430,0	1 860,0	1 870,0	1 550,0	1 985,0	2 110,0	2 260,0	¹ 900,0	1 301,9	3 242,4	1 575,4	2 416,1	-	
2022																		
21 janvier	-	2 450,00	-	-	-	1 950,00	-	-	-	-	2 400,00	-	-	-	-	-	-	
22 janvier	-	-	2 495,00	-	-	-	2 050,00	-	-	-	-	2 490,00	-	-	-	-	-	
26 janvier	2 095,00	-	² 450,00	-	1 700,00	-	¹ 950,00	2 085,00	-	² 400,00	1 462,27	4 053,21	-	-	-	-	-	
16 avril	2 195,00	2 650,00	2 695,00	-	1 800,00	2 150,00	2 250,00	-	2 185,00	2 650,00	2 690,00	-	-	-	-	-	-	
30 mai	2 345,00	2 800,00	2 845,00	2 800	1 950,00	2 300,00	2 400,00	2 300	2 335,00	2 750,00	2 840,00	2 750	-	-	-	-	-	
07 juillet	2 495,00	3 100,00	3 145,00	3 100	2 100,00	2 600,00	2 700,00	2 600	2 485,00	3 050,00	3 140,00	3 050	1 462,27	4 053,21	1 875,43	2 866,1	-	
16 septembre	2 695,00	3 400,00	3 345,00	3 400	2 300,00	2 750,00	2 850,00	2 750	2 685,00	3 350,00	3 335,00	3 350	-	-	-	-	-	
28 novembre	2 855,00	3 400,00	3 345,00	3 400	2 450,00	2 900,00	3 000,00	2 900	2 845,00	3 450,00	3 485,00	3 450	-	-	-	-	-	

Source : Banque Centrale du Congo.

1 | 4 Développement humain et durable

1 | 4 | 1 Développement durable

Volonté du verdissement au sein de la BCC

Dans le souci d'accompagner le Gouvernement de la République dans sa contribution aux initiatives mondiales de réduction des émissions de GES, la BCC s'est résolue de placer l'enjeu écologique au cœur de ses activités. En effet, depuis l'arrivée à la tête de la Banque Centrale du Congo de l'équipe dirigeante chapeautée par le Gouverneur Malangu Kabedi, cette dernière s'est fixée comme mission de faire de l'Institut d'émission une institution verte.

Cette volonté de l'Autorité monétaire, s'inscrit en droite ligne avec le rôle attribué à la BCC dans la version révisée des Contributions Déterminées au niveau National (CDN) de la RDC, comme étant l'un des organes de la mise en œuvre de ladite CDN.

C'est dans ce cadre qu'il a été organisé au courant de l'année 2022, en rapport avec le plan stratégique de la BCC, une activité d'autoévaluation avec le Fonds vert pour le Climat (FVC). En effet, cette activité qui permet aux organisations de vérifier leur capacité à répondre aux exigences d'accréditation au FVC, vise à évaluer si l'entité candidate est en mesure de gérer les ressources du FVC conformément (i) aux normes fiduciaires du Fonds quant à l'ampleur et au type de financement demandé, (ii) à la capacité de gérer les risques environnementaux et sociaux qui peuvent survenir

au niveau du projet et (iii) à la politique du Fonds vert en matière d'égalité des sexes.

Le résultat de ladite évaluation pour la BCC a été de 86 %, soit un score satisfaisant suite notamment au fait qu'elle a su répondre favorablement à la majorité des exigences de cette grande institution de la finance climatique. Néanmoins, certaines conditionnalités liées principalement à la norme relative aux sauvegardes environnementales et sociales, n'ont pas trouvé satisfaction, suite à la non-effectivité des politiques environnementales au sein de la BCC, bien que les travaux au niveau interne aient déjà été amorcés.

Évolution de la mise en œuvre des ODD en RDC

D'après le dernier Rapport d'Examen National Volontaire de la RDC, publié par l'Observatoire Congolais du Développement Durable, les progrès dans la mise en œuvre des ODD sont, à ce stade, en deçà des attentes pour la réalisation des objectifs et cibles fixés par l'agenda 2030. En effet, suite à la persistance de la guerre dans sa partie Est ainsi que l'avènement de la Covid-19, la RDC se voit, globalement, s'éloignée de la bonne trajectoire pour atteindre des ODD.

Toutefois, ces retards accusés dans la réalisation de ses objectifs, ont exhorté le gouvernement à mettre en place une série des réformes qui augurent des perspectives meilleures quant à l'accomplissement de certains indicateurs, notamment sociaux.

Encadré | 1 Les Contributions déterminées au niveau national (CDN) et l'Accord de Paris

Accord de Paris

L'Accord de Paris est un traité international juridiquement contraignant sur les changements climatiques. Il a été adopté par 196 Parties lors de la COP 21, la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques à Paris, France, le 12 décembre 2015. Il est entré en vigueur le 4 novembre 2016.

Son objectif primordial est de maintenir « l'augmentation de la température moyenne mondiale bien en dessous de 2°C au-dessus des niveaux préindustriels » et de poursuivre les efforts « pour limiter l'augmentation de la température à 1,5°C au-dessus des niveaux préindustriels. »

Cependant, ces dernières années, les dirigeants mondiaux ont souligné la nécessité de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C d'ici la fin de ce siècle.

En effet, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat de l'ONU (GIEC) indique que le franchissement du seuil de 1,5°C risque de déclencher des impacts beaucoup plus graves sur les changements climatiques, notamment des sécheresses, des vagues de chaleur et des précipitations plus fréquentes et plus graves.

Pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C, les émissions de gaz à effet de serre doivent culminer avant 2025 au plus tard et diminuer de 43 % d'ici 2030.

Contributions déterminées au niveau national (CDN)

Les Contributions déterminées au niveau national (CDN)

se trouvent au cœur de l'Accord de Paris et de la réalisation de ces objectifs de long terme. Les CDN incarnent les efforts déployés par chaque pays pour réduire ses émissions nationales et s'adapter aux effets du changement climatique. L'Accord de Paris (article 4, paragraphe 2) exige que chaque Partie établisse, communique et actualise les contributions déterminées au niveau national successives qu'elle prévoit de réaliser. Les Parties doivent également prendre des mesures internes pour l'atténuation en vue de réaliser les objectifs de ces contributions.

L'Accord de Paris demande que chaque pays décrive et communique ses actions climatiques pour l'après-2020, actions qui sont appelées « CDN ».

Ensemble, ces actions climatiques joueront un rôle déterminant dans l'atteinte ou non des objectifs à long terme de l'Accord de Paris et du plafonnement mondial des émissions de gaz à effet de serre, dans les meilleurs délais, par les Parties. Elles joueront également un rôle déterminant pour la réalisation ou non des réductions rapides de ces émissions après le plafonnement, conformément aux meilleures données scientifiques disponibles, de façon à parvenir à un équilibre entre les émissions anthropiques par les sources et les absorptions anthropiques par les puits de gaz à effet de serre au cours de la deuxième moitié du siècle. Il est entendu que le plafonnement prendra davantage de temps pour les Parties qui sont des pays en développement. Il est aussi admis que les réductions seront effectuées sur la base de l'équité et dans le contexte du développement durable ainsi que de la lutte contre la pauvreté, qui sont des priorités de développement cruciales pour de nombreux pays en développement.

Chaque plan climatique reflète l'ambition du pays concerné pour réduire les émissions et tient compte de ses circonstances et capacités internes. Des directives sur les CDN sont en cours de négociation dans le cadre du groupe de travail spécial sur l'Accord de Paris (APA) au titre du point 3 de l'ordre du jour.

Contributions déterminées au niveau national (CDN) de la RDC

La RDC a soumis sa Contribution Prévue Déterminée à l'échelle Nationale (CPDN) à la CCNUCC en 2015, définissant ses objectifs d'adaptation et d'atténuation. Avec la ratification par la RDC de l'Accord de Paris en 2017, la CPDN devint sa première Contribution Déterminée à l'échelle Nationale (CDN).

La cible de réduction conditionnelle visée sous la soumission de 2015 était de 17% à l'horizon 2030 prenant en compte trois principaux secteurs dont Energie, Agriculture et Forêt associés aux émissions de dioxyde de carbone (CO2), méthane (CH4) et protoxyde d'azote (N2O).

La présente CDN, dont la cible de réduction est fixée à 21% avec les interventions conditionnelles à 19%, et inconditionnelle à 2%, actualise et renforce la première en termes des contributions à l'atténuation et à l'adaptation, d'une part, et par une collecte des données améliorées, une analyse technique approfondie et un engagement étendu des parties prenantes, d'autre part. Elle inclut, outre les trois secteurs précités (Agriculture, Forêts et Energie), celui de Déchets et concerne les mêmes gaz.

Le budget de cette CDN révisée est estimé à USD 48,68 milliards, dont USD 25,60 milliards pour la mise en œuvre des initiatives d'atténuation annoncées et USD 23,08 milliards destinés aux mesures prioritaires d'adaptation

Tableau I | 1 | 5 Banque Centrale du Congo acteur de mise en œuvre de la CDN

Parties prenantes	Responsabilité/rôle	Rôle dans la mise en œuvre de la CDN
La Banque Centrale du Congo	Définir et mettre en œuvre la politique monétaire du pays dont l'objectif principal est d'assurer la stabilité du niveau général des prix.	- Veiller à ce que les changements climatiques soient pris en compte dans les modèles et méthodes de projections macroéconomiques et dans les évaluations des risques; - sensibiliser les banques commerciales aux risques liés aux changements climatiques, et s'assurer ainsi qu'elles sont en mesure de gérer ces risques de manière appropriée; - Investir dans des obligations vertes dans le cadre d'achats d'actifs afin d'éviter les distorsions de marché; - Mesurer et estimer les risques que les changements climatiques font peser sur le système financier national

Dans ce cadre, la situation des différents piliers du développement durable pour le RDC se présente comme suit :

Sur le plan social, grâce à la réforme de la gratuité de l'enseignement de base, des centaines des milliers d'enfants autrefois exclus ont accédé au système scolaire, avec une incidence positive sur le taux brut de scolarisation. Toutefois, cette réforme a généré d'autres problèmes

dans le système éducatif national, notamment la pression sur les infrastructures, en dépit de quelques écoles déjà construites par le Gouvernement.

Moins de 58% des congolais ont accès à une source améliorée d'eau potable, dont seulement moins de 40% de la population rurale. Cependant, une amélioration notable d'accès à l'eau, fourni principalement par le service étatique, est observée au niveau de la population urbaine.

Alors que le nombre de personnes souffrant de la faim et de l'insécurité alimentaire était en hausse avant même le début de la crise de la covid-19, il ressort que près de 66% de la population congolaise vivent dans une insécurité alimentaire modérée à sévère et 43,7% sont dans une situation d'insécurité alimentaire sévère.

Sur le plan économique, la croissance du PIB réel en 2022, soit 8,9%, bien qu'en dépassement de 2,9 points de la cible fixée par l'agenda 2030, demeure non inclusive, attestée par un coefficient de Gini de 0,51 alors qu'il était à 0,4 en 2014.

Le taux de pauvreté bien qu'en recul, passant de 74,7% à 72,3%, n'enlève guère que la majorité de la population congolaise continue de vivre dans l'extrême pauvreté et principalement en milieux ruraux. Le faible niveau du revenu par habitant continue de maintenir le pays dans la catégorie des pays à développement humain.

Sur le plan environnemental, classée parmi les pays les plus vulnérables au changement climatique, soit 182^{ème} sur 185 nations, suivant le classement de l'indice « Notre Dame Global Adaptation », la RDC figure parmi les derniers espaces du monde à absorber plus de carbone qu'elle n'en émet.

Cet effort planétaire, non négligeable, dans la lutte contre le réchauffement climatique, bénéficie d'un appui du Gouvernement de la République à travers notamment la promotion de modes de gestion durable quant aux pratiques d'exploitations forestières. Cependant, la situation d'insécurité vécue dans la partie Est du pays menace indubitablement les écosystèmes dont la planète a besoin pour sa survie face à la crise climatique.

2 | Finances publiques

Au cours de l'exercice 2022, les opérations financières de l'Etat se sont caractérisées par une mobilisation accrue des recettes intérieures dans un contexte de bonne tenue des cours mondiaux des matières premières notamment le cuivre et le cobalt.

Pour l'exercice 2022, la loi de finances a été présentée en équilibre, en recettes et dépenses, à hauteur de 22.253,0 milliards de CDF, soit un taux d'accroissement de 52,2 % par rapport aux prévisions budgétaires de 2021 chiffrées à 14.620,5 milliards.

En termes de réalisation, la situation intégrée des opérations financières de l'Etat, comprenant le cadre budgétaire et extrabudgétaire, affiche un montant de 22.156,2 milliards de CDF au titre des recettes publiques, soit 16,8 % du PIB contre 14,6 % en 2021. La pression fiscale est passée de 8,5 % en 2021 à 10,0 %, niveau encore faible par rapport aux critères de convergence au niveau continental de 20,0 %.

S'agissant de l'exécution des dépenses publiques, il y a lieu de souligner que les décaissements effectués ont atteint 23.507,1 milliards de CDF, soit 17,8 % du PIB en 2022 contre 12,8 % une année auparavant.

Ainsi, le Trésor a clôturé l'année, après ajustement statistique, avec un solde global excédentaire de 916,4 milliards de CDF, soit 0,7 % du PIB contre un excédent de 1,8 % en 2021. Cette marge a davantage conforté les moyens de financement de l'Etat.

Cette situation a été possible grâce à la mise en œuvre des mesures d'encadrement des recettes publiques retenues dans la loi de finances ainsi que dans le mémorandum des politiques économiques et financières du Programme conclu avec le Fonds Monétaire International.

En ce qui concerne l'encours de la dette publique, il y a lieu de relever qu'au cours de l'exercice 2022, il s'est chiffré à 9.499,9 millions de USD contre 7.385,0 millions une année auparavant, soit 16,0 % du PIB contre 14,9 % en 2021. Cet accroissement s'explique principalement par les nouveaux engagements tant extérieurs qu'intérieurs.

Si la dette extérieure est en croissance de 16,3 % par rapport à son niveau de 2021 chiffré à 4.867,9 millions, la dette intérieure, quant à elle, a sensiblement augmenté, soit 52,6 % par rapport à son niveau de l'année passée chiffré à

2.517,1 millions. Cet accroissement s'explique par le niveau important de l'encours des Bons et Obligations du Trésor.

2 | 1 Opérations du cadre budgétaire

En phase avec le Programme d'Actions du Gouvernement étalé en différents piliers, axes et actions, les ressources ont été mobilisées à un niveau supérieur aux prévisions au cours de l'exercice 2022. Dans ce contexte, les ressources additionnelles ont contribué à l'accroissement de la part des dépenses en capital prévues dans le cadre budgétaire.

Du côté des dépenses, les opérations sécuritaires menées à l'Est du pays dans le cadre de la guerre imposée au pays, combinées aux actions humanitaires, ont contribué à l'accroissement des dépenses publiques. De même, les subventions notamment sur les prix du carburant à la pompe, l'augmentation de la rémunération des agents et fonctionnaires de l'Etat, en ce compris la mise en œuvre du projet « santé universelle » et l'admission à la retraite au niveau de la fonction publique ont augmenté les dépenses.

Au niveau de l'exécution des opérations du cadre budgétaire, elles se sont soldées par un déficit de 1.350,9 milliards de CDF contre un excédent de 2.012,5 milliards réalisés en 2021. Ce résultat, converti en pourcentage du PIB, a représenté -1,02 % contre un excédent de 1,8 % en 2021.

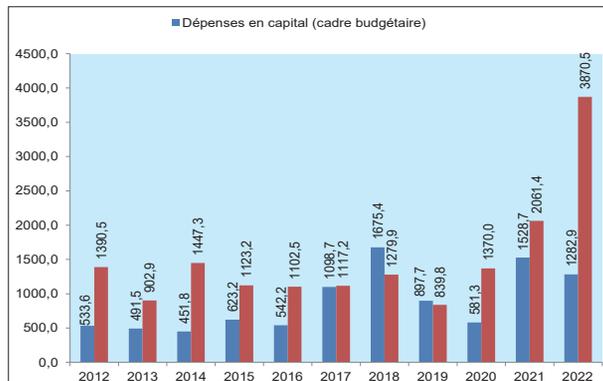
Graphique I | 2 | 1 Evolution du solde budgétaire (en pourcentage du PIB)



Source : Banque Centrale du Congo

Toutefois, dans un contexte d'un marché financier intérieur en construction, associé aux contraintes de soutenabilité de la dette, la couverture des déficits infra-annuels était possible, comme l'année d'avant, grâce à l'utilisation des excédents de trésorerie et aux appuis des partenaires extérieurs.

Graphique I|2|2 Evolution des opérations du cadre budgétaire
(en pourcentage du PIB)



Source : Banque Centrale du Congo.

2|1|1 Recettes publiques

Les recettes publiques ont été mobilisées en deçà des prévisions budgétaires de l'année. En effet, sur un montant prévisionnel de 18.433,3 milliards de CDF, les recettes publiques se sont établies à 17.785,0 milliards, soit 13,5 % du PIB. Toutefois, comparativement à l'exercice précédent où les recettes mobilisées avaient atteint 13.877,5 milliards de CDF, représentant 12,6 % du PIB, il se dégage un accroissement substantiel de 28,2 % d'une année à l'autre.

Cette situation s'explique principalement par les acomptes provisionnels reçus principalement des miniers et de l'effort de mobilisation des régies financières sur fond de la mise en œuvre des mesures d'encadrement des recettes fiscales et non fiscales contenues dans la loi de finances de l'exercice 2022.

En termes de contribution, le tableau ci-dessous révèle que les recettes fiscales ont représenté 77,0 % du total, suivies des recettes non fiscales ainsi que des recettes exceptionnelles dont les parts respectives ont été de 13,2 % et 12,6 %.

Tableau I|2|1 Structure des recettes publiques
(en pourcentage du total des recettes)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
1. Recettes fiscales	68,5	70,5	77,5	66,5	67,8	74,2
Recettes des impôts sur le commerce						
extérieur	18,1	17,0	20,3	16,8	16,3	8,1
¹ - Recettes des impôts sur les revenus	26,9	32,7	33,1	25,4	29,2	48,2
¹ - Recettes des impôts sur les biens et services	22,5	19,7	22,5	22,1	20,6	16,1
¹ - Autres recettes fiscales	1,1	1,2	1,6	2,2	1,7	1,7
2. Recettes non fiscales	16,8	18,7	19,7	14,9	16,1	13,2
3. Recettes exceptionnelles	14,7	10,7	2,8	18,6	16,2	12,6
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Recettes courantes

Les ressources mobilisées au titre des recettes courantes se sont chiffrées à 15.542,9 milliards de CDF contre des prévisions budgétaires de l'ordre de 13.986,7 milliards. Comme indiqué précédemment, outre l'effort de mobilisation des régies, cette performance est attribuable au bon comportement des cours des matières premières sur les marchés mondiaux. Rapportées au PIB, les recettes courantes sont passées de 10,6 % en 2021 à 11,8 % l'année sous-revue.

L'analyse par poste révèle que les recettes fiscales et non fiscales, deux composantes de cette catégorie, ont atteint chacune 13.195,4 milliards de CDF et 2.347,5 milliards.

En ce qui concerne les recettes fiscales, elles ont été mobilisées au-delà de leurs prévisions fixées à 11.820,9 milliards de CDF. Toutefois, les rubriques « impôt sur le commerce extérieur », « impôts sur les biens et services », et « autres recettes fiscales » ont enregistré des contreperformances de 57,1 %, 15,1 % et 23,6 % par rapport au montant attendu. La rubrique « impôt sur le revenu », a, quant à elle, dégagé une plus-value 85,5 %.

La même tendance haussière s'est poursuivie au niveau des recettes non fiscales, dégageant ainsi un dépassement de 8,3 % par rapport aux prévisions budgétaires de 2.167,8 milliards de CDF. Cette situation s'explique principalement par la mise en service du logiciel de gestion des recettes non fiscales « LOGIRAD » à travers la République et la bonne tenue des recettes pétrolières au titre de royalties.

Recettes fiscales

Recettes des impôts sur le commerce extérieur

Les recettes tirées des impôts sur le commerce extérieur sont en régression, passant de 2.260,5 milliards de CDF en 2021 à 1.435,8 milliards à la période sous revue. Comparativement aux prévisions, il s'est dégagé un taux de réalisation de 42,1 %.

L'analyse par poste indique que les recettes de droits d'entrée ont ramené au Trésor public 1.424,9 milliards de CDF contre 2.177,4 milliards, en contreperformance par rapport aux prévisions budgétaires.

Quant aux droits de sortie, il s'observe une nette régression, à la fois, par rapport au niveau encaissé de l'année dernière

et au rapprochement aux prévisions de 2022. En effet, sur un montant attendu de l'ordre de 126,9 milliards de CDF, ces recettes se sont établies à 10,9 milliards de CDF contre 83,1 milliards en 2021.

Recettes des impôts sur les revenus

Constituées des traitements et salaires des personnes physiques ainsi que des bénéfices des sociétés et entreprises, les recettes des impôts sur le revenu ont été mobilisées au-delà de leurs prévisions fixées à 4.625,3 milliards de CDF. En effet, elles ont atteint 8.579,9 milliards de CDF contre 4.053,3 milliards en 2021.

Cette situation est consécutive aux retombées des mesures adoptées en 2021 tel que décrit dans le Rapport annuel de la BCC de l'exercice concerné.

Les ressources reprises dans la rubrique « revenus des sociétés et entreprises » se sont chiffrées à 6.261,2 milliards de CDF contre 2.243,6 milliards une année auparavant.

De même, les revenus tirés des personnes physiques sont passés de 1.809,7 milliards de CDF à 2.318,7 milliards en 2021.

Recettes des impôts sur les biens et services¹

Les ressources provenant des impôts sur les biens et services ont atteint 2.871,7 milliards de CDF contre un montant prévisionnel de 3.381,3 milliards. Elles ont enregistré un accroissement de 0,4 % par rapport aux recettes encaissées en 2021.

Cette légère augmentation est attribuable à l'effort de mobilisation sur fond de la patrouille financière dans le cadre du renforcement du dispositif de contrôle.

L'analyse par poste montre que la rubrique « TVA à l'intérieur » a contribué à hauteur de 2.206,5 milliards de CDF, suivie des « droits de consommation » et des « impôts sur les véhicules » avec des montants respectifs de 299,8 milliards et 250,2 milliards. Les recettes provenant des sociétés pétrolières se sont chiffrées à 115,2 milliards de CDF.

¹ Comprennent les ressources tirées des impôts et droits perçus sur la consommation, le chiffre d'affaires, les véhicules ainsi que la taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés pétrolières appelée marge distribuable.

Autres recettes fiscales²

Cette rubrique comporte six composantes dont trois sont actuellement opérationnelles, à savoir : « impôt exceptionnel sur la rémunération des expatriés à charge des employeurs », « divers droits dus au Trésor public » et « pétroliers ».

Concernant l'impôt exceptionnel sur la rémunération des expatriés à charge des employeurs, prévu à 278,4 milliards de CDF, les ressources comptabilisées ont été de 308,0 milliards.

S'agissant des recettes provenant de divers droits dus à l'Etat, projetées à 0,7 milliard de CDF, elles se sont chiffrées à 0,8 milliard.

Par ailleurs, sur un montant prévisionnel de 124,0 milliards de CDF au titre de recettes des pétroliers, il y a lieu de relever qu'aucun montant n'a été enregistré au courant de l'année sous-revue.

Recettes non fiscales³

Sur un montant prévisionnel de 2.165,8 milliards de CDF, les recettes non fiscales ont atteint 2.347,5 milliards, en croissance de 5,2 % par rapport à la réalisation de 2021. Ces ressources ont représenté 1,8 % en ratio du PIB contre 2,0 % une année auparavant.

L'analyse par poste révèle une forte concentration des recettes administratives, judiciaires et domaniales avec un import de 1.893,1 milliards de CDF, représentant 80,6 % du total.

Les autres rubriques, en l'occurrence « portefeuille » et « royalties », leurs apports respectifs ont été de 13,7 % et 5,6 % du total des recettes de cette catégorie.

Recettes exceptionnelles⁴

Sur un montant prévisionnel de 4.444,6 milliards de CDF, les recettes exceptionnelles se sont établies à 2.242,0 milliards. Au cours de la période sous revue, le pays a bénéficié des dons projets et prêts projets évalués respectivement à 2.039,9 milliards de CDF et 202,1 milliards de CDF, contrairement à leurs prévisions de 918,1 milliards et 2.523,1 milliards, dans le même ordre.

² Regroupent les impôts sur la propriété immobilière, les impôts exceptionnels sur les rémunérations des expatriés à charge des employeurs et les fonds spéciaux.

³ Sont celles provenant de la parafiscalité, des recettes de portefeuille, administratives, domaniales et judiciaires.

⁴ Une partie provient des opérations à financement extérieur spécifique.

Toutefois, il importe de relever que les appuis budgétaires attendus de l'ordre de 1.003,4 milliards de CDF n'ont pas été décaissés.

2|1|2 Dépenses publiques

Pour l'exercice 2022, le Gouvernement s'est engagé dans la poursuite de la mise en place des outils susceptibles d'asseoir l'approche de gestion axée sur les résultats. Dans ce cadre, suivant les instructions contenues dans la circulaire budgétaire relative à l'exécution des dépenses publiques, les décaissements effectués ont suivi la même trajectoire que les ressources disponibles. Un accent particulier a été porté sur les dépenses à caractère social, en dépit de la montée des dépenses sécuritaires sur fond de la guerre à l'Est du pays.

Ainsi, les dépenses publiques ont été exécutées à hauteur de 19.135,9 milliards de CDF contre des prévisions budgétaires de 27.576,3 milliards. Comparativement aux décaissements effectués en 2021 de l'ordre de 11.864,9 milliards de CDF, il se dégage une nette progression de 61,3 % d'une année à l'autre.

Bien qu'inférieures à la moyenne de 22,0 % du PIB observée en Afrique Subsaharienne, les dépenses publiques sont passées de 10,8 % en 2021 à 14,5 % l'année sous revue.

Dépenses Courantes

De manière structurelle, cette catégorie des dépenses représente la plus grosse part des débours, soit 95,9 % en 2022. En effet, programmées à 20.408,3 milliards, les dépenses courantes exécutées ont atteint 18.353,7 milliards. Elles ont enregistré un accroissement substantiel de 74,5 % par rapport au niveau enregistré en 2021. En ratio du PIB, ces dépenses ont représenté 13,9 % contre 9,5 % une année plus tôt.

Analyse des dépenses courantes par nature

Dépenses pour biens et services

L'exécution des dépenses courantes a concerné majoritairement la rubrique « dépenses pour biens et services » en 2022, soit 60,8 %. En effet, le Trésor a décaissé 9.257,5 milliards de CDF contre 8.697,4 milliards en 2021.

La structure des dépenses pour biens et services est composée des rubriques « rémunérations » et « autres biens et services », pour lesquelles les décaissements se sont chiffrés respectivement à 6.731,8 milliards de CDF et 2.525,8 milliards.

Concernant la rémunération, elle a affiché un accroissement de 25,0 % par rapport à la masse salariale de l'exercice 2021 fixée à 5.386,5 milliards de CDF. Cette évolution est consécutive aux augmentations opérées par le Gouvernement et la mécanisation de nouvelles unités.

Par contre, les décaissements au profit de la rubrique « autres biens et services », ont enregistré un recul de 23,7 % par rapport à l'année passée où ils étaient chiffrés à 3.310,9 milliards de CDF.

Versement des intérêts sur la dette publique

Le service de la dette publique est passé de 153,3 milliards de CDF en 2021 à 164,6 milliards. Cette progression s'explique principalement par l'augmentation des charges financières liées à la dette intérieure. Toutefois, cette rubrique n'a représenté que 1,1 % du total des dépenses courantes.

En ce qui concerne le service de la dette intérieure, les frais financiers se sont établis à 114,9 milliards venant de 58,2 milliards de CDF en 2021. Cet accroissement découle principalement de découverts journaliers des représentations diplomatiques.

S'agissant de frais financiers se rapportant à la dette extérieure, ils sont en régression de 47,6 %, passant de 95,1 milliards de CDF en 2021 à 49,8 milliards cette année.

Subventions et transferts

Dans le cadre des subventions et transferts du pouvoir central, le Trésor a décaissé 5.809,5 milliards de CDF contre 1.485,7 milliards en 2021. Cette hausse de 291,0 % d'une année à l'autre s'explique principalement par l'acquisition des équipements militaires.

Les principaux bénéficiaires de cette donation, à savoir : « organismes publics⁵ » et « ménages » ont reçu des enveloppes respectives de 5.460,8 milliards de CDF et 332,3 milliards.

Quant aux cotisations à des organismes internationaux regroupées dans la rubrique « à l'étranger » ainsi que la rubrique « entreprises », elles ont bénéficié des enveloppes respectives de 10,8 milliards de CDF et 5,5 milliards.

Analyse des dépenses courantes par service⁶

Au cours de l'année sous revue, les dépenses courantes par service, chiffrées à 17.852,9 milliards de CDF, ont été

⁵ Achats d'équipements militaires, hors achats des matériels civils.

⁶ L'analyse porte sur la répartition des dépenses courantes par institutions, ministères et autres services publics.

exécutées en faveur des rubriques « autres services publics », « ministères » et « institutions ».

En ce qui concerne l'exécution au profit des « autres services publics⁷ », les décaissements ont atteint 10.969,9 milliards de CDF contre 7.819,4 milliards une année auparavant. S'agissant de dépenses des ministères, elles se sont chiffrées à 3.747,4 milliards de CDF venant de 1.213,3 milliards l'année passée. Quant à l'enveloppe allouée aux institutions, elle a atteint 3.135,6 milliards de CDF après s'être établie à 1.303,6 milliards exécutés l'année dernière.

Tableau I|2|2 Structure des dépenses courantes par service (en pourcentage)

	2018	2019	2020	2021	2022
Autres services	71,2	82,9	84,1	75,6	61,4
dont Dépenses communes	44	63,2	67	54,2	38,9
Dépenses pour ordre	0,1	0,1	0,1	0,2	6,1
Dette Publique	6,9	11,5	5,7	12,6	5,9
Ministères	15,7	9,9	9,4	11,7	21
Finances	1,5	1,3	1	1,4	5,3
Défense Nationale	5,7	2,9	1,9	3,6	4,7
Education Nationale	0,4	0,6	2,2	2,6	4,4
Intérieur & Aff. Coutumières	2,2	1,2	1	1	1,7
Institutions Politiques	13,1	7,1	6,5	12,6	17,6
TOTAL	100	100	100	100	100

Source: Banque Centrale du Congo.

Dépenses en capital

En vue de se conformer au seuil minimal requis dans le cadre de la convergence macroéconomique des regroupements régionaux et sous régionaux, le Gouvernement de la République s'est employé à œuvrer dans le sens de relever les dépenses en capital. En effet, les prévisions des dépenses en capital sont passées de 5.156,8 milliards de CDF en 2021 à 7.168,0 milliards l'année sous revue. Toutefois, le taux d'exécution a été largement faible, soit 17,9 %. De même, d'une année à l'autre, ces dépenses sont passées de 1.518,7 milliards de CDF en 2021 pour s'établir à 1.282,9 milliards.

En termes d'affectation, il y a lieu de relever que les dépenses en capital exécutées au profit des ministères ont atteint 889,9 milliards de CDF, soit 69,4 % de l'enveloppe totale. Les rubriques « autres services » destinés notamment aux provinces et budgets annexes ainsi que « institutions politiques » ont enregistré des montants évalués respectivement à 211,7 milliards de CDF et 181,4 milliards.

⁷ Les dépenses relatives aux autres services publics concernent notamment les provinces et villes, les dépenses communes et le budget pour ordre dont les détails se trouvent dans le tableau RA-II-18.

2|1|3 Besoins et moyens de financement des opérations du cadre budgétaires

Grâce à l'ajustement statistique opéré à hauteur de 2.267,2 milliards de CDF, le solde global du Trésor a dégagé un excédent de 916,4 milliards, lequel a contribué à raffermir davantage les moyens de financement de l'Etat.

Comme l'indique le tableau ci-dessous, le déficit de 1.350,0 milliards de CDF réalisé dans le cadre des opérations budgétaires a été entièrement couvert par des moyens de financement.

Tableau I|2|3 Besoins de financement des opérations du cadre Budgétaire (en milliards de CDF)

Année	Solde des opérations du Cadre budgétaire	Ajustement statistiques	Besoins de financement
2016		-431,1	-479,1
2017		6,3	39,5
2018		-140,5	-123,1
2019		-594,8	-646,9
2020		-788,6	-787,4
2021	2012,5	-3963,1	-1950,6
2022	-1350,9	2267,2	916,4

Source: Banque Centrale du Congo.

2|1|4 Marché des valeurs du trésor

Dans l'optique de respecter les dispositions du pacte de stabilité sur le non-recours au financement monétaire du déficit public, le Gouvernement a procédé aux émissions des valeurs du Trésor. Ces dernières se sont chiffrées à 1.272,3 milliards de CDF en 2022 contre 807,5 milliards en 2021.

Il sied d'indiquer que les émissions nettes réalisées ont atteint 464,8 milliards de CDF contre une cible de 400,0 milliards de CDF conclue dans le cadre du Programme Economique du Gouvernement appuyé par le FMI.

En réponse aux attentes du marché par rapport aux titres de plus d'une année, le Gouvernement a introduit les émissions des Obligations du Trésor le 1^{er} février 2022 d'une maturité de 2 ans. Il importe de relever qu'au cours de l'année sous revue, seuls les titres indexés au dollar américain ont été émis, en raison principalement de l'instabilité relative de la monnaie nationale.

Comme l'indique le tableau ci-dessous, l'introduction des obligations du Trésor a sensiblement contribué à la baisse des émissions des Bons du Trésor, lesquels se sont chiffrés à 386,0 milliards de CDF contre 708,8 milliards levés en

2021. De même, les intérêts précomptés sont passés de 18,8 milliards de CDF à 6,8 milliards en 2022.

Par contre, les remboursements effectués sont passés de 452,9 milliards de CDF en 2021 contre 564,6 milliards, en raison des titres émis et échus à la même année.

Tableau I|2|4 Evolution des émissions des Bons du Trésor en 2022 et 2021 (en milliards de CDF)

	Cumul 2021	Cumul 2022	Var. 2022/2021
Reglément BT (1)	690,0	379,2	-45,0
Emissions BT	708,8	386,0	-45,5
Intérêts précomptés BT	18,8	6,8	-64,0
Remboursement BT (2)	452,9	564,6	24,7
Emissions nettes (1) - (2)	237,0	-185,4	-178,2

Source : BCC, sur base du PTR du secteur public (Ministère des Finances).

L'encours des Bons du Trésor, quant à lui, a suivi une tendance baissière, passant de 380,5 milliards de CDF en 2021 à 188,0 milliards.

Tableau I|2|5 Evolution des soumissions des Bons du Trésor en 2022 et 2021 (en milliards de CDF)

	Cumul 2021	Cumul 2022	Var. 2022/2021
Montant annoncé (1)	725,0	390,0	-46,2
Soumissions reçues (2)	841,9	530,1	-37,0
Soumissions retenues (3)	708,8	386,0	-45,5
Ecart (4) = (1) - (2)	-116,9	-140,1	19,9
Ecart (5) = (2) - (3)	133,1	144,1	8,3

Source : Banque Centrale du Congo.

S'agissant des Obligations du Trésor, l'Etat a levé en 2022 un montant de 893,5 milliards de CDF pour une maturité de 2 ans. Toutefois, avec l'amortissement fractionné par semestre, le Trésor a remboursé 242,9 milliards de CDF au cours de l'année d'émission.

Tableau I|2|6 Evolution des émissions d'Obligations du Trésor en 2022 et 2021 (en milliards de CDF)

	Cumul 2021	Cumul 2022	Var. 2022/2021
Reglément OTI (1)	0	893,1	0
Emissions OTI	0	893,5	0
Décote	0	0,5	0
Remboursement OTI (2)	0	242,9	0
Emissions nettes (1) - (2)	0	650,2	0

Source : BCC, sur base du PTR du secteur public (Ministère des Finances).

A fin décembre 2022, l'encours des Obligations du Trésor s'est établi à 650,2 milliards de CDF.

Tableau I|2|7 Evolution des soumissions des Obligations du Trésor en 2022 et 2021 (en milliards de CDF)

	Cumul 2022	Cumul 2021	Var. 2022/2021
Montant annoncé (1)	835,0	0,0	0,0
Soumissions reçues (2)	1140,5	0,0	0,0
Soumissions retenues (3)	893,5	0,0	0,0
Ecart (4) = (1) - (2)	-305,5	0,0	0,0
Ecart (5) = (2) - (3)	247,0	0,0	0,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Comportement des taux moyens pondérés des Bons et Obligations du Trésor

Les taux moyens pondérés appliqués sur les adjudications des Bons du Trésor indexés à 3 mois ont été de 5,1 % en moyenne des observations sur l'année, tandis que ceux appliqués sur les obligations du Trésor ont été de 10,0 %.

Tableau I|2|8 Evolution du taux directeur et des taux moyens pondérés des titres publics (en pourcentage)

	janv-22	févr-22	mars-22	avr-22	mai-22	juin-22	juil-22	août-22	sept-22	oct-22	nov-22	déc-22
Taux directeur	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5	8,25	8,25
TMP BT 3 mois		5,0	4,327			4,3333				5,4643	5,3611	5,8125
TMP BT 6 mois		5,125	4,9583	4,4048								5,9375
TMP OTI 15 mois			10,0									
TMP OTI 18 mois										10,0		10,0
TMP OTI 2 ans								10,0739				
TMP OTI 4 ans		10,0727										

Source : Banque Centrale du Congo.

2|2 Operations à financement extérieur spécifique⁸

Le pays a bénéficié des ressources extérieures chiffrées à 2.706,4 millions de USD contre 1.127,0 millions en 2021. Cette croissance a été expliquée principalement par le raffermissement des relations avec les partenaires traditionnels, dans un contexte de mise en œuvre du Programme avec le FMI.

La comptabilisation en monnaie nationale des fonds reçus des bailleurs a affiché un import de 4.371,2 milliards de CDF contre 2.242,1 milliards renseignés en 2021.

2|2|1 Ressources

⁸ Se rapportent aux dons et prêts extérieurs liés à des projets économiques et sociaux. Ces opérations à financement extérieur spécifique s'exécutent en sus des opérations du cadre budgétaire.

Les donations reçues des partenaires extérieurs ont été pour l'essentiel constituées des appuis des multilatéraux et des bilatéraux respectivement de 3.518,5 milliards de CDF et 852,7 milliards.

Concernant l'enveloppe des multilatéraux, elle a été constituée majoritairement par l'apport de la Banque mondiale à concurrence de 2.196,8 milliards de CDF.

S'agissant des assistances reçues de la Commission Européenne et la Banque Africaine de Développement, elles ont été évaluées à 427,2 milliards de CDF et 364,7 milliards. Quant au soutien financier en provenance d'autres partenaires extérieurs, il y a lieu de souligner que celui des Nations Unies a été chiffré à 205,4 milliards de CDF.

En termes d'affectation, trois types de donations ont été enregistrés, à savoir : « coopération technique, projets d'investissement et autres », « aide alimentaire » ainsi que « assistance et secours d'urgence » pour des dotations respectives à hauteur de 3.115,4 milliards de CDF, 324,4 milliards et 74,6 milliards.

En ce qui concerne les donations des bilatéraux, elles restent dominées par la mise à disposition des fonds en provenance des USA à hauteur de 544,2 milliards de CDF. S'agissant des soutiens financiers des autres pays, ils sont évalués à 107,6 milliards de CDF.

2 | 2 | 2 Dépenses

En sus des dépenses exécutées dans le cadre budgétaire, les appuis extérieurs ont contribué à l'augmentation des dépenses courantes à hauteur de 500,7 milliards de CDF et 3.870,5 milliards en faveur des dépenses en capital.

Globalement, les donations des multilatéraux et bilatéraux ont été utilisées dans le cadre de la « coopération technique » et au « financement des projets ».

Pour ce qui est des dépenses de consommation, il y a lieu de relever que ces ressources ont été dédiées à l'aide alimentaire ainsi qu'à l'assistance et au secours d'urgence.

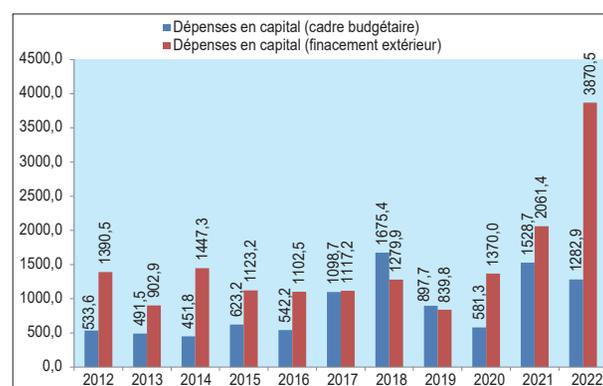
Tableau I | 2 | 9 Opérations à financement extérieur spécifique
(en milliards de CDF)

ANNEE	RESSOURCES	DEPENSES COURANTES	DEPENSES EN CAPITAL
2018	1 766,5	486,5	1 279,9
2019	977,8	137,9	839,8
2020	1 609,9	323,5	1 286,4
2021	2 242,1	180,6	2 061,4
2022	4 371,2	500,7	3 870,5

Source: Banque Centrale du Congo.

Le graphique ci-dessous illustre mieux la répartition et l'évolution des opérations à financement extérieur spécifique par catégorie des dépenses.

Graphique I | 2 | 3 Evolution des dépenses en capital du cadre budgétaire et celles à financement extérieur spécifique
(en milliards de CDF)



Source: Banque Centrale du Congo.

2 | 3 Analyse des arrières de paiements en 2022

Les Etats de Suivi Budgétaire⁹ renseignent que l'exécution du budget de l'Etat pour l'exercice 2022 a occasionné des arrières de paiements de l'ordre de 4.846,7 milliards de CDF contre 2.026,0 milliards une année auparavant. Cette situation est consécutive au différentiel entre les engagements et les paiements effectifs.

En effet, suivant les engagements enregistrés de l'ordre de 22.723,2 milliards de CDF, les liquidations, les ordonnancements et les paiements ont été respectivement de 22.699,6 milliards, 22.581,2 milliards et 17.852,9 milliards, induisant ainsi un montant important au titre d'arriérés.

⁹ Les états de suivi budgétaire (ESB) permettent la présentation de l'exécution des dépenses et facilitent le suivi de l'exécution du budget.

2|3|1 Analyse par nature des dépenses

L'analyse par nature des dépenses révèle que les rubriques « Transferts et interventions de l'Etat » et « Dépenses de prestation » ont enregistré des niveaux importants d'arriérés, représentant respectivement 65,0 % et 13,3 % du total. La faible exécution des transferts et interventions de l'Etat est consécutive à la limitation des subventions du pouvoir central dans un contexte d'ajustement des dépenses.

S'agissant des postes « dépenses du personnel », « biens et services » et « dette publique en capital », leurs niveaux d'arriérés ont été respectivement de 6,1 %, 5,0% et 4,6 %. Les rubriques « Construction, réfection, réhabilitation addition d'ouvrage », « Equipement » et « Frais financiers », quant à elles, ont enregistré des arriérés respectifs de 3,7 %, 2,1 % et 0,2 %.

Tableau I|2|10 Arriérés de paiements par nature des dépenses
(en milliards de CDF)

Rubrique	Engagements(a)	Liquidations(b)	Ordonnancements (c)	Paiements(d)	Arriérés=(b)-(d)	En % du total
Dette publique en capital	1 115,7	1 115,7	1 103,7	891,4	224,3	4,6
Frais financiers	173,9	173,9	173,9	164,6	9,2	0,2
Dépenses du personnel	7 029,5	7 025,1	7 013,1	6 731,8	293,4	6,1
Biens et services	1 014,5	1 011,6	1 011,2	770,4	241,2	5,0
Dépenses de prestations	3 753,1	3 745,6	3 708,6	3 099,1	646,6	13,3
Transferts et intervention de l'Etat	8 969,3	8 961,2	8 925,5	5 809,5	3 151,7	65,0
Equipement	251,8	251,5	246,0	148,2	103,3	2,1
Construction, réfection, réhabilitation addition d'ouvrage	415,5	415,0	399,2	238,0	177,0	3,7
TOTAL	22 723,2	22 699,6	22 581,2	17 852,947	4 846,7	100,0

Source : Ministère du Budget, états de suivi Budgétaire 2022.

2|3|2 Analyse par fonction des dépenses

Au niveau des arriérés par fonction des dépenses, les statistiques renseignent que les rubriques « Administration centrale publique », « Défense » et « Affaires économiques » ont accumulé les arriérés de paiement avec des parts respectives de 58,8 %, 16,7 % et 9,4 % du total.

Les rubriques « Ordre et sécurité », « Enseignement » et « Santé », ont dégagé des arriérés respectifs de 4,3 %, 3,7% et 1,9 %.

Enfin, les arriérés des autres lignes affichent de faibles niveaux au regard des paiements effectués en leur faveur.

Tableau I|2|11 Arriérés de paiements par fonction des dépenses

(en milliards de CDF sauf indication contraire)

Rubrique	Engagements(a)	Liquidations(b)	Ordonnancements (c)	Paiements(d)	Arriérés=(b)-(d)	En % du total
Administration centrale publique	10 736,0	10 732,3	10 675,2	7 880,7	2 851,6	58,8
Défense	2 906,6	2 906,1	2 906,4	2 097,4	808,7	16,7
Ordre et sécurité	1 673,3	1 668,8	1 647,0	1 459,7	209,2	4,3
Affaires économiques	1 999,5	1 990,6	1 961,3	1 535,0	455,6	9,4
Protection de l'environnement	73,0	72,9	72,9	56,7	16,2	0,3
Logement et équipements collectifs	241,4	241,4	240,8	174,4	66,9	1,4
Santé	931,7	931,2	929,4	841,0	90,1	1,9
Religion, culture, sports et loisirs	388,6	387,3	383,8	293,9	93,3	1,9
Enseignement	3 517,3	3 516,3	3 512,0	3 336,4	180,0	3,7
Protection sociale, affaires sociales	255,9	252,7	252,3	177,6	75,0	1,5
TOTAL	22 723,2	22 699,6	22 581,2	17 852,9	4 846,7	100,0

Source : Ministère du Budget, états de suivi budgétaire 2022

3 | Relations économiques extérieures

Les relations économiques extérieures se sont caractérisées, en 2022, par un accroissement des échanges avec le reste du monde. Cette progression des échanges a été induite par l'amélioration de la demande mondiale attestée globalement par un bon comportement des cours des matières premières. Cependant, cet accroissement des échanges a été beaucoup plus au bénéfice du Reste du monde. En effet, il s'est traduit par une aggravation des besoins de financement par rapport à l'année précédente, expliquée particulièrement par le creusement du déficit du compte des transactions courantes.

S'agissant de la dette extérieure, au 31 décembre 2022, son stock a représenté 4,3 % du PIB contre 4,5 % en 2021, soit un niveau soutenable par rapport au seuil d'endettement, suivant notamment les critères de convergence de la plupart des Communautés Economiques Régionales (CER) en Afrique. Par ailleurs, le portefeuille de la dette publique extérieure de la RDC, dominé par les prêts concessionnels, demeure moins coûteux, avec un taux d'intérêt moyen pondéré de 1,0 %.

Au plan des donations extérieures d'origine publique, il y a lieu de noter l'augmentation des appuis extérieurs en 2022, comparativement à l'année précédente. Cette évolution est expliquée notamment par l'amélioration de la gestion macroéconomique du pays, attestée par des évaluations satisfaisantes des revues du Programme Economique du Gouvernement, appuyé par le Fonds Monétaire International.

Quant aux activités relatives à la coopération internationale et régionale, elles ont été marquées par la participation de la Banque Centrale du Congo aux réunions avec les institutions financières internationales, ainsi qu'à la 44^{ème} Réunion de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA).

3 | 1 Commerce des biens

En 2022, les échanges des biens entre la RDC et le reste du monde se sont situés à 55.260,3 millions de USD, en augmentation de 36,7 % par rapport à leur niveau de l'année précédente. En proportion du PIB, ils ont représenté 88,6 % contre 77,3 % une année auparavant.

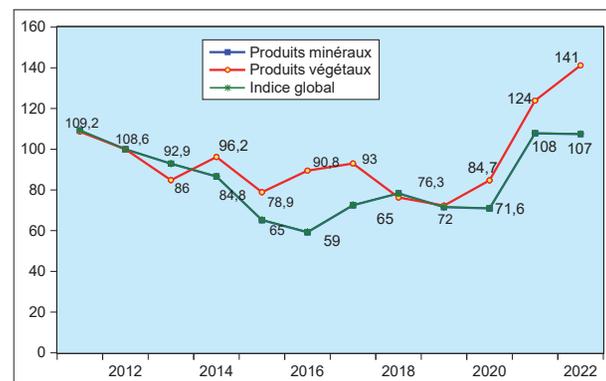
Cette évolution des échanges a procédé de l'amélioration de la demande mondiale laquelle a induit le bon comportement des cours des matières premières sur le marché international.

La hausse du volume des échanges est tirée tant par les exportations que par les importations. Cependant, le taux de couverture des importations par les exportations est passé de 121,6 % en 2021 à 107,0 % en 2022.

3 | 1 | 1 Cours des principales matières premières.

Les cours des principaux produits exportés par la RDC ont globalement affiché une tendance haussière par rapport à 2021. Toutefois, en raison de son poids dans le panier des cours des produits congolais, le recul du prix du cuivre a induit une très légère baisse de l'indice global des cours des produits exportés. En effet, ce dernier s'est fixé à 107,6 points venant de 107,9 points une année plus tôt.

Graphique 1 | 3 | 1 Indice des cours des principaux produits (Base 2012=100)



Source : Banque centrale du Congo.

Produits miniers et hydrocarbures

L'indice des cours mondiaux des principaux produits miniers et hydrocarbures exportés par la RDC a renseigné une légère baisse des prix en 2022. Il s'est établi à 107,4 points venant de 107,8 points.

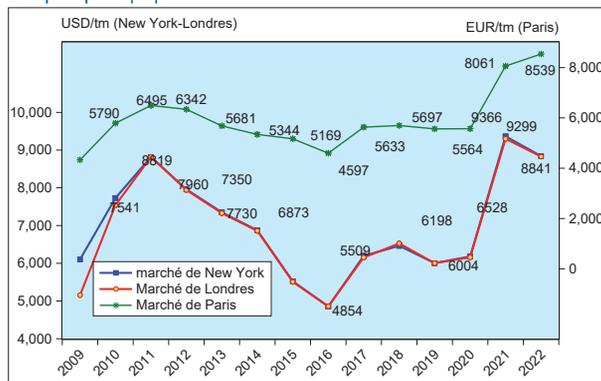
Tableau I|3|1 Evolution des cours des produits miniers et hydrocarbures

Produits et Marchés	Cotation	2018	2019	2020	2021	2022
Cuivre Londres	USD/tm	6 527,6	6 003,7	6 157,4	9 299,3	8 827,9
Etain Londres	USD/tm	20 148,5	18 664,2	17 121,6	32 500,6	31 459,8
Zinc Londres	USD/tm	2 926,2	2 548,5	2 263,7	3 003,0	3 489,3
Diamant Kinshasa (CEEC) ⁽¹⁾	USD/carat	13,5	11,6	8,1	10,9	13,6
Cobalt Londres (LME) ⁽²⁾	USD/lb	37,6	17,6	15,8	22,7	31,8
Londres (LME) ⁽²⁾	USD/tonne	82 933,8	38 745,7	34 843,7	50 019,6	70 299,8
Londres (Boursorama) ⁽³⁾	USD/tonne	74 054,3	33 265,4	31 450,6	51 169,6	63 879,9
Coltan Londres	USD/lb	95,0	66,6	60,0	75,9	102,1
Or New York	USD/o.t.	1 270,3	1 391,9	1 770,3	1 800,6	1 813,8
Pétrole New York	USD/baril	64,7	57,1	39,7	67,9	94,2
Argent New York	Cts/o.t.	1 571,6	1 620,4	2 057,0	2 514,8	2 181,5

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Bourse Les Echos, 'et de la Commission Interministérielle d'Harmonisation des Statistiques Minières
(1) Prix implicite dégagé par le rapport entre la valeur et le volume exportés.
(2) Il s'agit du cobalt cathode dont la teneur est de 99,80 %.
(3) Il s'agit du cobalt brut.
Cfr. Tableau III.23.

En effet, d'une année à l'autre, le cours moyen du cuivre est passé de 9.299,3 USD la tonne à 8.827,9 USD sur le marché de Londres. Cette évolution est expliquée, d'une part, par la faiblesse de la demande chinoise et d'autre part, par l'accroissement de l'offre en provenance du Chili et de l'Indonésie, à la suite de l'acquisition des nouvelles capacités de production.

Graphique I|3|2 Cours du Cuivre sur les marchés mondiaux



Source : Banque centrale du Congo.

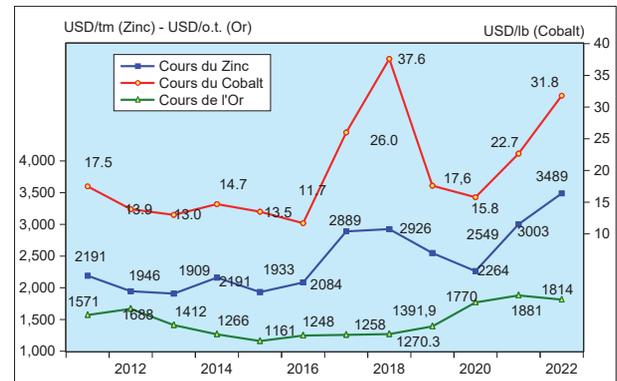
S'agissant de l'étain, son cours moyen s'est établi à 31.459,8 USD la tonne, soit une baisse de 3,2% par rapport à son niveau record de 2021, chiffré à 32.500,6 USD. En effet, la politique chinoise de «zéro covid», laquelle a grevé la consommation, ainsi que la crainte d'une récession mondiale liée au conflit russo-ukrainien, ont entraîné une chute du prix de ce produit.

En 2022, le cours moyen de l'argent a reculé de 13,3%, s'établissant à 2.181,5 Cts/o.t. En effet, le déficit de l'offre, qui perdure depuis 2021, n'a pas suffi à engendrer une hausse des prix de l'argent et à restaurer son statut de valeur refuge

face aux incertitudes économiques et géopolitiques comme l'inflation, la récession ou les conflits, en raison notamment du dollar fort et des taux de rendement élevés des obligations américaines, que les investisseurs ont préférés.

Pour sa part, le cours moyen du zinc a affiché une hausse de 16,2% à 3.489,3 USD la tonne sur le marché de Londres. Cette évolution est expliquée principalement par les inquiétudes suscitées par les pénuries d'approvisionnement en Chine, premier consommateur mondial, et globalement par une insuffisance de l'offre face à la demande mondiale.

Graphique I|3|3 Cours du Zinc, du Cobalt et de l'Or sur le marché de Londres



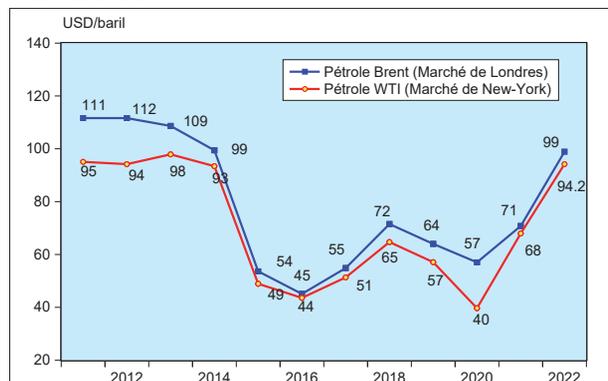
Source : Banque centrale du Congo.

Le cours moyen annuel du cobalt s'est établi à 70.299,8 USD la tonne sur le London Metal Exchange, soit une hausse de 40,5% par rapport à 2021. Cette évolution est consécutive à la forte demande de ce produit à la suite de la transition énergétique.

En ce qui concerne le diamant, son cours a bondi de 25,5% en 2022, se chiffrant à 13,6 USD le carat. Cette évolution s'explique par la rareté de cette pierre précieuse. Sur le marché de l'or, les prix se sont maintenus quasiment à leur niveau de 2021, soit 1.813,8 USD/o.t., en raison principalement de l'éloignement des craintes d'un conflit beaucoup plus étendu entre la Russie et l'Ukraine.

En 2022, le prix du baril du pétrole a atteint 94,2 USD le baril venant de 67,9 USD en 2021. La hausse de ce cours a été dictée par le déclenchement de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Graphique I|3|4 Cours du pétrole brut sur les marchés internationaux



Source : Banque centrale du Congo.

Produits végétaux

L'indice des cours des principaux produits végétaux exportés par la RDC s'est fixé à 141,2 points en 2022 venant de 123,9 points en 2021. Cette situation est expliquée par la progression des cours de café, de l'huile, du coton et du bois.

Tableau I|3|2 Evolution des cours des produits végétaux

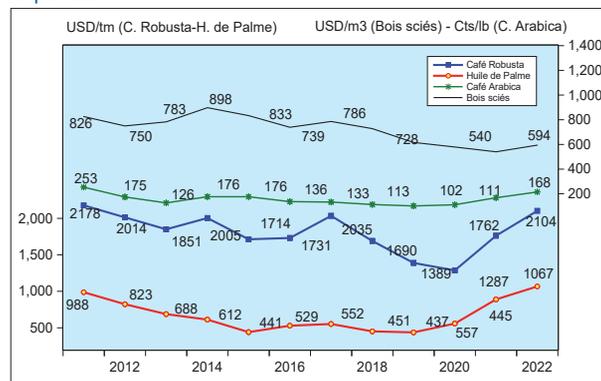
Produits et Marchés		2018	2019	2020	2021	2022
Café						
Robusta	Londres	1 689,9	1 388,7	1 287,3	1 762,1	2 103,8
Arabica	New York	113,1	101,6	111,0	168,2	215,1
Cacao	New York	2 310,5	2 384,3	2 519,8	2 496,5	2 454,5
Huile						
de palme	Kuala Lumpur	451,3	436,8	557,3	889,1	1 067,1
de palmistes	Kuala Lumpur	758,3	865,5	720,1	1 127,8	1 168,7
Coton	New York	82,1	67,4	64,1	93,4	111,5
Caoutchouc	Londres C.I.F.	155,8	165,6	176,1	208,9	182,5
Bois Sapelli						
Bois dur grume	Cameroun F.O.B.	461,0	371,3	367,6	365,5	391,4
Bois dur Scié	Cameroun F.O.B.	727,9	616,2	578,9	540,0	594,0

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Bourse Les Echos, Boursorama et Marchés Tropicaux et Méditerranéens.
Cfr. Tableau III.24.

Le cours moyen du café Arabica s'est fixé à 215,1 Cts/lb, enregistrant une hausse annuelle de 27,9 % en 2022. Celui du café Robusta s'est accru de 19,4 %, s'établissant à 2.103,8 USD la tonne. Ces hausses ont fait suite aux conditions météorologiques défavorables dans les principales zones de production et au renchérissement des produits énergétiques.

Concernant le cours du coton, il est passé de 93,4 Cts/lb à 111,5 Cts/lb, d'une année à l'autre, en raison des dispositions climatiques caractérisées par une sécheresse prolongée et de la hausse des prix des intrants, suite aux tensions liées au conflit ukrainien.

Graphique I|3|5 Cours de principaux produits végétaux exportés



Source : Banque centrale du Congo.

Le prix moyen de l'huile de palme, situé à 889,1 euros la tonne en 2021, a progressé à 1.067,1 euros en 2022. Cette évolution a résulté du recul de la production dans les principaux pays producteurs, dû à des précipitations trop abondantes.

Quant au bois, notamment scié, son cours moyen s'est chiffré à 594,0 USD le m³ venant de 540,0 USD. Cette hausse est consécutive à la contraction de l'offre sur fond des effets liés aux mesures de restrictions contre la propagation de la pandémie de Covid-19, lesquelles ont occasionné la fermeture de nombreuses usines de production et scieries.

3|1|2 Destinations des exportations

Les exportations à destination de la Chine ont représenté plus de la moitié des exportations totales de la RDC, soit 58,8 %, en hausse de 6,4 points de pourcentage par rapport à 2021. Cette évolution confirme le rôle de premier plan que joue la Chine dans ses échanges avec la RDC.

Tableau I|3|3 Exportations de la RDC par destination

Pays	2018	2019	2020	2021 ^(a)	2022 ^(a)
Chine	35,5	33,6	51,0	52,4	58,8
Afrique du Sud	20,1	26,5	14,3	14,7	15,0
Union Européenne	3,0	3,7	1,7	0,7	0,5
Autres	41,4	36,2	33,1	32,2	25,8

Source : Banque Centrale du Congo.
Cfr. Tableau III.26.

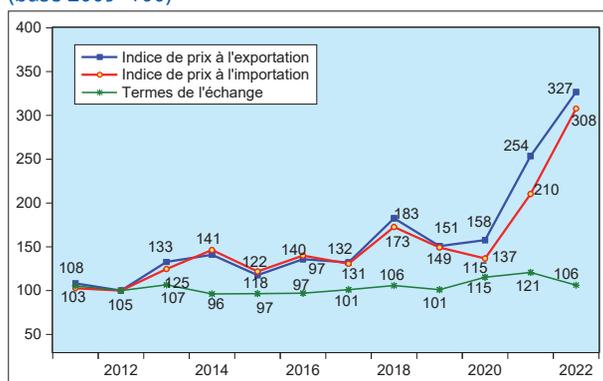
3|1|3 Provenance des importations

Les importations en provenance de la Chine ont représenté près de 19,2 % du total, suivi de celles en provenance de l'Afrique du Sud (17,6 %) et de l'Union européenne (7,9 %).

3|1|4 Termes de l'échange

Les termes de l'échange de la RDC se sont relativement détériorés en 2022, s'établissant à 106,2 points revenant de 120,7 points.

Graphique I|3|6 Evolution des termes de l'échange
(base 2009=100)



Source : Banque centrale du Congo.

3|2 Balance des paiements

En 2022, les transactions de la République Démocratique du Congo avec le reste du monde indiquent une aggravation des besoins de financement, par rapport à l'année précédente, expliquée particulièrement par le creusement du déficit du compte des transactions courantes.

3|2|1 Compte courant et compte capital

Le solde cumulé du compte courant et du compte capital a renseigné un besoin de financement de 2.699,8 millions de USD en 2022 contre un besoin de 345,1 millions, une année plus tôt. Rapporté au PIB, ce solde a représenté 4,1 % contre 0,6 % en 2021.

Tableau I|3|4 Composantes de la Balance des paiements
(en millions de USD)

	2020	2021 ^(a)	2022 ^(a)
I. Compte des transactions courantes	-1.052,1	-516,4	-3.238,1
- Biens nets	1.923,4	3.939,9	1.863,7
- Services nets	-2.547,8	-3.779,2	-4.908,2
- Revenus primaires nets	-1.267,7	-1.918,7	-2.515,2
- Revenus secondaires nets	839,9	1.241,6	2.321,6
II. Compte de capital	626,5	171,3	538,4
- ACANFP nettes ⁽¹⁾	-15,8	-39,6	-31,9
- Capitaux publics nets	687,8	255,2	750,1
- Capitaux privés nets	-45,5	-44,3	-179,8
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (I+II)	-425,6	-345,1	-2.699,8
III. Compte financier			
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (1+2+3+4+5)	-233,5	-679,6	-2.529,7
1. Investissements directs nets	-1.498,1	-1.677,7	-1.409,4
2. Investissements de portefeuille nets	39,4	48,0	34,0
3. Dérivés financiers (autres que les réserves) nets	0,0	0,0	0,0
4. Autres Investissements nets	1.515,3	-1.214,1	-2.785,9
5. Avoirs de réserves	-290,1	2.164,1	1.631,6
Erreurs nettes et omissions	192,1	-334,5	-170,1

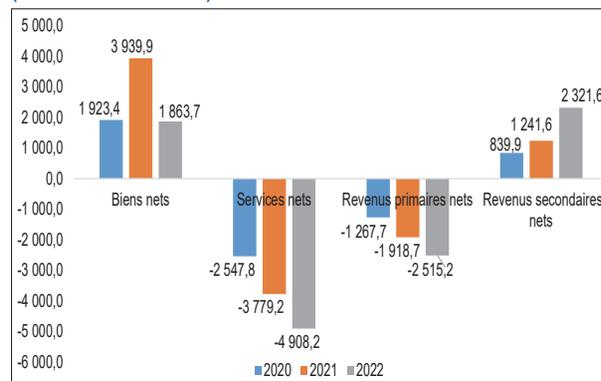
Source : Banque Centrale du Congo.

¹⁾ Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits. Cfr. Tableau III.29.

Compte courant

En 2022, le solde du compte courant a renseigné un déficit de 3.238,1 millions de USD, représentant 4,9 % du PIB contre celui de 516,4 millions, soit 0,9 % du PIB en 2021. L'aggravation de ce déficit résulte de la hausse du déficit du compte des services et de celui du compte des revenus primaires.

Graphique I|3|7 Evolution des soldes des composantes du compte des transactions courantes
(en millions de USD)



Cfr. Tableau II

Compte des biens

Le compte des biens a dégagé un excédent de 1.863,7 millions de USD, soit 2,8 % du PIB en 2022 contre 3.939,9 millions, soit 7,1 % du PIB en 2021. Ce repli est expliqué par une hausse plus importante des importations que des exportations.

Exportations des biens

Les exportations des biens se sont accrues de 28,7% par rapport à 2021, tirées par la rubrique « Produits miniers et hydrocarbures », laquelle a représenté 99,3% du total.

S'agissant des exportations des « Produits agricoles » et « Produits Industriels et Energétiques », elles ont représenté respectivement 0,5% et 0,2% du total.

Tableau I|3|5 Structure des exportations
(en millions de USD, sauf indication contraire)

	2020 ^(p)		2021 ^(p)		2022 ^(p)	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
PRODUITS MINIERES ET HYDROCARBURES	13.637,5	98,9	21.979,6	99,1	28.352,8	99,3
Cuivre	9.412,0	68,3	16.024,2	72,2	19.977,0	69,9
Cobalt	2.244,5	16,3	3.500,9	15,8	5.977,4	20,9
Zinc	27,4	0,2	33,9	0,2	33,0	0,1
Or	1.202,0	8,7	1.267,9	5,7	1.123,8	3,9
Diamant	113,4	0,8	137,7	0,6	139,3	0,5
Pétrole brut	386,9	2,8	595,2	2,7	786,7	2,8
Autres ⁽¹⁾	251,2	1,8	419,8	1,9	315,6	1,1
PRODUITS AGRICOLES	139,8	1,0	203,2	0,9	156,7	0,5
Café	27,0	0,2	40,0	0,2	51,8	0,2
Caoutchouc	4,5	0,0	4,0	0,0	7,4	0,0
Bois	32,9	0,2	31,5	0,1	72,3	0,3
Cacao	60,6	0,4	118,6	0,5	13,6	0,0
Autres ⁽²⁾	14,9	0,1	9,1	0,0	11,6	0,0
PRODUITS INDUSTRIELS ET ENERGETIQUES	11,4	0,1	2,4	0,0	52,5	0,2
Ciment	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits chimiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Electricité	2,7	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0
Autres ⁽³⁾	8,7	0,1	1,4	0,0	52,5	0,2
AJUSTEMENT ⁽⁴⁾	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	13.788,7	100,0	22.185,2	100,0	28.562,0	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) notamment Coltan, Plomb et Cassitérite.

(2) notamment thé et quinquina.

(3) notamment mitrailles ferreuses.

(4) Il s'agit des données issues de l'enquête annuelle de la balance des paiements et des exportations non classifiées.

Cfr. Tableau III.33&bis.

Exportations des produits miniers et hydrocarbures

Les exportations des produits miniers et hydrocarbures ont augmenté de 29,0%, s'établissant à 28.352,8 millions de USD en 2022, influencées par la hausse des exportations du cuivre. Ces dernières ont progressé de 24,7%, pour se fixer à 19.977,0 millions de USD, représentant 69,9% du total.

La hausse de la valeur des exportations du cuivre se justifie particulièrement par l'augmentation du volume exporté, lequel a atteint 2,4 millions de tonne en 2022 contre 1,8 millions de tonne en 2021.

Les exportations du cobalt ont augmenté de 70,7% en

2022, s'établissant à 5.977,4 millions de USD, en raison à la fois de la hausse du prix sur le marché international et de l'accroissement de la quantité exportée. En effet, le prix moyen annuel s'est accru de 40,5% par rapport à 2021. Le volume exporté est passé de 0,12 millions de tonne à 0,09 millions de tonne d'une année à l'autre.

Les exportations du pétrole brut ont progressé de 32,2% en 2022, s'établissant à 786,7 millions de USD. Cette évolution a résulté de la hausse du prix du baril à l'échelle mondiale. Le prix moyen annuel s'est accru de 38,7%, se fixant à 94,2 USD le baril, tiré principalement par la perturbation de l'offre, occasionnée par le conflit entre la Russie et l'Ukraine.

Tableau I|3|6 Variation annuelle des exportations des produits miniers et hydrocarbures
variation en pourcentage)

	2020	2021	2022 ^(p)
Produits miniers et hydrocarbures	4,3	61,2	29,0
Cuivre	14,4	70,3	24,7
Cobalt	-12,4	56,0	70,7
Zinc	828,7	23,7	-2,6
Diamant	-22,5	21,4	1,1
Plomb	-	-	-
Or	-13,4	5,5	-11,4
Cassitérite	173,5	82,6	-21,8
Pétrole brut	-24,0	53,8	32,2
Autres ⁽¹⁾	-75,1	-14,5	-58,4

Source : Banque Centrale du Congo.

(1)notamment Coltan.

Cfr. Tableau III.30.

Exportations des produits agricoles

Les exportations des produits agricoles ont baissé de 22,9%, se situant à 156,7 millions de USD en 2022, plombées particulièrement par la baisse des exportations du cacao. Celles-ci ont diminué de 88,5%, en raison de la détérioration de la situation sécuritaire dans la partie Est de la RDC, laquelle a eu un effet dévastateur sur la culture du cacao.

Les volumes des exportations du cacao et du café sont passés respectivement de 0,06 million tonnes et 0,01 million en 2021 à 0,03 million de tonnes et 0,01 million de tonnes en 2022.

S'agissant des exportations du bois, leur volume s'est accru de 15,03% en 2022, s'établissant à 0,3 million de m³.

Exportations des produits industriels et énergétiques

Les exportations des produits industriels et énergétiques se sont chiffrées à 52,5 millions de USD contre 2,4 millions en

2021, expliquées par la hausse des exportations des « autres produits », particulièrement les mitrailles ferreuses.

Importations

Les importations de la RDC ont augmenté de 46,3 % en 2022. Cette hausse a été observée au niveau des principaux postes qui constituent la structure des importations.

Tableau I|3|7 Structure des importations
(en millions USD, sauf indication contraire)

	2020		2021		2022 ^(p)	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
BIENS DE CONSOMMATION	2.898,9	24,4	4.768,0	26,1	6.405,1	24,0
Alimentations et boissons	1.608,2	13,6	3.156,0	17,3	4.213,5	15,8
Tabacs, textiles et habillements	1.290,7	10,9	1.611,9	8,8	2.191,7	8,2
ENERGIE	1.121,4	9,5	1.685,4	9,2	2.153,4	8,1
Produits chimiques et colorants	732,5	6,2	739,5	4,1	692,6	2,6
Autres instruments et appareils	388,9	3,3	945,9	5,2	1.460,8	5,5
MATIERES PREMIERES ET SEMI-PRODUITS	2.644,2	22,3	3.576,0	19,6	5.550,0	20,8
Cuir, Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc	756,5	6,4	802,2	4,4	1.164,9	4,4
Produits chimiques, colorants et autres	291,0	2,5	888,0	4,9	1.612,1	6,0
Agriculture, matériaux de construction et métalliques	1.596,6	13,5	1.885,8	10,3	2.773,0	10,4
BIENS D'EQUIPEMENT	5.200,9	43,8	8.216,0	45,0	12.589,8	47,2
Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	267,9	2,3	350,1	1,9	1.570,2	5,9
Matériels de transport	998,3	8,4	2.346,4	12,9	1.596,8	6,0
Machines pour industries spécialisées	3.599,4	30,3	5.055,2	27,7	8.685,0	32,5
Autres instruments et appareils	335,2	2,8	464,3	2,5	737,8	2,8
TOTAL	11.865,3	100,0	18.245,4	100,0	26.698,3	100,0

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA).
Cfr. Tableau III.31.

Les importations des biens de consommation se sont accrues de 34,3 %, suite à la hausse de toutes les composantes de cette catégorie. En effet, la composante « Alimentations et boissons » a augmenté de 33,5 %, s'établissant à 4.213,5 millions de USD. La composante « Tabacs, textiles et habillements » a progressé de 36,0 %, se fixant à 2.191,7 millions de USD.

Les importations pour la catégorie Energie se sont établies à 2.153,4 contre 1.685,4 million de USD en 2021.

S'agissant des importations des matières premières et semi-produits, elles ont enregistré une hausse de 55,2 %, impulsée par la hausse des importations de tous les produits constituants.

Concernant la catégorie « Biens d'équipement », les importations ont plus été tirées par les rubriques « Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture » et « Machines pour industries spécialisées ». Ces deux rubriques se sont accrues respectivement de 348,5 % et de 71,8 %, à la suite de la hausse des dépenses gouvernementales notamment

celles liées à l'Agenda de la Transformation Agricole de la République Démocratique du Congo (ATA-RDC), visant à relancer le secteur agricole.

Compte des services

Le déficit du compte des services est passé de 6,8 % du PIB en 2021 à 7,5 % en 2022, justifié par l'accroissement des déficits des principales rubriques de ce compte. Il s'agit principalement des « Services de transport », « Services de pension et d'assurance » et « Autres services aux entreprises ».

En effet, le déficit des services Transports s'est fixé à 2.398,9 millions de USD, enregistrant un accroissement de 53,6 % par rapport à 2021.

Le déficit des services de pension et d'assurance est passé de 598,2 millions de USD en 2021 à 706,0 millions en 2022, en raison de la hausse des importations des biens.

S'agissant du déficit des Autres services aux entreprises, il s'est fixé à 1.135,6 millions de USD contre 970,2 millions une année plus tôt, en raison de l'augmentation des importations des prestations à fournir aux différents opérateurs dans le secteur des mines, des hydrocarbures, de l'agriculture et des télécommunications.

Tableau I|3|8 Evolution du solde des opérations sur les services
(en millions de USD)

	2020 ^(p)	2021 ^(p)	2022 ^(p)
Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	-	-	-
Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	-	-	-
Transports	-1.052,5	-1.561,9	-2.398,9
Voyages	-122,9	-111,8	-176,9
Services de bâtiment et travaux publics	-65,4	-126,5	-135,0
Service de pension et d'assurance	-476,2	-598,2	-706,0
Services financiers	-107,8	-157,5	-211,1
Commissions pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	-	-	-
Services de télécommunications, d'informatique et d'information	-0,5	-3,8	-6,9
Autres services aux entreprises	-546,8	-970,2	-1.135,6
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	-8,9	-16,0	-18,2
Biens et services publics non inclus ailleurs	-166,7	-233,3	-119,5
TOTAL	-2.547,8	-3.779,2	-4.908,2

Source : Banque Centrale du Congo.
Cfr. Tableau III.32.

Compte des revenus primaires

Le compte des revenus primaires s'est soldé par un déficit de 2.515,2 millions de USD, représentant 4,0 % du PIB en 2022 contre celui de 1.918,7 millions, soit 3,5 % en 2021,

occasionné particulièrement par la détérioration du poste Revenus des placements. D'une année à l'autre, les revenus des placements versés au reste du monde sont passés de 1.982,6 millions de USD à 2.468,3 millions.

Tableau I|3|9 Evolution du solde des revenus primaires
(en millions de USD)

	2020	2021 ^(a)	2022 ^(a)
Rémunération des salariés	139,2	55,4	-68,4
Revenus des placements	-1.406,9	-1.974,1	-2.446,8
TOTAL	-1.267,7	-1.918,7	-2.515,2

Source : Banque Centrale du Congo.
Cfr. Tableau III.32.

Compte des Revenus secondaires

Le compte des revenus secondaires s'est soldé par un excédent de 2.321,6 millions, soit 3,5 % du PIB contre 2,2 % en 2021. La hausse de cet excédent se justifie par l'accroissement des excédents des transferts publics et ceux des Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM), lesquels ont progressé respectivement de 52,4 % et 128,8 %.

Tableau I|3|10 Evolution du solde des revenus secondaires
(en millions de USD)

	2020	2021	2022 ^(a)
Administrations publiques	529,1	679,7	1.036,1
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	310,8	561,9	1.285,5
TOTAL	839,9	1.241,6	2.321,6

Source : Banque Centrale du Congo.
Cfr. Tableau III.32.

Compte de capital

Le compte capital s'est accru de 214,3 %, s'établissant à 538,4 millions de USD, soit 0,8 % du PIB en 2022 contre 0,3 % du PIB en 2021. Cette situation s'explique par la hausse de 130,3 % des « autres transferts de capitaux publics » reçus du reste du monde, établis à 750,1 millions de USD.

3|2|2 Compte financier

En 2022, le compte financier a renseigné un besoin de financement de 2.529,7 millions de USD, représentant 3,8 % du PIB contre celui de 679,6 millions, soit 1,2 % du PIB une année plus tôt. Ce besoin a été couvert par l'accroissement net des passifs financiers, résultant notamment des flux entrants des Investissements Directs Etrangers et des recettes perçues au titre des préfinancements des exportations.

Par ailleurs, les flux des avoirs des réserves se sont contractés de 24,6 %, se chiffrant à 1.631,6 millions de USD, en raison de l'accroissement des dépenses publiques en devises.

Tableau I|3|11 Evolution du compte de capital et d'opérations financières
(en millions de USD)

	2020	2021 ^(a)	2022 ^(a)
I. Compte de capital	626,5	171,3	538,4
- ACANFNP nettes ⁽¹⁾	-15,8	-39,6	-31,9
- Capitaux publics nets	687,8	255,2	750,1
- Capitaux privés nets	-45,5	-44,3	-179,8
II. Compte financier			
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (1+2+3+4+5)	-233,5	-679,6	-2.515,7
1. Investissements directs	-1.498,1	-1.677,7	-1.409,4
- Acquisition nette d'actifs financiers	-	-	-
* Actions et parts dans les fonds de placement	-	-	-
* Instrument de dette	-	-	-
- Accroissement net des passifs financiers	1.498,1	1.677,7	1.409,4
* Actions et parts dans les fonds de placement	1.646,9	1.870,0	1.845,8
* Instrument de dette	-148,8	-192,4	-436,4
2. Investissements de portefeuille	39,4	48,0	48,0
- Acquisition nette d'actifs financiers	33,9	45,3	45,3
* Actions et parts dans les fonds de placement	33,9	45,3	34,6
* Titre de créance	-	-	-
- Accroissement net des passifs financiers	-5,6	-2,7	0,7
* Actions et parts dans les fonds de placement	-5,6	-2,7	0,7
* Titre de créance	-	-	-
3. Dérivés financiers (autres que les réserves)	-	-	-
4. Autres Investissements	1.515,3	-1.214,1	-2.785,9
- Acquisition nette d'actifs financiers	2.599,7	2.585,5	-637,9
- Accroissement net des passifs financiers	1.084,4	3.799,5	2.148,0
5. Avoirs de réserves	-290,1	2.164,1	1.631,6
- Or monétaire	0,0	0,0	0,0
- Droits de tirage spéciaux	-14,0	724,4	-777,5
- Position de réserve au FMI	-	-	-
- Autres avoirs de réserve	-276,1	1.439,7	2.409,1

Source : Banque Centrale du Congo.
Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits.
Cfr. Tableau III.32.

3|3 Dette extérieure

Au 31 décembre 2022, le stock de la dette publique extérieure, situé à 5.659,3 millions de USD, a représenté 8,6 % du PIB contre 4,5 % en 2021, soit un niveau soutenable par rapport au seuil d'endettement. Ce dernier se situe autour de 60 à 70 % du PIB suivant notamment les critères de convergence de la plupart des Communautés Economiques Régionales (CER) en Afrique.

Par ailleurs, le portefeuille de la dette publique de la RDC, dominé par les prêts concessionnels est moins coûteux, avec un taux d'intérêt moyen pondéré de 1,00 %. Par rapport aux risques, il ressort de l'analyse de ce portefeuille que le pays est faiblement exposé au risque de taux d'intérêt, car disposant des prêts entièrement contractés à des taux fixes.

Cependant, le portefeuille comporte un risque majeur de refinancement, tiré par la dette intérieure dont la majeure

partie des instruments émis en 2022 échoit en 2023. Le portefeuille de la dette de la RDC est également vulnérable au risque de taux de change, dû à la prédominance de la dette extérieure qui occupe environ 96 %, et le 4 % de la dette intérieure représentant les titres publics est indexé au dollar.

3|3|1 Nouveaux emprunts extérieurs

Au cours de l'année 2022, la République Démocratique du Congo a contracté neuf nouveaux emprunts concessionnels à long terme d'un montant de 1.321,64 millions de USD comme l'indique le tableau ci-dessous.

Tableau I|3|12 Répartition des engagements extérieurs selon les termes et conditions indicatives en 2022

Objet du prêt	Date de signature	Nature du prêt	Créanciers	Montant de l'emprunt en millions de USD
Projet d'amélioration du recouvrement des recettes et de la gestion des dépenses en RD-Congo (PARRGD)	11/02/2022	Concessionnel	IDA	125 00
Projet d'aménagement de la Route RN2 Bukavu-Gama Phase I (Section Bukavu-Nyamukubi)	01/03/2022	Concessionnel	BAD & FAO	4666
Projet de renforcement des infrastructures socio-économiques dans la région du centre Phase II /PRISE III	01/03/2022	Concessionnel	FAO	71 00
Projet d'autonomisation des femmes entrepreneures et de modernisation des micros, petites et moyennes entreprises pour la transformation économique et l'emploi en RD-Congo	01/06/2022	Concessionnel	IDA	150 00
Projet d'accès à la gouvernance et à la réforme des secteurs de l'électricité et de l'eau	01/06/2022	Concessionnel	IDA	300 00
Projet multisectoriel de nutrition et de santé (PMNS) - Financement additionnel	19/06/2022	Concessionnel	IDA	25 00
Projet d'appui à la connectivité et au transport (PATC)	28/06/2022	Concessionnel	IDA	427 98
Projet de facilitation et intégration dans les grands lacs	01/07/2022	Concessionnel	IDA	76 00
Projet de résilience urbaine en situation d'urgence à Kananga (PURUK)	10/10/2022	Concessionnel	IDA	100 00
TOTAL				1 321,64

Source : Direction Générale de la Dette Publique (DGDP).

3|3|2 Tirages

A fin 2022, l'ensemble de tirages effectués par la République Démocratique du Congo s'est chiffré à 0,97 milliard de USD, comme indiqué dans le tableau ci-dessous. L'essentiel de ces tirages a été effectuée auprès des Institutions multilatérales.

Tableau I|3|13 Tirages effectués en 2022 (en millions de USD)

Désignation	2018	2019	2020	2021	2022
CLUB DE KINSHASA	7,3	0,4	29,2	58,3	88,4
EXIM BANK OF CHINA	7,1	-	22,8	52,7	82,6
- Financement du Projet de Réhabilitation de la piste de l'aéroport international de Ndjili	7,1				
- Financement du Projet de Construction du Poste 220 KV de Kinsuka et des réseaux de distribution associés	-	-	22,8	52,7	33,2
- Financement du Projet de Modernisation et informatisation des syst-emes de communication du Ministère des Finances	-	-	-	-	49,5
EXIM BANK OF INDIA	0,2	0,4	6,4	5,6	5,7
- Financement du projet de Développement des lignes électriques et réseaux de distribution de l'électricité dans la province du Bandundu (Barrage hydroélectrique de Kakobola)	0,2	0,4	6,4	5,6	5,7
CLUB DE PARIS	-	-	5,3	7,8	-
EXIM BANK OF KOREA (KEXIMBANK)	-	-	5,3	7,8	-
- Financement du Projet d'approvisionnement en eau potable de Lemba-Imbu	-	-	5,3	7,8	-
INSTITUTIONS MULTILATERALES	220,0	600,8	563,3	772,4	879,6
BADEA	3,3	2,2	0,1	-	5,3
- Financement du Projet de construction Réhabilitation et équipement des centres de santé à la RDC	0,7	2,1			
- Financement du Projet de Développement de la riziculture de Masina	1,1	0,1			0,2
- Financement du Projet de Réhabilitation et de bitumage de quelques artères dans la Ville de Kinshasa	1,4	-			0,1
- Financement du Projet de Réhabilitation et équipement des Cliniques Universitaires de Kinshasa					5,0
- Financement du Projet d'opération urgente pour affronter la pandémie Covid-19	0,0				
FAD	0,8	2,1	0,1	48,6	24,16
- Financement du Projet d'aménagement de la route Batshamba-Tshikapa, section Lovua-Tshikapa	0,2	0,2	0,1	0,0	0,03
- Financement du Projet de renforcement des infrastructures socio-économiques dans la région du centre (PRISE) Projet n°P-CD-ECC-002	0,0				
- Financement du Projet d'entreprenariat des jeunes dans l'agriculture et l'agro-business (PEJAB)	0,6	1,9		1,2	3,57
- Financement du Projet d'appui à la consolidation du tissu économique (PACTE)					0,39
- Financement du Projet d'appui au bien-être alternatif des enfants et jeunes impliqués dans la chaîne d'approvisionnement du cobalt (PABEA-COBALT)				0,8	2,29
- Financement du Projet appui au développement des chaînes de valeur agricoles dans 6 provinces de la RD Congo (PADCA-6P)				0,1	0,92
- Financement du Projet de réhabilitation de la route nationale RNI, Tronçon Kinshasa-Kikwit-Batshamba				1,6	5,80
- Financement du Programme au développement intégré de l'économie rurale (PROADER)				1,2	11,12
- Financement du Projet d'aménagement des accès routiers au pont route-rail sur le fleuve congo					0,04
- Financement du Programme budgétaire en réponse à la crise de la COVID-19 (PABRC)				43,7	-
FIDA	-	-	-	0,6	2,1
- Financement du Projet de réhabilitation de l'agriculture à Tshopo (Province Orientale)					1,1
- Financement du Projet d'appui au secteur agricole dans la province du Nord-Kivu				-	0,6
IDA	177,4	224,2	198,3	293,5	436,8
- Financement du Projet de Développement du système de santé pour améliorer les résultats à la santé maternelle et infantile (PDSS)	15,6	61,7	13,4	2,0	1,52
- Financement du Projet de facilitation des échanges commerciaux dans les grands lacs (Réhabilitation et renforcement des postes frontaliers de Nord et Sud Kivu)	2,7	9,4	3,5	5,3	3,23
- Financement additionnel pour le projet de réouverture et d'entretien des routes prioritaires	26,7	32,3	9,8		
- Financement du Projet sur la qualité et la pertinence de l'enseignement secondaire et supérieur	15,7	23,6	28,2	11,5	1,47
- Financement additionnel du Projet de Développement du système de santé pour améliorer les résultats à la santé maternelle et infantile (PDSS-FA)	81,0	40,1	1,5		

Désignation	2018	2019	2020	2021	2022
- Financement additionnel du Projet d'Appui à la relance et à la réhabilitation du secteur agricole (PARRSA-FA)	5,2	28,9	19,5	10,8	-
- Financement additionnel du Projet d'accès et d'amélioration des services électriques (PAASE)	2,5	2,6	0,5	6,5	4,38
- Financement additionnel du Projet de Développement Urbain (PDU)	2,9	2,1	17,2	8,9	0,3
- Financement additionnel divers					
- Financement du Projet de Relèvement de l'Est et Financement additionnel pour la relance de l'Est	9,0	9,5	7,8	5,8	-
- Financement du Projet intégré de croissance agricole de la région des grands lacs (PICAGL)	16,2	7,8	10,9	67,3	32,5
- Financement du Projet d'appui au développement de petites et moyennes entreprises (PADPMPE)	-	6,3	4,7	36,5	29,7
- Financement du Projet multisectoriel de nutrition et de santé (PMNS)			12,2	63,8	42,0
- Financement du Projet d'amélioration des systèmes de santé 4ème Phase (REDISSE IV)			7,5	1,0	13,6
- Financement du Projet pour la préparation stratégique et la réponse du COVID-19			2,3	17,1	2,2
- Financement du Projet de renforcement du système de santé				36,3	
- Financement du Projet de relèvement de l'Est			22,9	57,3	73,6
- Financement du Projet d'urgence en appui à la préparation stratégique et la riposte au Covid-19 en RDC (PUAPR-COVID 19) - Financement additionnel					78,5
- Financement du Projet de développement multisectoriel et de résilience urbaine de Kinshasa (PDMURUK- Kin Elenda)					21,2
- Financement du Projet d'urgence pour l'équité et le renforcement du système éducatif (PERSE)					132,7
OFID	4,8	3,9	1,6	0,7	6,0
- Financement du Projet de Développement de la riziculture de Masina	2,6	1,6	0,2	0,2	
- Financement du Projet de Réhabilitation du réseau routier de la Ville-Province de Kinshasa	2,3	-	0,2		
- Financement du Projet de Réhabilitation des quelques écoles primaires de la RD Congo				0,4	
- Financement du Projet d'adduction d'eau à Binza/Ozone dans la ville de Kinshasa					6,0
- Financement du Projet de Construction, réhabilitation et équipement des centres de santé		2,3	0,8	0,4	
BEI	33,7	-	-	-	-
- Financement du Projet de Réhabilitation du complexe hydroélectrique d'Inga dans la province du Bas-Congo	12,7	-	-	-	-
- Financement du Projet de Réhabilitation du complexe hydroélectrique d'Inga dans la province du Bas-Congo	21,0	-	-	-	-
FMI	-	368,4	363,2	429,0	405,3
- Accord ad-réréendum sur l'assistance financière au titre de la facilité de crédit rapide	-	368,4	363,2	-	-
- Accord triennal au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC)	-	-	-	429,0	405,3
TOTAL GENERAL	227,3	601,2	597,8	838,5	968,0

Source : Direction Générale de la Dette Publique (DGDP).

3 | 3 | 3 Service de la dette extérieure

Le service de la dette publique extérieure payé en 2022, s'est chiffré à 349,0 millions de USD contre une prévision de 306,3 millions. Il sied de noter que le pays n'a enregistré aucun arriéré en 2022.

Tableau I | 3 | 14 Service de la dette extérieure par groupes des créanciers en 2022 (en millions USD)

Créanciers	Service prévu	Service effectué	Taux d'exécution
Institutions multilatérales	171,5	177,8	103,7
dont : - FMI	20,2	15,1	75,1
- Autres (1)	-	-	-
Club de Londres	-	-	-
Club de Kinshasa	118,0	149,9	127,0
Club de Paris	16,8	21,3	126,8
Total	306,3	349,0	113,9

Source : Banque Centrale du Congo et DGDP.

(1) Il s'agit de BAD, BADEA, BDGL, BEI, FAD, FIDA, IDA et OFID.

3 | 3 | 4 Stock de la dette extérieure

A fin décembre 2022, le stock de la dette extérieure s'est chiffré à 5.659,3 millions de USD, en hausse de 16,3 % par rapport à son niveau de l'année précédente. Cette augmentation est expliquée par l'accroissement de la dette à moyen et long terme, notamment celle vis-à-vis des Institutions multilatérales et du Club de Kinshasa.

Tableau I | 3 | 15 Stock de la dette extérieure (en millions USD)

	2018	2019	2020	2021	2022(p)
Dette à moyen et long terme	3 282,6	3 723,5	4 249,1	4 868,0	5 659,3
Club de Paris	28,8	73,1	67,1	75,1	107,4
Club de Kinshasa	1 326,4	1 326,3	1 343,3	1 400,8	1 356,4
Club de Londres	11,5	7,7	3,8	0,0	0,0
Institutions multilatérales	1 915,9	2 316,5	2 835,0	3 392,1	4 195,6
Passif Conditionnel (1)	1,3	5,3	0,0	0,0	0,0
II. Dette à court terme	1,3	5,3	0,0	0,0	0,0
Divers BCC					
TOTAL GENERAL (1 + II)	3 283,8	3 728,9	4 249,1	4 868,0	5 659,3

Source : Banque Centrale du Congo et DGDP.

Il s'agit de la dette extérieure privée garantie par l'Etat (explicite et implicite) laquelle n'est renseignée qu'à titre purement indicatif. A partir de 2018, la DGDP ne prend en compte que la dette publique.

3 | 4 Donations extérieures

Les donations extérieures d'origine publique ont sensiblement augmenté en 2022, se chiffrant à 2.706,4 millions de USD venant de 1.127,0 millions en 2021. Cette évolution, localisée tant dans les apports des multilatéraux que des bilatéraux, est expliquée notamment par l'amélioration de la gestion macroéconomique du pays, attestée entre autres par les évaluations satisfaisantes des revues du programme économique formel du Gouvernement, avec l'appui du Fonds monétaire international.

Tableau I|3|16 Provenance des donations extérieures d'origine publique
(en millions de USD)

	2 018	2 019	2 020	2 021	2022 (p)
Donations Multilatérales	691,1	511,8	709,1	955,9	2 178,5
dont : - Banque Mondiale	331,2	309,8	302,5	522,6	1 360,1
- Commission Européenne	223,8	92,9	158,1	113,5	264,5
Donations Bilatérales	397,6	81,6	160,4	171,1	527,9
dont : - Royaume Uni	259,3	71,5	60,1	21,3	0,0
- USA	0,0	0,0	0,0	0,3	337,0
Total	1 088,7	593,4	869,5	1 127,0	2 706,4
	2 018	2 019	2 020	2 021	2022 (p)
Donations Multilatérales	691,1	511,8	709,1	955,9	2 178,5
dont : - Banque Mondiale	331,2	309,8	302,5	522,6	1 360,1
- Commission Européenne	223,8	92,9	158,1	113,5	264,5
Donations Bilatérales	397,6	81,6	160,4	171,1	527,9
dont : - Royaume Uni	259,3	71,5	60,1	21,3	0,0
- USA	0,0	0,0	0,0	0,3	337,0
Total	1 088,7	593,4	869,5	1 127,0	2 706,4

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des investissements (PGA).

3|4|1 Assistance multilatérale

L'assistance multilatérale a atteint 2.178,5 millions de USD après 955,9 millions en 2021. La Banque mondiale est demeurée un partenaire de premier plan pour la RDC, avec une aide de 1.360,1 millions accordée au pays, en hausse de 160,3 % par rapport à 2021.

Il sied de mentionner que l'essentiel de cette assistance a été orienté vers le financement des projets relevant de la « coopération technique, investissements et autres ».

Tableau I|3|17 Types de donations d'origines multilatérales
(en millions de USD)

	Coopération technique, projets d'investissement et autres				Aide alimentaire			Assistance et Secours d'urgence				
	2019	2020	2021 ^(p)	2022 ^(p)	2019	2020	2021 ^(p)	2022 ^(p)	2019	2020	2021 ^(p)	2022 ^(p)
Total	449,7	567,9	915,6	1 928,9	58,8	39,9	40,3	200,9	3,4	101,3	-	46,2
Nations Unies	7,8	105,6	209,5	95,9	-	-	-	200,9	-	70,8	-	31,3
Commission Européenne	71,2	134,0	103,9	262,0	18,3	19,9	9,6	-	3,4	4,2	-	-
Banque Mondiale	275,1	270,0	500,4	1 345,2	34,7	16,2	22,2	-	-	16,3	-	14,9
BAD	88,1	58,3	101,8	225,8	5,7	3,8	8,5	-	-	10,0	-	-
Autres	7,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des investissements (PGA).

Nations-Unies

En 2022, les Agences des Nations Unies ont porté leur assistance à la RDC pour une enveloppe globale de 328,0 millions de USD, soit une hausse de 56,6 % par rapport à 2021. Ces ressources ont porté principalement sur l'aide alimentaire à hauteur de 61,2 % de l'enveloppe globale.

Commission Européenne

Les donations de la Commission Européenne se sont chiffrées à 262,0 millions de USD contre 113,5 millions en 2021. Les ressources obtenues ont essentiellement financé les activités relevant de la coopération technique, projets d'investissement et autres.

Banque Mondiale

A l'instar de l'année 2021, la Banque mondiale est demeurée la principale Institution multilatérale pourvoyeuse de l'aide au développement à la RDC. En effet, l'aide reçue de cette Institution a progressé à 1.360,1 millions de USD venant de 522,6 millions une année auparavant. Cette aide a été essentiellement orientée au financement des projets de la « coopération technique, investissements et autres ».

Banque Africaine de Développement (BAD)

Les donations de la BAD se sont élevées à 225,8 millions de USD en 2022, en hausse de 104,7 % par rapport à 2021. Celles-ci ont exclusivement porté sur la coopération technique, projets d'investissements et autres.

3|4|2 Assistance bilatérale

Les donations extérieures provenant des partenaires bilatéraux en faveur de la RDC se sont chiffrées à 403,6 millions de USD en 2022, soit une hausse de 35,8 % par rapport à 2021. Cette enveloppe a porté pour 87,3 % au financement de la coopération technique, projets d'investissements et autres et pour 12,7 % à l'assistance et secours d'urgence.

Les Etats-Unis d'Amérique ont été les principaux pourvoyeurs de l'aide à la République Démocratique du Congo.

Tableau I|3|18 Types de donations d'origines bilatérales
(en millions de USD)

	Coopération technique, projets d'investissement et autres				Aide alimentaire			Assistance et Secours d'urgence				
	2019	2020 ^(p)	2021 ^(p)	2022 ^(p)	2019	2020 ^(p)	2021 ^(p)	2022 ^(p)	2019	2020 ^(p)	2021 ^(p)	2022 ^(p)
Total	60,0	297,3	246,6	352,4	-	-	-	-	21,6	33,2	50,5	51,1
Belgique	-	1,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
USA	0,0	6,0	0,3	286,7	-	-	-	-	-	-	-	50,21
Royaume-Uni	56,4	43,1	21,2	0,0	-	-	-	-	15,0	17,1	0,0	0,0
Canada	-	7,0	41,9	0,0	-	-	-	-	-	0,5	17,2	0,0
Chine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays	3,5	240,0	183,2	65,7	-	-	-	-	6,6	15,7	33,3	0,9

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des investissements (PGA).

3 | 5 Coopération internationale

3 | 5 | 1 Association des Banques Centrales Africaines (ABCA)

Les activités de l'ABCA ont été marquées par la tenue du Symposium et de la 44^{ème} Réunion du Conseil des Gouverneurs. Ces travaux se sont tenus *du 31 juillet au 05 août 2022, à Banjul en Gambie.*

Symposium des Gouverneurs

Le Symposium des Gouverneurs, qui a été marqué à son ouverture par la présence de Son Excellence Adama Baro, Président de la République de la Gambie, s'est tenu sous le thème: «les innovations numériques et l'avenir du secteur financier: opportunités et défis pour les Monnaies Numériques de Banque Centrale (MNBC)».

Il a permis de comprendre qu'au cours de ces dernières décennies, la digitalisation des économies, facilitée par les progrès technologiques, et les activités numériques génèrent des volumes considérables de données, présentant de nouvelles opportunités et des défis pour la société et le système financier.

In fine, au terme des différentes présentations et des débats, les Gouverneurs ont relevé notamment les enseignements ci-après:

- les monnaies numériques des banques centrales (MNBC) pourraient être l'une de leurs innovations majeures au cours de la prochaine décennie. Elles permettront aux citoyens de les utiliser dans la perspective d'un déclin du rôle de l'argent liquide, de préserver l'efficacité des paiements et la souveraineté monétaire;
- les implications pour la stabilité financière et la politique monétaire doivent être examinées. Dans ce cadre, une conception appropriée des sauvegardes pourrait atténuer ces préoccupations;
- les MNBC pourraient offrir une alternative aux monnaies/paiements numériques privés, et en particulier aux crypto-monnaies. Cependant, elles doivent être bien mises en œuvre pour recevoir une large acceptation de la part des utilisateurs;
- les MNBC doivent être accompagnées de politiques macroéconomiques saines et un cadre de politique qui renforce la confiance dans la monnaie locale. Dans ce contexte, une conception adéquate, efficace, sécurisée et interopérable est cruciale;

- le contexte local et la capacité interne doivent être pris en compte lors de la pondération des coûts par rapport aux avantages de la mise en œuvre des MNBC;
- parallèlement, une régulation adéquate des nouvelles formes de crypto-actifs et de paiements numériques est nécessaire;
- globalement, une collaboration mondiale entre les banques centrales et avec le secteur privé est essentielle pour assurer une interopérabilité adéquate et un cadre réglementaire solide;
- la digitalisation est importante, mais ce n'est qu'un lubrifiant et pas le moteur. Le moteur reste un cadre politique solide qui peut engendrer la croissance et le développement. Si ce cadre est bien conçu et existe, la numérisation peut alors lubrifier et favoriser d'autres avantages, en particulier l'inclusion financière.

3 | 5 | 2 44^{ème} Réunion Ordinaire du Conseil des Gouverneurs de l'ABCA

Plusieurs points ont été débattus au cours de cette 44^{ème} session ordinaire du Conseil des Gouverneurs, dont les plus saillants peuvent être déclinés comme suit:

Etat de mise en œuvre des décisions relevant de la 43^{ème} Session ordinaire du Conseil des Gouverneurs

Sur ce point, les Gouverneurs ont noté avec satisfaction que 13 des 17 décisions prises lors de la 43^{ème} Réunion Ordinaire, tenue à Kinshasa en août 2021, ont été entièrement réalisées. Les quatre autres le seront complètement d'ici la fin de l'année en cours. Ainsi, ils ont instruit le Secrétariat de l'ABCA d'assurer le suivi de la mise en œuvre de ces dernières décisions.

Evaluation de la mise en œuvre du Programme de Coopération Monétaire en Afrique (PCMA)

Le Conseil des Gouverneurs a noté que l'activité économique mondiale a connu un rebond, affichant un taux de croissance de 6,1 % en 2021, après la récession (-3,1 %) enregistrée en 2020, suite à la pandémie de COVID-19. Cette performance est liée principalement à la reprise vigoureuse de l'activité économique dans les pays avancés et émergents.

A titre illustratif, le taux de croissance économique en Afrique s'est établi à 6,1 % après une contraction de 1,6 % en 2020. Cette bonne performance économique en Afrique serait imputable au rebond attendu du tourisme, à la hausse

des prix des matières premières et à l'assouplissement des restrictions induites par la pandémie de COVID-19, ainsi qu'à la relance de l'économie mondiale.

Cependant, les effets de la pandémie continuent de porter un coup quant à la performance dans la réalisation des critères de convergence macroéconomique. Ainsi, en 2021 :

- aucun pays n'a respecté à la fois les 8 critères de convergence;
- 7 pays sur 49 ont respecté les 5 critères de convergence de 1^{er} rang contre 9 sur 51 pays en 2020;
- à l'instar de l'année 2000, aucun pays n'a satisfait aux 3 critères de 2^{ème} rang.

De ce qui précède, le Conseil a décidé de: (i) Prendre note des résultats obtenus dans la mise en œuvre du PCMA, (ii) encourager les Sous-régions à renforcer la coordination des politiques monétaires et fiscales afin d'améliorer les performances qui répondent aux critères du PCMA, (iii) encourager les Sous-régions qui n'ont pas encore élaboré un cadre de politique monétaire harmonisé à le faire dans les meilleurs délais, et de préférence avant les prochaines Réunions Annuelles de l'année 2023, (iv) exhorter le secrétariat de présenter les rapports du PCMA durant les réunions du Comité Technique Spécialisé de la Commission de l'Union Africaine sur les finances, les affaires monétaires, la planification économique et l'intégration.

Rapports du Groupe de Projet sur l'intégration des systèmes de paiement et de ses deux Groupes de Travail

Au cours des réunions du Conseil des Gouverneurs de 2021 et du Bureau de l'ABCA de 2022, les Gouverneurs ont noté que le Groupe de Projet de l'ABCA sur l'intégration des paiements inter-régionaux en Afrique poursuivait une initiative visant à obtenir l'accès aux données commerciales de SWIFT qui soutiendraient les travaux entrepris par ses deux Groupes de Travail. En outre, les Gouverneurs ont noté que le Groupe de Projet a procédé à l'identification de rapports spécifiques sur les flux de paiement sur le continent, agrégés au niveau régional, où la granularité au niveau national ne sera pas fournie. Les Gouverneurs ont également autorisé le Groupe de Projet à se procurer les rapports identifiés sur les flux de paiement auprès de SWIFT, avec un financement fourni par la Banque Mondiale.

C'est dans ce contexte que les Gouverneurs ont notamment (i) pris note des rapports d'activités du Groupe de Projet et de ses deux Groupes de Travail, (ii) demandé au Groupe de Projet de poursuivre les démarches visant à obtenir le financement par la Banque Mondiale des rapports spécifiques de SWIFT, (iii) demandé au Groupe de Projet de poursuivre les échanges avec Afreximbank sur la façon d'intégrer les solutions du Projet PAPSS au programme d'intégration des systèmes de paiement de l'ABCA et (iv) demandé au Groupe de Projet de s'appuyer sur les expériences sous-régionales dans le cadre du Programme d'intégration des systèmes de paiement en Afrique de l'ABCA.

4 | Monnaie, crédit et institutions financières

En 2022, la base monétaire a accusé une augmentation largement supérieure à celle des passifs monétaires au sens large dans un contexte marqué les effets inflationnistes du choc d'offre induit par le conflit russo-ukrainien.

La très faible progression de l'offre de monnaie tient de la quasi-stagnation des dépôts en devises du système bancaire, contrastant avec la consolidation de la croissance économique découlant de la hausse des exportations des produits de base.

Ce quatrième aborde (i) l'évolution de l'offre de monnaie, (ii) le marché monétaire, (iii) la dynamique de l'activité bancaire.

4 | 1 Offre et demande de monnaie

Durant la période sous analyse, l'offre de monnaie a accusé une faible augmentation face à un recul de la demande de monnaie. Le multiplicateur monétaire quant à lui est demeuré relativement stable.

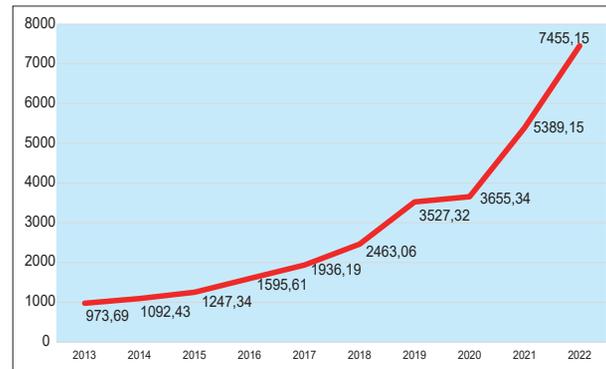
4 | 1 | 1 Offre de monnaie

La hausse de l'offre de monnaie centrale découle d'une progression des actifs extérieurs nets et celle des actifs intérieurs nets. Par contre, l'évolution de l'offre de monnaie tire son origine de l'expansion des actifs intérieurs nets contrebalancée par le repli des actifs extérieurs nets.

Base monétaire

Le comportement de la base monétaire s'est inscrit dans la même lancée que celui observé en 2021. Elle a augmenté de 38,3 % pour se fixer à 7.455,2 milliards de CDF à décembre en 2022 contre une variation de 47,4 % observée une année plutôt.

Graphique I | 4 | 1 Evolution de la base monétaire (en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo

Composantes de la base monétaire

Cette évolution est localisée au niveau de la circulation fiduciaire et des engagements envers les autres institutions des dépôts, lesquels ont progressé de 24,7 % et de 56,3 % respectivement.

D'une année à l'autre, la part de la circulation fiduciaire a baissé, passant de 56,5 % en 2021 de la base monétaire à 50,9 % en 2022. Par contre, celle des engagements envers les institutions des dépôts s'est établie à 48,8 %, venant de 43,1 %. La croissance de la circulation fiduciaire a représenté 36,4 % de la variation de l'offre de monnaie centrale contre 63,4 % pour celle des engagements envers les autres institutions des dépôts.

Tableau I | 4 | 1 Composantes de la base monétaire (en milliards de CDF)

	2018	2019	2020	2021	2022	Variation en %	
						2021	2022
BASEMONÉTAIRE	2 463,1	3 527,3	3 655,3	5 389,2	7 455,2	47,4	38,3
CIRCULATION FIDUCIAIRE	1 689,8	1 933,6	2 448,9	3 045,2	3 796,9	24,3	24,7
Circulation fiduciaire hors système bancaire	1 557,1	1 772,9	2 230,6	2 804,2	3 542,4	25,7	26,3
Circulation fiduciaire en banque	132,7	160,7	218,4	241,0	254,5	10,4	5,6
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	767,7	1 083,3	1 174,2	2 325,1	3 634,6	98,0	56,3
Dont							
Avoirs des banques commerciales en comptes courants à la BCC	766,3	1 081,5	1 171,3	2 316,9	3 251,8	97,8	40,4
Niveau notifié de la réserve obligatoire	836,2	1 061,2	1 594,8	2 375,6	2 375,6	49,0	0,0
Avoirs excédentaires des banques commerciales	-69,9	20,3	-423,4	-58,7	876,2	86,1	1591,7
** Niveau de la réserve obligatoire en monnaies étrangères					378,6		
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES SECTEURS	5,5	510,4	32,2	18,8	23,6	-41,6	25,8

Source : Banque Centrale du Congo

Les avoirs des banques commerciales en monnaie nationale en compte courant à la Banque Centrale du Congo sont passés de 2.316,9 milliards de CDF à 3.251,8 milliards en 2022. La réserve obligatoire en monnaie nationale notifiée étant restée inchangée d'une année à l'autre, il s'est observé une hausse de la position nette des avoirs en monnaie nationale des banques commerciales. Cette dernière est passée d'un niveau négatif de 58,7 milliards en 2021 à 876,2 milliards en 2022.

Par ailleurs, il importe de relever que l'année 2022 a été marquée par l'entrée en vigueur de la réforme portant constitution de la réserve obligatoire selon la monnaie des dépôts. Par conséquent, la réserve obligatoire en dollars américains se rapportant aux dépôts en monnaies étrangères s'est située à 378,6 milliards de CDF.

Contreparties de la base monétaire

Au niveau des contreparties, l'augmentation de la base monétaire a résulté de la hausse des actifs extérieurs nets de 1.522,8 milliards de CDF et de celle des actifs intérieurs nets de l'ordre de 543,2 milliards.

L'évolution des actifs extérieurs nets a représenté 73,7% de la croissance de la monnaie à haute puissance contre 26,3% pour celle des actifs extérieurs nets.

Tableau I|4|2 Contreparties de la base monétaire
(en milliards de CDF)

	2018	2019	2020	2021	2022	Variation en %	
						2021	2022
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	-311,3	-78,7	-543,2	2 989,1	4 511,9	650,3	50,9
ACTIFS INTERIEURS NETS	2 774,4	3 606,0	4 198,6	2 400,0	2 943,2	-42,8	22,6
CRÉANCES INTERIEURES	2 180,0	3 059,5	3 664,7	2 985,4	3 725,7	-18,5	24,8
CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	1 501,5	2 104,3	2 317,7	1 528,2	2 777,4	-34,1	81,8
CRÉANCES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	1 609,5	2 206,6	2 470,7	3 225,5	4 008,9	30,6	24,3
ENGAGEMENTS ENVERS L'ADMINISTRATION CENTRALE	-108,0	-102,3	-153,0	-1 697,3	-1 231,0	-1009,4	27,5
CRÉANCES SUR LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	652,3	928,3	1 311,5	1 370,5	832,4	4,5	-39,3
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS	26,2	26,9	35,6	86,7	115,9	143,8	33,6
AUTRES POSTES NETS	594,4	546,5	533,9	-585,3	-782,4	-209,6	-33,7

Source : Banque Centrale du Congo

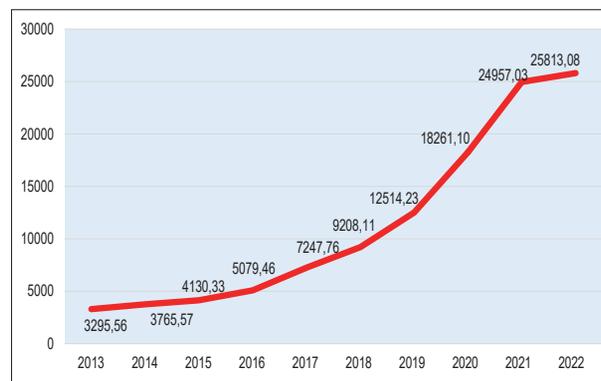
La progression des actifs intérieurs nets résulte d'une hausse des créances intérieures contrebalancée par une baisse des autres postes nets.

Les passifs monétaires au sens large

En 2022, il s'est observé une forte décélération de la croissance de l'offre de monnaie. En effet, les passifs monétaires au sens large se sont fixés à 25.813,1 milliards de

CDF, représentant une croissance annuelle de 3,4% contre celle de 36,7% enregistré une année auparavant. Cette situation tient de la quasi-stagnation des dépôts en devises des banques commerciales.

Graphique I|4|2 Evolution de l'offre de monnaie
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo

Composantes des passifs monétaires

La faible progression de l'offre de monnaie est le corollaire d'une hausse observée des numéraires hors institutions des dépôts et des autres dépôts (circulation fiduciaire hors système bancaire), respectivement de 738,2 milliards de CDF et 390,4 milliards. Les dépôts transférables sont accusés une baisse de 272,5 milliards de CDF.

Tableau I|4|3 Composantes des passifs monétaires au sens
(en milliards de CDF)

	2018	2019	2020	2021	2022	Variation en %	
						2021	2022
PASSIFS MONÉTAIRES AU SENS LARGE	9 208,1	12 514,2	18 261,1	24 957,0	25 813,1	36,7	3,4
NUMÉRAIRE HORS INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	1 557,1	1 772,9	2 230,6	2 804,2	3 542,4	25,7	26,3
DÉPÔTS TRANSFÉRABLES	4 781,2	6 318,9	10 681,9	15 167,0	14 894,5	42,0	-1,8
AUTRES DÉPÔTS	2 869,8	4 422,4	5 348,7	6 985,8	7 376,3	30,6	5,6
TITRES AUTRES QU' ACTIONS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		

Source : Banque Centrale du Congo

Le flux des numéraires hors institutions de dépôts et celui des dépôts transférables ont respectivement représenté 86,2% et 45,6% de la croissance de l'offre de monnaie. Par contre, celui des dépôts transférables y a contribué négativement à hauteur de 31,8%.

La part des dépôts transférables dans le total de l'offre de monnaie a baissé pour s'établir à 57,7% en 2022 contre 60,8% en 2021. A contrario, celle des numéraires hors institutions des dépôts est passée de 11,2% à 13,7%, d'une année à l'autre. Cependant, celle des autres dépôts est restée stable, gravitant toujours autour de 28,0%.

Contreparties des passifs monétaires

La faible croissance des passifs monétaires résulte d'une progression des actifs intérieurs nets de 2.605,7 milliards de CDF, contrebalancée par une baisse des actifs extérieurs nets de 1.749,6 milliards. La contraction des actifs extérieurs nets tient de la quasi-stagnation des dépôts en devises des banques commerciales, contrastant fortement avec la progression des rapatriements des recettes d'exportations.

La variation des actifs intérieurs nets a représenté 304,4 % de la variation de l'offre de monnaie tandis que celle des actifs extérieurs nets y a contribué négativement à hauteur de 204,4 %.

Tableau I|4|4 Contrepartie des passifs monétaires au sens (en milliards de CDF)

	2018	2019	2020	2021	2022	Variation en %	
						2021	2022
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	3 409,5	5 020,5	9 916,9	17 474,7	15 725,1	76,2	-10,0
ACTIFS INTÉRIEURS NETS	5 798,6	7 493,8	8 344,2	7 482,3	10 088,0	-10,3	34,8
CRÉANCES INTÉRIEURES	6 080,1	7 675,6	9 277,6	9 758,8	13 968,9	5,2	43,1
CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE 3SG	1 349,5	2 127,5	2 132,3	1 334,3	1 454,9	-37,4	9,0
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS 3SG	4 730,6	5 548,1	7 145,3	8 424,4	12 514,0	17,9	48,5
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS D'ÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	114,1	178,2	170,6	209,2	210,7	22,6	0,8
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	367,3	474,7	550,5	650,3	997,1	18,1	53,3
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	4 249,2	4 895,2	6 424,2	7 565,0	11 306,1	17,8	49,5
AUTRES POSTES (NET)	-281,5	-181,8	-933,4	-2 276,5	-3 880,9	-143,9	70,5

Source : Banque Centrale du Congo

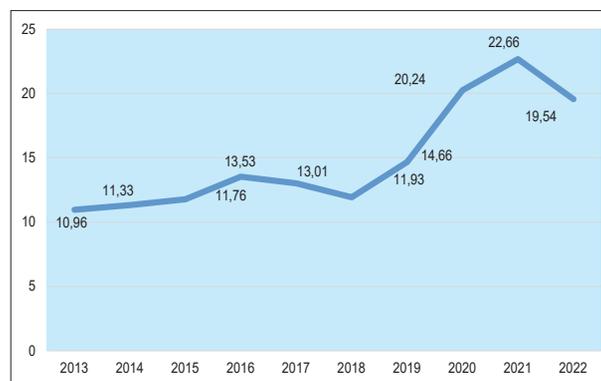
4 | 1 | 2 Demande de monnaie

L'année 2022 a été marquée par la baisse de la demande de monnaie attestée par la hausse de la vitesse de circulation de la monnaie et une baisse du taux de liquidité de l'économie. Cette situation trouve son corollaire dans la hausse de l'inflation résultant du choc d'offre découlant des effets de la crise russo-ukrainienne et des pressions observées au niveau du marché parallèle.

La vitesse de circulation de la monnaie

Après avoir enregistré une baisse pendant trois années successives, la vitesse de circulation a augmenté de 0,7 point en 2022. Cette évolution traduit une baisse de la demande de monnaie.

Graphique I|4|3 Evolution de la vitesse de circulation de la monnaie (en points)

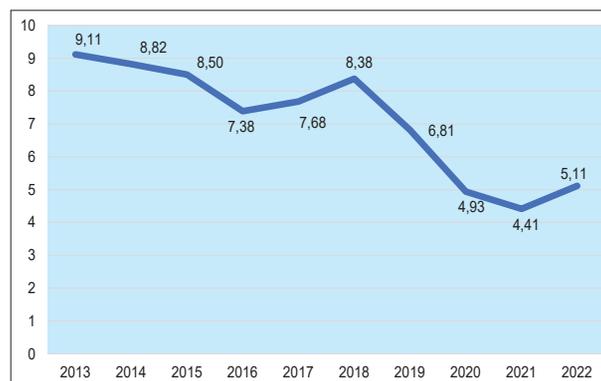


Source : Banque Centrale du Congo

Taux de liquidité de l'économie

Le taux de liquidité de l'économie a enregistré une baisse, passant de 22,7 % en 2021 à 19,5 % en 2022, confirmant la baisse de la demande de monnaie.

Graphique I|4|4 Taux de liquidité de l'économie (en %)



Source : Banque Centrale du Congo

4 | 1 | 3 Evolution de multiplicateur monétaire

Le multiplicateur monétaire, rapport entre l'offre de monnaie et la base monétaire, est resté relativement stable. Il s'est situé à 3,5 point en 2022, venant de 4,6 points une année auparavant. Cette situation est expliquée par une hausse plus que proportionnelle de la base monétaire par rapport à celle de l'offre de monnaie.

La faible progression de l'offre de monnaie tire son origine de la rigidité observée dans les dépôts en devises des banques commerciales, qui représentent près de 70,0 % de

cet agrégat monétaire. Cette situation contraste fortement avec la hausse des rapatriements des recettes d'exportations découlant de la consolidation de la croissance économique.

Graphique I|4|5 Evolution du multiplicateur monétaire (en point)



Source : Banque Centrale du Congo

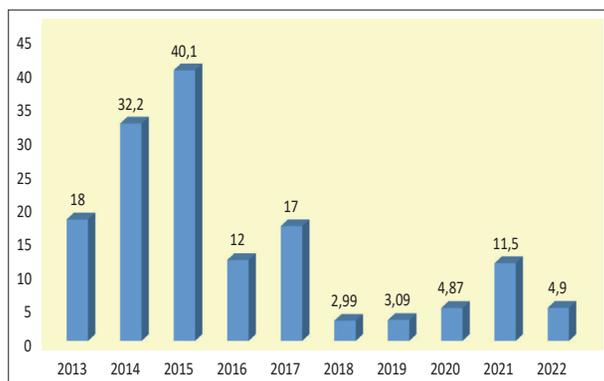
4|2 Marché monétaire

L'année 2022 a été marquée par un fléchissement des activités du marché monétaire dans sa globalité. Pour ce qui est des taux d'intérêt, ils ont fluctué tout au long de l'année eu égard à la modification du taux directeur.

4|2|1 Evolution des transactions

L'analyse du marché monétaire démontre une régression des opérations de 6,5 points de pourcentage par rapport à 2021, représentant 4,9% du PIB en 2022. Les volumes des opérations sur les marchés en banque, interbancaire et des Bons BCC, ont représenté, en pourcentage du PIB, respectivement 3,77%, 1,16% et 3,86% contre 10,61%, 0,85% et 1,89% en 2021.

Graphique I|4|6 Profondeur du marché monétaire (en pourcentage du PIB)

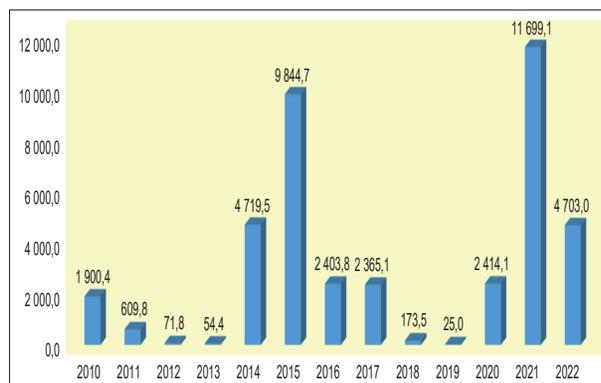


Source : Banque Centrale du Congo.

Refinancement des banques

Le guichet de refinancement des banques a enregistré une forte baisse des transactions par rapport à l'année 2021, suite à la surliquidité des banques observée au second semestre de l'année sous analyse. En effet, en 2022, le volume des opérations s'est chiffré à 4.703,0 milliards de CDF contre 11.699,1 milliards en 2021.

Graphique I|4|7 Evolution du volume de refinancement (en milliards de CDF)

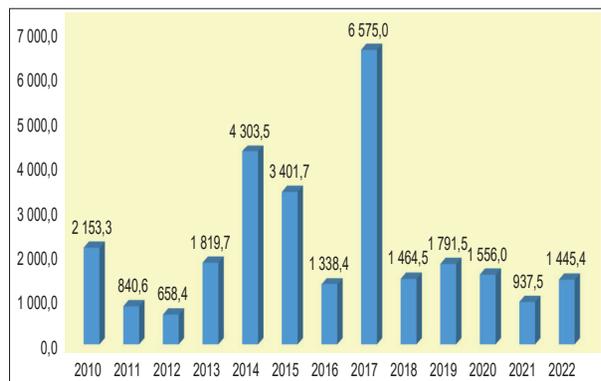


Source : Banque Centrale du Congo.

Marché interbancaire

Le guichet interbancaire a été plus dynamique en 2022 par rapport à 2021. En effet, il s'est dégagé un volume global de 1.445,4 milliards de CDF, soit une hausse de 507,9 milliards. Ce dynamisme est consécutif à la préférence des banques de se refinancer au niveau du système bancaire eu égard au taux d'intérêt relativement bas.

Graphique I|4|8 Volume des transactions interbancaires (en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

Marché des Bons BCC

En 2022, le Bon BCC a joué un rôle important dans la régulation de la liquidité. A fin décembre, l'encours s'est

établi à 208,0 milliards, soit une ponction de 98,0 milliards de CDF par rapport à fin 2021.

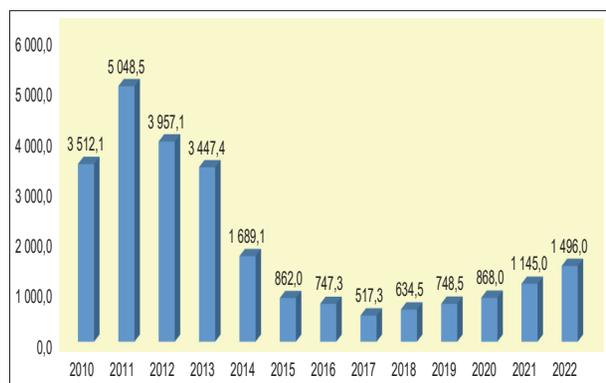
Tableau I|4|5 Evolution de l'encours du Bon BCC (en milliards de CDF)

	2018	2019	2020	2021	2022
Bon BCC volume Encours	42,5	55,0	15,0	110,0	208,0
Variation cumulée de l'encours	7,5	12,5	-40,0	95,0	98,0
TMP	1,6	2,0	12,0	8,5	8,3
Bon BCC volume retenu	634,5	748,5	868,0	1 145,0	1 496,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Le volume des transactions a atteint 1.496,0 milliards de CDF, soit une hausse de 30,7% par rapport à 2021. Cette évolution est expliquée par la participation active des banques sur les guichets des trois maturités.

Graphique I|4|9 Volume annuel des ventes des Bons BCC (en milliards de CDF)



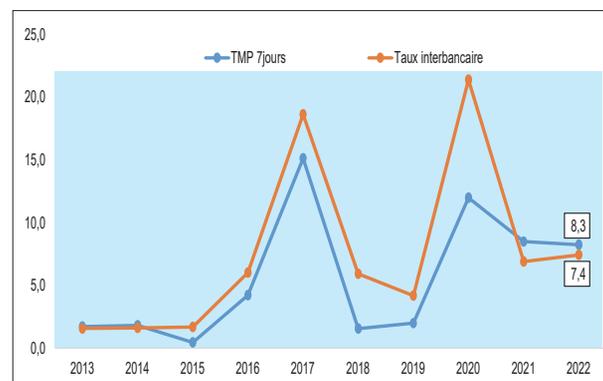
Source : Banque Centrale du Congo.

4|2|2 Comportement des taux d'intérêt

Evolution des taux d'intérêt nominaux

Face à l'accélération de l'inflation au second semestre, la Banque Centrale du Congo a augmenté son taux directeur au cours de l'année sous revue. Dans ce contexte, le taux moyen pondéré sur le marché interbancaire a suivi la tendance du taux directeur, passant de 7,19% en décembre 2021 à 7,55% à fin 2022.

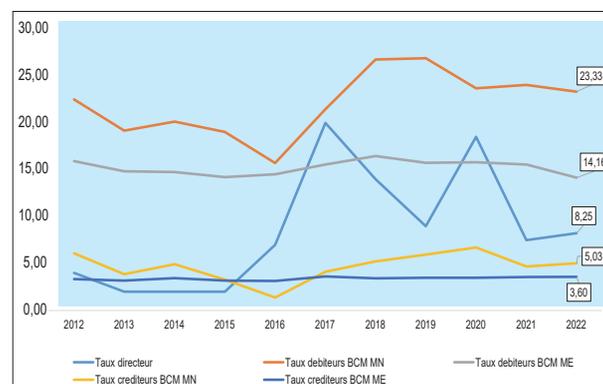
Graphique I|4|10 Taux moyen pondéré du Bon BCC à 7 jours et du marché Interbancaire (en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

Par contre, les taux débiteurs des banques en monnaie nationale ont été relativement stables au cours de l'année sous revue. En effet, ils se sont établis à 23,33% et 14,16% respectivement pour les opérations en monnaie nationale (MN) et en monnaies étrangères (ME). Du côté des taux créditeurs en MN, ils ont enregistré des hausses par rapport à 2021, soit 5,03% alors que les taux créditeurs en ME sont restés relativement stables à 3,6%.

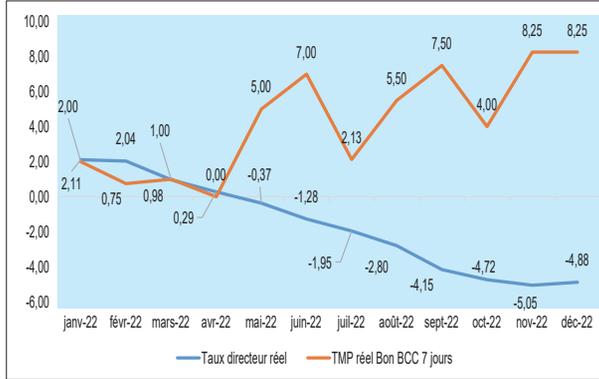
Graphique I|4|11 Taux d'intérêt de la BCC et des banques commerciales (en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

Taux réels

En 2022, le principe de positivité du taux directeur n'a été observé qu'aux quatre premiers mois de l'année, soit de janvier à avril. Cependant, de mai à décembre 2022, ce principe n'a pas été respecté, en raison d'une accélération du rythme de formation des prix intérieurs. Quant aux taux moyens pondérés réels sur le Bon BCC, ils ont globalement été positifs.

Graphique I|4|12 Taux d'intérêt réels
(en pourcentage)

Source : Banque Centrale du Congo.

4|3 Activité bancaire

L'activité bancaire est demeurée globalement dynamique en 2022, traduite par la croissance des crédits et des dépôts bancaires, et ce, en dépit d'un environnement économique difficile marqué par la persistance des effets de la crise sanitaire du Covid-19.

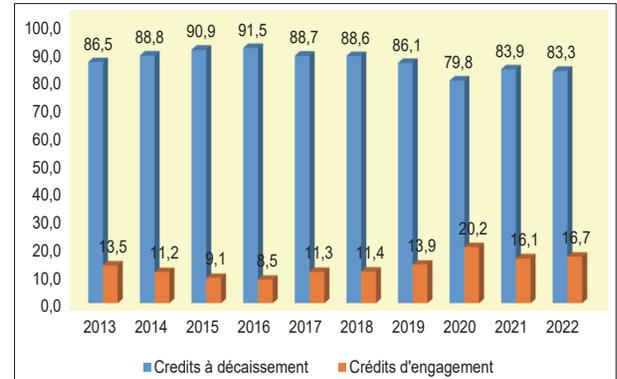
4|3|1 Encours global des crédits

L'encours global des crédits à l'économie s'est établi à 9.202,5 milliards de CDF à fin 2022, soit une hausse de 15,9 % par rapport à l'année précédente. Rapporté au PIB, le crédit à l'économie a représenté 7,4 % contre 7,2 % en 2021.

Graphique I|4|13 Evolution de l'encours des crédits
(en pourcentage du PIB)

Source : Banque Centrale du Congo.

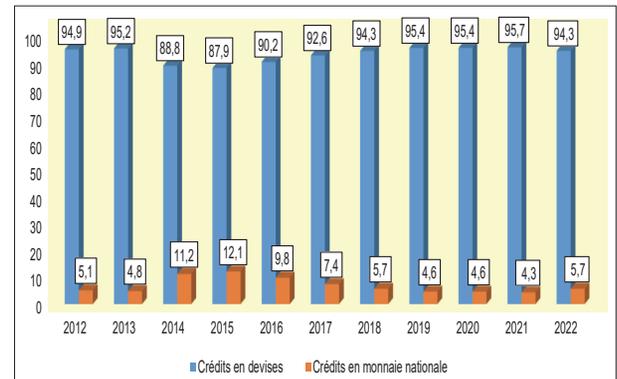
Les crédits à décaissement se sont établis à 11.380,3 milliards de CDF, représentant 83,3 % du total des crédits octroyés contre 83,9 % une année plus tôt.

Graphique I|4|14 Structure générale des crédits octroyés
par le système bancaire
(en pourcentage du total)

Source : Banque Centrale du Congo.

Crédits à décaissement

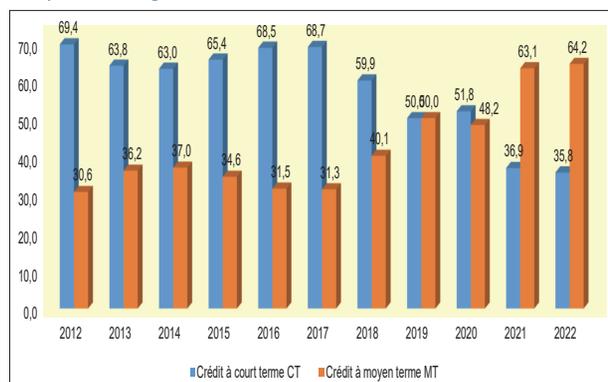
Les crédits à décaissement alloués aux entreprises privées et aux ménages sont restés dominés par les crédits en devises, dont la part a été de 94,3 % de l'encours total, traduisant encore la forte persistance de la dollarisation financière.

Graphique I|4|15 Crédits à décaissement suivant la
monnaie de règlement
(en pourcentage du total)

Source : Banque Centrale du Congo.

La structure des crédits suivant la maturité indique une suite de tendance de la dominance des crédits à moyen terme comme l'année précédente. En effet, les crédits à moyen terme ont représenté 64,2 % du total contre 63,1 % en 2021. Cette situation atteste de la hausse des activités économiques.

Tableau I|4|6 Structure du crédit suivant la maturité
(en pourcentage du total)



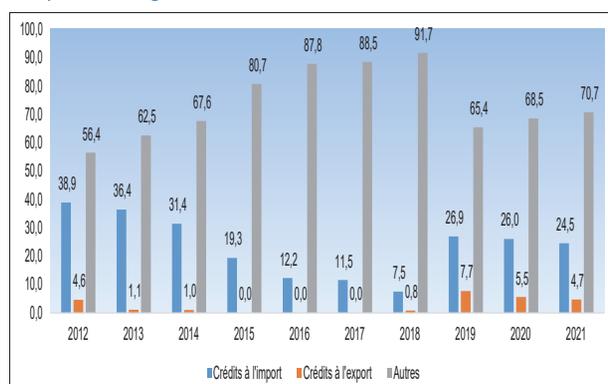
Source : Banque Centrale du Congo.

Crédits d'engagement

Les crédits d'engagement se sont chiffrés à 2.282,5 milliards de CDF en 2022, en hausse de 40,6% par rapport à la situation de 2021. La part de ces crédits dans le total des concours à l'économie s'est améliorée, s'établissant à 16,7% en 2022 contre 18,9% une année plutôt.

Les crédits documentaires à l'importation ont baissé de 67,4%, se chiffrant à 129,4 milliards de CDF en 2022 contre 398,0 milliards en 2021. Quant aux crédits documentaires à l'exportation, ils se sont situés à 199,7 milliards de CDF contre 77,1 milliards en 2021, soit une croissance de 159,1%.

Graphique I|4|16 Crédits d'engagement
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

4|3|2 Evolution de l'encours global des dépôts

D'une année à l'autre, l'encours global des dépôts bancaires s'est accru de 4,8%, atteignant 23.298,4 milliards de CDF contre un accroissement de 41,8% en 2021, avec une prépondérance des dépôts à vue, en monnaies étrangères.

Encours des dépôts par catégorie des déposants

Du point de vue de la catégorie des déposants, les dépôts ont été dominés par ceux des entreprises privées et des ménages, lesquels ont représenté respectivement 32,7% et 30,3% du total. Quant aux entreprises publiques, les PME, les administrations publiques centrale et locale, leurs dépôts ont représenté respectivement 12,8%, 11,7%, 6,9% et 1,0%.

Tableau I|4|7 Encours des dépôts par catégorie des déposants
(en milliards de CDF)

	2019	2020	2021	2022
Administration Publique Centrale	299 481	306 942	599 270	1 605 335
Administration Publique Locale	40 793	184 149	214 379	199 633
Entreprises (Etablissements) Publiques	825 905	1 537 964	2 409 517	2 975 465
Entreprises (Etablissements) Privées	3 811 838	7 000 730	10 535 136	7 625 397
PME	590 515	735 759	1 458 890	2 729 882
Ménages	3 574 502	4 746 958	5 704 524	7 051 674
ISBLM	813 275	562 744	426 508	627 836
Autres	516 502	751 328	869 728	483 195
TOTAL GENERAL	10 472 809	15 826 574	22 217 951	23 298 416

Source : Banque Centrale du Congo.

Encours des dépôts suivant l'horizon temporel

Les dépôts à vue, établis à 18.662,4 milliards de CDF en 2022, ont représenté 81,2% du volume total des dépôts bancaires. D'une année à l'autre, les dépôts à vue se sont accrus de 5,7% et les dépôts à terme ont baissé de 0,5%.

Tableau I|4|8 Evolution des dépôts bancaires
(en milliards de CDF)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Dépôts à vue	2 965,40	4 348,40	5 868,40	7 398,40	12 541,90	17 645,08	18 662,45
Dépôts à terme	1 248,70	1 830,90	1 476,60	3 461,70	4 247,30	4 353,19	4 332,29
Total	4 214,10	6 179,40	7 345,00	10 860,10	16 789,20	21 998,28	22 994,74

Source : Banque Centrale du Congo

Encours de dépôts suivant la monnaie de constitution

A l'instar des années précédentes, les dépôts demeurent dominés par ceux en devises, représentant 82,8% du total en 2022 contre 85,1% en 2021. Cette situation relève la forte dollarisation de l'économie nationale.

Graphique I|4|17 Structure des dépôts suivant la monnaie
(en pourcentage du total)



Source : Banque Centrale du Congo.

PARTIE II

POLITIQUES ECONOMIQUES FINANCIERES ET MONETAIRES MISES EN ŒUVRE

II | 1 Politique budgétaire

Au cours de l'exercice 2022, la politique budgétaire est restée ancrée sur deux principales règles de base : la première a trait à la renonciation à tout financement monétaire du déficit public à couvrir par des moyens sains et la seconde concerne l'observance d'un risque d'endettement modéré. Deux exigences découlent de ces règles :

- Nécessité d'une mobilisation accrue des recettes fiscales et non fiscales en maintenant des niveaux soutenables de taux d'imposition, de droits de douane et de taxation ainsi qu'une gestion rationalisée de la dépense publique ;
- Nécessité de s'en tenir au caractère concessionnel des emprunts et à la soutenabilité de la dette.

Au regard de la première règle, le solde budgétaire déficitaire global a été couvert par les produits des bons du trésor, les prêts budgétaires et les prêts projets. En outre, rapportées au PIB, les recettes hors dons et les dépenses intérieures ont atteint 15,3% et 17,4% contre respectivement 11,3% et 11,2% une année auparavant. Le Gouvernement congolais, à la faveur de la bonne conjoncture économique attestée par la rentrée des recettes publiques plus importante que prévue, a mis en place une politique budgétaire expansionniste. Le solde budgétaire intérieur (base caisse) et le solde budgétaire global (base caisse) se sont situés à -1,2% et -1,7% du produit intérieur courant contre 0 et -1,3% en 2021. La part des dépenses en capital s'est accrue. Sur ressources intérieures, elle s'est établie à 1,8% du PIB contre 0,9% en 2021.

Par ailleurs, hormis le recours aux financements extérieurs concessionnels pour lesquels les ressources sont généralement limitées, le respect de la règle d'endettement a induit le plafonnement sur la valeur actualisée des nouveaux prêts contractés par le secteur public. Le marché intérieur des valeurs du Trésor étant encore en développement depuis la reprise des émissions des Bons du Trésor en octobre 2019, le Gouvernement a renforcé la prudence en ce qui concerne la dette publique. Dans ce cadre, il a procédé à l'actualisation de la stratégie de dette à moyen terme (SMDT) pour la trajectoire 2021-2023. En vue de maintenir la charge financière de l'Etat à un niveau soutenable et réduire la pression sur la trésorerie, en tant que pays à faible revenu (PFR) ne pouvant contracter que de prêts concessionnels pour l'essentiel, l'une des options phares de ladite SDMT consisterait en la promotion des titres longs principalement les Obligations du Trésor.

La coordination des politiques budgétaire et monétaire a contribué à assurer la viabilité budgétaire et ce, en dépit de certaines pressions sur la trésorerie de l'Etat enregistrées en rythme infra-annuel au cours des mois hors échéances fiscales.

En définitive, hormis la reprise de l'inflation, la soutenabilité budgétaire a été maintenue à la lumière du taux de croissance résilient et du taux d'endettement modéré.

Au niveau de la mise en œuvre des réformes des finances publiques, il y a lieu de relever la poursuite du basculement progressif vers la budgétisation en mode Programme à horizon 2024, la modernisation de l'Administration publique, le rajeunissement de son personnel et l'opérationnalisation de la Direction Générale du Trésor.

En vue de renforcer l'efficacité de la politique budgétaire et maintenir sa soutenabilité, le Gouvernement recourt désormais à l'évaluation semestrielle de l'exécution du budget de l'Etat et ce, conformément à l'article 79 de la loi relative aux finances publiques (LOFIP). A cela s'ajoutent les missions effectuées par les services du FMI dans le cadre de l'évaluation du respect des critères et repères du Programme.

Au titre de l'article IV, l'analyse de la viabilité de la dette effectuée par le FMI révèle que la RDC fait face à un risque modéré de surendettement. Il reste cependant vulnérable aux chocs liés à la variation des exportations et à la mobilisation des recettes budgétaires.

De même, l'analyse des risques liés à la dette publique fait ressortir trois natures de risque, à savoir : le risque de refinancement pour la dette intérieure ainsi que les risques de taux de change et d'intérêt concernant la dette extérieure.

II | 1 | 1 Cadre de mise en œuvre opérationnelle de la politique budgétaire

A l'instar de l'exercice précédent, le cadre de mise en œuvre de la politique budgétaire est demeuré inchangé. En effet, le plan de trésorerie du budget général auquel s'arrime le plan d'engagement budgétaire constitue le champ d'expérimentation de la politique budgétaire. Elle est conduite conformément aux prescrits de la loi relative aux finances publiques (LoFiP) et de la loi de finances de l'exercice concerné, tout en s'appuyant sur le respect du pacte de stabilité et du dispositif de gestion sur la base caisse signés le 18 août 2020 entre le Gouvernement et la Banque Centrale du Congo. ;

II|1|2 Politiques mises en œuvre

Au plan conjoncturel, sans préjudice de deux principales règles budgétaires, la politique budgétaire est conduite en coordination avec la politique monétaire et de change de la Banque Centrale du Congo.

Sur le plan stratégique, la coordination concerne la formulation et le pilotage concertés des politiques par rapport au caractère récessif ou expansif des phases de la conjoncture ainsi qu'à la nature des chocs s'exerçant sur elle.

Sur le plan opérationnel, la coordination concerne non seulement la mise en cohérence du plan de trésorerie du secteur public avec le plan de liquidité de la Banque Centrale mais aussi et surtout les échanges d'informations sur la conciliation des montants et modes de paiement à lever (en scriptural ou en espèces, en devises ou en monnaie nationale, au début, au milieu ou à la fin du mois).

C'est dans ce cadre que sont organisées des réunions hebdomadaires du Comité de conjoncture présidées par le Chef du Gouvernement, celles de la troïka politique supervisées par le ministre d'état en charge du budget ainsi que de la troïka technique tenues par le Coordonnateur de la Cellule Technique des Réformes (CTR).

Outre le Programme d'actions du Gouvernement (PAG) pour cette mandature, l'essentiel des réformes tant structurelles que conjoncturelles est inscrit dans le mémorandum des politiques économiques et financières du programme conclu avec le FMI. Ce dernier met en exergue l'amélioration de la qualité et de la composition des dépenses publiques ainsi que la mobilisation accrue des recettes publiques.

II|2 Politique monétaire

Les traits saillants de la politique monétaire en 2022 ont été les effets de la libération de la réserve obligatoire selon la nature des dépôts, la flexibilité des fourchettes d'appel d'offre des titres et la modification prudente du taux directeur au regard des vulnérabilités et des incertitudes caractérisant l'environnement international.

II|2|1 Vue d'ensemble

La Banque Centrale du Congo a mené une politique monétaire prudente, dans un contexte international difficile et incertain marqué par les contrecoups du conflit russo-ukrainien. Ce dernier s'est traduit par des chocs d'offre négatifs récurrents à la suite des perturbations des chaînes d'approvisionnement et de distribution. Celles-ci ont

entraîné la flambée des prix des produits alimentaires et énergétiques. Il en a découlé une accélération de l'inflation au niveau de l'ensemble des économies du globe.

Dans ce contexte, la Banque Centrale du Congo a procédé au relèvement du taux directeur, en date du 25 novembre 2022. Ce dernier est passé de 7,5 % à 8,25 % l'an mais est resté, en termes réels, négatif. Sur le très court terme, la Banque Centrale a maintenu la flexibilité des fourchettes d'appels d'offre des bons BCC afin de permettre le lissage de la liquidité selon les changements de la conjoncture. Ce qui a permis une ponction nette de la liquidité de 98 milliards de FC sur l'année contre 95 milliards de FC en 2021.

S'agissant du coefficient de la réserve obligatoire, il était discriminé selon que les assiettes étaient constituées sous forme des dépôts à vue ou à terme en monnaie nationale, d'une part, ou sous forme des dépôts à vue ou à terme en devises, d'autre part.

Jusqu'au 31 décembre 2021, la réserve obligatoire était levée, toutes assiettes confondues, uniquement en francs congolais étant donné le caractère structurel de la surliquidité en monnaie nationale. Cette dernière était attestée par la dilatation des avoirs libres des banques et leur caractère déstabilisant sur les marchés de change ainsi que des biens et services. Ce régime permettait une ponction significative de la liquidité excédentaire en monnaie nationale même si les coefficients de réserve obligatoire sur les dépôts en monnaie nationale étaient ramenés à zéro depuis l'année 2000.

Dans le cadre de la réforme portant sur la levée de la réserve obligatoire selon la nature des dépôts et entrée en vigueur en janvier 2022, les coefficients de réserve obligatoire sur les dépôts en monnaie nationale étaient maintenus nuls.

Par conséquent, la politique monétaire était amputée d'un des leviers importants pour la ponction de la liquidité en monnaie nationale comme illustré ci-dessous par les mouvements des injections et des ponctions retracés dans le tableau de calibrage monétaire de 2022 comparé à celui de 2021 (en milliards de FC) :

Tableau II | 1 Situation des ponctions nettes de la liquidité en 2021 et 2022

	Flux programmés annuels en 2021	Flux réalisés annuels en 2021	Flux programmés en 2022	Flux réalisés annuels en 2022
Facteurs autonomes (hors circulation fiduciaire)	1.156,2	2.201	-942,5	1.787,1
Avoirs extérieurs nets (AEN)	1.479,5	3.531,5	1.552,8	1.546,9
Crédit Net à l'Etat	-139,7	1.978,3	412,9	1.368,6
Créances sur les banques créatrices de monnaie	-208,6	202,7	-1.338,1	-585,1
Créances sur le secteur privé et autres	22,8	-5,6	-60,5	91,6
Autres Postes Nets hors bons du trésor	2,2	-3.505,9	-1.509,7	-634,9
Facteurs institutionnels	518,4	1.002,5	90	98
Encours Bons BCC	15	95	90	98
Réserve Obligatoire	422,3	780,8	0,0	0,0
Encours Refinancement	-81	-126,7	0,0	0,0
Total injections	1.504,5	5.710,5	1.965,7	3.007,1
Total ponctions	866,6	4.514	2.998,3	1.318
Différences	+637,9	+1.196,5	-1.032,6	+1.689,1
Contribution en % de la politique monétaire en termes de ponction	59,8%	22,2%	3%	7,4%

Source : Banque Centrale du Congo.

Ce tableau montre clairement qu'en l'absence de la réserve obligatoire sur les dépôts en monnaie nationale, la ponction de la liquidité via la politique monétaire a significativement baissé en 2022. Elle ne reposait exclusivement que sur les ventes des bons de la Banque Centrale du Congo. La ponction via la politique de change reflétée par la baisse des créances sur les banques commerciales et traduisant l'effet des ventes des devises sur le marché de change n'a pas suffi pour contrer la liquidité excédentaire provenant de l'expansion du crédit net à l'état à la suite de la baisse de ses dépôts causée par l'accélération de la dépense publique liée pour l'essentiel à la recrudescence du conflit à l'est du pays.

Comportement des facteurs de la liquidité bancaire et modification des instruments

II | 2 | 2 Comportement des facteurs de la liquidité bancaire

En 2022, l'interaction entre les facteurs autonomes et institutionnels de la liquidité bancaire s'est traduite par une injection de 1.687,4 milliards de CDF contre une ponction programmée de 1.032,5 milliards. Cette injection découle de celle opérée par les facteurs autonomes de 1.785,4 milliards de CDF, contrebalancée par une ponction des facteurs institutionnels de 98,0 milliards via les ventes des bons de la Banque Centrale du Congo.

Tableau II | 2 Évolution des facteurs de la liquidité bancaire (flux en milliards de CDF)

	Premier semestre			Deuxième semestre			Année 2022		
	Flux prog.	Flux réel	Ecart	Flux prog.	Flux réel	Ecart	Flux prog.	Flux réel	Ecart
Facteurs autonomes (hors circul fiduc.)	-784,2	604,2	1388,4	1564,8	1181,1	-383,7	-942,5	1785,4	2727,9
Facteurs institutionnels	-105,0	-95,0	10,0	5,0	193,0	188,0	90,0	98,0	8,0
Fact. Instit. Auton.	-679,2	699,2	1378,4	1559,8	988,1	-571,7	-1032,5	1687,4	2719,9

Source : Banque Centrale du Congo.

L'analyse semestrielle relève que cette injection s'est accélérée au deuxième semestre de l'année. En effet, au premier semestre, l'interaction entre les facteurs autonomes et ceux institutionnels s'est traduite par une injection nette de 604,2 milliards de CDF face à une ponction prévue de 784,2 milliards. Le second semestre s'est également soldé par une injection nette plus prononcée de 1.181,1 milliards de CDF face à un flux programmé de 1.564,8 milliards.

Facteurs autonomes de la liquidité

Au cours de l'année sous analyse, les facteurs autonomes ont occasionné une injection de la liquidité de 1.785,4 milliards de CDF contre une ponction attendue de 942,5 milliards. Cette situation a découlé de l'injection opérée par les actifs extérieurs nets de 1.535,0 milliards de CDF et par celle des actifs intérieurs nets de 250,4 milliards. Le comportement des actifs intérieurs nets tient notamment d'une hausse des créances nettes sur l'administration centrale de 1.249,3 milliards alors que les autres postes nets hors Bons BCC, incluant la réserve obligatoire en devises, ont baissé de 477,7 milliards de CDF.

Tableau II.2 Évolution des facteurs autonomes de la liquidité (flux en milliards de CDF)

	Premier semestre			Deuxième semestre			Année 2022		
	Flux prog.	Flux réel	Ecart	Flux prog.	Flux réel	Ecart	Flux prog.	Flux réel	Ecart
Facteurs autonomes (hors circul fiduc.)	-784,2	604,2	1388,4	1564,8	1181,1	-383,7	-942,5	1785,4	2727,9
Actifs extérieurs nets (AEN)	974,9	2292,1	1317,2	2247	-769,2	-994,0	1552,8	1522,8	-30,0
Actifs intérieurs nets (AIN)	-1759,0	-1687,8	71,2	1340,1	1950,4	610,2	-2495,4	2625	2757,9
Crédits intérieurs	-91,8	-1166,1	-1074,3	1343,1	1906,4	563,2	-985,7	740,3	1725,9
Créances nettes sur l'administration centrale (CNE)	302,3	-972,5	-1274,9	0,0	2221,8	2221,8	412,9	1249,3	836,4
Créances sur BCM (RME)	-332,5	-208,1	124,4	1334,7	-408,1	-1742,9	-1338,1	-616,3	721,8
Créances sur secteur privé	-39,1	14,1	53,1	0,2	15,0	14,9	-39,1	29,1	68,2
Autres	-22,5	0,5	23,0	8,2	77,6	69,4	-21,4	78,2	99,6
APN hors Bons BCC + RO en devises	-1667,3	-521,7	1145,5	-3,0	44,0	47,0	-1509,7	-477,7	1032,0

Source : Banque Centrale du Congo.

L'analyse semestrielle révèle ce qui suit :

- Au premier semestre, les facteurs autonomes ont entraîné une injection de la liquidité de 604,2 milliards de CDF contre une ponction prévue de 784,2 milliards. Ce comportement a résulté de la forte injection opérée par les avoirs extérieurs nets (AEN) à hauteur de 2.292,1

milliards contre une prévision de 974,9 milliards. Les actifs intérieurs nets ont occasionné une ponction de 1.687,8 milliards de CDF, relativement proche de celle prévue de 1.759,0 milliards, notamment par le truchement des créances nettes sur l'administration centrale.

- Au second semestre, l'injection des facteurs autonomes a atteint 1.181,1 milliards de CDF, en deçà de la programmation de 1.564,8 milliards. Elle a fait suite à une injection des créances nettes sur l'administration centrale de 2.221,8 milliards de CDF alors que les actifs extérieurs nets ont exercé une ponction de 757,1 milliards.

Comportement des facteurs institutionnels

En 2022, les facteurs institutionnels ont opéré une ponction annuelle de la liquidité de 98,0 milliards de CDF contre celle prévue de 90,0 milliards grâce aux ventes des bons BCC. La grille des coefficients de la réserve obligatoire en monnaie nationale ayant été restée inchangée, cette ponction a ainsi découlé exclusivement de la hausse de l'encours des Bons BCC, notamment au deuxième semestre de l'année. En effet, au premier semestre, les facteurs institutionnels avaient induit une injection de la liquidité à hauteur de 95,0 milliards de CDF.

Tableau II | 3 Évolution des facteurs institutionnels de la liquidité
(flux en milliards de CDF)

	Premier semestre			Deuxième semestre			Année 2022		
	Flux prog.	Flux réel	Ecart	Flux prog.	Flux réel	Ecart	Flux prog.	Flux réel	Ecart
Facteurs institutionnels	-105,0	-95,0	10,0	5,0	193,0	188,0	90,0	98,0	8,0
a) Encours Bons BCC	-105,0	-95,0	10,0	5,0	193,0	188,0	90,0	98,0	8,0
b) Réserve Obligatoire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) Encours refinancement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : Banque Centrale du Congo.

A contrario, les facteurs autonomes ont opéré une ponction de 193,0 milliards de CDF au second semestre, dans le but d'éponger la hausse de la liquidité des banques commerciales en monnaie nationale.

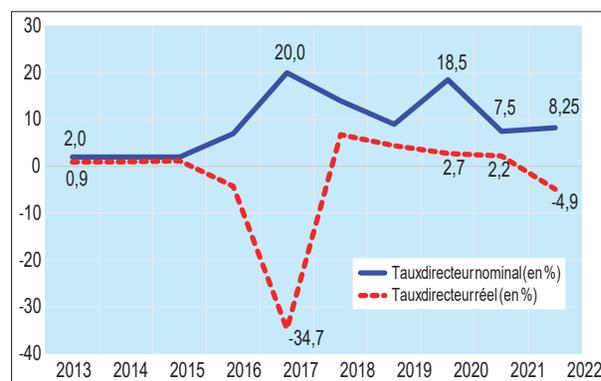
II | 2 | 3 Manipulation des instruments de la politique monétaire

Taux directeur

En 2022, la Banque Centrale du Congo a procédé au relèvement de son taux directeur, à une seule reprise, le faisant passer de 7,5 % à 8,25 % en date du 25 novembre. Cette hausse visait à éviter l'ancrage des anticipations inflationnistes dans les chefs des agents économiques.

Malgré cette hausse, l'orientation de la politique monétaire s'est avérée légèrement expansionniste par rapport à cet instrument. Le taux directeur réel s'est établi à -4,9 % contre un niveau de 2,2 % enregistré une année auparavant.

Graphique II | 1 Evolution du taux directeur nominal et réel (en %)



Source : Banque Centrale du Congo.

Coefficient de la réserve obligatoire

Au cours de la période sous analyse, les coefficients de la réserve obligatoire ont été maintenus inchangés par rapport à leurs niveaux de 2021, à savoir : 0,0 % pour les dépôts en monnaie nationale à vue et à terme, 13,0 % et 12,0 % respectivement pour les dépôts à vue et à terme en monnaies étrangères.

Par ailleurs, il importe de préciser que l'année 2022 a été marquée par l'entrée en vigueur de la réforme portant sur la levée de la réserve obligatoire en monnaies dans lesquelles les dépôts ont été constitués. La conséquence logique est la libération d'une partie des réserves en monnaie nationale levée sur les assiettes en devises. Il en résulte la possibilité de reconstitution des réserves excédentaires en monnaie nationale et partant le potentiel d'octroi du crédit en cette monnaie selon le mécanisme du multiplicateur de crédit. Ce qui peut poser les jalons de la dédollarisation de l'économie. Les modalités de fonctionnement de la réserve obligatoire sont fixées dans l'Instruction n° 10 aux banques.

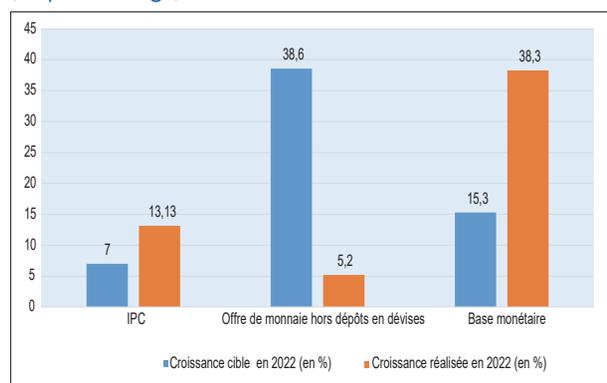
II | 2 | 4 Etat des objectifs de la politique monétaire

En 2022, les réalisations des objectifs de la politique monétaire ont dépassé leurs cibles, à l'exception de l'offre de monnaie hors dépôts en devises. En effet, le taux d'inflation s'est situé à 13,1 % contre un objectif de moyen terme de 7,0 % fixé par l'Institut d'Émission.

De même, la base monétaire a affiché une croissance de 38,3 % contre celle programmée de 15,3 %. Par contre,

l'objectif intermédiaire, à savoir l'offre de monnaie hors provisions et dépôts en devises, a progressé de 5,2 % alors qu'il a été prévu une croissance de 38,6 %. La faible progression des passifs monétaires tient de la quasi-stagnation des dépôts en devises du système bancaire.

Graphique II|2 Objectifs de la politique monétaire (en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

Il existe normalement une corrélation, entre d'une part la croissance des agrégats monétaires (offre globale de monnaie et offre de monnaie centrale) et, d'autre part, entre cette dernière et l'inflation.

En 2022, la base monétaire (offre de monnaie centrale) et les passifs monétaires au sens large (l'offre de monnaie globale) ont connu des croissances d'ampleur différente : 5,2 % pour l'offre de monnaie et 38,3 % pour la base monétaire dans un contexte d'augmentation de 13,1 % du niveau général des prix.

L'inflation serait, de ce fait, plus corrélée à l'expansion de la base monétaire qu'à celle de l'offre de monnaie. L'évolution de la base monétaire a procédé de la neutralisation de la réserve obligatoire appliquée sur les dépôts en monnaie nationale en raison de la décision ramenant depuis 2020 les coefficients de réserve obligatoire sur les dépôts en monnaie nationale à zéro. Quant à l'offre de monnaie, le ralentissement notable de sa croissance est à imputer à la quasi-stagnation des dépôts en devises.

Ainsi, sans préjudice des effets tenant à la perturbation des chaînes mondiales de distribution suite à la guerre en Ukraine, la reprise de l'inflation en 2022 a procédé de l'expansion de la base monétaire ainsi qu'à la dépréciation monétaire résultant des effets de la stagnation des dépôts en monnaies étrangères sur l'offre en devises.

II|3 Politique de change

En 2022, la Banque Centrale du Congo a mené sa politique de change conformément aux engagements pris dans le cadre de la mise en œuvre du Programme Economique du Gouvernement appuyé par la Facilité Élargie de Crédit du Fonds Monétaire International : maintien du régime des changes flottants, lissage de la volatilité du taux de change et consolidation du niveau des réserves internationales.

A cet effet, les perspectives d'une croissance au-delà de 8 % et l'amélioration attendue du solde du compte courant pour lequel il était projeté un excédent de 0,2 % du PIB, avaient ouvert la voie pour une concentration de la Banque sur les stratégies de mobilisation de la manne des devises.

C'est dans ce contexte qu'il a été noté une forte augmentation des transactions en balance des paiements, notamment au niveau de la balance des biens et services contrairement aux années antérieures. Les flux des devises induits par ces opérations ont contribué à l'amélioration de l'offre des devises sur le marché officiel et à une relative stabilité externe de la monnaie nationale.

II|3|1 Objectifs de la politique de change

Les deux principaux objectifs de la politique de change de la BCC ont été maintenus en 2022. Il s'agit du lissage des fluctuations du taux de change et de l'accumulation des réserves internationales.

Toutefois, comme indiqué ci-dessus, l'accalmie envisagée dès le début de l'année, sur base des projections robustes de différents indicateurs macroéconomiques, a incité à un fort penchant sur l'objectif d'accumulation des réserves internationales, avec une cible fixée à 1.140,0 millions de USD pour fin décembre 2022.

II|3|2 Evaluation des objectifs de la politique de change

Marché des changes

Au cours de l'année 2022, le franc congolais est demeuré globalement stable sur le marché officiel alors qu'il a été observé quelques soubresauts sur le marché parallèle au second semestre de l'année.

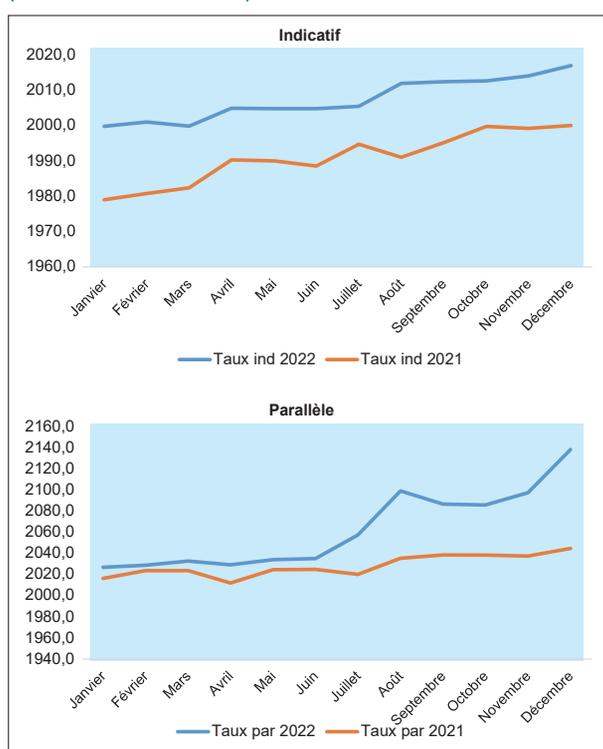
Taux de change

A fin 2022, le taux de change indicatif s'est établi à 2.016,91 CDF le dollar américain contre 1.999,97 CDF en 2021. Sur le marché parallèle, ce taux s'est situé à 2.138,33

CDF le dollar américain contre 2.044,67 CDF une année auparavant.

La faible volatilité du taux de change est expliquée notamment par l'amélioration de l'offre des devises résultant de la bonne performance de la balance commerciale couplée à certains appuis extérieurs (budgétaire et à la balance des paiements).

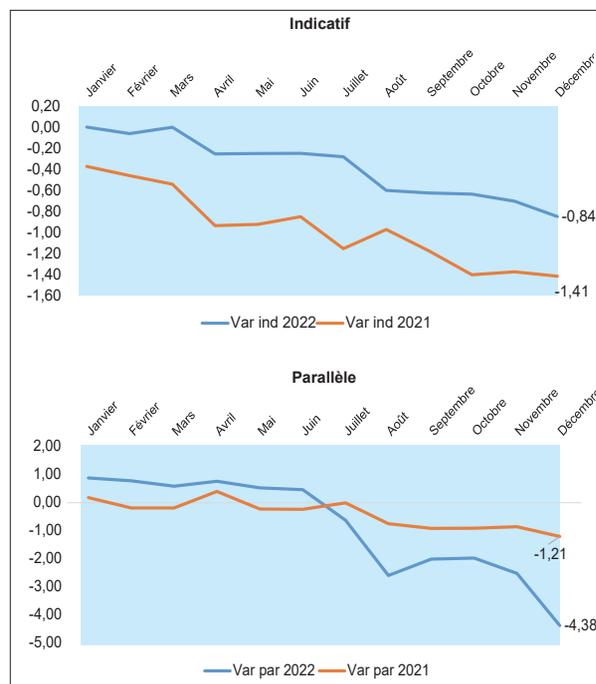
Graphique II|3 Evolution du taux de change (CDF le dollar américain)



Source : Banque Centrale du Congo.

En effet, à la faveur de ces différentes opérations, la valeur externe du franc congolais n'a chuté que de 0,8% en 2022 contre une perte de 1,4% en 2021 sur le marché officiel. Sur le marché parallèle, le franc congolais a perdu 4,4% de sa valeur face à la devise américaine en 2022 contre un recul de valeur de 1,2% en 2021.

Graphique II|4 Variation cumulée du taux change (CDF le dollar US)

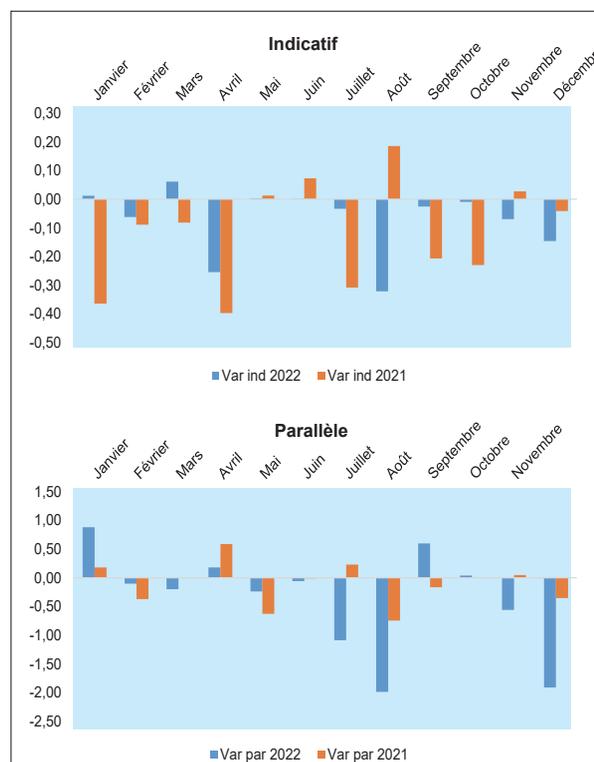


Source : Banque Centrale du Congo.

L'analyse semestrielle de l'évolution du taux de change en 2022 révèle ce qui suit :

- De janvier à juin 2022, la monnaie nationale a enregistré une très faible volatilité, avec une dépréciation moyenne mensuelle de 0,04% à l'indicatif contre une moyenne de 0,14% à la période correspondante de 2021. Sur le marché parallèle, la dépréciation moyenne mensuelle a été de 0,08% au premier semestre 2022 contre celle de 0,04% au semestre correspondant de 2021. Cette situation a découlé de l'amélioration de l'offre des devises sur cette période, avec une accumulation moyenne mensuelle de 205,8 millions de USD contre seulement 86,8 millions à la période correspondante de 2021. Ce niveau de mobilisation des devises a résulté des performances des opérations de change.

Graphique II|5 Variation mensuelle du taux de change (en %)



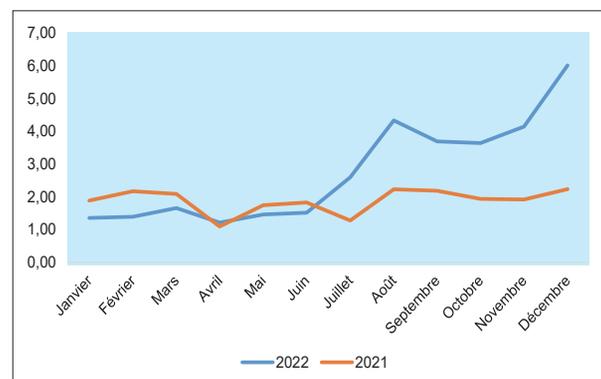
Source : Banque Centrale du Congo.

- De juillet à décembre 2022, le franc congolais a perdu, en moyenne mensuelle, 0,10% de sa valeur à l'indicatif, soit une perte de même ampleur que celle notée au second semestre 2021. Au parallèle, la dépréciation s'est chiffrée à 0,82%, en moyenne mensuelle, contre une perte de 0,16% aux six derniers mois de 2021. La contraction de l'offre des devises, avec une accumulation moyenne de 66,1 millions de USD seulement contre 253,6 millions en moyenne au second semestre de 2021 explique principalement cette situation.

Ecart Indicatif-Parallèle

En 2022, l'écart entre les taux indicatifs et ceux parallèles s'est élargi, avec une moyenne de 2,8% contre 1,9% en 2021. La contraction de l'offre des devises, principalement au second semestre, sur fond d'une demande accrue des devises sur le marché parallèle, causant la dépréciation de la monnaie sur ce segment de marché a été à la base de cette évolution.

Graphique II|6 Ecart taux indicatifs - taux parallèles (en %)



Source : Banque Centrale du Congo.

Réserves internationales

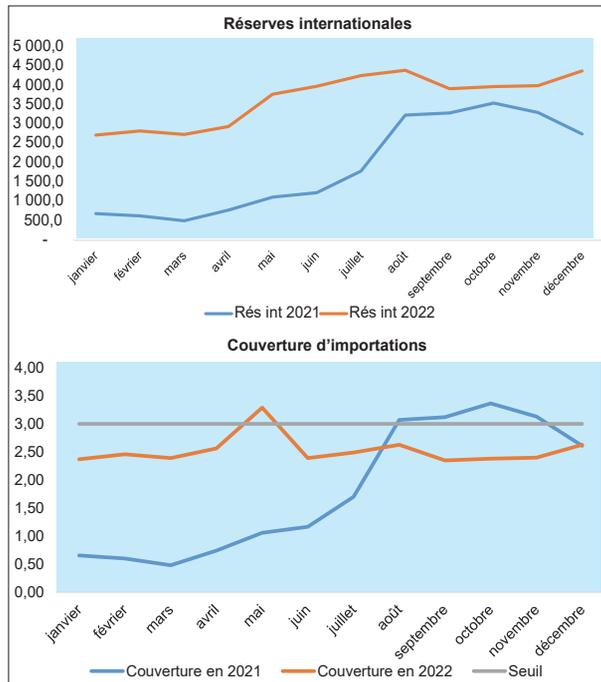
A fin décembre 2022, les réserves internationales se sont situées à 4.382,9 millions de USD, correspondant à 2,63 mois d'importations des biens et services, contre 2.751,3 millions à la période correspondante de 2021, soit 2,61 mois. Ce niveau de réserves en 2022 représente une reconstitution de 1.631,6 millions de USD.

Cette évolution s'explique par les faits ci-après :

1. L'encaissement de la Facilité Elargie de Crédit de 406,4 millions de USD, dans le cadre des revues du Programme avec le Fonds Monétaire International ;
2. Les rachats des financements extérieurs de 456,9 millions de USD ; et
3. Les achats directs et indirects des devises, consécutifs à l'amélioration de l'offre des devises sur le marché, faisant suite aux rentrées massives des devises relatives aux exportations des biens, et d'autre part, à un plus grand effort de mobilisation des recettes publiques.

Déduction faite des appuis du Fonds Monétaire International ainsi que de la quotité des réserves obligatoires en devises, l'accumulation des réserves internationales nettes s'est chiffrée à 1.180,0 millions de USD, montant supérieur à la cible annuelle d'accumulation de 1.140,0 millions. Ainsi, dans le cadre du Programme, le critère relatif aux Réserves internationales à fin décembre 2022 a été respecté.

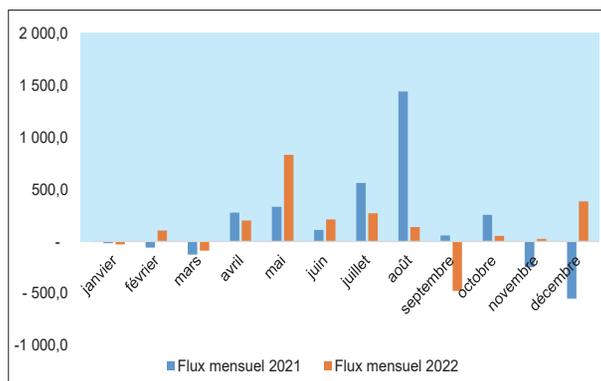
Graphique II|7 Evolution des réserves de change
(en millions de USD)



Source : Banque Centrale du Congo.

En termes des flux mensuels, il y a lieu de mentionner que si en 2021, le gros des devises a été mobilisé au second semestre avec un import de 1.521,9 millions de USD contre 520,5 millions au premier semestre, la tendance a été inversée en 2022, avec une importante quantité des devises mobilisée au 1er semestre, soit 1.234,9 millions de USD contre 396,6 millions au second semestre. Cette évolution s'explique tant par la réalisation d'importants excédents du budget en devises en avril et mai 2022 que par la diminution du stock des devises en RME au profit des réserves internationales.

Graphique II|8 Flux mensuels des réserves de change
(en millions de USD)



Source : BCC.

II|4 politiques structurelles

En vue de dégager l'immense potentiel de croissance du pays, la RDC s'est lancée dans un véritable processus de réformes structurelles et de politiques macroéconomiques, sur fond du programme économique formel du Gouvernement, avec l'appui du Fonds monétaire international. Cette stratégie qui devra favoriser la stabilité-macroéconomique, le développement durable, tout en accélérant la mobilisation des recettes intérieures et renforcer la politique monétaire et la gouvernance, devra aboutir à d'importantes réalisations sur les plans quantitatif et qualitatif à travers notamment un appui budgétaire pour le financement du programme de développement des 145 territoires (PDL-145T).

II|4|1 Le programme de développement local des 145 territoires « PDL-145T »

Le programme de développement local de 145 territoires, PDL-145T en sigle, découle de la vision du Gouvernement (exécutif national) articulée, d'une part, sur la lutte contre la pauvreté, la réduction des inégalités spatiales entre les milieux urbain et rural et l'accélération de l'amélioration des conditions de vie des populations rurales et, d'autre part, le développement du pays à partir de la base sur l'ensemble de 145 territoires que regorge la RDC.

Fort de cette vision, le Gouvernement de la République a décidé du matérialiser cet engagement volontariste en dotant le pays d'un instrument programmatique pour résorber les déficits d'offre d'infrastructures socio-économique et des services de base dans les territoires.

Ce programme est adossé sur le Plan National Stratégique de Développement (PNSD) 2019-2023 et au Programme Présidentiel Accéléré de lutte contre la Pauvreté et les Inégalités (PPALCPI). Il contribue à l'atteinte de 12 Objectifs de Développement Durable (ODD) sur les 17, en particulier ceux relatifs à la lutte contre la pauvreté (ODD 1 et 2) et aux inégalités (ODD 10) et tient compte de la dimension du genre, des aspects environnementaux et aussi des personnes vivant avec handicaps.

Ce programme est structuré en quatre composantes, à savoir :

- Améliorer l'accès des populations qui vivent dans les territoires ruraux aux infrastructures socio-économiques de base. L'objectif poursuivi par le gouvernement à travers cette composante et de désenclaver ces territoires et de d'améliorer l'accessibilité de nos populations au service sociaux ;

- Promouvoir les développements des économies rurales et des chaînes des valeurs au niveau local. À travers cette composante le gouvernement veut appuyer le développement des activités de production, d'améliorer la productivité, d'augmenter le revenu des ménages ruraux et relancer les économies rurales et locales longtemps;
- Renforcer les capacités de gestion du développement local. Ici, le gouvernement vise à appuyer et renforcer les capacités techniques organisationnelles, communautaires des animateurs qui doivent gérer les projets et gérer les ETD au niveau des territoires;
- Développer un système de gestion et des informations géo-localisé de suivi à même de renseigner le progrès du programme au quotidien. Cette composante vise essentiellement à mettre en place un dispositif efficace de suivi et évaluation des progrès du programme.

Cadre organisationnel et mise œuvre du programme

Le cadre organisationnel du PDL 145T est placé sous la haute autorité du Président de la République. Il comprend quatre comités dont (i) le comité de pilotage, qui est l'organe suprême qui donne des orientations et prend des décisions sur le programme, (ii) le comité de coordination, (iii) le comité opérationnel national « CONA » le Comité national qui est dirigé par le Ministre ayant le plan dans attributions et (iv) le comité technique provincial.

En vue d'une mise en œuvre réussie et garantie, ce programme a été confié à trois agences d'exécution, dont le gouvernement a attribué à chacune d'entre elles une zone géographique. Ces agences sont : le Programme des Nations Unies pour le développement « PNUD », le Bureau Central de Coordination « BCECO » et la Cellule d'Exécution des Financements en faveur des Etats fragiles « CFEF ».

Cette stratégie de mise en œuvre consiste notamment à confier la gestion fiduciaire et comptable, la passation des marchés et l'exécution des contrats en toute autonomie aux agences d'exécution dudit Programme avec l'obligation de redevabilité au Gouvernement à travers le rapport trimestriel d'exécution physique et financière.

Financement du programme

Le financement du PDL-145T est soutenu par les ressources publiques du Gouvernement, mais aussi les partenaires techniques et financiers. Le coût total indicatif

de ce programme ambitieux et estimé à environ 1.660,1 millions de USD. Ce financement prend aussi en compte les composantes transversales notamment les charges de coordination et de gestion, les frais des agences d'exécution et une provision de 5 % pour les études préalables et les imprévus. Il a été calculé sur la base des prix unitaires de récents projets réalisés par le Gouvernement.

Tableau II | 4 Ventilation du coût total par composante

COMPOSANTES	Coût en USD	%
Composante 1 : Infrastructures socio-économiques de base	1 168 636 205	70,0
Composante 2 : Économie rurale et chaînes de valeur	290 000 000	17
Composante 3 : Renforcement des capacités locales	4 940 000	0,3
Composante 4 : Système géo référencé pour le suivi-évaluation	5 540 000	0,33
Total des composantes (1+2+3+4)	1 469 116 205	88 %
Exécution et gestion fiduciaire & coordination	117 529 296	7 %
Coordination, Suivi & Évaluation et communication	14 691 162	1 %
Frais des Agences d'exécution	102 838 134	6 %
Imprévus (5 % total programme)	73 455 810	5 %
Total programme	1 660 101 312	100 %

Source : BCC.

Il sied d'indiquer que la part de l'allocation des DTS revenant au Gouvernement, soit 714 millions de USD a été allouée au financement du PDL 145T. Sur ce montant, 511 millions de USD ont déjà été mis à la disposition des trois agences sus évoquées pour la réalisation du premier volet du programme qui consiste à la construction de plus de 2.129 ouvrages dont 1.198 écoles, 786 centres de santé et 145 bâtiment administratifs territoriaux. La somme sus évoquée a été suivi d'un transfert supplémentaire de 211 millions de USD avant à fin décembre 2022.

Aussi, 12 millions de USD ont été versé aux trois agences pour réaliser des études de faisabilité des 38 000 kilomètres de route linéaires, des routes des déserts agricoles ainsi que de 444 ouvrages d'arts.

Exécution des travaux

Au 31 décembre 2022, les travaux de démarrage des projets sont déjà effectifs. Globalement, le taux de démarrage par agence d'exécution est de 45 %, soit 2 % pour le PNUD, 43 % pour le BCECO et 100 % pour la CFEF.

Les principales réalisations des organes d'exécution se présente de la manière suit :

- **Le Bureau central de coordination**

Le BCECO a la charge d'exécuter le PDL-145T dans 48 territoires, répartis dans 9 provinces. Dans le cadre de la première phase d'exécution, le BCECO devra construire 414 écoles, 269 centres de santé et 48 bâtiments administratifs

territoriaux. Pour y parvenir, cette agence a mis en place une stratégie de mise en œuvre consistant à impliquer la population et les autorités locale ainsi que la société civile dans les choix des sites.

Les ouvrages dont les travaux ont démarré pour le compte du BCECO, représentent un total de 312, soit 189 écoles et 124 centres de santé.

Dans le souci de matérialiser la volonté des autorités, notamment celle de faire profiter la population locale des flux financiers de ce programme, le BCECO a exigé que les contrats de la sous-traitance, soient confiés à hauteur de 40% aux entreprises locales. Dans ce cadre, deux types d'acteurs ont été ciblé notamment les agences locales d'exécution (AEL), qui sont essentiellement les ONG et les PME.

- **La cellule d'Exécution des financements en faveur des États fragiles**

S'agissant de la CFEF, elle couvre 43 territoires, répartis dans 7 provinces. Il lui a été assigné de construire et équiper 635 infrastructures, dont 360 écoles, 232 centres de santé et 43 bâtiments administratifs dans les chefs. Cette agence a mis en place une stratégie à la fois de passation des marchés et de mise œuvre agence pour lancer tous ces marchés au même moment.

Un total de 653 ouvrages a connu le démarrage sous la houlette du CFEF, dont 360 écoles, 232 centres hospitaliers et 43 bâtiments administratifs.

- **Le Programme des Nations Unies pour le Développement**

Le PNUD est dans 9 provinces et intervient dans 54 territoires. Cet organe est un peu en retard par rapport aux autres agences, car il devait au préalable mettre en place une équipe dédiée audit programme. A l'instar des autres agences, le PNUD a engagé 75% des nationaux pour un accompagnement dans la mise en œuvre de ce programme. Il devra construire 764 infrastructures et, dont 314 ont déjà été attribué et les travaux sont en cours d'exécution.

A fin décembre, les ouvrages ayant connu le démarrage se présentent de la manière suivante pour le BCECO, 4 écoles, 4 centres de santé, 4 bâtiments administratifs.

- **Résultats attendus du PDL 145T**

Les grandes articulations de la chaîne des résultats du PDL-

145T se déclinent, dans leurs grandes lignes, comme décrit ci-dessous :

- L'accès des populations des 145 territoires aux infrastructures et services socioéconomiques de base est significativement amélioré, leurs activités économiques et leur bien-être se sont accrus ;
- Les économies des territoires ruraux sont revivifiées et dynamisées. Les effets attachés à ce résultat sont le développement de sources de revenus stables et décentes, l'adoption de systèmes agricoles résilients et durables, la création de chaînes de valeurs agro-sylvo--pastorale, la mise en place de coopératives et de groupements socio-professionnels, la création d'emplois ruraux grâce à la promotion de solutions innovantes par les jeunes et les femmes et une meilleure organisation des systèmes de production et de commercialisation.
- Les capacités de gestion du développement local des acteurs étatiques territoriaux et communautaires sont renforcées. Les résultats attendus de cette composante sont la mise en place effective d'instruments et de mécanismes institutionnels et organisationnels de gestion du développement au niveau local.
- Un système d'information géo-référencé interopérable de suivi est développé et rendu opérationnel. La mise en place d'un système d'information géo-référencé centralisant toutes les données relatives au PDL-145T et interopérable avec les systèmes nationaux existants. La réalisation d'une cartographie des différentes réalisations du PDL-145T et des indicateurs de suivi des politiques et programmes publics.

- **Contraintes**

Globalement, la mise en œuvre du PDL-145T est confrontée à certaines contraintes et défis notamment :

- L'accessibilité difficile des sites par manque d'infrastructures, l'enclavement du territoire national et l'état de délabrement très avancé du réseau routier, rend très difficile l'accès aux différents sites ruraux de construction des ouvrages. La persistance de cette situation perturberait le plan de déploiement des entreprises prestataires, l'acheminement des équipements et des échéances de livraison des ouvrages attendus du PDL-145T et des surcoûts opérationnels ;
- L'insécurité dans la partie Est et Ouest du pays ainsi que la persistance des conflits intercommunautaires

dans certains territoires. Cette situation pourrait, si elle persiste, constituer un problème important pour le déploiement des équipes, des prestataires à l'acheminement des équipements matériels et matériaux, à la mise en œuvre du PDL-145T dans la province; et

- Les inondations et catastrophes naturelles dans certains sites.

II | 5 Perspectives macroéconomiques

II | 5 | 1 Perspectives économiques mondiales

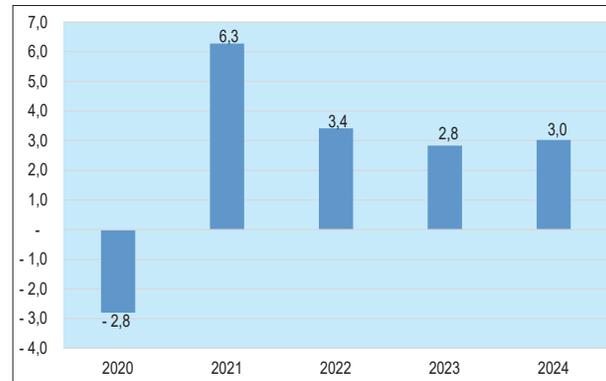
Les perspectives de l'économie mondiale demeurent incertaines en raison notamment de l'enlisement de la guerre en Ukraine, des perturbations croissantes dans le secteur financier, des fulgurances du changement climatique, des contrecoups du resserrement de la politique monétaire dans les pays avancés et de la persistance des effets latents de la pandémie de Covid-19 dans certains pays dont la Chine. Ainsi, l'économie mondiale devrait ralentir en 2023 à 2,8 % contre 3,4 % en 2022.

Les prévisions issues des perspectives de l'économie mondiale du Fonds Monétaire International (FMI), parues au mois d'avril 2023, indiquent un redressement de la croissance économique mondiale en 2024, attesté par une croissance de 3,0 %, sous l'hypothèse de maîtrise des tensions du secteur financier.

Toutefois, ces perspectives restent exposées à des risques baissiers importants, particulièrement ceux relatifs à l'intensification des tensions géopolitiques, à la fragmentation géoéconomique, la persistance de l'inflation globale et sous-jacente élevée, ainsi que les tensions dans le marché de travail. En outre, il convient de relever que les cycles de resserrement monétaire entamé par les principales banques centrales pourraient exercer des pressions sur les marchés financiers internationaux. A cet effet, cette situation appelle les banques centrales à renforcer la communication sur l'orientation de leur décision de politique monétaire.

Graphique II | 9 Profil de la croissance économique mondiale

(en pourcentage)



Source : Banque centrale du Congo, sur base des données du FMI.

La Banque mondiale prévoit également un ralentissement de la croissance à 1,7 % en 2023, venant de 2,9 % en 2022, justifié par le resserrement des politiques monétaires et budgétaires. Pour cette institution, l'économie mondiale pourrait plonger dans la récession en cas de chocs défavorables tels que les tensions financières, l'aggravation de l'inflation, le durcissement des politiques économiques, la résurgence de la covid-19 et l'accentuation des tensions géopolitiques.

La même tendance est également prévue par l'Organisation de Coopération et Développement Economique (OCDE). Selon cette dernière, la croissance mondiale devrait s'établir à 2,6 % en 2023, contre une croissance de 3,2 % en 2022. Outre les raisons évoquées ci-dessus, l'OCDE relève également la persistance des tensions commerciales comme l'un des facteurs justifiant le ralentissement attendu.

II | 5 | 2 Pays avancés

Activité économique

Le ralentissement de la croissance mondiale en 2023, comparé à 2022, est surtout dû aux pays avancés. Ces derniers devraient enregistrer une baisse drastique de l'activité économique, avec un taux de croissance de 1,3 % en 2023 contre 2,7 % réalisé en 2022, du fait de la persistance de la guerre en Ukraine et du durcissement des conditions financières, avec le relèvement des taux d'intérêt par les banques centrales pour lutter contre l'inflation. Pour ces pays, les perspectives indiquent une croissance de 1,4 % en 2024.

Aux Etats-Unis, la croissance devrait baisser à 1,6 % en 2023 contre une réalisation de 2,1 % en 2022, soit une baisse de 0,5 point. Dans la zone euro également, la

croissance devrait chuter à 0,8 % en 2023 contre 3,5 % en 2022. L'Allemagne et la France, qui représentent les deux principales économies de la zone, devraient enregistrer une contraction de l'activité économique de 1,9 point, avec des taux de croissance respectifs de -0,1 % et 0,7 % en 2023. De même, la croissance du Royaume-Uni devrait baisser à -0,3 % en 2023 contre une réalisation de 4 % en 2022.

Inflation

Les prévisions du FMI indiquent que l'inflation mondiale devrait se situer à 7 % en 2023 contre 8,7 % en 2022, soit une baisse de 1,7 point, expliquée par le ralentissement des cours mondiaux des produits de base et les resserrements des politiques monétaires par la plupart des banques centrales dans le monde pour lutter contre l'inflation persistante.

Bien qu'en baisse, l'inflation reste supérieure aux objectifs (cibles) fixés par les grandes banques centrales, soit 2 %. Il sied de préciser aussi que la baisse de l'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation) est lente, comparativement à l'inflation globale, en raison des tensions sur le marché de travail dans certains pays. En effet, elle devrait se situer à 6,2 % en 2023.

Dans les pays avancés, l'inflation se hisserait à 4,7 % en 2023 contre 7,3 % en 2022. Aux Etats-Unis et dans la zone Euro, l'inflation s'établirait respectivement à 4,5 % et 5,3 % en 2023 contre 8,0 % et 8,4 % en 2022. Toutefois, ce niveau d'inflation devrait demeurer largement supérieur à l'objectif de 2,0 % fixé par la FED et la BCE. Dans ce contexte, ces dernières devraient poursuivre avec le cycle de resserrement de leurs politiques monétaires afin de ramener l'inflation autour de l'objectif.

II | 5 | 3 Pays émergents et en développement

Activité économique

D'après le FMI, l'activité économique des pays émergents et en développement devrait ralentir à 3,9 % en 2023 contre une réalisation de 4 % en 2022, du fait notamment de la baisse des prix des produits de base, la résurgence de l'épidémie de Covid-19 et les effets de la guerre en Ukraine. La tendance au redressement de ces économies serait observée en 2024, traduite par un taux de croissance estimé à 4,2 %. Les perspectives économiques de ce groupe de pays sont plus favorables, comparées à celles des pays avancés.

En Asie, les perspectives indiquent que la croissance devrait

augmenter en 2023 à 5,3 %, contre une réalisation de 4,4 % en 2022. Cette croissance serait tirée par la Chine dont l'activité économique devrait progresser de 5,2 % en 2023 contre 3 % en 2022 à la suite de la réouverture complète du pays en 2023 après l'application stricte des mesures de restriction prises pour lutter contre la pandémie de Covid-19. Par contre, l'Inde devrait enregistrer un ralentissement de l'activité économique en 2023 de 0,9 points, ce qui établirait le taux de croissance à 5,9 % en 2023 contre 6,8 % en 2022.

Pour ce qui est de l'Afrique Subsaharienne, les prévisions indiquent une croissance qui devrait ralentir à 3,6 % en 2023 après celle de 3,9 % enregistrée en 2022 résultant d'un environnement extérieur difficile. La croissance en Afrique du Sud et au Nigeria, deux principales économies de la région, se hisserait respectivement à 0,1 % et 3,2 % en 2023, soit des légers ralentissements de 1,9 point et 0,1 point par rapport à la réalisation de 2022. S'agissant particulièrement de l'Afrique du Sud, ce faible taux de croissance serait expliqué par le recul de la demande extérieure, des pénuries d'électricité et des contraintes structurelles.

Inflation

Comme pour les pays avancés, il devrait s'observer également une tendance à la baisse du niveau général des prix dans les pays émergents et ceux en développement, influencée par la baisse des prix des produits énergétiques et des denrées alimentaires. En effet, l'inflation se situerait à 8,6 % et 6,5 % respectivement en 2023 et 2024 contre 9,8 % en 2022.

La Chine, principal partenaire commercial de la RDC, devrait enregistrer plutôt une légère hausse des prix de 0,1 point en 2023, avec un taux d'inflation qui devrait se situer à 2 %. Parmi les mesures adoptées par les autorités chinoises, il convient de relever notamment l'assouplissement monétaire et des allègements fiscaux en faveur des entreprises.

En Afrique Subsaharienne, l'inflation devrait passer de 14,5 % en 2022 à 14 % en 2023. Cette tendance à la baisse devrait se poursuivre en 2024, avec une inflation estimée à 10,5 %.

II | 5 | 4 Marchés des produits de base

Avec le ralentissement de la demande mondiale, le FMI projette une baisse des prix des produits de base (combustibles et autres produits) en 2023.

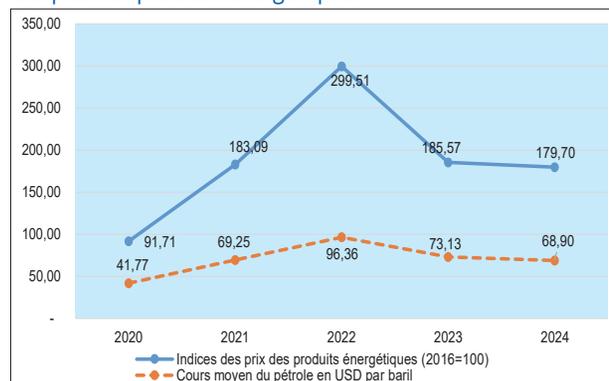
Concernant les produits énergétiques, plusieurs facteurs vont influencer sur l'évolution future de leurs prix, notamment la transition énergétique, la récession mondiale (recul de la

consommation) et le niveau de stockage desdits produits (lié aux effets de la guerre russo-ukrainienne). Selon le FMI, l'indice des prix énergétiques, qui comprend les indices du pétrole, du gaz naturel et du charbon, baisserait à 185,5 points et 179,6 points en 2023 et 2024, respectivement.

Cette institution indique que les cours du pétrole brut vont baisser de 24,1 % en 2023, passant de 96,3 dollars le baril (en moyenne) en 2022 à 73,1 dollars le baril (en moyenne) en 2023. Cette baisse devrait se poursuivre les années après pour se situer à 65,4 dollars le baril en 2026.

Pour le gaz naturel, ses prix vont évoluer, notamment, en fonction des incertitudes de la guerre entre la Russie et l'Ukraine qui entretient des craintes sur les pénuries d'approvisionnement, du ralentissement économique en Chine impliquant une baisse de la demande mondiale et du remplacement du gaz par d'autres sources d'énergie comme le charbon. Le FMI projette une baisse des prix du gaz naturel d'ici à 2028, tenant compte des moyennes historiques. Cette tendance devrait s'observer aussi sur les prix du charbon avec la transition énergétique.

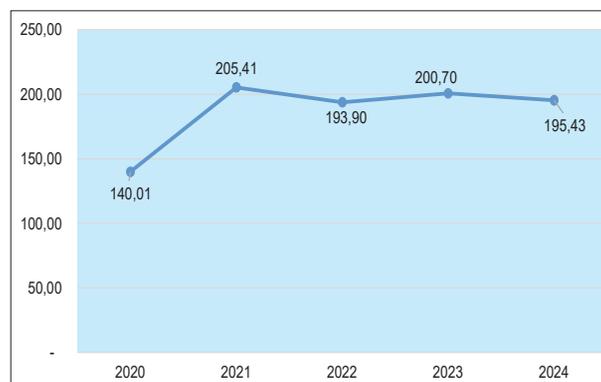
Graphique II | 10 Prévisions des cours du pétrole et de l'indice des prix des produits énergétiques



Source : Banque centrale du Congo, sur base des données du FMI (PEM, avril 2023).

Concernant l'indice des prix des métaux de base, malgré son repli prononcé dans un contexte de durcissement de la politique monétaire et de ralentissement économique en Chine, il va croître de 3,5 % en 2023 pour s'établir à 200,7 points, sous l'hypothèse d'un rebond de la demande chinoise de métaux (qui représente presque la moitié de la consommation mondiale des principaux métaux). En 2024, le FMI projette plutôt une baisse de cet indice de 2,6 % pour s'établir à 195,4 points.

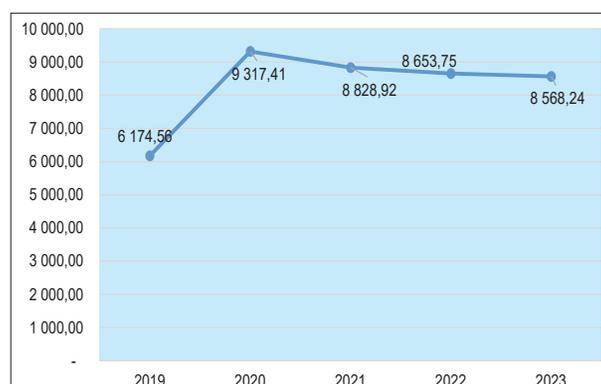
Graphique II | 11 Prévisions de l'indice des prix des métaux (en points)



Source : Banque centrale du Congo, sur base des données du FMI (PEM, avril 2023).

Pour ce qui est du cuivre, principal produit d'exportation de la RDC, en moyenne annuelle, son cours pourrait baisser à 8.653,75 USD la tonne en 2023 et 8.568,24 USD la tonne en 2024. Cette baisse est liée au ralentissement prévu de l'activité économique mondiale dans un contexte de resserrement des conditions financières pour lutter contre l'inflation.

Graphique II | 12 Prévisions des cours du cuivre (en USD la tonne)



Source : Banque centrale du Congo, sur base des données du FMI (PEM, avril 2022).

II | 5 | 5 Principaux risques pesant sur les perspectives mondiales

Plusieurs risques pèsent négativement sur les perspectives de l'économie mondiale en 2023, notamment :

- Le durcissement ou la détérioration des conditions financières qui pourrait accentuer le surendettement des Etats. Le niveau élevé d'endettement des pays réduit la marge de manœuvre des autorités publiques à faire face aux différents défis, dans un contexte de ralentissement de la croissance et de hausse des coûts de l'emprunt.

- La persistance des tensions géopolitiques, à l'absence d'un cesse le feu concernant la guerre entre la Russie et l'Ukraine, qui pourrait faire rebondir les cours des denrées alimentaires et énergétiques, et par endroit entraîner la hausse de l'inflation. Il pourrait s'observer aussi une baisse des investissements directs étrangers dans un contexte de hausse des tensions géopolitiques de nature à entraîner des pertes de production importantes.
- L'incertitude liée aux perturbations dans le secteur financier.
- La persistance de la pandémie de Covid-19, avec l'apparition de nouvelles souches infectieuses ou des variants plus contagieux, pourrait créer des perturbations des chaînes d'approvisionnement et freiner la reprise de l'économie mondiale, bien que ce risque semble être atténué du fait que les pays durement touchés par la pandémie, dont la Chine, semblent se relever.

Pour améliorer les perspectives de l'économie mondiale, tout en atténuant ces différents risques, les banques centrales sont appelées à durcir davantage leurs politiques monétaires et calibrer leurs stratégies selon les circonstances pour préserver aussi la stabilité financière. De même, pour accompagner les actions des autorités monétaires, les autorités budgétaires devraient mener également une politique restrictive, mais qui laisse la possibilité d'apporter des aides aux individus les plus vulnérables à survivre aux chocs ou à d'éventuelles crises.

Pour améliorer l'offre à moyen terme, des réformes structurelles s'avèrent nécessaires. Et, pour construire une économie mondiale plus résiliente, dans un contexte d'incertitudes croissantes liées aux effets des diverses crises auxquelles le monde fait face (résurgence de Covid-19, guerre russo-ukrainienne, etc.), le renforcement de la coopération multilatérale s'impose. Cette coopération revient notamment à prendre des mesures qui permettent de limiter les effets de la fragmentation économique, renforcer le dispositif mondial de sécurité financière et réduire les coûts liés au changement climatique.

II | 6 Perspectives intérieures

Elles sont déclinées comme suit dans les quatre principaux secteurs:

II | 6 | 1 Secteur réel

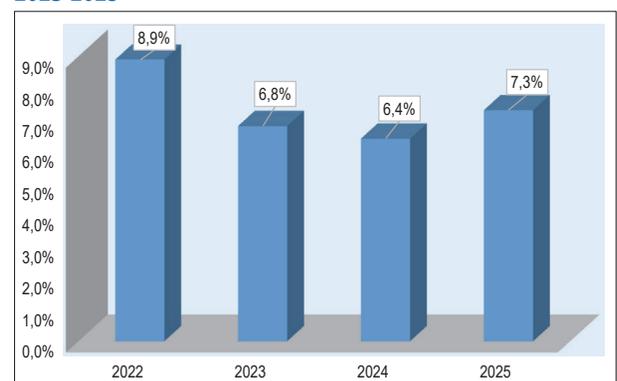
La croissance

En tant que petite économie ouverte, l'économie congolaise ne sera pas épargnée au ralentissement connu par l'économie mondiale suite à la persistance de la guerre en Ukraine et aux politiques monétaires restrictives mises en œuvre par la plupart des banques centrales pour juguler l'inflation et la réorienter dans la direction des cibles.

Toutefois, le niveau encore soutenable du cours de cuivre, principal produit exporté par l'économie congolaise, contribuerait au maintien de l'activité économique nationale au-dessus de la moyenne des économies subsahariennes. De ce fait, le taux de croissance de l'économie congolaise, en ralentissement de 2,1 points de pourcentage par rapport à l'année précédente, est prévu à 6,8 % en 2023 et à 6,4 % en 2024 pour atteindre 7,3 % en 2025.

La fragmentation des marchés des produits de base dans le monde et la persistance des tensions géopolitiques, surtout régionales, constituent une menace au maintien au niveau élevé de l'activité économique. Raison pour laquelle la concrétisation des mesures conjoncturelles et structurelles préconisées dans le cadre du programme triennal avec le FMI appuyé par la facilité élargie au crédit (FEC), en soutien au programme du gouvernement, s'avèrent nécessaires pour réduire le risque de l'instabilité du cadre macroéconomique et mettre l'économie congolaise dans une trajectoire de croissance inclusive et durable tout en renforçant sa résilience.

Graphique II | 13 Préviation de la croissance du PIB réel 2023-2025



Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du CPCM.

Il convient de noter que la performance de l'activité

économique nationale par rapport à l'ensemble des économies de l'Afrique subsaharienne tient particulièrement du bon comportement du **secteur primaire**, essentiellement dans la branche Extraction, et dans une certaine mesure du secteur tertiaire.

Les prévisions montrent que les secteurs primaire et tertiaire contribuent à plus de 80 % dans la croissance durant toute la période considérée dans les perspectives alors que le secteur secondaire, responsable de l'industrialisation d'une économie, est resté moins prépondérant, soit un apport de moins de 20 %, dans la croissance projetée durant toute la période prise en compte dans les perspectives.

Cependant, il convient de préciser que plusieurs défis sont à relever pour rendre cette croissance inclusive, robuste et résiliente notamment la diversification et l'introversion de l'économie nationale tout en promouvant les secteurs utilisant une bonne quantité de main d'œuvre tel que le secteur agricole.

S'agissant de secteur primaire, constitué de deux branches à savoir: «Agriculture, élevage, chasse, forêt, pêche» et «Industrie extractive», il demeurerait dominé par la branche extractive avec une contribution à la croissance qui devrait atteindre en moyenne 78,9 % de la croissance de tout le secteur pendant toute la période considérée dans les perspectives.

Cette évolution s'expliquerait par des niveaux élevés projetés des cours du cuivre, principal produit d'exportation de l'économie congolaise. En effet, la RDC en est le premier producteur en Afrique et, présentement, troisième producteur mondial. Selon les prévisions elle deviendrait deuxième producteur mondiale vers 2028, dépassant ainsi le Pérou.

La vivacité de l'industrie extractive demeurerait de mise en 2023 pour ralentir en moyenne durant les deux années qui vont suivre. Le taux de croissance moyen est projeté à 5,9 % pour les années 2024 et 2025, alors qu'il est estimé à 11,4 % en 2023. Durant les trois années considérées dans les perspectives, le secteur primaire devrait contribuer à 50,4 % en moyenne dans la croissance de l'économie nationale.

Pour ce qui est du secteur secondaire, les prévisions de sa pondération dans la croissance restent la plus faible avec une contribution à la croissance de 14,1 % en moyenne de 2023 à 2025. Cette évolution montre la faiblesse de chaîne de valeur dans l'économie congolaise due aux exportations à l'état presque brut de la production nationale. Pour pallier cette situation il y a nécessité de procéder à la transformation

de la production nationale surtout celle issu de l'activité extractive.

Concernant le secteur tertiaire, son ampleur dans la croissance devrait rester en moyenne plus prépondérante que celle de secteur secondaire et moins importante que celle de secteur primaire, avec une contribution moyenne de 34,4 % dans la croissance de l'activité économique. Dans la période considérée dans les perspectives, la branche «Transports et Télécommunications» devrait rester globalement la plus prépondérante dans l'accroissement de la valeur ajoutée de ce secteur.

Tableau II | 5 Contributions de différents secteurs à la croissance du PIB réel de 2023-2025 (en points de pourcentage)

Branches d'activité	2023	2024	2025
Secteur primaire	4,5	2,5	3,3
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	0,6	0,7	0,8
Extraction	4,0	1,8	2,5
Secteur secondaire	0,8	1,0	1,0
Industries manufacturières	0,4	0,6	0,7
Electricité, gaz, vapeur et eau	0,0	0,1	0,0
Bâtiment et travaux publics	0,4	0,4	0,3
Secteur tertiaire	1,4	2,8	2,9
Transports et communications	0,7	1,1	1,0
Commerce de gros et de détail	0,3	1,0	1,2
Services marchands	0,3	0,6	0,6
Services non marchands	0,1	0,1	0,1
Autres services	0,0	0,0	0,0
PIB au coût des facteurs	6,7	6,3	7,2
Taxes sur les produits	0,1	0,1	0,1
PIB aux prix constants	6,8	6,4	7,3

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du CPCM.

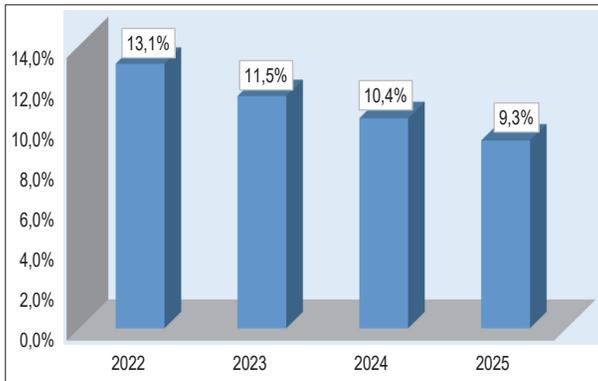
Inflation

Les politiques mises en œuvre dans le cadre du programme triennal de stabilisation conclu avec le FMI militent pour l'atténuation des effets provenant des tensions enregistrées, sur le plan mondial, consécutives entre autres aux conséquences néfastes de la guerre en Ukraine notamment les perturbations dans l'approvisionnement des produits énergétiques et alimentaires. L'économie congolaise, de par son caractère extraverti, n'a pas été épargnée du niveau élevé du rythme de formation des prix des biens et services observé dans l'environnement international.

C'est ainsi que les efforts dans les politiques conjoncturelles mises en œuvre, illustrés par le resserrement de la politique monétaire et l'application sans faille du pacte de stabilité signé entre le Gouvernement et la banque Centrale, devraient finalement se répercuter, après un certain délai, sur l'évolution du taux d'inflation.

De ce fait, il est escompté un ralentissement des pressions inflationnistes.

Graphique II | 14 Prédiction annuelle du taux d'inflation de 2023-2025



Source : Banque Centrale du Congo.

II | 6 | 2 Secteur des finances publiques

Le bon comportement des finances publiques observé en 2022 devrait être relativisé pour l'année 2023 suite à l'environnement économique moins reluisant sur le plan tant national qu'international. A l'interne, les dépenses publiques seraient caractérisées par l'augmentation des dépenses de souveraineté nationale pour faire face au conflit armé dans l'Est du pays et à l'organisation des élections prévues à fin 2023. Il faudrait signaler également qu'en sus des autres dépenses en capital, le Programme de Développement Local pour les 145 territoires va continuer à marquer les dépenses d'investissement concernant durant la période considérée dans les perspectives.

Toutefois, cet accroissement des dépenses publiques n'aurait pas propulsé celles-ci à des niveaux préconisés par différents regroupements régionaux à l'instar de la SADC et le COMESA, voire des économies de l'Afrique subsaharienne. En plus, l'année 2023 sera caractérisée par la baisse des recettes et des dépenses publiques avant d'amorcer des accroissements prévus pour les deux années qui vont suivre. En rapport avec le PIB, les recettes et les dépenses du gouvernement seraient maintenues à des niveaux pratiquement constants autour de 14 % pour les recettes et 15 % pour les dépenses dans la période 2023 – 2025.

Tableau II | 6 Prédiction des recettes et des dépenses publiques 2023-2025 (en pourcentage au PIB)

Composantes	2023	2024	2025
Recettes et dons	14,0	14,9	14,4
Recettes fiscales et non fiscales	12,9	13,7	13,6
Recettes fiscales	10,9	11,4	11,2
Recettes non fiscales	2,0	2,3	2,4
Dons(courants)	1,1	1,2	0,8
Total dépenses	15,2	16,0	15,4
Dépenses courantes	9,1	9,6	9,5
Dépenses en capital	4,1	5,4	5,5
Dépenses exceptionnelles	1,9	1,0	0,5
Variations des arriérés (baisse -)	-1,1	-0,6	-0,2
Solde général consolidé (base caisse)	-2,3	-1,7	-1,2

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du CPCIM.

Ressources publiques

Le Gouvernement s'est inscrit dans l'optique d'accroître les recettes publiques en misant notamment sur le renforcement de la fonction contrôle dans la gestion des finances publiques. Cependant, il faudrait souligner que les effets délétères de l'environnement international de 2023 auront des conséquences néfastes sur la mobilisation recette. Pour les deux années qui vont suivre, il est attendu une augmentation des recettes publiques notamment suite à l'élargissement dans la fiscalité interne. Les performances réalisées par les régies financières, particulièrement par la DGI devraient se poursuivre en vue de pallier la baisse des recettes de porte dans l'optique de la mise en œuvre futur de différentes mesures relatives au marché commun relatif aux regroupements régionaux auxquels fait partie la RDC.

Dépenses publiques

Malgré les pressions sur certaines rubriques des dépenses publiques, ces dernières ne connaîtraient pas de manière globale une augmentation significative, en pourcentage du PIB, au cours de trois prochaines années. En effet, la recherche des voies et moyens pour mettre fin au conflit armé à l'Est du pays continue à occasionner des dépenses supplémentaires quoique légitimes. De même, le gouvernement dans sa volonté de doter le pays des infrastructures viables et de qualité poursuivrait l'augmentation des dépenses en capital surtout que leur niveau est encore inférieur aux normes requises, car le manque criant des infrastructures remarqué surtout à l'intérieur du pays obère l'émergence de l'économie nationale.

Bien que les efforts consentis soient remarquables, le chantier est encore vaste pour booster l'économie nationale. Ainsi, le Gouvernement envisage de mettre en place, à moyen terme, un système intégré de transport multimodal performant, à

travers notamment la densification du réseau routier national et la modernisation des infrastructures telles que planifiées dans le Programme National Stratégique de Développement (PNSD) ainsi que et terminer tous les projets prévus dans le cadre du Programme de Développement Local des 145 territoires (PDL-145T) afin de combler le gap existant en termes d'infrastructures.

En outre, la poursuite de mise en œuvre de différents des politiques à caractères social notamment de gratuité de l'enseignement primaire au cours de la période prévisionnelle tout comme l'opérationnalisation de la politique de Couverture Santé Universelle (CSU), requerront des dépenses supplémentaires mais nécessaires pour contribuer à l'amélioration de capital humain.

En dépit de toutes ces accroissements, le niveau des dépenses publiques n'atteindrait toujours pas, selon les prévisions, le minimum des dépenses publiques requise, situé à au moins 20 % du PIB, pour une meilleure contribution à l'émergence de l'économie congolaise.

II | 6 | 3 Secteur extérieur

Balance des paiements

Les transactions entre la RDC et le reste du monde demeureraient déficitaires durant la période considérée par les présentes perspectives. Le compte courant connaîtrait une amélioration quant à son poids par rapport au PIB bien qu'en restant toujours déficitaire. L'apport du compte de capital ne compenserait pas la profondeur des déficits de compte courant pour virer à une capacité de financement de 2023 à 2025.

Ainsi, le compte financier devrait prendre en charge ces besoins de financement, issu de la mise en commun des comptes des transactions courantes et des capitaux tout au long de la période prise en compte dans les perspectives.

Compte des transactions courantes

Etant toujours déficitaire, le solde du compte courant devrait s'améliorer en 2025 comparativement à leurs niveaux projetés en 2023 et 2024. En pourcentage du PIB, la balance des transactions courantes passerait de -4,0% et -3,8% respectivement en 2023 et 2024 pour atteindre -1,2% en 2025. Cette amélioration serait consécutive à l'accroissement de la balance des biens tout comme du compte de capital. C'est surtout la balance de compte des services qui creuserait le plus le déficit de compte courant.

Tableau II | 7 Balance des paiements 2023-2025

Composantes agrégées	En millions de USD			En pourcentage du PIB		
	2023	2024	2025	2023	2024	2025
I. Comptes des transactions courantes						
Biens nets	3 316,9	1 915,5	3 845,5	4,8	2,6	4,4
Services nets	-5 326,6	-5 573,9	-6 243,8	-7,6	-7,4	-7,2
Balance des revenus	-2 949,9	-2 451,9	-1 986,6	-4,2	-3,3	-2,3
Balance des transf. Courants	2 146,0	3 290,3	3 324,9	3,1	4,4	3,8
II. Compte de capital	588,2	786,7	918,7	0,8	1,0	1,1
Capacité(+)/Besoin(-) de financement	-2 225,4	-2 033,2	-141,3	-3,2	-2,7	-0,2
III. Compte financier	2 225,4	2 033,2	141,3	3,2	2,7	0,2
- dont investissements directs nets	346,4	1 924,3	1 360,2	0,5	2,6	1,6
Erreurs et omissions nettes	0	0	0	0	0	0

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données du CPCM.

Compte de capital

Durant toute la période relative aux perspectives, le compte de capital demeurerait excédentaire avec une moyenne annuelle de 1,0 % du PIB. L'évolution de ce compte serait croissante d'une année à l'autre en absolue et en pourcentage du PIB sans pour autant contenir le déficit du compte courant.

Compte financier

L'entrée des capitaux, au titre des Investissements Directs Etrangers (IDE), connaîtrait une augmentation remarquable de 2023 à 2024, soit un accroissement de 455,5 %, pour régresser de 29,3 % en 2025 comparativement à l'année précédente. Par rapport au PIB, ces IDE représenteraient respectivement 0,5 %, 2,6 % et 1,6 % d'une année à l'autre durant la période prévisionnelle.

II | 6 | 4 Taux de change

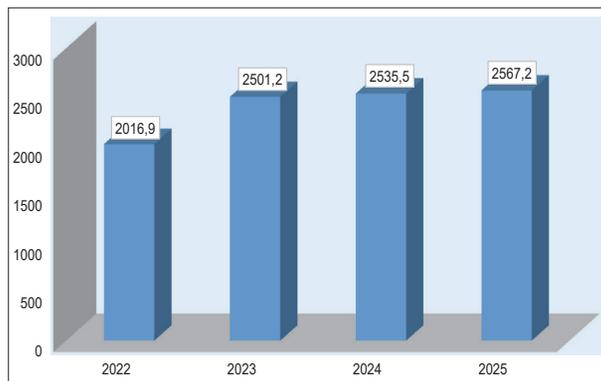
L'incertitude de l'environnement économique mondial consécutive aux conséquences fâcheuses de la guerre russo-ukrainienne a affecté les marchés des biens et services ainsi que celui de change en RDC. C'est ainsi que les prévisions du taux de change en 2023 tablent sur une dépréciation remarquable, d'environ 20 %.

La bonne combinaison des politiques monétaire et budgétaire illustrée entre autres par le respect de pacte de stabilité plomberait l'emballement du taux de change. Ainsi pour protéger la valeur externe de la monnaie nationale, la Banque Centrale ne ménagerait aucun instrument à sa disposition pour contenir l'accélération de la dépréciation influencée notamment par l'inflation d'origine externe, vue la forte corrélation existant entre l'évolution des prix dans le marché des biens et services et celui de change.

La Banque Centrale ne ménagerait pas le resserrement de sa politique monétaire pourvu qu'elle aboutisse à la réduction significative de la dépréciation de la monnaie nationale. Raison pour laquelle il est postulé pour la période concernée par les perspectives une décélération remarquable de la dépréciation de la monnaie nationale.

Graphique II | 15 Evolution du taux de change de 2023 à 2025
(en CDF le dollar US)

(en CDF le dollar US)



Source : Banque Centrale du Congo.

II | 6 | 5 Secteur monétaire et du crédit

Conduite de la politique monétaire

La Banque Centrale devrait procéder au resserrement de sa politique monétaire en vue de ramener la trajectoire de l'inflation vers l'objectif à moyen terme de 7%. A part le resserrement de la politique monétaire, il est nécessaire d'adjoindre une politique budgétaire restrictive. C'est cette coordination des politiques qui pourra avoir des effets escomptés sur le ralentissement de l'inflation.

Ainsi, la conduite de la politique monétaire de la Banque Centrale du Congo devrait demeurer prudente de manière à contenir les incertitudes qui caractérisent l'environnement économique tant mondial que national avec pour objectif de parer à tout retournement de la situation susceptible de mettre en mal la stabilité du cadre macroéconomique.

L'attentisme devrait être évité pour prôner la proactivité afin de casser les anticipations inflationnistes et contenir les tensions tant internes qu'externes dans le but de contrer dans la mesure du possible tout déséquilibre significatif sur le marché des biens et services ainsi que celui des changes.

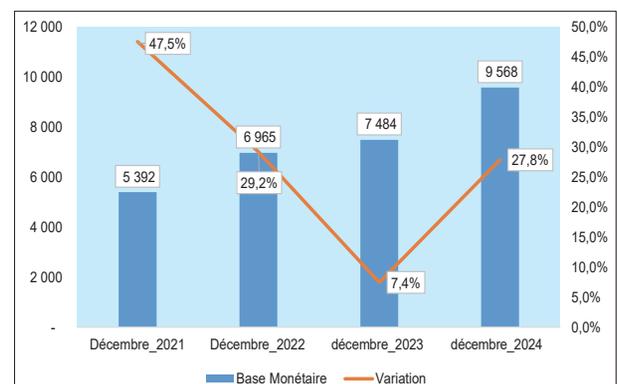
Projection de la base monétaire

La base monétaire enregistrerait une progression de 20,5% en 2023 pour connaître une décélération en 2024 marquée

par un accroissement de 4,8%, et reprendre l'envol avec une augmentation de 18,4% en 2025. L'augmentation de l'offre de monnaie centrale en 2023 s'expliquerait par l'accroissement des Avoirs extérieurs nets (AEN) pendant que celui de 2024 serait dû à la hausse des Avoirs intérieurs nets (AIN). S'agissant de l'accroissement de la base monétaire en 2025, elle résulterait de la consolidation des Avoirs extérieurs nets (AEN).

Graphique II | 16 Préviction de la base monétaire de 2023 à 2025
(en milliards de CDF, sauf indication contraire)

(en milliards de CDF, sauf indication contraire)



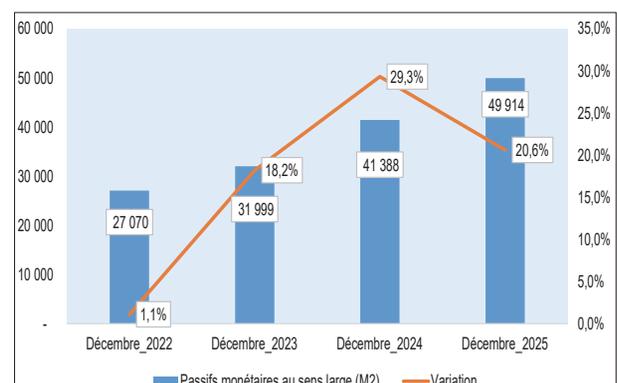
Source : Banque Centrale du Congo sur base de cadrage de FMI mai 2023.

Projection de la masse monétaire

Le passif monétaire au sens large connaîtrait une évolution croissante durant toute la période prise en compte dans les perspectives. En effet, de 2023 à 2025, d'une année à l'autre il enregistrerait des augmentations respectives de 18,2%, de 29,3% et de 20,6%. Ces accroissements seraient principalement dus à la hausse des Avoirs Intérieurs Nets (AIN) pour les années 2023 et 2024 alors que pour 2025 l'augmentation du passif monétaire serait consécutive à la hausse de ces deux rubriques à savoir: les AEN et les AIN.

Graphique II | 17 Préviction du passif monétaire de 2022 à 2024
(en milliards de CDF, sauf indication contraire)

(en milliards de CDF, sauf indication contraire)



Source : Banque Centrale du Congo sur base des données du Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique.

PARTIE III

ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE

1 | Administration et cadres dirigeants de la banque

1 | 1 Administration

La structure organique de la Banque Centrale, telle que définie par l'Article 33 de la loi n° 18/027 du 13 décembre 2018 portant organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, est composée du Conseil de la Banque, du Gouverneur et du Collège des Commissaires aux comptes.

1 | 1 | 1 Conseil de la banque

Le Conseil de la Banque, à fin 2022, était composé de :

Président :

- Mme MALANGU KABEDI MBUYI, Gouverneur;

Membres :

- M. Dieudonné FIKIRI ALIMASI, 1^{er} Vice-Gouverneur;
- M. William PAMBU PAMBU, 2^{ème} Vice-Gouverneur;
- M. Thomas BATETELE BOLEKI LINKA, Administrateur;
- M. Alain KHASHA NTUMWA, Administrateur;
- M. Louis N'SA ELONGO ISEMOLI, Administrateur;
- Mme Éliane MUNKENI KIEKIE, Administrateur;
- Georges TSHILENGI SHAMBUYI, Administrateur;
- Mme Chimène POLIPOLI LUNDA, Administrateur;
- M. Jean ELONGO ONGONA, Administrateur;
- Mme Marie NYANGE NDAMBO, Administrateur.

Le Conseil est l'organe qui détermine l'orientation des politiques de la Banque, en supervise l'exécution et contrôle sa gestion. Il prend tout acte intéressant la Banque, notamment la définition et la mise en œuvre des politiques monétaire et de change, l'élaboration du budget et l'établissement des comptes annuels ainsi que la définition du statut des agents.

En vue de son bon fonctionnement, le Conseil a institué en son sein deux Comités, le Comité d'Audit et le Comité de Gouvernance, tous deux présidés et composés des Administrateurs.

Au cours de l'exercice 2022, le Conseil de la Banque a tenu 21 réunions sur des sujets aussi bien divers que variés ayant abouti notamment aux résolutions et décisions suivantes :

- L'approbation des états financiers de l'exercice clos le 31

décembre 2021, se soldant par une perte nette de CDF 1,0 milliard, après avoir pris connaissance des opinions respectives de l'Auditeur externe et du Collège des Commissaires aux comptes qui ont certifié les comptes annuels de la Banque;

- La recommandation au Gouverneur, de saisir la Ministre des Finances pour la prise en charge dudit déficit conformément aux dispositions de la loi organique;
- La recommandation au Gouverneur de charger l'Audit Interne d'examiner la consistance des réserves et de préconiser le cas échéant les mesures de correction pour éviter qu'elles ne reviennent au prochain exercice;
- L'approbation de la Charte du Comité d'Audit et de son chronogramme d'activités;
- L'approbation de la Charte du Comité de Gouvernance et de son chronogramme d'activités;
- La désignation de l'Auditeur général;
- L'entérinement de deux conventions conclues avec l'État et portant respectivement sur la régularisation des créances de la Banque sur l'État et sur la création du Comité de Stabilité Financière;
- La demande d'un audit de la Direction de la Caisse de retraite, par un cabinet externe de renommée internationale;
- La demande de la réévaluation des besoins de recapitalisation de la Banque en considération de l'application des normes IFRS;
- L'adoption de l'étude sur la recapitalisation de la Banque;
- L'évaluation des contentieux dans lesquels la Banque est impliquée en vue d'en assurer un provisionnement conséquent et d'en évaluer les risques;
- L'adoption d'une stratégie de paiement appropriée, en s'inspirant notamment des formules utilisées par les prestataires ayant conclu avec l'Etat des contrats de livraison des documents de sécurité, afin de minimiser le risque de retard de paiement dans le cadre du monopole en matière de production des documents de sécurité confié à la Banque Centrale;
- L'approbation du budget de la Banque pour l'exercice 2023, en équilibre, à hauteur de CDF 1.410.574 millions.

1 | 1 | 2 Activités du Comité d'Audit

Organe relevant du Conseil de la Banque, le Comité d'audit veille sur les procédures d'Audit, le système de contrôle interne et le cadre d'information financière et comptable de l'Institut d'Emission.

Suivant la décision n° 001 du 12 novembre 2021 du Conseil de la Banque, le Comité d'Audit est composé des administrateurs suivants :

- 1° Madame Marie NYANGE NDAMBO : Présidente ;
- 2° Madame Éliane MUNKENI KIEKIE : Membre ;
- 3° Monsieur Louis N'SA ELONGO ISEMOLI : Membre.

Conformément aux prescrits du Règlement Intérieur du Conseil de la Banque, le Comité d'Audit se réunit au moins quatre fois par an. Pour son bon fonctionnement, le Comité d'Audit a élaboré et obtenu l'approbation du Conseil, de sa Charte ainsi que des termes de référence régissant ses activités (qui décrivent la mission légale, le périmètre d'intervention ainsi que les diligences dévolues audit Comité).

Sur base du chronogramme d'activités établi et validé par le Conseil, le Comité d'Audit a tenu onze (11) réunions, dont 4 ordinaires, au cours de l'exercice 2022. Ces rencontres ont couvert l'essentiel des missions lui confiées par le Conseil, dont :

- **Le suivi du processus d'élaboration des informations comptables et financières** au travers des réunions avec l'Auditeur externe, les commissaires aux comptes, l'Audit Interne et autres entités de la BCC impliquées dans la préparation et la production de l'information comptable ;
- **Le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques** au travers des réunions sur les missions d'audit et la Gestion des Risques essentiellement (Validation du Guide méthodologique de la Gestion des Risques, cartographie des risques,...) ;
- **Le suivi de l'Audit Interne** par la validation et la soumission au Conseil de la Charte d'audit et des autres documents de fonctionnement de l'Audit ; l'accompagnement de l'Audit dans la résolution de ses difficultés ;
- Le suivi de l'Audit externe et du contrôle légal des comptes par les Commissaires Aux Comptes notamment par l'organisation du Recrutement du Cabinet d'audit Ernst & Young/ les échanges autour des observations

et conclusions des Auditeurs Externes ainsi que des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice.

1 | 1 | 3 Activités du Comité de Gouvernance

Institué par la décision N° 02 du 14 mars 2022 du Conseil de la Banque, le Comité de Gouvernance est composé de :

- 1° Monsieur Thomas BATETELE BOLEKI LINKA : Président ;
- 2° Monsieur Georges TSHILENGI SHAMBUYI : Membre ;
- 3° Madame Chimène POLIPOLI LUNDA : Membre.

Au cours de l'exercice 2022, le Comité de Gouvernance a tenu dix (10) réunions et réalisé plus de 60 % des activités reprises dans son programme.

Au nombre de ses réalisations figurent :

- La rédaction des termes de références et l'élaboration de sa charte ;
- La rédaction du code de conduite professionnelle et d'éthique de l'Administrateur ;
- La proposition d'un système d'autoévaluation du Conseil ;
- L'élaboration d'un programme de perfectionnement des Administrateurs ;
- La réalisation d'une mission de bons offices auprès de certains membres du Conseil de la Banque.

Certaines activités non réalisées en 2022 ont été, avec l'accord du Conseil, reportées à l'exercice 2023.

Au terme de son rapport, le Comité de Gouvernance a notamment formulé quelques recommandations au Conseil, à savoir :

- Le remplacement d'un Administrateur, membre du Comité, décédé ;
- L'adoption et l'exécution du programme de perfectionnement des membres du Conseil ;
- La fixation, à titre indicatif, d'un budget de fonctionnement du Conseil ;
- La révision du Règlement intérieur du Conseil ;
- L'adoption du code de conduite et d'éthique des dirigeants ;

- L'adoption de différentes politiques relatives aux missions de la Banque;
- La signature prompte des Procès-verbaux et autres actes du Conseil;
- La finalisation du dossier des avantages des Administrateurs;
- L'application stricte par les membres du Conseil des dispositions légales et réglementaires régissant le Conseil.

1 | 1 | 4 Gouverneur

La Banque Centrale est dirigée par le Gouverneur. Dans l'exercice de ses fonctions, ce dernier prépare et met en œuvre les résolutions du Conseil d'Administration. Il assure également la gestion courante de l'Institut d'émission et la mise en œuvre des politiques de la Banque. Il est, par ailleurs, assisté de deux Vice-Gouverneurs qui le remplace en cas d'absence ou d'empêchement.

Le Gouverneur et les Vice-Gouverneurs sont assistés d'un cabinet dont la composition est indiquée dans le chapitre suivant:

Dans l'exercice de ses fonctions, le Gouverneur est assisté d'un Comité de direction en ce qui concerne la mise en œuvre de la politique monétaire, l'octroi des crédits spéciaux, les décisions en matière d'agrément des établissements financiers assujettis au contrôle de la Banque, l'édiction des instructions, l'adoption du budget et les comptes annuels, les nominations et les promotions du personnel et l'organisation du régime complémentaire de retraite du personnel.

1 | 1 | 5 Collège des Commissaires aux Comptes

Le Collège des Commissaires aux comptes assure le contrôle des opérations financières de la Banque. A cet égard, il vérifie les livres, les caisses, le portefeuille et les valeurs de la Banque. Il contrôle la régularité et la sincérité des inventaires et certifie le bilan annuel et le tableau de formation des résultats. Le Collège des Commissaires aux comptes. Il est composé de trois personnes inscrites au tableau de l'Ordre des Experts-comptables. A fin décembre 2022, le collège des Commissaires aux comptes est composé de:

M. Augustin AKA LUNDEMVUKILA ;
M. Adolf TSHIPEPELE KAZADI ;
M. Cyprien BONGULUMATA LOKELE.

1 | 2 Cadres dirigeants de la banque

A fin 2022, les Cadres dirigeants de la Banque se présentent comme suit:

1 | 2 | 1 Haute Direction

Mme. MALANGU KABEDI MBUYI: Gouverneure
M. Dieudonné FIKIRI ALIMASI: Vice-Gouverneur ;

M. William PAMBU PAMBU: Vice-Gouverneur

1 | 2 | 2 Cabinet du Gouverneur

M. MWANA NKWARA : Directeur de Cabinet
M. Jephthé NSUMBU KIBIDIKILA : Conseiller en charge du Suivi de la politique monétaire des Relations avec le Gouvernement et les Institutions financières Multilatérales

M. KAVENA LUKAU : Conseiller en charge du Suivi de la Coopération régionale et des assistances techniques

M. Beni BUNGU LAB'NSIK : Conseiller en charge du suivi de la maintenance du système d'information et de l'implémentation des projets informatiques

Mme. Marie-Marthe LEBUGHE NKOBAFILI : Conseillère en charge des Questions de stratégie

M. Guy MBULA ea LOONDO : Conseiller en charge des Questions Juridiques

M. Georges WEMBI LOAMBO : Conseiller en charge du suivi des opérations bancaires et des marchés

M. Séraphin BAHARANYI NACIYIMBA : Conseiller en charge du Suivi de la circulation fiduciaire et des activités des entités provinciales

M. Benjamin KAKANDA SELEMANI : Conseiller en charge du suivi des statistiques et de la mise en cohérence des secteurs de l'économie

M. Francis BAZU DIFUANA : Conseiller en charge du suivi de la supervision bancaire et des institutions de micro-finance

M. Charles TSHIBANGU KALONJI BUKONDA : Conseiller en charge de l'Administration et des Opérations

1 | 2 | 3 Directions et Organes du Siègne

Direction des Analyses Économiques

M. NGONGA NZINGA Vincent : Responsable
M. DIFUMBA LUMUNA Alain : Responsable-Adjoint

Direction de la Recherche et des Statistiques

M. MUSA GALU Victor : Responsable
M. UMBA Gilles : Responsable-Adjoint

Direction de la Trésorerie

Mme PALUKU NDUSHIRE Rachel : Responsable
M. NGAMPURU BAZIA : Responsable-Adjoint

Direction des Opérations Bancaires et des Marchés

Mme MULENGEZI CHISHIBANJI : Responsable
Mme. DIMUMBE WENYI : Responsable-Adjoint
en charge des opérations bancaires
M. BAPEBABO ILUNGA : Responsable-Adjoint en
chargé des marchés

Direction du Suivi des Opérations de Change

Mme NKONDI NSALA Marcelline : Responsable
M. KALALA KANYINDA Gabriel : Responsable-
Adjoint

Direction de la Surveillance des Systèmes de Paiement

M. LUBOA NGOVO : Responsable
M. MANDA KAPEMBWA : Responsable-Adjoint

**Direction de la Surveillance des Intermédiaires
Financiers**

M. MUDIAYI MPINGA : Responsable
M. YUKI MAFUAKADI Roger : Responsable-
adjoint en charge du contrôle sur pièces
M. BEMBIDE GEKUSA : Responsable-adjoint en
charge du Contrôle sur place
M. MPUTU NZOU : Responsable-adjoint en charge
du contrôle permanent des activités de Microfinances

Direction des Agréments et de la Réglementation

M. KALUBI KAYEMBE : Responsable
M. MASWA KITENGA : Responsable-Adjoint

Direction des Ressources Humaines

M. TSHIANGALA NTITA : Responsable
M. LUBENZO KIATELAMA : Responsable-Adjoint

Direction de la Comptabilité et du Budget

Mme MUANJI BAPANGE : Responsable
M. LUBALA MBATI : Responsable-Adjoint

Direction de la Formation

M. DJAMBA TAMBWUE : Responsable
M. KUPAPA MOLA : Responsable-Adjoint

Direction des Services Généraux

M. MUKINAYI TSHIMANGA : Responsable
M. TAMBU MATUNGUL : Responsable-Adjoint en
charge de l'Administration
M. BIRHEGA MUHINDO : Responsable-Adjoint
en charge des Approvisionnements

Direction de l'Informatique

M. BOFALA BEKANGA : Responsable
M. PONGO NSIMBA : Responsable-Adjoint en
charge du Développement et de la Maintenance
M. LUTUMBA KABAMBA MUEHU :
Responsable- Adjoint en charge des Infrastructures
M. MBELU MUTOBA : Responsable-Adjoint en
charge des Données.

Direction Juridique

M. GERE KWAGALEME : Responsable
Mme KASONGO MUSEKA : Responsable-Adjoint

Direction de l'Audit Interne

M. LINDJANDJA BACHAMBALE SAIDI :
Auditeur Général
M. MAMBUKU NTIMASI : Superviseur du Collège
des Auditeurs
M. BIGHOSHI MUSIMWA : Responsable de la
Gestion des Risques

Direction de l'Inspection

M. MPUNGA TSHIYOMBO : Inspecteur Général
M. BASOKO BOWEYA : Inspecteur Général
Adjoint

Direction de l'Organisation et de la Planification

M. KABAMBA ILUNGA : Responsable
M. MPULA MBEL NGEYAYI : Responsable-
Adjoint

Direction de la Caisse de Retraite

M. MOKILI NABWENGE OSANGO :
Responsable
M. KAKESE OKIWA : Responsable-Adjoint

Direction de la Coordination des Entités Provinciales

M. MULAMBA MUSAFIRI : Responsable
Mme MUJINGA DIANGANA Hélène :
Responsable- Adjoint.

**Sous-Direction de la Sécurité SIEGE et Entités
Provinciales**

M. GAZAMBA GUYINDAMA GHABELL

Direction de l'Hôtel des Monnaies

Mme SHABANI ANIFA : Directeur Responsable

Direction de la Production

M. LYONZE MWILA : Responsable

Sous-Direction de la Production des Billets de banque

M. MBUYI ILUNGA : Responsable

Sous-Direction de la Production des Documents de Sécurité

M. CUNGU KILUNGA : Responsable

Direction Technique

M. MBANGU KASALUMUNA : Responsable

Direction Commerciale

Mme NDAYA ILUNGA : Responsable

Direction Financière

M. OKENDE NGONGO : Responsable

Sous-Direction de Contrôle et Sécurité de l'Hôtel des Monnaies

M. YANGUILE GAMA : Responsable

Directions provinciales

Direction Provinciale de Lubumbashi

M. MATONDO MBWANGI : Responsable

M. KALUMBA KASONGO Valère : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Mbuji-Mayi

M. KALOMBO NTUMBA : Responsable

M. KABWIKI BANZA Serge : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Kananga

M. LENGWE BIN KAUMBA : Responsable

M. LAVU TALA TULA : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Matadi

M. KUMBU BADIANGA : Responsable

M. EMUNGU OKENDE : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Bandundu

M. KAMPANGA KATEMBWE : Responsable

M. MANGANI MAWAKANI : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Mbandaka

M. MABAKU KINSUMUNA : Responsable

M. UMBA DIBWE : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Kisangani

M. SAIDI KIBANDWA : Responsable

M. LUMALIZA AMALI : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Bukavu

M. ILUNGA KAHIMBA : Responsable

M. RUYIMBASA MULUM'ODERWA :
Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Goma

M. YUMA BIN YUMA SERAPHIN : Responsable

M. MUSAFIRI KERAKABO : Responsable-Adjoint

Direction Provinciale de Kindu

M. SAKUNGU KAKOLA : Responsable

M. MORISHO AMUNDALA : Responsable-
Adjoint

Agences autonomes

Agence de Boende

M. BOTAKA BOKANGA : Chef d'Agence

Agence de Boma

M. MATOTA MBALA : Chef d'Agence

Agence de Bumba

M. TSHIBUYI LUKETE : Chef d'Agence

Agence de Gbadolite

M. KOYAKONZI AHONZIALA : Chef d'Agence

Agence d'Ilebo

M. TSHIBUABUA WA TSHIBUABUA : Chef
d'Agence

Agence d'Inongo

M. EBENGO IYUMBUTA : Chef d'Agence

Agence de Kalemie

M. KABANGE NGOIE : Chef d'Agence

Agence de Kamina

M. KABALA NSENGA : Chef d'Agence

Agence de Kasumbalesa

M. ONOYA KAHODI : Chef d'Agence

Agence de Kikwit

M. KABA NGALA MOBY : Chef d'Agence

Agence de Kongolo

M. MUYUMBA KAHOZI : Chef d'Agence

Agence de Zongo

M. BULAMBO MUKINGI : Chef d'Agence

Agence de Buta

M. KOMBO GBUKA : Chef d'Agence

Agence de Kolwezi

M. SANDUKU MUTOMBO : Chef d'Agence

2 | Activités de la banque

2 | 1 Gestion fiduciaire

2 | 1 | 1 Emissions et destructions des signes monétaires

Emissions monétaires brutes

Conformément à la programmation des émissions monétaires de l'exercice 2022, la valeur totale à émettre a été arrêtée à **1.188,7 milliards de CDF**. Cette valeur a été répartie entre le Siège et les Provinces à raison, respectivement de **309,1 milliards** et **874,7 milliards**.

Tableau III | 2 | 1 Evolution des émissions monétaires (en milliards de CDF)

Année	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2022	37,8	59,3	93,6	80	78	82,4	126,6	106,1	128	87,7	141,8	187,2	1 208,50
2021	19,7	13	32	29,5	37,6	100	247,1	41,2	124,5	1	92,1	36,3	773,9
Variation	18,1	46,3	61,6	50,5	40,4	-17,6	-120,5	64,9	3,5	86,7	49,7	150,9	434,6

Source : Banque Centrale du Congo.

En terme de réalisations, **1.208,5 milliards de CDF** ont été émis au cours de l'année 2022, dont **238,6 milliards** ont servi aux retraits au Siège et **970,0 milliards** aux paiements en provinces.

Tableau III | 2 | 2 Répartition des billets émis entre Siège et Entités Provinciales (en milliards de CDF)

Année	Pour compte	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2022	Siège	0,1	6,5	18,2	16,6	21,2	21,5	37,1	22,3	13	17	34	31	238,5
	Provinces	37,7	52,8	75,4	63,4	56,8	60,9	89,5	83,8	115	70,7	107,8	156,2	970
	Total	37,8	59,3	93,6	80	78	82,4	126,6	106,1	128	87,7	141,8	187,2	1 208,50
2021	Siège	12	13	15,9	12,1	17,9	28,5	20,1	41,2	25,7	1	6,7	20,3	214,2
	Provinces	7,7	0	16,1	17,4	19,7	71,6	22,7	0	98,9	0	85,4	16	559,7
	Total	19,7	13	32	29,5	37,6	100	247,1	41,2	124,5	1	92,1	36,3	773,9
Variation	Siège	-11,9	-6,5	2,3	4,5	3,3	-7	17	-18,9	-12,7	16	27,3	10,7	24,3
	Provinces	30	52,8	59,3	46	37,1	-10,7	-137,5	83,8	16,2	70,7	22,4	140,2	410,4
	Total	18,1	46,3	61,6	50,5	40,4	-17,6	-120,5	64,9	3,5	86,7	49,7	150,9	434,6

Source : Banque Centrale du Congo.

Les paiements en billets neufs aux guichets du Siège se sont accrus de **11,3% en 2022**. En outre, il sied de noter la prédominance des paiements en billets neufs en faveur des banques agréées, avec une proportion de **70,8%** au cours de l'exercice 2021 contre **85,4%** en 2021. Il en ressort que les banques demeurent le circuit privilégié pour la mise en circulation des billets neufs.

Tableau III | 2 | 3 Répartition des paiements en billets neufs aux guichets du Siège (en milliards de CDF)

Année	Pour compte	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2022	du Trésor	0	0				0,4	2,5	1,9	0,1				4,8
	de la BCC	0	3,4	4,3	4,2	2,7	5,6	12,6	0,5	7,7	3	6,7	12,7	63,4
	des Banques	0	2,9	13,8	12,3	18,5	15,5	21,8	19,9	5,1	13,9	27	18,3	169
2021	des Particuliers	0,1	0,2	0	0,1	0,1	0	0,2	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	1,2
	Total	0,1	6,5	18,2	16,6	21,2	21,5	37,1	22,3	13	17	34	31	238,6
	du Trésor	0	0	0	0	0	0	0	2,3	0	0	0	6	8,3
2021	de la BCC	0,7	0,6	0,8	0,6	2,6	5,5	1,3	3,7	3,3	0	0,7	2,4	22,2
	des Banques	11,1	12,4	15	11,5	15,2	22,7	18,8	35,2	22,4	1	6	11,9	183,2
	des Particuliers	0,2	0	0,1	0	0,1	0,3	0	0	0	0	0	0	0,7
Variation	Total	12	13	15,9	12,1	17,9	28,5	20,1	41,2	25,7	1	6,7	20,3	214,4
	du Trésor	0	0	0	0	0	0	0	-2,3	0	0	0	-6	-8,3
	de la BCC	-0,7	-0,6	-0,8	-0,6	-2,6	-5,5	-1,3	-3,7	-3,3	0	-0,7	-2,4	-22,2
Variation	des Banques	-11,1	-12,4	-15	-11,5	-15,2	-22,7	-18,8	-35,2	-22,4	-1	-6	-11,9	-183,2
	des Particuliers	-0,2	0	-0,1	0	-0,1	-0,3	0	0	0	0	0	0	-0,7
	Total	-12	-13	-15,9	-12,1	-17,9	-28,5	-20,1	-41,2	-25,7	-1	-6,7	-20,3	-214,4

Source : Banque Centrale du Congo.

Par ailleurs, hormis les coupures de 20.000 FC et 10.000 FC qui ont enregistré des taux d'exécution respectivement de **181,2%** et **146,2%**, les émissions monétaires ont été réalisées en deçà des prévisions pour toutes les autres coupures.

Tableau III | 2 | 4 Ventilation par coupure des émissions monétaires (en milliards de CDF, sauf indication contraire)

Coupure	Programmation		Réalizations		Ecart		Taux d'exécution (Valeur)
	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	
20 000 FC	211 980,00	10,6	384 101,90	19,2	172 121,90	8,6	181,20 %
10 000 FC	231 580,00	23,2	338 651,00	33,9	107 071,00	10,7	146,20 %
5 000 FC	239 975,00	48	161 183,50	32,2	-78 791,50	-15,8	67,20 %
1 000 FC	280 162,00	280,2	211 602,00	211,6	-68 560,00	-68,6	75,50 %
500 FC	186 431,00	372,9	93 555,00	187,1	-92 876,00	-185,8	50,20 %
200 FC	22 510,00	112,6	11 667,60	58,3	-10 842,40	-54,2	51,80 %
100 FC	9 379,00	93,8	4 774,40	47,7	-4 604,60	-46	50,90 %
50 FC	6 713,00	134,3	3 061,90	61,2	-3 651,10	-73	45,60 %
Total	1 188 730,00	1 075,40	1 208 597,30	651,3	19 867,30	-424	101,70 %

Source : Banque Centrale du Congo.

Emissions monétaires nettes

Durant l'année 2022, un montant de **579,3 milliards de CDF** a fait l'objet d'émissions de remplacement partant des émissions brutes de **1.208,6 milliards** et de l'encaisse des billets impropres stérilisés au cours de l'année sous examen après les opérations de comptage. Cette encaisse a porté sur

un montant de **266,3 milliards de CDF** au Siège et 363,0 milliards dans les Entités Provinciales.

Tableau III | 2 | 5 Evolution des émissions monétaires nettes (en milliards de CDF)

Rubrique	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Cumul
Emissions brutes	37,8	59,3	93,5	79,9	78,1	82,5	126,6	106,1	128	87,8	141,8	187,2	1208,6
Destructions	0	19,8	22,9	20,1	0,6	0	72,3	144	181,1	91,1	22,9	19,5	594,3
Emissions nettes au sens strict	37,8	39,5	70,6	59,8	77,5	82,5	54,3	-37,9	-53,1	-3,3	118,9	167,7	614,3
BIC/Siège	10,4	35,9	31,9	27,9	21,5	16,8	21,5	21,7	31,5	17,7	14,3	15,2	266,3
BIC/Entités Prov.	25,2	1,8	21,2	24,5	19,7	28,1	19,2	26,6	27	123,9	21,5	24,3	363
Emissions nettes au sens large	2,2	21,6	40,4	27,5	36,9	37,6	85,9	57,8	69,5	-53,8	106	147,7	579,3

Source : Banque Centrale du Congo.

2 | 1 | 2 Mouvements de fonds aux guichets du siège

Versements

Au cours de l'année 2022, les guichets du Siège ont enregistré un montant de **1.911,6 milliards de CDF** au titre de versements en hausse de **63,0%**. Cet accroissement est expliqué par l'amélioration de **58,2%** des versements des banques.

Il sied de relever que **93,5%** des versements enregistrés aux guichets Siège durant l'année 2022 représentent les versements des banques agréées, soit **1.787,3 milliards de CDF**.

Tableau III | 2 | 6 Evolution des versements (en milliards de CDF)

Année	Pour compte	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil/	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2022	du Trésor	4,3	9,6	7,2	4,1	7,7	5,1	11,9	7,8	5,1	5,8	6,6	18,8	94
	de la BCC	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	0,4	0,3	0,3	0,5	0,2	0,4	3,5
	des Banques	205,9	112,7	137,8	154,3	134,8	152,6	131	167	189,7	149,1	126	126,5	1787,3
	des Particuliers	0,6	0,9	4,8	0,8	2	0,9	0,7	1,9	0,8	0,3	11,1	1,9	26,8
	Total	211	123,4	150	159,5	144,7	158,9	144	177	195,9	155,7	143,9	147,6	1911,6
	du Trésor	1,8	2,9	2,3	2,4	3	2,7	2,7	2,6	3,6	2,4	2,8	4,9	34,1
	de la BCC	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1	0,2	0,4	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	2,5
	des Banques	103,6	49,8	76,1	63,4	64,4	82,1	76,4	89,8	133,1	178,9	103,2	108,9	1129,7
	des Particuliers	0,2	0,3	0,5	0,2	0,2	0,2	0,1	0,7	0,5	1,8	0,9	1	6,6
	Total	105,7	53,2	79	66,2	67,7	85,2	79,6	93,4	137,5	183,3	107,1	115	1172,9
Variation	du Trésor	2,5	6,7	4,9	1,7	4,7	2,4	9,2	5,2	1,5	3,4	3,8	13,9	59,9
	de la BCC	0,1	0	0,1	0,1	0,1	0,1	0	0	0	0,3	0	0,2	1
	des Banques	102,3	62,9	61,7	90,9	70,4	70,5	54,6	77,2	56,6	-29,8	22,8	17,6	657,7
	des Particuliers	0,4	0,6	4,3	0,6	1,8	0,7	0,6	1,2	0,3	-1,5	10,2	0,9	20,1
	Total	105,3	70,2	71	93,3	77	73,7	64,4	83,6	58,4	-27,6	36,8	32,6	738,7

Source : Banque Centrale du Congo.

La ventilation par coupure de ces versements renseigne que les coupures de 1.000 FC et 500 FC ont été, en valeur, les plus versées aux guichets du Siège avec des parts respectives de **32,4%** et **18,1%**.

Par ailleurs, d'une année à l'autre, toutes les coupures de 20.000 FC à 500 FC ont connu des accroissements de leurs versements.

Tableau III | 2 | 7 Ventilation par coupure des versements (en millions de CDF et en millions de billets)

Coupure	2021		2022		Variation	
	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
20 000 FC	323 532,70	16,2	375 545,50	18,8	52 012,80	2,6
10 000 FC	292 482,00	29,2	379 467,40	37,9	86 985,40	8,7
5 000 FC	84 934,50	17	182 082,70	36,4	97 148,20	19,4
1 000 FC	324 624,40	324,6	618 836,50	618,8	294 212,10	294,2
500 FC	135 679,70	271,4	346 497,40	693	210 817,70	421,6
200 FC	7 499,00	37,5	5 868,50	29,3	-1 630,50	-8,2
100 FC	2 633,70	26,3	2 244,10	22,4	-389,6	-3,9
50 FC	1 416,00	28,3	1 057,80	21,2	-358,2	-7,1
Total	1 172 802,00	750,5	1 911 599,90	1 477,90	738 797,90	727,4

Source : Banque Centrale du Congo.

Retraits

Les retraits aux guichets du Siège se sont chiffrés à 2.456,7 milliards de CDF, en augmentation de 63,6% par rapport à l'année 2021.

Cette progression s'explique principalement par l'accroissement de **147,8%** retraits en faveur du Trésor Public qui, avec une part de **61,4%** du total des retraits de l'année sous examen, soit **1.507,8 milliards de CDF**, ont été prépondérants.

Tableau III | 2 | 8 Evolution des retraits
(en milliards de CDF)

Année	Pour compte	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2022	du Trésor	69,3	82,8	135,8	118,7	135,2	128,6	144	139,1	89,6	118,6	144,5	201,6	1507,8
	de la BCC	7	9,8	9	12,9	9,5	11,7	16,5	9,7	9,1	10,6	9,8	20,7	136,4
	des Banques	25,9	66,3	81,3	42,9	65,3	51,8	64	88,9	68,2	51,3	85,9	109,7	801,4
	des Particuliers	0,5	0,5	1	0,7	0,8	1,5	1,1	1,2	0,9	0,3	1,5	1,1	11,1
	Total	102,7	159,4	227,1	175,2	210,8	193,6	225,6	238,9	167,8	180,8	241,7	333,1	2456,7
2021	du Trésor	8,5	5,4	9,2	20,1	15,2	7,3	16,7	87,8	115,8	104,7	76,6	141,1	608,4
	de la BCC	8,1	11,4	10,4	9	8,3	10,8	7,4	7,4	6,1	7,3	8,8	13	108
	des Banques	41,5	60,9	70,6	54	72,3	83,4	92	87,1	57,2	44,2	55,2	62,6	781
	des Particuliers	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,5	0,3	0,2	0,6	0,5	0,8	0,6	4,2
	Total	58,2	77,8	90,3	83,3	96	102	116,4	182,5	179,7	156,7	141,4	217,3	1501,6
Variation	du Trésor	60,8	77,4	126,6	98,6	120	121,3	127,3	51,3	-26,2	13,9	67,9	60,5	899,4
	de la BCC	-1,1	-1,6	-1,4	3,9	1,2	0,9	9,1	2,3	3	3,3	1	7,7	28,3
	des Banques	-15,6	5,4	10,7	-11,1	-7	-31,6	-28	1,8	11	7,1	30,7	47,1	20,5
	des Particuliers	0,4	0,4	0,9	0,5	0,6	1	0,8	1	0,3	-0,2	0,7	0,5	6,9
	Total	44,5	81,6	136,8	91,9	114,8	91,6	109,2	56,4	-11,9	24,1	100,3	115,8	955,1

Source : Banque Centrale du Congo.

Par ailleurs, les coupures de 1.000 FC, 10.000 FC, 20.000 FC et 500 FC ont été les plus sollicitées aux guichets du Siège avec des parts respectives de **33,5%**, **19,4%**, **19,2%** et **18,2%** du montant total retiré.

Tableau III | 2 | 9 Ventilation par coupure des retraits aux guichets du Siège
(en millions de CDF et en millions de billets)

Coupure	2021		2022		Variation	
	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
20 000 FC	348 925,90	17,4	470 633,80	23,5	121 707,90	6,1
10 000 FC	346 342,10	34,6	475 452,40	47,5	129 110,30	12,9
5 000 FC	111 096,00	22,2	230 564,10	46,1	119 468,10	23,9
1 000 FC	493 890,80	493,9	822 148,30	822,1	328 257,50	328,2
500 FC	188 261,60	376,5	445 945,00	891,9	257 683,40	515,4
200 FC	6 595,60	33	8 348,90	41,7	1 753,30	8,7
100 FC	3 854,40	38,5	2 143,30	21,4	-1 711,10	-17,1
50 FC	2 138,10	42,8	1 364,20	27,3	-773,9	-15,5
Total	1 501 104,50	1 058,90	2 456 600,00	1 921,70	955 495,50	862,8

Source : Banque Centrale du Congo.

2 | 2 | 2 Operations bancaires dénouées à la Banque Centrale du Congo

Il s'est observé une baisse des transactions dénouées par les banques agréées aux guichets de la Banque Centrale du Congo en 2022.

2 | 2 | 1 Transactions des banques aux guichets de la Banque Centrale du Congo

Le volume global des transactions des banques commerciales à la Banque Centrale du Congo s'est élevé à 27.068.162,7 millions de CDF. Comparé à l'année 2021, ce volume des transactions a connu une baisse de 24,2%, expliquée essentiellement par la baisse des opérations initiées par la Banque Centrale du Congo et de celles relatives au refinancement des banques aux guichets de cette dernière.

Tableau III | 2 | 10 Volume des transactions des banques effectuées aux guichets de la BCC
(en millions de CDF)

Rubriques	2018	2019	2020	2021	2022	Variation en %
Transactions effectuées via ATS	4 080 099,1	10 462 301,9	10 938 119,8	18 961 940,5	14 917 388,6	-21,3
Transactions initiées par les banques	187 021,2	325 941,1	806 166,2	9 135 428,2	14 431 944,4	58,0
dont pour compte du Trésor Public				7 945 972,3	12 752 764,6	60,5
Transactions initiées par la BCC	3 893 077,9	10 136 360,7	10 131 953,6	9 826 512,3	485 444,2	-95,1
Transactions effectuées en espèces	5 149 365,9	5 710 322,6	6 382 049,7	5 882 089,5	7 229 274,1	22,9
Retraits des espèces	2 699 272,3	2 989 531,2	3 468 632,8	2 719 124,5	3 257 591,7	19,8
Versements des espèces	2 450 093,5	2 720 791,3	2 913 416,9	3 162 965,1	3 971 682,4	25,6
Refinancement	173 500,0	25 000,0	2 038 429,6	10 859 146,5	4 921 500,0	-54,7
Facilités permanentes accordées	0,0	0,0	0,0	0,0	687 500,0	0,0
Prêts à court terme octroyés	173 500,0	25 000,0	2 038 429,6	10 859 146,5	4 234 000,0	-61,0
Prêts à moyen terme octroyés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transactions des banques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Volume des transactions	9 402 965,0	16 197 624,4	19 358 599,1	35 703 176,5	27 068 162,7	-24,2

Source : Banque Centrale du Congo.

2 | 2 | 2 Transactions des autres clients à la Banque Centrale du Congo

Virements bancaires effectués par la Banque Centrale du Congo

Au cours de l'année 2022, les virements bancaires ordonnés par les titulaires des comptes en les livres de la Banque Centrale du Congo se sont évalués à 12.655.245,10 millions de CDF, venant de 7.833.074,70 millions de CDF en 2021, soit une hausse de 61,6% par rapport à l'année précédente. Ces virements bancaires sont constitués à 93,4% des opérations sur les comptes de l'Etat.

Tableau III | 2 | 11 Volume des virements bancaires effectués aux guichets de la Banque Centrale du Congo (en millions de CDF)

Rubriques	2018	2019	2020	2021	2022	Variation en %
Virements bancaires ordonnés par l'Etat	4 820 547,0	2 924 356,9	5 792 871,5	7 424 023,9	11 815 074,2	59,1
Virements bancaires ordonnés par la BCC	50 788,3	55 966,2	73 026,8	272 006,0	245 841,9	-9,6
Virements bancaires ordonnés par autres clients	93 866,6	52 454,9	35 381,7	137 044,8	594 329,0	333,7
Total virements bancaires	4 965 202,0	3 032 778,0	5 901 280,0	7 833 074,7	12 655 245,1	61,6

Source : Banque Centrale du Congo.

Transferts effectués à la Banque Centrale du Congo

En 2022, les transferts des fonds effectués par les tiers en utilisant les guichets de la Banque Centrale du Congo, se sont chiffrés à 54.274,6 millions de CDF, soit une baisse de 1,9 % par rapport à 2021. Ces transferts de fonds sont constitués à 80,5 % des transferts payés en espèces.

Tableau III | 2 | 12 Volume des transferts effectués à la Banque Centrale du Congo (en millions de CDF)

Rubriques	2018	2019	2020	2021	2022	Variation en %
Transferts payés via la Compensation	27 269,9	24 850,8	39 736,3	21 527,1	10 567,6	-50,9
dont Transferts des Messageries financières	19 101,3	21 292,2	38 816,8	20 354,7	10 146,5	-50,2
Transferts payés en espèces	19 995,0	23 626,2	27 463,8	33 784,7	43 707,0	29,4
Total	47 264,9	48 476,9	67 200,1	55 311,8	54 274,6	-1,9

Source : Banque Centrale du Congo.

2 | 3 Gestion des réserves de change

Pour rappel, la mission de détenir et de gérer les réserves officielles de change de la République est conférée à la Banque Centrale du Congo par la Loi Organique n° 18/027 du 13 décembre 2018 portant organisation et fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, spécialement en ses articles 10 et 70.

2 | 3 | 1 Cadre fonctionnel et structurel

La Banque Centrale du Congo est responsable de la bonne tenue des avoirs en devises de la République Démocratique du Congo et en assure une bonne gestion, dont l'objectif principal est d'en préserver la valeur afin de répondre notamment aux besoins à court terme de couverture des dettes de l'Etat, de permettre à l'économie nationale de disposer de réserves de change liquides pour faire face à des chocs endogènes et exogènes. Cela passe par la maîtrise de ses sources d'accumulation des avoirs en devises afin de

mettre en place des mesures devant permettre d'atteindre le niveau adéquat des réserves de change que doit détenir la Banque Centrale du Congo.

En 2022, l'organisation générale de la gestion des réserves est toujours tenue par trois organes de la Banque Centrale du Congo repartis à trois niveaux de gestion, de la manière suivante :

- Niveau stratégique: Conseil de la Banque, présidé par le Gouverneur ;
- Niveau tactique: Comité de gestion des réserves de change ;
- Niveau opérationnel: Direction des Opérations Bancaires et des Marchés.

A partir d'avril 2022, l'entrée en vigueur du nouvel organigramme de la Banque Centrale du Congo, consacrant notamment la suppression de la Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires, impose le changement dans la direction du Comité de Gestion des Réserves de Change, CGRC en sigle, jadis présidée par le Directeur Général en charge de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires.

Aussi, avec l'entrée en fonction du Conseil de la Banque légalement constitué en juillet 2021, la revisitation des différents documents relatifs à la gestion des réserves de change en République Démocratique du Congo, à savoir: (i) Politiques en matière de gestion des réserves internationales, (ii) Instruction aux organes en charge de la gestion des réserves de change, (iii) Règlement Intérieur du Comité de Gestion des Réserves de Change, et (iv) le nouvel Ordre de service sur l'organisation du CGRC ; a-t-elle été lancée afin de les soumettre respectivement au Conseil et au Gouverneur de la Banque, pour validation.

2 | 3 | 2 Gestion des réserves de change par la banque centrale du Congo

En 2022, la gestion des réserves internationales avait été conduite selon les principes en la matière, en partant d'un Benchmark proposé, dans le respect des orientations et recommandations y relatives édictées par le Fonds Monétaire International, en l'absence de la Politique de Gestion adoptée par le Conseil de la Banque, ainsi que des Instructions signées par le Gouverneur de la Banque Centrale du Congo.

Ainsi, afin de se prémunir contre les risques de change et de contrepartie, l'essentiel des réserves de la Banque Centrale

du Congo est constitué en USD & EUR et les devises constitutives de ces réserves sont déposées auprès de la BRI.

Volume des avoirs extérieurs de la Banque Centrale du Congo

Les avoirs extérieurs détenus par la Banque Centrale du Congo se sont situés à 5 078,6 millions de USD à fin 2022. Il s'en est dégagé une accumulation des réserves de 935,4 millions par rapport à 2021, soit un accroissement de 22,6 %.

En 2022, les réserves internationales de la République Démocratique du Congo se sont établies à 4 382,9 millions de USD. Elles représentent 86,3 % des avoirs extérieurs de la République, le reste étant détenu en compte RME et sous forme de dépôts en garantie auprès des banques locales.

En 2022, les rachats des devises issues des recettes publiques, principale source des réserves de la République, ont constitué 67 % des recettes en devises de la Banque Centrale du Congo en 2022, contre 61 % en 2021. Aussi, les rachats nets auprès du Trésor public congolais (Rachats des recettes publiques encaissées en monnaies étrangères déduits des dépenses de l'Etat payées en devises) ont été positifs de 272,4 millions de USD en 2022.

Tableau III | 2 | 13 Evolution des réserves de la BCC
(en millions de USD sauf indication contraire)

Rubriques	2018	2019	2020	2021	2022	Variation en %
Avoirs extérieurs bruts	879,0	1 193,0	1 414,1	4 143,2	5 078,6	22,6
Reserves internationales	665,3	1 141,3	708,9	2 751,3	4 382,9	59,3
Reserves de change	647,8	1 058,9	669,7	1 999,9	3 465,7	73,3
Rachats nets auprès du Trésor public	-142,3	-1 086,5	-916,0	-21,0	272,4	-1 399,5

Source : Banque Centrale du Congo.

2 | 3 | 3 Allocation stratégique des réserves internationales

En 2022, les réserves internationales de la RDC étaient constituées à 81 % du Dollar américain contre 64 % en 2021. La détention majoritaire de dollar américain permet de prévenir la survenance du risque de change et de couvrir tous les besoins de l'Etat congolais et de la BCC exprimés en cette devise.

Tableau III | 2 | 14 Composition des réserves de la BCC
(en valeur relative)

Rubriques	Code ISO	2018	2019	2020	2021	2022
Dollar américain	USD	97 %	93 %	95 %	64 %	81 %
Droits de tirage spéciaux	XDR	2 %	5 %	3 %	35 %	18 %
Euro	EUR	1 %	2 %	2 %	1 %	1 %
Total		100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Source : Banque Centrale du Congo.

2 | 4 Système National de Paiement

L'exercice 2022 a été marqué par la poursuite des efforts de la Banque Centrale du Congo visant à soutenir le processus de digitalisation du secteur financier national tout en veillant au bon fonctionnement et à la sécurité du système national de paiement (SNP) conformément aux prescrits légaux assignés à la BCC. Dans ce contexte, elle s'est concentrée sur le processus de conception d'un cadre de travail pour la mise en place de la surveillance effective dont le but est d'établir les principes et les pratiques pour le contrôle, l'inspection et la supervision du SNP et se doter des capacités voulues pour assurer une telle responsabilité.

2 | 4 | 1 Surveillance des infrastructures des marchés financiers

En 2022, les infrastructures des marchés financiers ont fonctionné sans incident majeur à l'exception du système MULTIPAY qui a connu une migration de la plateforme de switching à la base de la forte contraction de son activité au dernier trimestre 2022.

Par ailleurs, l'environnement de la RDC est resté caractérisé par la cohabitation des switches monétiques. Dans ce contexte, les banques commerciales développent la forte appétence de lancer des systèmes régionaux intra réseaux, en vue d'échapper aux règles de fonctionnement contraignantes du réseau Swift.

Les évolutions ci-après, sur le front des infrastructures des marchés financiers, ont été notées :

Système ATS

Un changement de statut d'une banque commerciale a induit la réduction du nombre de participants de 16 à 15 d'une année à l'autre.

En termes de flux échangés par la clientèle, l'activité de l'ATS a enregistré une évolution contrastée dans son compartiment en charge de règlement des gros montants. En effet, le volume de transactions a atteint 113.591 ordres

de paiement pour une valeur de 57.916 milliards de CDF contre un volume de 99.057 ordres de paiement valorisé à 58.396 milliards en 2021. Cette baisse est expliquée par l'accroissement des rejets techniques observé en janvier, avril et octobre de l'année sous revue.

Le compartiment ACH a été également soumis à la même évolution en 2022. Les clients ont initié 144.757 ordres de paiement pour une valeur de 598 milliards de CDF contre un volume de 291.877 instructions de paiement pour une valeur de 554,64 milliards notée en 2021.

Tableau III | 2 | 15 Evolution des paiements dans le système ATS

Indicateurs	2020	2021	2022	Variation 2021 à 2022
Volume des transactions RTGS	107.933	99.057	113.591	14,67 %
Valeur des transactions RTGS (en milliards de CDF)	27.883	58.396	57.916	-0,82 %
Volume des transactions ACH	143.910	291.877	144.757	-50,41 %
Valeur des transactions ACH (en milliards de CDF)	448	554,64	598	7,82 %

Source : Banque Centrale du Congo.

Dépositaire Central des Titres (DCT)

Le DCT, géré par la Banque Centrale du Congo, est l'infrastructure utilisée pour la gestion des titres et fonctionne sous l'autorité de la Banque Centrale du Congo. Cette infrastructure conserve les types des titres de dette émis par la Banque Centrale elle-même pour son propre compte et pour compte du Trésor.

En termes de gestion des risques, le DCT a continué à fonctionner sur la base du principe de règlement contre livraison ayant permis de gérer le risque de contrepartie.

En terme d'activité, le DCT a pleinement joué son rôle par la conservation des titres représentant des encours de 188 milliards de CDF, 651,775 milliards, 208 milliards et 314 milliards respectivement des bons du Trésor, des obligations du Trésor, des Bons BCC et des Obligations du trésor en faveur de la BCC.

Système MULTIPAY

Au plan de la monétique, les transactions traitées par la plateforme de Multipay n'ont pas poursuivi leur tendance amorcée depuis plusieurs années et ont enregistré une forte régression à fin décembre 2022, en raison des faiblesses dans le processus de migration de sa plateforme.

Nonobstant la baisse de l'activité notée en 2022, le compartiment de transactions en monnaie nationale est resté plus vigoureux permettant la réalisation en volume d'un niveau d'activité supérieur à celui libellé en devise. En effet, les transactions en monnaie nationale ont atteint un volume de 308.053 opérations pour une valeur 30,1 milliards de CDF contre un niveau de 1.798.101 opérations traitées pour une valeur de 76,2 milliards enregistrés une année plutôt.

Pour leur part, les transactions en dollar ont atteint 44.801 ordres de paiement pour une valeur de 37,2 millions de USD contre un volume de 870.618 paiements effectués pour une valeur de 112,9 millions.

Tableau III | 2 | 16 Evolution des paiements dans le système MULTIPAY

Indicateurs	2020	2021	2022	Variation 2021 à 2022
Volume des transactions DAB et TPE (CDF)	270.054	1.798.101	308.053	-82,86 %
Valeur des transactions DAB/TPE (CDF)	20.323.545.580	76.192.339.804	30.059.544.185,34	-60,54 %
Volume des transactions DAB et TPE (USD)	229.971	870.618	44.801	-94,85 %
Valeur des transactions DAB/TPE (USD)	31.951.492	112.914.586	37 179 795,41	-67,07 %

Source : Banque Centrale du Congo.

Switch monétique national Mosolo

La BCC a continué d'assurer la gestion du switch monétique national sur la base de critère de transparence et d'accès non discriminatoire à la plateforme d'interopérabilité, pour impulser le changement dans le domaine de paiements digitaux. Cette plateforme compte 13 banques commerciales, 3 établissements de monnaie électronique dont l'intégration complète devrait s'achever en 2023, 1 Microfinance et 4 messageries financières.

SADC RTGS

Conformément aux engagements de la RDC au sein de l'organisation sous régionale SADC, la BCC a finalisé sa participation au système de paiement SADC-RTGS en novembre 2022. Une analyse approfondie des flux au premier trimestre 2023 permettra d'évaluer l'impact de cette participation sur la totalité des paiements transfrontaliers en provenance ou à destination de la RDC.

A fin décembre 2022, la RDC compte 3 participants au système SADC-RTGS en l'occurrence la BCC, la Rawbank et EQUITY-BCDC.

Surveillance des moyens de paiement

La monnaie électronique s'est imposée comme le principal instrument de paiement de détail. A fin décembre 2022, le secteur de la monnaie électronique a enregistré 37.327.085 portemonnaies électroniques contre 31.237.592 inscrits une année plutôt. Le taux d'actifs, c'est-à-dire les clients qui ont utilisé leur instrument de monnaie électronique au cours des 30 derniers jours, a progressé de 13,35 %, pour concerner 11.784.744 clients au terme de l'exercice 2022.

Quant aux cartes bancaires, le marché a émis près de 286.875 unités contre un niveau d'émission de 223.835 cartes en 2021. Relevons que la part des cartes prépayées s'est consolidée à fin décembre 2022 ressortant à 21.443 unités émises contre 16.975 cartes enregistrées en 2021. Les cartes prépayées sont utilisées dans la plupart de cas pour les transactions internationales.

Tableau III | 2 | 17 Cartes bancaires

Type de carte par fonction	2020	2021	2022	Variation 2021 à 2022
Carte de débit	142.555	168.399	217.484	29,14 %
Carte de crédit	13.914	17.738	22.681	27,86 %
Carte prépayée	13.729	16.975	21.443	26,32 %
Autres	96	20.723	25.267	21,92 %

Source : Banque Centrale du Congo.

En ce qui concerne l'utilisation des autres instruments de paiement, il y a lieu de relever les autres instructions de paiement via le circuit interbancaire en l'occurrence le système ACH. A ce titre, l'exercice 2022 reste dominé par le virement représentant plus de 87 % des échanges, suivi par le chèque avec 13 % des échanges. A ce jour, le prélèvement reste inutilisé dans la composante ACH et devrait faire l'objet d'un plan de déploiement dont les préalables devraient être identifiés au cours de l'exercice 2023.

A fin décembre 2022, il a été mis en circulation 1.361.131 cartes dont la répartition par technologie utilisée se présente comme suit : carte à bande magnétique (45,8 %), cartes sans contact (36,5 %), carte à puce (17,4 %) et des cartes virtuelles (0,3 %).

Tableau III | 2 | 18 Ventilation des cartes en circulation par technologie utilisée

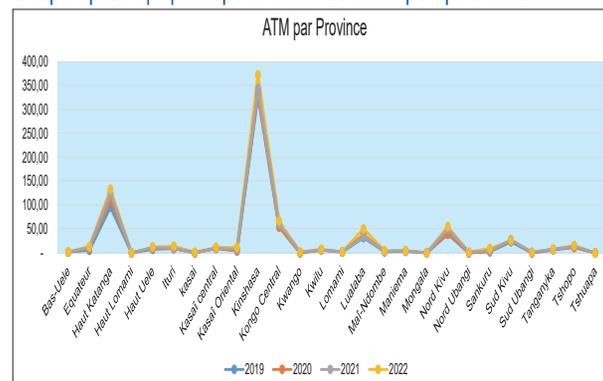
Ventilation des cartes par technologie utilisée	2019	2020	2021	2022
Cartes sans contact	155 070,00	184 960,00	747 778,00	497 438,00
Cartes à bande magnétique	424 716,00	431 783,00	496 631,00	623 029,00
Cartes à puce	260 812,00	245 560,00	209 541,00	236 707,00
Cartes virtuelles	98,00	9 581,00	1 677,00	3 957,00

Source : Banque Centrale du Congo.

Quant aux points d'accès des paiements (ATM et TPE), 817 ATM ont été recensés à fin 2022, sur l'ensemble

du territoire national. Relevons que cinq (5) provinces s'illustrent comme celles ayant la plus forte concentration des ATM, à savoir : Kinshasa (372), Haut-Katanga (133), Kongo Central (67), Nord Kivu (55) et Lualaba (50). Les provinces du Haut Lomami, de la Tshuapa et de la Mongala ne disposent d'aucun ATM en 2022.

Graphique III | 2 | 1 Répartition des ATM par province



Source : Banque Centrale du Congo.

Concernant les TPE, le nombre total de ces terminaux est de 10.580 unités. Les cinq(5) plus grandes concentrations des TPE par province sont réparties comme suit : Kinshasa (4.445), Kongo Central (1.405), Haut Katanga (1.366), Nord Kivu (919) et Sud Kivu (664). Les provinces du Kasai et de la Tshuapa ne disposent d'aucun TPE en 2022.

Surveillance des agrégateurs de paiement

La Banque Centrale du Congo a procédé à des activités de contrôle permanent des entités autorisées à fonctionner en tant qu'agrégateurs. A fin 2022, le système financier congolais compte 23 agrégateurs agréés offrant des services aux institutions financières.

2 | 4 | 2 Autres activités de surveillance

Dans le cadre de ses missions statutaires, la BCC a poursuivi le processus de déploiement du cadre d'exercice de l'activité de surveillance pour les infrastructures de marchés financiers opérant tant au niveau domestique que transfrontalier, les prestataires de services de paiement, les prestataires de services critiques et les instruments de paiement.

Dans ce cadre, la Banque a finalisé le projet d'instruction sur la surveillance des systèmes et instruments de paiement dont l'entrée en vigueur devrait intervenir au cours de l'exercice 2023. Ce projet d'instruction fixe les exigences et l'adoption des standards internationaux de surveillance nécessaires à la vérification de la conformité réglementaire par les entités du SNP.

Aussi, la Banque a initié un inventaire du système national de paiement qui vise à dresser les principales tendances de l'écosystème et les technologies utilisées dans le marché congolais des paiements. La BCC s'est appesantie sur l'élaboration de la cartographie des risques susceptibles d'affecter le SNP. Cette cartographie des risques identifie les vulnérabilités qui pourraient, en principe, provoquer ou faciliter la transmission des perturbations à travers et entre les systèmes, entraînant ainsi des dysfonctionnements dans les opérations et les activités. La cartographie sera suivie de l'évaluation systématique des entités du SNP désignées, l'examen des éventuels événements critiques susceptibles d'affecter le SNP, la probabilité d'occurrence de ces événements et l'anticipation de leur impact potentiel.

Quant à la surveillance des moyens de paiement, la Banque a collecté les données visant à établir les conditions tarifaires des entités offrant des services d'émission de la monnaie électronique. L'examen de ces données a fait ressortir le volet coût des services comme l'un des obstacles à un développement plus rapide des services financiers par monnaie électronique en RDC. D'où la nécessité de mettre en place une approche régulée pour créer les conditions d'une accélération de l'usage de la monnaie électronique en RDC.

2|5 Autres activités de la banque

2|5|1 Gestion courante

Dans le cadre de la gestion courante de la Banque, le Gouverneur a signé plusieurs Ordres de Services, dont les importants sont :

1. Ordre de Service n°049/22 du 08 mars 2022 relatif à l'institution d'un Comité d'Audit et désignation des membres. Le Comité d'Audit est composé des Administrateurs :

Madame Marie NYANGE NDAMBO ;
Madame Eliane MUNKENI KIEKIE ;
Monsieur Louis N'SA ELONGO ISEMOLI

2. Ordre de Service n°053/22 du 15 mars 2022 relatif à l'institution d'un Comité de Gouvernance et désignation des membres. Le Comité de gouvernance est composé des administrateurs :

Monsieur Thomas BATETELE BOLENKI,
Président
Madame Chimène POLIPOLI LUNDA, membre
Monsieur TSHILENGE MBUYI SHAMBUYI,
membre.

3. Ordre de Service n°072/22 du 08 avril 2022 relatif à l'organigramme général de la BCC. Ce nouvel organigramme présenté comporte les principales innovations, à savoir :

la suppression des deux Directions Générales chargées respectivement de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires, et de l'Administration et des Services Techniques en conformité avec la mise en place de deux Vice-Gouverneurs dans la Loi organique de la Banque ; et la création de nouvelles Directions et Cellules. Parmi les Directions créées, il y a lieu de citer : les Directions de Suivi des Opérations de Change, de la Formation, l'Inspection, Agrément et réglementation, Structure de suivi de réforme, la Cellule chargée de la Communication ainsi que Cellule chargée de la Passation des Marchés

4. Ordres de Service n°0106/22 du 20 juin 2022 et n°258/22 du 20 décembre 2022 relatifs à la désignation d'un Comité d'Administration Provisoire de AFRILAND FIRST BANK CD S.A

5. Ordre de Service n°0109/22 du 24 juin 2022 relatif à la désignation des Hauts Fonctionnaires de la Banque Centrale du Congo en qualité des membres du Comité de Direction.

6. Ordre de Service n°0120/22 du 22 juillet 2022 relatif à la désignation des membres du Secrétariat Technique du Comité de Stabilité financière.

2|5|2 Formation

Au cours de l'année 2022, un total de 27 actions de formation, dont 16 localement et 11 à l'étranger, a été réalisé. Ces formations ont connu la participation de 307 agents, cadres et cadres de direction, dont 277 pour les actions locales et 30 pour les actions à l'étranger.

Tableau III | 2 | 19 Personnel formé au pays

N°	Intitulé	Période	Lieu	Institution	Nombre
1	Politique des rémunérations	28 février au 04 mars	Kinshasa	CADICEC	22
2	Contrôle budgétaire et l'analyse des écarts	21 au 23 mars		Cabinet ONGUNDA	9
3	Anglais			CALI	22
4	Dynamics Nav.2016			BCC	10
5	contribution du Conseil d'Administration lors de l'approbation des états financiers et le commissariat au compte par les administrateurs et les gestionnaires des sociétés commerciales	26 au 27 avril		CPCC	5
6	Développement d'une méthodologie de contrôle sur place du risque de crédit	13 au 24 juin		AFRITAC/FMI	25
7	Management organisationnel et transformationnel d'une organisation	27 au 29 juin		REFEC	10
8	l'intégration de la notation des Banques dans le processus de surveillance et d'évaluation prudentielle dans le cadre de la mise en place du SREP	12 au 23 septembre		AFRITAC/FMI	41
9	Formation en faveur des Cadres de direction	26 au 29 septembre		BCC	10
10	Régime fiscal des charges d'exploitation de la BCC	27 septembre au 03 octobre		INADOF	12
11	Formation des « Chefs Secteur Sécurité	04 au 06 octobre		IPEA	19
12	Formation en faveur des Cadres de direction	03 au 06 octobre		BCC	21
13	Formation QPM	03 au 14 octobre		FMI	16
14	Renforcement de la qualité des données disponibles à la DSIF	24 au 28 octobre		BM	25
15	Utilisation de la plateforme Web SADC RTGS	08 au 11 novembre		BCC	15
16	Formation WEB ASP NET.MVC CORE	28 novembre au 09 décembre		Maison Oo2	15
Total					277

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau III | 2 | 20 Personnel formé à l'extérieur du pays

N°	Intitulé	Période	Lieu	Institution	Nombre
1	Marché des capitaux	18 octobre 2021 au 17 juin 2022	Paris, France	l'International Finance Corporation	1
2	Utilisation du système I.24/7	21 au 30 mars	Yaoundé au Cameroun		3
3	Fibre optique et le Monitoring avec NQMS	25 au 28 juillet	Abidjan, en Côte-d'Ivoire	MG Telecom	4
4	Refinancement des Institutions Financières et la gestion Optimale des Lignes de crédit	11 au 22 juillet	Abidjan, en Côte-d'Ivoire	PLURIEX	5
5	Microsoft Dynamics 365 Business Central	24 juillet au 05 août	Haguenuau, en France	EUROP TECH GROUPE	4
6	défis auxquels les Banques Centrales du COMESA sont confrontés en matière de supervision bancaire	25 au 29 septembre	Caire en Egypte	COMESA	2
7	séminaire sur l'analyse et la prévision macroéconomique	05 au 16 septembre	Maurice	IMA/FMI	2
8	séminaire sur l'Analyse de la Politique Monétaire	7 au 18 novembre	Maurice	IMA/FMI	1
9	séminaire sur l'utilisation des modèles DSGE pour les politiques budgétaires et monétaires	14 au 25 novembre	Maurice	IMA/FMI	1
10	l'Introduction aux Statistiques Monétaires et Financières	5 au 16 décembre	Maurice	IMA/FMI	3
11	Formation CITRIX	12 au 16 décembre	Casablanca, au Maroc	Burotop	4
Total					30

Source : Banque Centrale du Congo.

Accueil des stagiaires

En 2022, un effectif global de 814 étudiants a été admis en stage académique au sein de la Banque Centrale du Congo. Ils ont été répartis comme suit :

Tableau III | 2 | 21 Les entités organisationnelles d'affectation

ENTITES ORGANISATIONNELLES	NOMBRE DES STAGIAIRES AFFECTES
ANALYSES ECONOMIQUES	150
RESSOURCES HUMAINES	100
INFORMATIQUE	140
SURVEILLANCE DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS	35
OPERATIONS BANCAIRES ET DES MARCHÉ	190
RECHERCHE ET DES STATISTIQUES	81
JURIDIQUE	79
CAISSE DE RETRAITE	11
FORMATION	08
DIRECTION DES SERVICES GENERAUX	12
SURVEILLANCE DES SYSTEMES DE PAIEMENT	8
TOTAL	814

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau III | 2 | 22 Etudiants recommandes par les universités et instituts supérieurs suivants

UNIVERSITES	NOMBRE D'ETUDIANTS
UNIVERSITE PROTESTANTE AU CONGO	127
UNIVERSITE PEDAGOGIQUE NATIONALE	139
UNIVERSITE CATHOLIQUE DU CONGO	167
INSTITUT SUPERIEUR DU COMMERCE	-
INSTITUT SUPERIEUR D'INFORMATIQUE PROGRAMMATION ET ANALYSE	11
UNIVERSITE LIBRE DE KINSHASA	43
INSTITUT SUPERIEUR PEDAGOGIQUE	53
UNIVERSITE DE KINSHASA	46
UNIVERSITE WILLIAM BOOTH	08
ECOLE INFORMATIQUE DES FINANCES	20
UNIVERSAL WINDOWS PLATFORM	01
UNIVERSITE PANAFRICAINNE DU CONGO	01
INSTITUT FACULTAIRE DES SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	7
UNIVERSITE REVEREND KIM	37
INSTITUT SUPERIEUR DES TECHNIQUES APPLIQUEES	05
INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION	37
LEADERSHIP ACADEMIA UNIVERSITY	14
CYPRUS SCIENCE UNNERS	03
UFA	01
ESMICOM	04
CS LA BORNE	04
UNIVERSITE CATHOLIQUE CARDINAL MALULA	7
UNIVERSITE KONGO	2
UNIVERSITE DE LODJA	14
NEU	01
CEPROMAD	01
NEAR	01
MAPON	01
MAZENOD	02
BEL CAMPUS	01
UPS	01
ESPEG	01
FMP	04
UTT	02
UCU	01
UA	01
ISS	12
ISAM	02
ISPT	01
ISG	10
ISIA	03
ICAM	01
IPG	02
STI	01
SCOLL AUDIANCE	01
ESFC	02
ECOLE SEVIGNE	02
SAINTE FAMILLE	04
FAC MONT PLAISIR	04
TOTAL	814

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau III | 2 | 23 Les niveaux d'études des étudiants affectés

NIVEAU D'ETUDE	NOMBRE
L2	377
L1	16
G3	325
G4	02
M1	25
G1	02
G2	18
L3	26
M2	04
M3	02
1 ^e grade	01
2 ^e grade	03
4 ^{ème} humanité	05
6 ^{ème} humanité	07
Level 6	01
TOTAL	814

Source : Banque Centrale du Congo.

3 | Comptes de la banque

3 | 1 Comptes de la banque

Les comptes annuels de la BCC pour l'exercice 2022 ont été influencés par un environnement caractérisé par l'évolution des agrégats macro-économiques ci-après :

- Le taux d'inflation moyen de 8,4 % ;
- Le taux directeur de 7,5 % ;
- Le taux de change moyen du dollar américain par rapport au franc congolais de CDF 2.004,5.

En outre, la tenue des comptes de la Banque a enregistré les faits majeurs suivants :

- l'encaissement des ressources attendues du Trésor Public liées à la signature du Protocole d'accord et de son Avenant entre le Gouvernement et la BCC sur la régularisation des créances sur le Trésor Public ;
- les appuis à la balance des paiements reçus du FMI dans le cadre de la FEC ;
- la mise en œuvre de la réforme portant sur la constitution de la réserve obligatoire en monnaies étrangères par les banques commerciales.

La taille bilantaire de la Banque est passée de 12.731,1 milliards de CDF au 31 décembre 2021 à 15.346,2 milliards au 31 décembre 2022.

S'agissant du résultat d'exploitation de la Banque pour l'exercice 2022, il s'est chiffré à 316,6 milliards de CDF contre un résultat négatif de 1,9 milliard en 2021.

3 | 1 | 1 Bilan

Les comptes annuels de la Banque indiquent que le total bilantaire s'est chiffré à 15.346,2 milliards de CDF, en hausse de 20,5 % par rapport à 2021.

Actif

Du point de vue de l'actif, l'augmentation du bilan de la Banque est expliquée par les faits suivants :

- l'accroissement des avoirs et créances en or et en ME hors DTS, des avoirs et créances en MN, lesquels ont renseigné respectivement une hausse de 2.665,8 milliards de CDF et 2.590,3 milliards, d'une part ;
- la baisse des avoirs et créances en DTS auprès du FMI de

1.099,4 milliards de CDF et des autres actifs de 1.541,6 milliards, d'autre part.

L'accroissement des avoirs et créances en or et en ME résulte de l'effet combiné de l'augmentation des avoirs et créances en ME sur les non-résidents de 3.266,7 milliards et la baisse des avoirs et créances en ME sur les résidents de 600,9 milliards.

Quant aux avoirs et créances en MN, la variation est expliquée par l'élargissement des Titres de créance sur l'Etat en MN de 2.525,3 milliards de CDF et le concours aux établissements de crédit de CDF 65,0 milliards.

La baisse de 1.099,4 milliards de CDF qui s'observe dans les avoirs et créances en DTS est expliquée principalement par la conversion en dollars à la BRI de la quote-part de 510,8 millions de DTS reconnue au Trésor Public sur les allocations des DTS obtenues du FMI.

La diminution de 1.541,6 milliards de CDF des autres actifs s'explique à la fois par l'accroissement des immobilisations de 78,1 milliards, des avoirs et créances divers de 27,5 milliards ainsi que du poste de régularisations et suspens de 94,5 milliards et la diminution des autres actifs divers de 1.741,8 milliards.

Tableau III | 3 | 1 Actif du bilan de la Banque Centrale du Congo
(en millions de CDF)

ACTIF	Note	31/12/2022	31/12/2021	Variation
AVOIRS ET CREANCES EN OR ET ME HORS DTS	1	8 529 137	5 863 287	2 665 850
AVOIRS ET CREANCES EN OR	1.1	0	0	0
AVOIRS ET CREANCES EN ME	1.2	8 529 137	5 863 287	2 665 850
TITRES EN ME	1.3	0	0	0
AVOIRS ET CREANCES EN DTS	2	1 831 843	2 931 288	-1 099 445
AVOIRS ET CREANCES EN DTS AUPRES DU FMI	2.1	1 831 843	2 931 288	-1 099 445
AVOIRS ET CREANCES A VUE EN DTS AUPRES D'AUTRES IFNR	2.2	0	0	0
AVOIRS ET CREANCES EN MN	3	3 660 317	1 070 000	2 590 317
CONCOURS EN MN AUX ETABLISSEMENTS DE CREDIT	3.1	65 000	0	65 000
TITRES EN MN	3.2	3 595 317	1 070 000	2 525 317
AUTRES ACTIFS	4	1 324 929	2 866 554	-1 541 625
IMMOBILISATIONS	4.1	551 436	473 277	78 159
AVOIRS ET CREANCES DIVERS	4.2	155 718	128 194	27 524
REGULARISATIONS ET SUSPENS	4.3	198 378	103 829	94 550
AUTRES ACTIFS DIVERS	4.4	419 397	2 161 254	-1 741 857
TOTAL ACTIF		15 346 226	12 731 129	2 615 097

COMPTES HORS-BILAN (ACTIF)		31/12/2022	31/12/2021	Variation
Comptes hors bilan actif	12	15 278 072	13 113 716	2 164 356

Source : Banque Centrale du Congo.

Passif

Suivant les éléments du passif, la hausse du bilan de la Banque est expliquée par ce qui suit :

- l'augmentation des engagements en MN de 2.246,1 milliards de CDF, des engagements en or et en ME hors DTS de 359,8 milliards, des engagements en DTS de 633,8 milliards, des provisions pour risques et charges de 87,6 milliards, des fonds propres de 35,4 milliards et du résultat de l'exercice de 318,6 milliards ;
- la réduction des autres passifs de 1.066,1 milliards.

L'accroissement des engagements en MN est justifié par l'augmentation des billets en circulation de 751,9 milliards de CDF, des dépôts en MN de résidents de 1.396,2 milliards ainsi que des reprises de liquidités de CDF 98,0 milliards.

La variation des engagements en or et en ME hors DTS de 359,8 milliards de CDF résulte principalement de l'augmentation des dépôts de Pouvoirs Publics.

Quant aux engagements en DTS, la hausse de 633,8 milliards de CDF résulte principalement de l'augmentation des engagements envers le FMI.

La réduction des autres passifs de 1.066,1 milliards de CDF résulte de la diminution des postes des « engagements divers » et « régularisations et suspens », chiffrée respectivement à 322,6 milliards et 1.284,8 milliards, d'une part, et de l'augmentation des autres passifs divers de 541,3 milliards, d'autre part.

Tableau III | 3 | 2 Passif du bilan de la Banque Centrale du Congo
(en millions de CDF)

PASSIF	Note	31/12/2022	31/12/2021	Variation
ENGAGEMENTS EN MN	5	7 821 296	5 575 233	2 246
BILLETTS ET PIECES EN CIRCULATION	5.1	3 797 114	3 045 223	751
DEPOTS EN MN DES RESIDENTS	5.2	3 816 106	2 419 934	1 396
DEPOTS EN MN DES NON-RESIDENTS	5.3	76	77	
REPRISES DE LIQUIDITE	5.4	208 000	110 000	98
ENGAGEMENTS EN OR ET ME HORS DTS	6	510 296	150 497	359
ENGAGEMENTS EN OR	6.1	0	0	
ENGAGEMENTS EN ME	6.2	510 296	150 497	359
ENGAGEMENTS EN DTS	7	5 098 414	4 464 592	633
ENGAGEMENTS EN DTS ENVERS LE FMI	7.1	5 088 064	4 453 800	634
ENGAGEMENTS EN DTS Env. LES AUTRES IFNR	7.2	10 350	10 792	
AUTRES PASSIFS	8	1 123 468	2 189 590	-1 066
ENGAGEMENTS DIVERS	8.1	96 418	419 061	-322
REGULARISATIONS ET SUSPENS	8.2	430 037	1 714 858	-1 284
AUTRES PASSIFS DIVERS	8.3	597 013	55 671	541
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	9	144 802	57 215	87
FONDS PROPRES	10	331 369	295 984	35
RESULTAT DE L'EXERCICE	11	316 581	-1 981	318
TOTAL PASSIF		15 346 226	12 731 129	2 615

COMPTES HORS-BILAN (PASSIF)		31/12/2022	31/12/2021	Variation
Comptes hors bilan passif	12	15 278 072	13 113 716	2 164 356

Source : Banque Centrale du Congo.

3 | 1 | 2 Comptes des pertes et profits

Le résultat d'exploitation de la Banque, pour l'exercice 2022, s'est chiffré à 316,6 milliards de CDF contre un résultat négatif de 1,9 milliard en 2021.

Tableau III | 3 | Tableau de formation du Résultat
(en millions de CDF)

RUBRIQUES	Notes	31/12/2022	31/12/2021	Variation
1. Produits d'exploitation monétaire		267 389	155 248	112 141
2. Charges d'exploitation monétaire		80 227	168 783	-88 555
3. MARGE D'EXPLOITATION MONETAIRE (3)=(1)-(2)	1	187 162	-13 535	200 697
4. Produits d'exploitation bancaire		879 057	505 019	374 038
5. Charges d'exploitation bancaire		118 148	63 209	54 939
6. MARGE D'EXPLOITATION BANCAIRE (6)=(4)-(5)	2	760 909	441 811	319 098
7. Matières et Fournitures consommées		13 347	13 020	327
8. Services consommés		57 273	68 484	-11 211
9. VALEUR AJOUTEE (9)=(3)+(6)-(7)-(8)	3	877 451	346 773	530 678
10. Produits divers		9 474	6 178	3 295
11. Subvention d'exploitation		0	0	0
12. Reprises sur provisions exigibles		56 013	34 309	21 705
13. Charges diverses		96 608	68 307	28 301
14. Charges du Personnel		333 969	269 737	64 232
15. Dotation aux Provisions exigibles		143 600	55 255	88 346
16. RESULTAT BRUT D'EXPL. (16)=(9)+(10)+(11)+(12)-(13)-(14)-(15)	4	368 761	-6 040	374 800
17. Reprises s/Amort & Provisions N-exigibles		5 455	888	4 567
18. Dotation Amort & Provisions N-exigibles		49 633	40 193	9 440
19. RESULTAT COURANT D'EXPL. (19)=(16)+(17)- (18)	5	324 583	-45 344	369 927
20. Produits exceptionnels et hors-exploitation		14 800	44 815	-30 015
21. Charges exceptionnelles et hors-exploitation		22 802	1 452	21 350
22. RESULTAT EXCEPT. & H-EXPL.(22)=(20)-(21)	6	-8 002	43 363	-51 364
Résultat courant d'exploitation (19)		324 583	-45 344	369 927
Résultat exceptionnel et hors-exploitation (22)		-8 002	43 363	-51 364
23. RESULTAT DE LA PERIODE A AFFECTER (23)=(19)+(22)	7	316 581	-1 981	318 562

Source : Banque Centrale du Congo.

L'analyse par paliers du résultat au 31 décembre 2022 se présente comme suit :

- A fin décembre 2022, la marge d'exploitation monétaire est 187,2 milliards de CDF contre -13,5 milliards au 31 décembre 2021.

Cette variation s'explique par la baisse des charges d'exploitation monétaire qui sont passées, d'une année à l'autre, de 168,8 milliards de CDF à 80,2 milliards.

La marge d'exploitation bancaire de l'exercice 2022 s'est établie à 760,9 milliards de CDF. Comparé à l'exercice précédent, elle connaît une augmentation de 319,1 milliards.

Cette hausse s'explique par l'accroissement des produits d'exploitation bancaire avec une légère augmentation des charges d'exploitation bancaire :

- les produits d'exploitation bancaire de 879,1 milliards de CDF contre 505,0 milliards en 2021. La hausse observée est située principalement sur les postes « intérêts sur les comptes en ME », « commissions sur paiements du Trésor » et « redevance du suivi de change ».

- les charges d'exploitation bancaire ont connu une progression de 54,9 milliards de CDF, se situant à 118,1 milliards en 2022.

La valeur ajoutée s'est située à 877,5 milliards de CDF contre 346,8 milliards au 31 décembre 2021. Cette progression est consécutive à l'augmentation sensible des marges d'exploitation bancaire et monétaire.

Le résultat brut d'exploitation s'est établi 368,8 milliards de CDF contre -6,0 milliards au 31 décembre 2021. La formation de ce résultat s'analyse de la manière suivante :

- la valeur ajoutée de l'exercice 2022, soit 877,5 milliards de CDF est en progression de 530,7 milliards comparativement à l'exercice précédent ;
- les produits divers constitués des recettes issues des ventes d'imprimés de sécurité, d'imprimés ordinaires, de signes monétaires de collection, de publications et de prestations diverses ont enregistré une hausse de 3,3 milliards. Ils se sont établis à 9,5 milliards de CDF en 2022 contre 6,2 milliards en 2021 ;
- les reprises sur provisions exigibles sont en hausse de 21,7 milliards de CDF, venant de 34,3 milliards en 2021 ;
- les charges diverses ont connu une augmentation de 28,3 milliards de CDF, s'établissant à 96,6 milliards en 2022 ;
- les charges du personnel se sont établies à 333,9 milliards en 2022 contre 269,7 milliards en 2021.

Le résultat courant d'exploitation est passé de -45,3 milliards au 31 décembre 2021 à 324,6 milliards au 31 décembre 2022. Ce résultat se décompose de la manière suivante :

- résultat brut d'exploitation: 368,8 milliards en 2022 contre -6,0 milliards en 2021 ;
- reprises sur amortissements et provisions non exigibles: 5,5 milliards en 2022 contre 0,9 milliard en 2021 ;
- dotations aux amortissements et provisions non exigibles: 49,6 milliards de CDF en 2022 contre 40,2 milliards en 2021.

Le résultat exceptionnel est passé de 43,4 milliards au 31 décembre 2021 à -8,0 milliards au 31 décembre 2022.

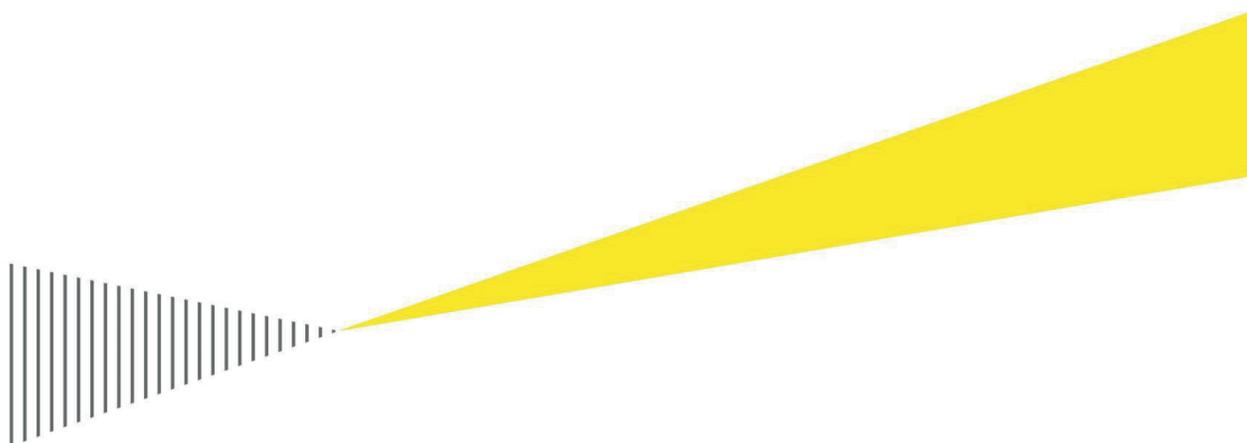
Le résultat de la période à affecter est passé de -1,9 milliard de CDF au 31 décembre 2021 à 316,6 milliards au 31 décembre 2022.

3|2 Opinion de l'auditeur externe sur les états financiers de la Banque Centrale du Congo

Banque Centrale du Congo (BCC)

Rapport de l'auditeur indépendant
sur les comptes annuels
de l'exercice clos le 31 décembre 2022

Le 29 août 2023





Ernst & Young RDC
2^{ème} étage, Immeuble Onze Treize
110, Boulevard du 30 juin
Gombe – Kinshasa
République Démocratique du Congo

Tel: +(243) 999 30 68 68
www.ey.com/cd

Au Conseil de la
BANQUE CENTRALE DU CONGO
« BCC »
563, Boulevard Colonel Tshatshi
Kinshasa/Gombe
République Démocratique du Congo

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre organisation, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2022 sur l'audit des états financiers annuels de la Banque Centrale du Congo tels qu'ils sont joints au présent rapport.

AUDIT DES ETATS FINANCIERS ANNUELS

Opinion avec réserves

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels de la Banque Centrale du Congo qui comprennent le bilan au 31 décembre 2022, le compte de résultat, le tableau de flux de trésorerie, ainsi que les notes annexes.

A notre avis, à l'exception des incidences éventuelles des points décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserves » de notre rapport, les états financiers annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la BCC à la fin de cet exercice conformément aux règles et méthodes comptables décrites dans le plan comptable de la banque.

Fondement de l'opinion avec réserves

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles s'élèvent à une valeur nette comptable de CDF 530 milliards au 31 décembre 2022.

La revue des comptes « Immobilisations en attente » et « Immobilisations à l'extérieur » de valeurs respectives de CDF 37,9 milliards et 43,6 milliards a mis en évidence les anomalies suivantes :

- Des actifs comptabilisés depuis 2017 dans les « Immobilisations en attente » et/ou en « immobilisation à l'extérieur » pour CDF 43,6 milliards et pour lesquels nous n'avons pas obtenu les pièces justificatives de leur existence et de leur valeur. Par ailleurs aucune provision n'a été comptabilisée pour tenir compte de la perte de valeur éventuelle de ces biens non utilisés depuis 2017.
- La non-obtention de documents justificatifs relatifs à des transactions sélectionnées pour un montant total de CDF 21,8 milliards. Ces actifs sont antérieurs à 2022.

Nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur l'existence et la correcte évaluation des « Immobilisations en attente » et « Immobilisations à l'extérieur ».

Nous avons effectué l'audit selon les normes internationales d'audit (ISA) conformément aux dispositions du Règlement N°01/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur indépendant relatives à l'audit des états financiers annuels » du présent rapport.



Nous sommes indépendants de La Banque Centrale du Congo conformément au code d'éthique des professionnels de la comptabilité et de l'audit édicté par le Règlement N°01/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit dans les pays membres de l'OHADA et celles qui encadrent l'auditeur indépendant et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note 4.1 des notes annexes relative à la situation des immobilisations non comptabilisées par la Banque Centrale du Congo.
- la note 101.1 relative à la situation du capital social non libéré à date.

Autre point

Les états financiers de la Banque Centrale du Congo pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états financiers une opinion sans réserve dans son rapport émis le 4 octobre 2022.

Responsabilités du Gouverneur et du comité d'audit de la banque relatives aux états financiers annuels

Le Gouverneur, assisté du Comité de Direction, est responsable de la préparation et de la présentation sincère des états financiers annuels conformément aux règles et méthodes comptables décrites dans le plan comptable de la banque, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

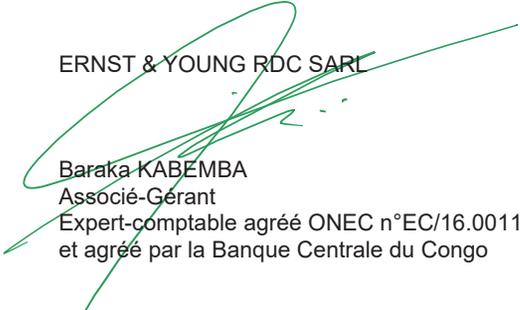
Il incombe au comité d'audit de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur indépendant relatives à l'audit des états financiers annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes « ISA » permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nos responsabilités pour l'audit des états financiers annuels sont décrites de façon plus détaillée dans l'annexe 1 du présent rapport de l'auditeur indépendant.

ERNST & YOUNG RDC SARI


Baraka KABEMBA
Associé-Gérant
Expert-comptable agréé ONEC n°EC/16.00112
et agréé par la Banque Centrale du Congo



Le 29 août 2023



Annexe 1

Responsabilités de l'auditeur indépendant relatives à l'audit des états financiers

Cette annexe fait partie intégrante de notre rapport de l'auditeur indépendant.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons des risques que l'état financier comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la banque ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la banque à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans l'état financier au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la banque à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu de l'état financier, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si l'état financier représente les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

ANNEXE - TABLEAUX

1 | Développement économique et évolution du secteur réel

Tableau I | 1 | 6 Contribution des différents secteurs à la croissance du Produit Intérieur Brut
(en points de croissance, aux prix de 2005)

Branches d'activité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Secteur primaire	3,2	5,5	2,0	0,4	2,2	4,7	0,77	3,09	3,41	7,18
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	0,8	0,8	0,8	0,5	0,3	0,3	0,49	0,39	0,37	0,36
Extraction	2,4	4,7	1,3	-0,2	2,0	4,4	0,28	2,70	3,04	6,82
Secteur secondaire	1,7	1,2	1,2	0,4	1,2	0,70	1,55	-0,82	0,50	0,42
Industries manufacturières	1,1	1,1	1,5	1,0	0,3	-0,1	0,69	-0,83	0,43	0,25
Bâtiment et travaux publics	0,6	0,0	-0,3	-0,7	0,8	0,8	0,85	-0,01	0,02	0,02
Electricité, gaz, vapeur et eau	0,1	0,0	-0,0	0,1	0,0	0,0	0,01	0,01	0,05	0,15
Secteur tertiaire	3,2	2,6	3,5	1,7	1,2	0,5	2,12	0,08	2,11	1,24
Commerce	1,2	0,7	1,5	0,9	0,7	0,3	0,59	-0,48	0,54	0,37
Transports et telecommunications	1,2	0,8	1,2	0,4	0,3	-0,2	0,54	1,16	1,22	0,59
Autres services hors adm. publique	0,6	1,0	0,7	0,3	0,2	0,4	0,75	-0,43	0,30	0,25
Services d'administration publique	0,2	0,3	0,1	0,1	-0,0	-0,0	0,30	-0,21	0,07	0,06
SIFIM	0,0	-0,1	-0,1	-0,0	-0,0	-0,1	-0,07	0,03	-0,02	-0,04
PIB au coût des facteurs	8,1	9,3	6,7	2,5	4,6	5,8	4,44	2,35	6,02	8,84
Taxes sur les produits	0,4	0,2	0,2	-0,1	-0,9	0,0	-0,05	-0,61	0,18	0,09
PIB aux prix constants	8,5	9,5	6,9	2,4	3,7	5,8	4,38	1,74	6,20	8,92

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 7 Parts relatives des composantes de la demande globale dans le PIB réel
(en pourcentage au PIB aux prix de 2005)

Composantes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Demande intérieure	125,2	122,0	116,4	112,7	116,1	134,3	123,0	126,5	146,2	154,7
Consommation	91,8	89,9	89,1	83,5	81,4	78,8	79,7	77,6	77,4	74,4
Investissements bruts	33,4	32,1	27,3	29,2	34,7	55,5	43,2	48,8	68,8	80,3
Demande extérieure nette	-25,2	-22,0	-16,4	-12,7	-16,1	-34,3	-23,0	-26,5	-46,2	-54,7
Exportations de biens et services	26,0	28,8	28,1	27,2	28,1	30,4	29,5	31,3	31,9	34,8
Importations de biens et services	-51,2	-50,8	-44,4	-39,8	-44,2	-64,6	-52,5	-57,8	-78,1	-89,6
Produit Intérieur Brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 8 Evolution de l'inflation (INS)
(en pourcentage, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Cible annuelle (a) *	3,70	3,50	4,20	40,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00
Inflation annuelle moyenne (b)	1,2	0,75	2,90	34,23	30,85	4,75	10,99	9,40	9,05
Inflation en cumul annuel (c)	1,03	0,81	11,24	54,71	7,23	4,59	15,76	5,28	13,13
Ecart (en points de pourcentage) (d) = (a) - (c)	2,67	2,69	-7,04	-14,71	-0,23	2,41	-8,76	1,72	-6,13

Source: Banque Centrale du Congo, sur base de données de l'Institut National de la Statistique.

* Il s'agit d'une cible de moyen terme.

Tableau I | 1 | 8 bis. Evolution de l'inflation (BCC)
(en pourcentage, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Cible annuelle (a) *	3,70	3,50	4,20	40,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00
Inflation annuelle moyenne (b)	1,2	1,37	5,87	53,46	20,14	4,38	14,11	10,12	6,98
Inflation en cumul annuel (c)	1,26	1,60	25,04	46,82	7,73	3,91	20,67	4,15	11,55
Ecart (en points de pourcentage) (d) = (a) - (c)	2,44	1,90	-20,84	-6,82	-0,73	3,09	-13,67	2,48	-4,55

Source: Banque Centrale du Congo.

* Il s'agit d'une cible de moyen terme

Tableau I | 1 | 9 Contribution annuelle à l'inflation par fonction de consommation (BCC)

Numéro	LIBELLES	FONCTIONS DE CONSOMMATION	Pondérations	Fin décembre		Contributions	
				2021	2022	En pts	En %
I.	Produits alimentaires et boissons non alcoolisées		52,32	135,92	152,52	6,65	57,46
II.	Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants		1,25	118,79	125,67	0,07	0,57
III.	Articles d'habillement et chaussures		6,38	129,68	143,53	0,68	5,85
IV.	Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles		11,71	123,01	140,85	1,60	13,81
V.	Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer		2,88	123,73	128,61	0,11	0,93
VI.	Santé		4,31	148,60	161,75	0,43	3,75
VII.	Transports		8,09	119,26	136,70	1,08	9,33
VIII.	Communications		0,86	129,10	141,13	0,08	0,68
IX.	Loisir et culture		1,26	123,72	137,63	0,13	1,16
X.	Enseignement		4,66	115,36	118,77	0,12	1,05
XI.	Restaurants et hôtels		3,14	120,77	126,14	0,13	1,11
XII.	Biens et services divers		3,14	126,87	147,58	0,50	4,30
INDICE GENERAL			100,00	130,60	145,68	11,55	100,00

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau I | 1 | 10 Contribution annuelle à l'inflation par fonction de consommation (INS)

FONCTIONS DE CONSOMMATION		Pondérations	Fin décembre		Contributions	
Numéro	LIBELLES		2021	2022	En pts	En %
I.	Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	70,02	281,33	313,93	7,69	58,53
II.	Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	2,16	205,46	222,98	0,13	0,97
III.	Articles d'habillement et chaussures	4,53	295,42	336,76	0,63	4,80
IV.	Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	3,80	663,00	764,85	1,30	9,92
V.	Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	3,61	229,17	263,54	0,42	3,18
VI.	Santé	1,96	342,40	399,70	0,38	2,88
VII.	Transports	4,42	235,05	292,23	0,85	6,48
VIII.	Communications	0,48	227,93	255,06	0,04	0,33
IX.	Loisir et culture	2,18	232,90	270,47	0,28	2,10
X.	Enseignement	1,03	321,81	330,09	0,03	0,22
XI.	Restaurants et hôtels	1,49	349,63	457,72	0,54	4,13
XII.	Biens et services divers	4,32	391,41	449,69	0,85	6,46
INDICE GENERAL		100,00	296,97	335,97	13,13	100,00

Source : Banque Centrale du Congo sur base des données de l'Institut National de la Statistique.

Tableau I | 1 | 11 Evolution mensuelle de l'inflation (INS)
(en pourcentage)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Taux mensuel 2022	0,47	0,41	1,41	1,03	1,05	1,31	0,96	1,09	1,53	0,89	0,83	1,42
Taux mensuel 2021	0,37	0,35	0,31	0,47	0,43	0,38	0,42	0,31	0,30	0,38	0,54	0,90
Taux en cumul annuel 2022	0,47	0,89	2,31	3,37	4,45	5,82	6,83	8,00	9,65	10,63	11,55	13,13
Taux en cumul annuel 2021	0,37	0,72	1,03	1,50	1,94	2,33	2,76	3,08	3,39	3,78	4,35	5,28

Source: Banque Centrale du Congo, sur base de données de l'Institut National de la Statistique.

* Il s'agit d'une cible de moyen terme

Tableau I | 1 | 11 bis Evolution mensuelle de l'inflation (BCC)
(en pourcentage)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Taux mensuel 2022	0,47	0,35	0,68	0,74	0,80	1,28	0,90	0,95	1,35	0,93	0,99	1,55
Taux mensuel 2021	0,47	0,25	0,26	0,34	0,41	0,35	0,35	0,17	0,30	0,27	0,37	0,54
Taux en cumul annuel 2022	0,47	0,82	1,51	2,26	3,08	4,39	5,34	6,34	7,78	8,78	9,85	11,55
Taux en cumul annuel 2021	0,47	0,71	0,98	1,32	1,74	2,10	2,46	2,63	2,94	3,21	3,60	4,15

Source: Banque Centrale du Congo.

* Il s'agit d'une cible de moyen terme

Tableau I | 1 | 12 Evolution des prix des produits pétroliers
(en CDF le litre)

Date de révision des prix	ESSENCE				PETROLE				GASOIL			FUEL OIL	GPI GAZ			JET A1	
	OUEST	EST	SUD	NORD (1)	OUEST	EST	SUD	NORD (1)	OUEST	EST	SUD	NORD (1)	OUEST	OUEST	OUEST	EST	SUD
2013																	
30 janvier	1 370,0	1 590,0	1 640,0	-	1 180,0	1 440,0	1 590,0	-	1 365,0	1 570,0	1 630,0	-	730,9	1 100,0	-	-	-
06 février	1 370,0	1 590,0	1 640,0	-	1 180,0	1 440,0	1 590,0	-	1 365,0	1 570,0	1 630,0	-	730,9	1 100,0	-	-	-
18 avril	1 370,0	1 590,0	1 640,0	-	1 180,0	1 440,0	1 590,0	-	1 365,0	1 570,0	1 630,0	-	887,3	1 100,0	-	-	-
09 août	1 400,0	1 590,0	1 640,0	-	1 180,0	1 440,0	1 590,0	-	1 390,0	1 570,0	1 630,0	-	683,7	1 100,0	-	-	-
20 novembre	1 400,0	1 590,0	1 640,0	-	1 180,0	1 440,0	1 590,0	-	1 390,0	1 570,0	1 630,0	-	683,7	1 100,0	-	-	-
2014																	
11 juillet	1 475,0	1 590,0	1 640,0	-	1 180,0	1 440,0	1 590,0	-	1 465,0	1 570,0	1 630,0	-	751,0	1 100,0	-	-	-
01 septembre	1 525,0	1 590,0	1 640,0	-	1 180,0	1 440,0	1 590,0	-	1 515,0	1 570,0	1 630,0	-	687,0	1 100,0	-	-	-
2015																	
26 janvier	1 440,0	1 500,0	1 440,0	-	1 100,0	1 350,0	1 400,0	-	1 430,0	1 480,0	1 430,0	-	466,1	1 050,0	-	-	-
2016																	
29 août	1 490,0	1 500,0	1 440,0	-	1 150,0	1 350,0	1 400,0	-	1 480,0	1 480,0	1 430,0	-	466,1	1 050,0	-	-	-
30 août	1 540,0	1 320,0	1 280,0	-	1 200,0	1 180,0	1 140,0	-	1 530,0	1 330,0	1 270,0	-	461,6	1 150,0	-	-	-
2017																	
25 février	1 615,0	1 380,0	1 340,0	-	1 250,0	1 230,0	1 200,0	-	1 605,0	1 390,0	1 330,0	-	659,6	1 200,0	-	-	-
10 mars	1 650,0	1 380,0	1 340,0	-	1 285,0	1 230,0	1 200,0	-	1 640,0	1 390,0	1 330,0	-	659,0	1 200,0	-	-	-
08 juin	1 730,0	1 420,0	1 400,0	-	1 340,0	1 260,0	1 255,0	-	1 720,0	1 430,0	1 390,0	-	703,9	1 250,0	-	-	-
2018																	
26 janvier	1 810,0	1 450,0	1 415,0	-	1 400,0	1 290,0	1 260,0	-	1 800,0	1 460,0	1 395,0	-	705,1	1 300,0	-	-	-
19 mars	1 890,0	1 510,0	1 485,0	-	1 465,0	1 350,0	1 320,0	-	1 880,0	1 520,0	1 465,0	-	706,2	1 350,0	-	-	-
29 avril	1 980,0	1 580,0	1 555,0	-	1 535,0	1 410,0	1 380,0	-	1 970,0	1 590,0	1 530,0	-	706,2	1 350,0	-	-	-
30 septembre	2 110,0	1 790,0	1 750,0	-	1 665,0	1 640,0	1 540,0	-	2 100,0	1 800,0	1 740,0	-	885,3	1 400,0	-	-	-
18 novembre	2 240,0	1 810,0	1 760,0	-	1 795,0	1 660,0	1 550,0	-	2 230,0	1 820,0	1 750,0	-	1 014,0	1 450,0	-	-	-
2020																	
07 mai	1 995,0	1 500,0	1 390,0	-	1 420,0	1 400,0	1 300,0	-	1 985,0	1 540,0	1 450,0	-	1 091,2	2 824,6	-	-	-
12 août	1 995,0	1 950,0	1 820,0	1 800,0	1 430,0	1 630,0	1 700,0	1 500,0	1 985,0	1 970,0	1 920,0	1 850,0	1 148,7	3 242,4	1 519,62	1 991,3	2 052,1
2021																	
28 juillet	1 995,0	2 150,0	2 100,0	1 880,0	1 430,0	1 860,0	1 870,0	1 550,0	1 985,0	2 110,0	2 260,0	1 900,0	1 301,9	3 242,4	1 575,4	2 416,1	2 277,2
2022																	
21 janvier	-	2 450,00	-	-	-	1 950,00	-	-	-	2 400,00	-	-	-	-	-	-	-
22 janvier	-	-	2 495,00	-	-	-	2 050,00	-	-	-	2 490,00	-	-	-	-	-	-
26 janvier	2 095,00	-	-	2 450,00	1 700,00	-	-	1 950,00	2 085,00	-	-	2 400,00	1 462,27	4 053,21	-	-	-
16 avril	2 195,00	2 650,00	2 695,00	-	1 800,00	2 150,00	2 250,00	-	2 185,00	2 650,00	2 690,00	-	-	-	-	-	-
30 mai	2 345,00	2 800,00	2 845,00	2800	1 950,00	2 300,00	2 400,00	2300	2 335,00	2 750,00	2 840,00	2750	-	-	1725,43	2566,1	2427,18
07 juillet	2 495,00	3 100,00	3 145,00	3100	2 100,00	2 600,00	2 700,00	2600	2 485,00	3 050,00	3 140,00	3050	1462,27	4053,21	1875,43	2866,1	2727,18
16 septembre	2 695,00	3 400,00	3 345,00	3400	2 300,00	2 750,00	2 850,00	2750	2 685,00	3 350,00	3 335,00	3350	-	-	2075,43	3016,1	2877,18
28 novembre	2 855,00	3 400,00	3 345,00	3400	2 450,00	2 900,00	3 000,00	2900	2 845,00	3 450,00	3 485,00	3450	-	-	2855,56	2952,64	3110,05

Source : Ministère de l'Economie et Commerce (Structure des prix des produits pétroliers).
(1) : A partir du 12 août 2020, création de la zone Nord par le Ministère de l'Economie.

Tableau I | 1 | 13 Contribution des différents secteurs au Produit Intérieur Brut
(Valeurs ajoutées en millions de CDF aux prix de 2005)

Branches d'activité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021(p)	2022(e)
Secteur primaire	3 850 312,1	4 357 309,9	4 564 150,9	4 603 663,6	4 849 291,9	5 383 386,8	5 477 271,8	5 868 579,8	6 307 307,8	7 289 096,9
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	1 623 832,3	1 700 798,4	1 780 002,3	1 838 031,4	1 867 631,5	1 897 024,4	1 956 662,5	2 006 207,5	2 053 374,4	2 102 398,3
Agriculture	1 562 980,1	1 624 998,6	1 699 109,5	1 751 841,8	1 781 700,3	1 812 154,3	1 868 838,6	1 926 082,8	1 980 689,9	2 027 763,8
vivrière	1 541 027,6	1 600 768,6	1 673 552,5	1 724 827,7	1 754 149,8	1 783 970,3	1 838 628,6	1 894 726,8	1 952 536,7	2 002 347,6
rente	21 952,5	24 230,0	25 557,0	27 014,1	27 550,5	28 184,0	30 210,0	31 356,0	28 153,2	25 416,2
sylviculture	58 097,9	72 938,7	77 816,8	83 021,1	82 667,4	81 508,1	84 360,9	76 557,6	69 010,2	70 864,3
élevage, pêche et chasse	2 754,4	2 861,1	3 076,0	3 168,5	3 263,8	3 361,9	3 463,0	3 567,1	3 674,3	3 770,1
Extraction	2 226 479,7	2 656 511,5	2 784 148,6	2 765 632,2	2 981 660,4	3 486 362,4	3 520 609,3	3 862 372,3	4 253 933,4	5 186 698,7
Secteur secondaire	1 444 709,1	1 551 625,9	1 672 750,0	1 713 350,6	1 843 837,4	1 923 817,3	2 111 770,7	2 007 621,3	2 072 609,6	2 130 361,6
Industries manufacturières	990 025,7	1 088 390,4	1 237 851,7	1 344 870,4	1 378 148,7	1 366 482,5	1 450 009,0	1 345 497,0	1 400 821,4	1 434 931,1
Industries alimentaires, boissons et tabac	814 907,6	922 882,5	1 044 717,0	1 142 128,9	1 158 376,9	1 138 128,3	1 206 360,2	1 126 501,9	1 178 716,7	1 207 983,9
Autres industries manufacturières	175 118,1	165 507,9	193 134,7	202 741,5	219 771,8	228 354,2	243 648,7	218 995,0	222 104,7	226 947,2
Bâtiment et travaux publics	390 908,0	395 452,1	370 176,5	297 717,7	391 201,1	478 975,4	582 205,9	581 353,9	587 865,0	608 730,5
Electricité, gaz, vapeur et eau	63 775,4	67 783,4	64 721,8	70 762,5	74 487,6	78 359,3	79 555,8	80 770,5	83 923,1	86 700,0
Secteur tertiaire	3 636 116,2	3 880 315,4	4 232 857,0	4 421 320,2	4 552 969,8	4 605 408,4	4 861 953,1	4 872 045,0	5 144 016,2	5 313 316,2
Commerce	1 350 938,3	1 415 698,1	1 569 026,6	1 669 686,1	1 749 343,7	1 780 599,5	1 852 713,8	1 792 231,0	1 862 043,9	1 912 840,0
Transports et télécommunications	1 150 781,0	1 220 218,4	1 339 108,5	1 386 116,7	1 422 861,3	1 402 765,7	1 468 162,5	1 615 436,3	1 773 124,1	1 853 737,8
Autres services hors adm. publique	835 326,1	926 120,3	997 374,1	1 028 076,9	1 049 135,3	1 100 546,6	1 191 994,7	1 137 795,3	1 176 791,1	1 211 545,0
Services d'administration publique	355 261,1	382 750,0	397 088,9	412 481,9	408 471,9	406 818,0	443 487,2	417 264,4	425 649,9	434 326,7
SIFIM	-56 190,2	-64 471,5	-69 741,1	-75 041,4	-76 842,4	-85 321,5	-94 405,0	-90 682,0	-93 592,9	-99 133,3
PIB au coût des facteurs	8 931 137,3	9 789 251,2	10 469 757,9	10 738 334,4	11 246 099,0	11 912 612,5	12 450 995,5	12 748 246,1	13 523 933,5	14 732 774,7
Taxes sur les produits	288 570,0	303 589,0	321 122,1	311 459,7	215 515,1	216 196,1	209 604,2	132 068,5	154 980,4	166 906,8
PIB à prix constants	9 219 707,4	10 092 840,2	10 790 880,0	11 049 794,1	11 461 614,2	12 128 808,6	12 660 599,7	12 880 314,6	13 678 914,0	14 899 681,5

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 14 Croissances sectorielles et globale de l'activité économique
(Variations en pourcentage, aux prix de 2005)

Branches d'activité	2018	2019	2020	2021	2022
Secteur primaire	11,01	1,74	7,14	7,5	15,6
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	1,57	3,14	2,53	2,4	2,4
Agriculture	1,71	3,13	3,06	2,8	2,4
vivrière	1,70	3,06	3,05	3,1	2,6
rente	2,30	7,19	3,79	-10,2	-9,7
sylviculture	-1,40	3,50	-9,25	-9,9	2,7
élevage, pêche et chasse	3,01	3,01	3,01	3,0	2,6
Extraction	16,93	0,98	9,71	10,1	21,9
Secteur secondaire	4,34	9,77	-4,93	3,2	2,8
Industries manufacturières	-0,85	6,11	-7,21	4,1	2,4
Industries alimentaires, boissons et tabac	-1,75	6,00	-6,62	4,6	2,5
Autres industries manufacturières	3,91	6,70	-10,12	1,4	2,2
Bâtiment et travaux publics	22,44	21,55	-0,15	1,1	3,5
Electricité, gaz, vapeur et eau	5,20	1,53	1,53	3,9	3,3
Secteur tertiaire	1,15	5,57	0,21	5,6	3,3
Commerce	1,79	4,05	-3,26	3,9	2,7
Transports et télécommunications	-1,41	4,66	10,0	9,8	4,5
Autres services hors adm. publique	4,90	8,31	-4,55	3,4	3,0
Services d'administration publique	-0,40	9,01	-5,91	2,0	2,0
SIFIM	11,03	10,65	-3,94	3,2	5,9
PIB au coût des facteurs	5,93	4,52	2,39	6,1	8,9
Taxes sur les produits	0,32	-3,05	-36,99	17,3	7,7
PIB aux prix constants	5,8	4,4	1,7	6,2	8,9

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 15 Contribution des différents secteurs à la croissance économique
(en points de croissance)

Branches d'activité	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Secteur primaire	0,4	2,2	4,7	0,8	3,1	3,4	7,2
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	0,5	0,3	0,3	0,5	0,4	0,4	0,4
Agriculture	0,5	0,3	0,3	0,5	0,5	0,4	0,3
vivrière	0,5	0,3	0,3	0,5	0,4	0,4	0,4
rente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,0	-0,0
Sylviculture	0,0	-0,0	-0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,0
Elevage, pêche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extraction	-0,2	2,0	4,40	0,28	2,7	3,0	6,8
Secteur secondaire	0,4	1,2	0,7	1,5	-0,8	0,5	0,4
Industries manufacturières	1,0	0,3	-0,1	0,7	-0,8	0,4	0,2
Industries alimentaires, boissons et tabac	0,9	0,1	-0,2	0,6	-0,6	0,4	0,2
Autres industries manufacturières	0,1	0,2	0,1	0,1	-0,2	0,0	0,0
Bâtiment et travaux publics	-0,7	0,8	0,8	0,9	-0,0	0,1	0,2
Electricité, gaz, vapeur et eau	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteur tertiaire	1,7	1,2	0,5	2,1	0,1	2,1	1,2
Commerce	0,9	0,7	0,3	0,6	-0,5	0,5	0,4
Transports et télécommunications	0,4	0,3	-0,2	0,5	1,2	1,2	0,6
Autres services hors adm. publique	0,3	0,2	0,4	0,8	-0,4	0,3	0,3
Services d'administration publique	0,1	-0,0	-0,0	0,3	-0,2	0,1	0,1
SIFIM	-0,0	-0,0	-0,1	-0,1	0,0	-0,0	-0,0
PIB au coût des facteurs	2,5	4,6	5,8	4,4	2,3	6,0	8,8
Taxes sur les produits	-0,1	-0,9	0,0	-0,1	-0,6	0,2	0,1
PIB aux prix constants	2,4	3,7	5,8	4,4	1,7	6,2	8,9

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 16 Contribution des différents secteurs à la croissance du Produit Intérieur Brut
(en pourcentage)

Branches d'activité	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Secteur primaire	59,6	80,1	17,7	178,1	54,9	80,4
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	7,2	4,4	11,2	22,5	5,9	4,0
Agriculture	7,3	4,6	10,7	26,1	6,8	3,9
vivrière	7,1	4,5	10,3	25,5	7,2	4,1
rente	0,1	0,1	0,4	0,5	-0,4	-0,2
Sylviculture	-0,1	-0,2	0,5	-3,6	-0,9	0,2
Elevage, pêche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extraction	52,5	75,6	6,4	155,5	49,0	76,4
Secteur secondaire	31,7	12,0	35,3	-47,4	8,1	4,7
Industries manufacturières	8,1	-1,7	15,7	-47,6	6,9	2,8
Industries alimentaires, boissons et tabac	3,9	-3,0	12,8	-36,3	6,5	2,4
Autres industries manufacturières	4,1	1,3	2,9	-11,2	0,4	0,4
Bâtiment et travaux publics	22,7	13,2	19,4	-0,4	0,8	1,7
Electricité, gaz, vapeur et eau	0,9	0,6	0,2	0,6	0,4	0,2
Secteur tertiaire	32,0	7,9	48,2	4,6	34,1	13,9
Commerce	19,3	4,7	13,6	-27,5	8,7	4,2
Transports et télécommunications	8,9	-3,0	12,3	67,0	19,7	6,6
Autres services hors adm. publique	5,1	7,7	17,2	-24,7	4,9	2,8
Services d'administration publique	-1,0	-0,2	6,9	-11,9	1,1	0,7
SIFIM	-0,4	-1,3	-1,7	1,7	-0,4	-0,5
PIB au coût des facteurs	123,3	99,9	101,2	135,3	97,1	99,0
Taxes sur les produits	-23,3	0,1	-1,2	-35,3	2,9	1,0
PIB aux prix constants	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 17 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par le produit
(en pourcentage du PIB à prix constants)

Branches d'activité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Secteur primaire	41,8	43,2	42,3	41,7	42,3	44,4	43,3	45,6	46,1	48,9
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	17,6	16,9	16,5	16,6	16,3	15,6	15,5	15,6	15,0	14,1
Agriculture	17,0	16,1	15,7	15,9	15,5	14,9	14,8	15,0	14,5	13,6
vivrière	16,7	15,9	15,5	15,6	15,3	14,7	14,5	14,7	14,3	13,4
rente	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Sylviculture	0,6	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	0,6	0,5	0,5
Elevage, pêche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extraction	24,1	26,3	25,8	25,0	26,0	28,7	27,8	30,0	31,1	34,8
Secteur secondaire	15,7	15,4	15,5	15,5	16,1	15,9	16,7	15,6	15,2	14,3
Industries manufacturières	10,7	10,8	11,5	12,2	12,0	11,3	11,5	10,4	10,2	9,6
Industries alimentaires, boissons et tabac	8,8	9,1	9,7	10,3	10,1	9,4	9,5	8,7	8,6	8,1
Autres industries manufacturières	1,9	1,6	1,8	1,8	1,9	1,9	1,9	1,7	1,6	1,5
Bâtiment et travaux publics	4,2	3,9	3,4	2,7	3,4	3,9	4,6	4,5	4,3	4,1
Electricité, gaz, vapeur et eau	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Secteur tertiaire	39,4	38,4	39,2	40,0	39,7	38,0	38,4	37,8	37,6	35,7
Commerce	14,7	14,0	14,5	15,1	15,3	14,7	14,6	13,9	13,6	12,8
Transports et télécommunications	12,5	12,1	12,4	12,5	12,4	11,6	11,6	12,5	13,0	12,4
Autres services hors adm. publique	9,1	9,2	9,2	9,3	9,2	9,1	9,4	8,8	8,6	8,1
Services d'administration publique	3,9	3,8	3,7	3,7	3,6	3,4	3,5	3,2	3,1	2,9
SIFIM	-0,6	-0,6	-0,6	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7
PIB au coût des facteurs	96,9	97,0	97,0	97,2	98,1	98,2	98,3	99,0	98,9	98,9
Taxes sur les produits	3,1	3,0	3,0	2,8	1,9	1,8	1,7	1,0	1,1	1,1
PIB aux prix constant	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 18 Contribution des différents secteurs au Produit Intérieur Brut
(en millions de CDF courants)

Branches d'activité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 (p)	2022 (e)
Secteur primaire	11 861 979,9	13 493 927,3	13 628 921,6	14 232 480,4	21 071 943,5	29 950 539,3	28 617 139,9	31 306 292,2	42 638 371,1	53 877 178,8
Agriculture, Sylviculture, Chasse et Pêche	5 804 886,3	6 167 208,5	6 450 068,6	6 978 142,6	10 969 692,2	14 577 353,2	16 580 795,0	18 832 886,0	20 969 845,0	23 422 138,6
Agriculture	5 572 388,3	5 873 448,9	6 203 304,2	6 702 671,5	10 544 749,2	14 028 207,4	15 948 008,4	18 191 575,9	20 333 051,2	22 688 415,1
Vivrière	5 494 122,5	5 785 871,2	6 115 548,75	6 605 460,6	10 391 392,0	13 823 003,7	15 702 943,9	17 909 252,5	20 055 795,6	22 407 031,9
Rente	78 265,8	87 577,7	87 755,42	97 210,9	153 357,2	205 203,7	245 064,5	282 323,4	277 255,6	281 383,2
Sylviculture	222 678,1	283 418,2	235 524,02	263 336,9	405 608,8	523 096,3	603 210,8	607 593,3	599 052,1	691 534,2
Élevage, pêche et chasse	9 819,9	10 341,4	11 240,43	12 134,2	19 334,2	26 049,5	29 575,8	33 716,8	37 741,7	42 189,2
Industrie extractive	6 057 093,6	7 326 718,8	7 178 852,97	7 254 337,8	10 102 251,3	15 373 186,1	12 036 344,8	12 473 406,2	21 668 526,1	30 455 040,3
Secteur secondaire	6 349 940,2	6 952 901,0	7 464 236,0	8 188 339,3	13 388 447,9	18 011 456,6	21 792 349,3	24 693 446,4	28 259 741,2	32 644 514,0
Industries manufacturières	4 623 444,0	5 167 796,6	6 014 081,6	6 852 323,8	10 849 621,5	14 057 288,7	16 617 421,0	17 126 489,9	19 513 313,7	22 471 713,2
Agro industrielles	3 883 780,6	4 459 077,8	5 177 956,19	5 932 477,8	9 307 232,0	11 961 059,2	14 125 460,3	14 640 449,5	16 755 541,6	19 303 895,4
Autres industries manufacturières	739 663,4	708 718,8	836 125,38	919 846,0	1 542 389,5	2 096 229,5	2 491 960,7	2 486 040,4	2 757 772,1	3 167 817,8
Batiments et Travaux publics	1 448 504,5	1 485 564,5	1 163 849,56	980 965,9	1 993 879,7	3 193 154,3	4 324 446,1	6 898 122,7	7 629 473,3	8 881 304,4
Electricité, gaz et eau	277 991,7	299 539,9	286 304,91	355 049,6	544 946,7	761 013,6	850 482,2	668 833,7	1 116 954,2	1 291 496,4
Secteur tertiaire	9 513 006,7	10 296 062,0	11 364 783,1	12 399 597,8	18 328 996,3	24 887 364,8	29 765 942,3	31 319 927,4	35 543 979,0	41 095 003,5
Commerce de gros et de détail	3 110 794,7	3 304 903,4	3 703 175,77	4 129 905,8	6 693 143,4	8 911 052,1	10 330 426,6	11 566 451,5	13 143 851,9	15 179 104,5
Transports et communications	2 985 169,9	3 208 974,4	3 582 392,00	3 859 941,4	4 766 172,0	6 238 320,1	7 128 199,2	8 083 828,9	9 274 479,4	10 822 920,4
Services marchands	2 027 802,5	2 279 221,3	2 514 884,15	2 716 312,2	4 287 753,1	5 881 942,3	7 097 366,4	7 519 222,7	8 506 256,0	9 843 810,6
Services non marchands	1 592 494,0	1 739 391,0	1 822 899,93	1 985 013,0	3 043 776,0	4 526 806,5	6 036 841,6	5 032 023,4	5 614 612,7	6 434 203,2
SIFIM	-203 254,4	-236 428,1	-258 568,8	-291 574,6	-461 848,2	-670 756,1	-826 891,4	-881 599,1	-995 221,0	-1 185 035,2
PIB au coût des facteurs	27 724 926,8	30 742 890,3	32 457 940,7	34 820 417,4	52 789 387,8	72 849 360,7	80 175 431,5	87 319 665,9	106 442 091,3	127 616 696,3
Droits et Taxes sur les produits	2 326 252,4	2 481 098,07	2 653 285,3	2 696 975,0	2 886 705,4	4 331 177,9	5 138 716,5	2 861 381,9	3 672 655,2	4 447 010,0
PIB aux prix du marché	30 051 179,2	33 223 988,4	35 111 226,0	37 517 392,4	55 676 093,2	77 180 538,6	85 314 148,0	90 181 047,8	110 114 746,4	132 063 706,3

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 19 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par le produit
(en pourcentage du PIB à prix courants)

Branches d'activité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Secteur primaire	39,5	40,6	38,8	37,9	37,8	39,3	33,5	34,7	38,7	40,8
Agriculture, Sylviculture, Chasse et Pêche	19,3	18,6	18,4	18,6	19,7	19,2	19,4	20,9	19,0	17,7
Agriculture	18,5	17,7	17,7	17,9	18,9	18,5	18,7	20,2	18,5	17,2
Vivrière	18,3	17,4	17,4	17,6	18,7	18,2	18,4	19,9	18,2	17,0
Rente	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2
Sylviculture	0,7	0,9	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,5	0,5
Élevage, pêche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Industrie extractive	20,2	22,1	20,4	19,3	18,1	20,1	14,1	13,8	19,7	23,1
Secteur secondaire	21,1	20,9	21,3	21,8	24,0	23,7	25,5	27,4	25,7	24,7
Industries manufacturières	15,4	15,6	17,1	18,3	19,5	18,5	19,5	19,0	17,7	17,0
Agro industrielles	12,9	13,4	14,7	15,8	16,7	15,7	16,6	16,2	15,2	14,6
Autres industries manufacturières	2,5	2,1	2,4	2,5	2,8	2,8	2,9	2,8	2,5	2,4
Batiments et Travaux publics	4,8	4,5	3,3	2,6	3,6	4,2	5,1	7,6	6,9	6,7
Electricité, gaz et eau	0,9	0,9	0,8	0,9	1,0	1,0	1,0	0,7	1,0	1,0
Secteur tertiaire	31,7	31,0	32,4	33,1	32,9	32,0	34,9	34,7	32,3	31,1
Commerce de gros et de détail	10,4	9,9	10,5	11,0	12,0	11,7	12,1	12,8	11,9	11,5
Transports et communications	9,9	9,7	10,2	10,3	8,6	8,2	8,4	9,0	8,4	8,2
Services marchands	6,7	6,9	7,2	7,2	7,7	7,7	8,3	8,3	7,7	7,5
Services non marchands	5,3	5,2	5,2	5,3	5,5	5,2	7,1	5,6	5,1	4,9
SIFIM	-0,7	-0,7	-0,7	-0,8	-0,8	-0,9	-1,0	-1,0	-0,9	-0,9
PIB au coût des facteurs	92,3	92,5	92,4	92,8	94,8	95,0	94,0	96,8	96,7	96,6
Droits et Taxes sur les produits	7,7	7,5	7,6	7,2	5,2	5,0	6,0	3,2	3,3	3,4
PIB aux prix du marché	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 20 Utilisation du Produit Intérieur Brut
(en millions de CDF aux prix de 2005)

Composantes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 (p)	2022 (e)
Demande intérieure	11 540 518,0	12 309 640,5	12 556 818,2	12 450 894,5	13 305 481,3	16 286 307,2	15 567 621,2	16 288 626,9	19 998 789,6	23 053 170,0
Consommation	8 463 528,9	9 084 945,8	9 635 918,2	9 277 569,5	9 327 143,1	11 078 824,4	10 577 856,6	9 999 472,1	10 584 883,7	11 089 494,6
Secteur public	1 251 500,1	1 312 213,2	1 346 200,0	947 726,4	636 494,0	701 166,8	747 175,6	777 963,9	947 149,0	1 157 256,4
Secteur privé	7 212 028,9	7 772 732,6	8 289 718,2	8 329 843,1	8 690 649,1	10 377 657,6	9 830 681,0	9 221 508,2	9 637 734,7	9 932 238,2
Investissements bruts	3 076 989,1	3 224 694,7	2 920 900,0	3 173 325,1	3 978 338,2	5 207 482,8	4 989 764,6	6 289 154,9	9 413 905,9	11 963 675,5
FBCF	3 060 724,0	3 224 694,7	2 920 900,0	3 172 325,1	3 978 336,9	5 206 456,0	4 960 714,0	6 232 736,6	9 349 759,1	11 939 100,2
Secteur public	705 181,0	806 173,7	457 200,0	348 255,5	312 479,5	311 559,6	359 247,6	373 132,2	577 143,1	1 186 960,3
Secteur privé	2 355 543,0	2 418 521,0	2 463 700,0	2 824 069,6	3 665 857,4	4 894 896,4	4 601 466,5	5 859 604,3	8 772 616,0	10 752 139,9
Variation des stocks	16 265,1	0,0	0,0	1 000,0	1,3	1 026,8	29 050,5	56 418,3	64 146,8	24 575,3
Demande extérieure nette	-2 320 810,7	-2 216 800,3	-1 765 938,2	-1 401 100,4	-1 843 867,1	-4 157 498,6	-2 907 021,5	-3 408 312,3	-6 319 875,7	-8 153 488,5
Exportations de biens et services	2 396 542,6	2 909 088,4	3 028 300,0	3 001 784,1	3 222 242,3	3 681 237,1	3 734 347,6	4 032 961,7	4 364 947,2	5 190 507,5
Exportations des biens	2 304 288,2	2 833 329,0	2 969 200,0	2 953 295,4	3 172 789,2	3 639 506,2	3 689 195,8	3 982 131,4	4 306 299,8	5 169 188,9
Produits miniers	1 981 223,4	2 443 792,2	2 574 900,0	2 557 775,2	2 768 643,7	3 237 288,7	3 269 088,9	3 586 435,6	3 950 022,7	4 816 149,0
Autres produits	323 064,8	389 536,8	394 300,0	395 520,2	404 145,4	402 217,5	420 106,9	395 695,8	356 277,2	353 039,8
Exportations des services	92 254,5	75 759,4	59 100,0	48 488,7	49 453,1	41 730,9	45 151,9	50 830,3	58 647,4	21 318,6
Importations de biens et services	-4 717 353,3	-5 125 888,7	-4 794 238,2	-4 402 884,5	-5 066 109,4	-7 838 735,8	-6 641 369,1	-7 441 274,0	-10 684 822,8	-13 343 995,9
Importations des biens	-3 894 596,0	-4 112 610,5	-4 028 177,5	-3 522 050,9	-4 035 627,4	-6 591 157,1	-5 663 240,1	-6 263 361,7	-8 987 536,0	-11 507 544,1
Consommations	-719 096,4	-753 567,7	-814 927,8	-1 006 161,7	-1 050 709,4	-1 143 896,1	-994 514,3	-698 813,9	-1 129 082,8	-1 327 044,1
Equipements	-1 805 988,2	-1 859 427,8	-1 685 815,3	-1 502 015,9	-1 712 212,1	-1 714 703,4	-1 371 152,1	-1 230 852,1	-1 910 077,2	-2 560 775,6
Intermédiaires	-1 369 511,4	-1 499 614,9	-1 527 434,4	-1 013 873,3	-1 272 706,0	-3 732 557,6	-3 297 573,8	-4 333 695,7	-5 948 376,0	-7 619 724,4
Importations des services	-822 757,3	-1 013 278,2	-766 060,7	-880 833,6	-1 030 482,0	-1 247 578,6	-978 129,0	-1 177 912,3	-1 697 286,8	-1 836 451,9
Produit Intérieur Brut	9 219 707,4	10 092 840,2	10 790 880,0	11 049 794,1	11 461 614,2	12 128 808,6	12 660 599,7	12 880 314,6	13 678 914,0	14 899 681,5

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 21 Croissance des différentes composantes de la demande globale
(en pourcentage)

Composantes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 (p)	2022 (e)
Demande intérieure	31 425 787,0	36 140 766,4	37 248 518,8	40 523 408,1	57 786 403,7	80 894 985,3	88 299 996,3	91 337 037,4	109 795 030,8	135 672 699,9
Consommation	24 861 881,2	28 186 017,6	30 558 945,4	33 995 405,9	43 874 240,7	64 995 053,7	70 729 940,3	69 150 442,7	79 489 995,1	115 208 769,4
Secteur public	2 459 701,0	2 764 823,0	4 083 731,0	2790527,7	3038146,0	4875953,0	5911543,0	6831789,9	9 097 456,0	12 367 328,9
Secteur privé	22 402 180,2	25 421 194,6	26 475 214,4	31204878,2	40836094,7	60119100,7	64818397,3	62318652,7	70 392 539,1	102 841 440,5
Investissements bruts	6 563 905,8	7 954 748,7	6 689 573,4	6 528 002,2	13 912 163,1	15 899 931,6	17 570 056,1	22 186 594,7	30 305 035,7	20 463 930,5
FBCF	6 532 886,8	7 915 846,8	6 624 177,4	6 439 828,2	13 793 049,3	15 739 021,4	17 352 683,3	21 892 947,0	29 908 348,5	19 928 047,7
Secteur public	617 054,0	1 927 552,0	1 746 314,9	1181643,1	1060253,9	1 349 607,0	2 036 238,0	2 212 325,2	3 798 101,9	8 543 697,5
Secteur privé	5 915 832,8	5 988 294,8	4 877 862,5	5258185,1	12732795,4	14 389 414,4	15 316 445,3	19 680 621,8	26 110 246,6	11 384 350,2
Variation des stocks	31 019,0	38 901,9	65 396,0	88174,0	119113,8	160 910,2	217 372,8	293 647,76	396 687,3	535 882,8
Demande extérieure nette	-1 374 607,8	-2 916 778,0	-2 137 292,8	-3 006 015,7	-2 110 310,6	-3 714 446,7	-2 985 848,3	-1 155 989,6	319 715,6	-3 608 993,6
Exportations de biens et services	10 952 411,2	11 691 156,8	9 684 064,1	8 987 832,4	19 626 113,6	25 124 988,5	22 068 778,1	25 796 245,0	44 470 753,8	60 086 278,9
Exportations des biens	10 680 107,0	11 399 897,9	9 523 545,7	8 887 353,8	19 467 596,3	24 938 731,4	21 819 085,9	25 530 316,7	44 135 158,0	59 945 652,7
Produits miniers	9 559 650,4	10 173 720,5	8 964 237,4	8696219,26	19256823,77	24 718 717,7	21 635 177,7	25250358,86	43 726 082,8	59 508 015,8
Autres produits	1 120 456,6	1 226 177,4	559 308,3	191134,58	210772,54	220 013,7	183 908,2	279957,89	409 075,2	437 636,9
Exportations des services	272 304,2	291 258,9	160 518,4	100478,58	158517,25	186 257,1	249 692,2	265928,25	335 595,8	140 626,2
Importations de biens et services	-12 327 019,0	-14 607 934,7	-11 821 357,0	-11 993 848,2	-21 736 424,1	-28 839 435,1	-25 054 626,4	-26 952 234,6	-44 151 038,2	-63 695 272,5
Importations des biens	-9 940 207,4	-11 756 200,0	-9 791 929,3	-9 589 064,2	-18 866 814,9	-24 293 546,3	-21 326 432,0	-21 968 989,6	-36 297 215,5	-53 848 151,7
Consommations	-2 255 855,8	-3 477 772,8	-2 603 773,5	-2781766,40	-6154016,09	-7 567 262,3	-6882000,91	-5367377,20	-9 485 341,2	-12 918 627,9
Equipements	-5 405 102,2	-6 897 624,7	-6 319 750,4	-6058749,57	-10889465,88	-11 554 304,9	-9664779,11	-9629617,69	-16 344 840,3	-25 392 481,8
Intermédiaires	-2 279 249,3	-1 380 802,5	-868 405,5	-748548,24	-1823332,92	-5 171 979,1	-4779652,00	-6971994,75	-10 467 033,9	-15 537 042,0
Importations des services	-2 386 811,6	-2 851 734,8	-2 029 427,6	-2404783,95	-2869609,25	-4 545 888,9	-3728194,37	-4983244,98	-7 853 822,7	-9 847 120,8
Produit Intérieur Brut	30 051 179,2	33 223 988,4	35 111 226,0	37 517 392,4	55 676 093,2	77 180 538,6	85 314 148,0	90 181 047,8	110 114 746,4	132 063 706,3

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 22 Contribution des différentes composantes de la demande globale à la croissance du Produit Intérieur Brut
(en points de croissance, aux prix de 2005)

Composantes	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Demande intérieure	7,7	26,0	-5,9	5,7	28,8	22,3
Consommation	0,9	15,3	-4,1	-4,6	4,5	3,7
Consommation publique	-2,8	0,6	0,4	0,2	1,3	1,5
Consommation privée	3,8	14,7	-4,5	-4,8	3,2	2,2
Investissements bruts	6,8	10,7	-1,8	10,3	24,3	18,6
FBCF	6,8	10,7	-2,0	10,0	24,2	18,9
Secteur public	-0,9	-0,0	0,4	0,1	1,6	4,5
Secteur privé	7,7	10,7	-2,4	9,9	22,6	14,5
Variation des stocks	-0,0	0,0	0,2	0,2	0,1	-0,3
Demande extérieure nette	-4,0	-20,2	10,3	-4,0	-22,6	-13,4
Exportations de biens et services	2,0	4,0	0,4	2,4	2,6	6,0
Exportations des biens	2,0	4,1	0,4	2,3	2,5	6,3
Produits miniers	1,9	4,1	0,3	2,5	2,8	6,3
Autres produits	0,1	-0,0	0,1	-0,2	-0,3	-0,0
Exportations des services	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,1	-0,3
Importations de biens et services	-6,0	-24,2	9,9	-6,3	-25,2	-19,4
Importations des biens	-4,6	-22,3	7,7	-4,7	-21,1	-18,4
Consommations	-0,4	-0,8	1,2	2,3	-3,3	-1,4
Equipements	-1,9	-0,0	2,8	1,1	-5,3	-4,8
Intermédiaires	-2,3	-21,5	3,6	-8,2	-12,5	-12,2
Importations des services	-1,4	-1,9	2,2	-1,6	-4,0	-1,0
Produit Intérieur Brut	3,7	5,8	4,4	1,7	6,2	8,9

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 23 Contribution des différentes composantes de la demande globale à la croissance du Produit Intérieur Brut

Composantes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Demande intérieure	116,9	88,1	35,4	-40,9	207,5	446,8	-135,1	328,2	464,6	250,2
Consommation	120,0	71,2	78,9	-138,4	12,0	262,5	-94,2	-263,2	73,3	41,3
Consommation publique	7,6	7,0	4,9	-153,9	-75,6	9,7	8,7	14,0	21,2	17,2
Consommation privée	112,5	64,2	74,1	15,5	87,6	252,9	-102,9	-277,3	52,1	24,1
Investissements bruts	-3,1	16,9	-43,5	97,5	195,5	184,2	-40,9	591,4	391,3	208,9
FBCF	-3,3	18,8	-43,5	97,1	195,7	184,1	-46,2	578,9	390,3	212,1
Secteur public	3,7	11,6	-50,0	-42,1	-8,7	-0,1	9,0	6,3	25,5	50,0
Secteur privé	-7,0	7,2	6,5	139,2	204,4	184,2	-55,2	572,6	364,8	162,2
Variation des stocks	0,1	-1,9	0,0	0,4	-0,2	0,2	5,3	12,5	1,0	-3,2
Demande extérieure nette	-17	12	65	141	-108	-347	235	-228	-365	-150
Exportations de biens et services	31,7	58,7	17,1	-10,2	53,5	68,8	10,0	135,9	41,6	67,6
Exportations des biens	35,2	60,6	19,5	-6,1	53,3	70,0	9,3	133,3	40,6	70,7
Produits miniers	34,0	53,0	18,8	-6,6	51,2	70,2	6,0	144,4	45,5	70,9
Autres produits	1,2	7,6	0,7	0,5	2,1	-0,3	3,4	-11,1	-4,9	-0,3
Exportations des services	-3,5	-1,9	-2,4	-4,1	0,2	-1,2	0,6	2,6	1,0	-3,1
Importations de biens et services	-48,6	-46,8	47,5	151,2	-161,0	-415,6	225,2	-364,1	-406,2	-217,8
Importations des biens	-21,1	-25,0	12,1	195,5	-124,7	-383,0	174,5	-273,1	-341,1	-206,4
Consommations	-7,6	-3,9	-8,8	-73,9	-10,8	-14,0	28,1	134,6	-53,9	-16,2
Equipements	1,3	-6,1	24,9	71,0	-51,0	-0,4	64,6	63,9	-85,1	-53,3
Intermédiaires	-14,9	-14,9	-4,0	198,4	-62,9	-368,7	81,8	-471,6	-202,2	-136,9
Importations des services	-27,5	-21,8	35,4	-44,3	-36,3	-32,5	50,7	-90,9	-65,0	-11,4
Produit Intérieur Brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 24 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par la demande globale
(en pourcentage du PIB aux prix de 2005)

Composantes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Demande intérieure	125,2	122,0	116,4	112,7	116,1	134,3	123,0	126,5	146,2	154,7
Consommation	91,8	89,9	89,1	83,5	81,4	91,3	83,5	77,6	77,4	74,4
Secteur public	13,6	13,0	12,5	8,6	5,6	5,8	5,9	6,0	6,9	7,8
Secteur privé	78,2	76,9	76,6	74,9	75,8	85,6	77,6	71,6	70,5	66,7
Investissements bruts	33,4	32,1	27,3	29,2	34,7	42,9	39,4	48,8	68,8	80,3
FBCF	33,2	32,0	27,1	29,2	34,7	42,9	39,2	48,4	68,4	80,1
Secteur public	7,6	8,0	4,2	3,2	2,1	2,6	2,8	2,9	4,2	8,0
Secteur privé	25,5	24,0	22,8	26,0	32,6	40,4	36,3	45,5	64,1	72,2
Variation des stocks	0,2	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,2	0,4	0,5	0,2
Demande extérieure nette	-25,2	-22,0	-16,4	-12,7	-16,1	-34,3	-23,0	-26,5	-46,2	-54,7
Exportations de biens et services	26,0	28,8	28,1	27,2	28,1	30,4	29,5	31,3	31,9	34,8
Exportations des biens	25,0	28,1	27,5	26,7	27,7	30,0	29,1	30,9	31,5	34,7
Produits miniers	21,5	24,2	23,9	23,1	24,2	26,7	25,8	27,8	28,9	32,3
Autres produits	3,5	3,9	3,7	3,6	3,5	3,3	3,3	3,1	2,6	2,4
Exportations des services	1,0	0,8	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,1
Importations de biens et services	-51,2	-50,8	-44,4	-39,8	-44,2	-64,6	-52,5	-57,8	-78,1	-89,6
Importations des biens	-42,2	-40,7	-37,3	-31,9	-35,2	-54,3	-44,7	-48,6	-65,7	-77,2
Consommations	-7,8	-7,5	-7,6	-9,1	-9,2	-9,4	-7,9	-5,4	-8,3	-8,9
Equipements	-19,6	-18,4	-15,6	-13,6	-14,9	-14,1	-10,8	-9,6	-14,0	-17,2
Intermédiaires	-14,9	-14,9	-14,2	-9,2	-11,1	-30,8	-26,0	-33,6	-43,5	-51,1
Importations des services	-8,9	-10,0	-7,1	-8,0	-9,0	-10,3	-7,7	-9,1	-12,4	-12,3
Produit Intérieur Brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 25 Utilisation du Produit Intérieur Brut
(en millions de CDF, à prix courants)

Composantes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Demande intérieure	31	36	37	40	57	80	88	91	109	135
Consommation	24	28	30	33	43	64	70	69	79	115
Secteur public	2	2	4	2790527,7	3038146,0	4875953,0	5911543,0	6831789,9	9	12
Secteur privé	22	25	26	31204878,2	40836094,7	60119100,7	64818397,3	62318652,7	70	102
Investissements bruts	6	7	6	6	13	15	17	22	30	20
FBCF	6	7	6	6	13	15	17	21	29	19
Secteur public	617	1	1	1181643,1	1060253,9	1	2	2	3	8
Secteur privé	5	5	4	5258185,1	12732795,4	14	15	19	26	11
Variation des stocks	31	38	65	88174,0	119113,8	160	217	293	396	535
Demande extérieure nette	-1	-2	-2	-3	-2	-3	-2	-1	319	-3
Exportations de biens et services	10	11	9	8	19	25	22	25	44	60
Exportations des biens	10	11	9	8	19	24	21	25	44	59
Produits miniers	9	10	8	8696219,26	19256823,77	24	21	25250358,86	43	59
Autres produits	1	1	559	191134,58	210772,54	220	183	279957,89	409	437
Exportations des services	272	291	160	100478,58	158517,25	186	249	265928,25	335	140
Importations de biens et services	-12	-14	-11	-11	-21	-28	-25	-26	-44	-63
Importations des biens	-9	-11	-9	-9	-18	-24	-21	-21	-36	-53
Consommations	-2	-3	-2	-2781766,40	-6154016,09	-7	-6882000,91	-5367377,20	-9	-12
Equipements	-5	-6	-6	-6058749,57	-10889465,88	-11	-9664779,11	-9629617,69	-16	-25
Intermédiaires	-2	-1	-868	-748548,24	-1823332,92	-5	-4779652,00	-6971994,75	-10	-15
Importations des services	-2	-2	-2	-2404783,95	-2869609,25	-4	-3728194,37	-4983244,98	-7	-9
Produit Intérieur Brut	30	33	35	37	55	77	85	90	110	132

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 26 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par la demande globale
(en pourcentage du PIB à prix courant)

Composantes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Demande intérieure	104,6	108,8	106,1	108,0	103,8	104,8	103,5	101,3	99,7	102,7
Consommation	82,7	84,8	87,0	90,6	78,8	84,2	82,9	76,7	72,2	87,2
Secteur public	8,2	8,3	11,6	7,4	5,5	6,3	6,9	7,6	8,3	9,4
Secteur privé	74,5	76,5	75,4	83,2	73,3	77,9	76,0	69,1	63,9	77,9
Investissements bruts	21,8	23,9	19,1	17,4	25,0	20,6	20,6	24,6	27,5	15,5
FBCF	21,7	23,8	18,9	17,2	24,8	20,4	20,3	24,3	27,2	15,1
Secteur public	2,1	5,8	5,0	3,1	1,9	1,7	2,4	2,5	3,4	6,5
Secteur privé	19,7	18,0	13,9	14,0	22,9	18,6	18,0	21,8	23,7	8,6
Variation des stocks	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4
Demande extérieure nette	-4,6	-8,8	-6,1	-8,0	-3,8	-4,8	-3,5	-1,3	0,3	-2,7
Exportations de biens et services	36,4	35,2	27,6	24,0	35,3	32,6	25,9	28,6	40,4	45,5
Exportations des biens	35,5	34,3	27,1	23,7	35,0	32,3	25,6	28,3	40,1	45,4
Produits miniers	31,8	30,6	25,5	23,2	34,6	32,0	25,4	28,0	39,7	45,1
Autres produits	3,7	3,7	1,6	0,5	0,4	0,3	0,2	0,3	0,4	0,3
Exportations des services	0,9	0,9	0,5	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,1
Importations de biens et services	-41,0	-44,0	-33,7	-32,0	-39,0	-37,4	-29,4	-29,9	-40,1	-48,2
Importations des biens	-33,1	-35,4	-27,9	-25,6	-33,9	-31,5	-25,0	-24,4	-33,0	-40,8
Consommations	-7,5	-10,5	-7,4	-7,4	-11,1	-9,8	-8,1	-6,0	-8,6	-9,8
Equipements	-18,0	-20,8	-18,0	-16,1	-19,6	-15,0	-11,3	-10,7	-14,8	-19,2
Intermédiaires	-7,6	-4,2	-2,5	-2,0	-3,3	-6,7	-5,6	-7,7	-9,5	-11,8
Importations des services	-7,9	-8,6	-5,8	-6,4	-5,2	-5,9	-4,4	-5,5	-7,1	-7,5
Produit Intérieur Brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I|1|27 Produit Intérieur BruT

Années	Estimations aux prix de 2005				Estimations à prix courants				Déflateur du PIB (2005 = 100)	Variation du dé- fateur du PIB (en %)
	en millions de CDF	en millions de USD	Indice (2005 = 100)	Variations annuelles (en %)	en millions de CDF	en millions de USD	Indice (2005 = 100)	ariations annuelles (en %)		
1990	8 186 454,9	17 279,0	144,4	-6,6	0,0000373	15 559,58	0,0000000	94,8	0,0000000	108,5
1991	7 497 155,4	15 824,1	132,2	-8,4	0,0007735	14 887,19	0,0000000	1 975,4	0,0000000	2 166,3
1992	6 709 954,0	14 162,6	118,3	-10,5	0,0293734	13 650,42	0,0000005	3 697,5	0,0000004	4 143,0
1993	5 803 258,9	12 248,8	102,3	-13,5	0,4479538	17 866,21	0,0000079	1 425,0	0,0000077	1 663,3
1994	5 578 636,5	11 774,7	98,4	-3,9	115,3692934	9 662,80	0,0020347	25 654,7	0,0020681	26 691,7
1995	5 618 637,8	11 859,2	99,1	0,7	659,5575702	9 368,04	0,0116323	471,7	0,0117387	467,6
1996	5 556 071,7	11 727,1	98,0	-1,1	4 818,7326349	9 601,95	0,0849855	630,6	0,0867291	638,8
1997	5 255 549,5	11 092,8	92,7	-5,4	12 983,8400118	9 885,31	0,2289893	169,4	0,2470501	184,9
1998	5 164 264,5	10 900,1	91,1	-1,7	16 620,2208301	10 344,58	0,2931222	28,0	0,3218313	30,3
1999	4 943 744,8	10 434,7	87,2	-4,3	86 223,5289069	21 460,37	1,5206797	418,8	1,7440934	441,9
2000	4 602 626,4	9 714,7	81,2	-6,9	494 251,7814340	22 650,39	8,7168627	473,2	10,7384727	515,7
2001	4 505 970,9	9 510,7	79,5	-2,1	2 341 846,2277081	11 334,25	41,3019291	373,8	51,9720675	384,0
2002	4 662 260,0	9 840,5	82,2	3,5	3 198 119,2920301	9 230,20	56,4035737	36,6	68,5959011	32,0
2003	4 932 264,5	10 410,4	87,0	5,8	3 824 458,6933104	9 443,13	67,4499974	19,6	77,5396110	13,0
2004	5 259 764,4	11 101,7	92,8	6,6	4 327 493,6419573	10 864,97	76,3217642	13,2	82,2754269	6,1
2005	5 670 065,0	11 967,7	100,0	6,1	5 670 065,0000000	11 967,70	100,0000000	31,0	100,0000000	21,5
2006	5 971 768,0	12 604,5	105,3	5,3	6 767 519,5454000	14 459,04	119,3552375	19,4	113,3252254	13,3
2007	6 345 569,5	13 393,5	111,9	6,3	8 648 878,5137204	16 739,32	152,5357913	27,8	136,2979088	20,3
2008	6 740 637,9	14 227,3	118,9	6,2	11 067 568,5144426	19 724,03	195,1929742	28,0	164,1917073	20,5
2009	6 933 087,5	14 633,5	122,3	2,9	15 101 187,9014711	18 725,46	266,3318304	36,4	217,8133188	32,7
2010	7 425 889,7	15 673,7	131,0	7,1	19 536 676,9254905	21 567,21	344,5582533	29,4	263,0887034	20,8
2011	7 936 395,2	16 751,2	140,0	6,9	23 759 424,6000000	25 841,18	419,0326672	21,6	299,3730034	13,8
2012	8 498 839,5	17 938,3	149,9	7,1	26 954 556,8000000	29 318,77	475,3835591	13,4	317,1557347	5,9
2013	9 219 707,4	19 459,9	162,6	8,5	30 051 179,2000000	32 676,03	529,9970847	11,5	325,9450438	2,8
2014	10 092 840,2	21 302,8	178,0	9,5	33 223 988,4618189	35 909,04	585,9542785	10,6	329,1837359	1,0
2015	10 790 877,9	22 776,1	190,3	6,9	35 111 225,9719369	37 917,71	619,2385091	5,7	325,3787716	-1,2
2016	11 049 794,1	23 322,6	194,9	2,4	37 517 392,3916505	37 134,86	661,6748202	6,9	339,5302393	4,3
2017	11 461 614,2	24 191,8	202,1	3,7	55 676 093,1273583	37 980,58	981,9304210	48,4	485,7613629	43,1
2018	12 128 808,6	25 600,1	213,9	5,8	77 180 538,6890554	47 568,21	1 361,1931907	38,6	636,3406437	31,0
2019 (p)	12 660 599,7	26 722,5	223,3	4,4	85 314 148,0143706	51 775,83	1 504,6414462	10,5	673,8555042	5,9
2020(p)	12 880 314,6	27 186,2	227,2	1,7	90 181 047,8030943	48 641,98	1 590,4764373	5,7	700,1463110	3,9
2021(e)	13 678 914,0	28 871,8	241,2	6,2	110 114 746,4358120	55 351,01	1 942,0367568	22,1	804,9962632	15,0
2022(e)	14 899 681,5	31 448,5	262,8	8,9	132 063 706,3456340	65 817,29	2 329,1391959	19,9	886,3525462	10,1

Source : Banque centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 28 Produit national brut et revenu national
(en millions de CDF courants)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021(e)	2022(e)
					2017(p)	2018(p)	2017(p)	2018(p)	2018(p)	2018(p)
Produit intérieur brut	30 051 179,2	33 223 988,4	35 111 226,0	37 517 392,4	55 676 093,2	77 180 538,6	85 314 148,0	90 181 047,8	110 114 746,4	132 063 706,3
Revenu des facteurs du reste du Monde	133 183,1	101 219,2	131 988,1	16 907,0	17 982,7	117 928,4	136 553,5	357 352,3	299 275,5	157 365,0
Revenu des facteurs au reste du Monde (-)	2 781 685,0	659 177,8	1 132 526,2	636 680,8	1 602 234,8	2 890 369,3	2 201 244,1	2 704 532,6	4 116 377,3	5 215 657,4
Revenu national brut (1)	27 402 677,5	32 666 029,9	34 110 687,8	36 897 618,6	54 091 841,0	74 408 097,7	83 249 457,4	87 833 867,5	106 297 644,7	119 624 896,2
Consommation de capital fixe (-)	901 535,4	996 728,4	1 075 494,8	1 247 784,9	1 810 998,3	2 494 502,3	2 575 856,5	2 863 229,8	3 182 664,8	3 209 717,5
Revenu national net	26 501 142,1	31 669 301,5	33 035 193,0	35 649 833,7	52 280 842,7	71 913 595,4	80 673 601,0	84 970 637,7	103 114 979,9	116 415 178,8
Transferts courants du reste du Monde	2 178 713,7	2 338 736,7	2 235 751,0	1 889 314,2	2 825 943,1	4 629 155,6	4 427 769,9	3 478 725,9	4 641 110,6	10 109 002,9
Transferts courants au reste du Monde (-)	1 014 678,5	457 808,5	471 858,9	541 455,3	999 884,8	1 823 506,7	1 958 469,0	1 923 618,5	2 171 020,1	5 457 403,9
Revenu National disponible	27 665 177,3	33 550 229,6	34 799 085,2	36 997 692,6	54 106 900,9	74 719 244,2	83 142 901,9	86 525 745,1	105 585 070,4	121 066 777,8
Consommation finale (-)	24 861 881,2	28 186 017,6	30 558 945,4	33 995 405,9	43 874 240,7	64 995 053,7	70 729 940,3	69 150 442,7	79 489 995,1	115 208 769,4
Épargne nette	2 803 295,9	5 366 544,5	4 678 818,9	11 113 878,9	10 281 349,2	10 693 831,5	12 412 961,6	17 375 302,4	26 030 076,0	5 858 008,4

Source : Banque centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I | 1 | 29 Evolution des indices d'activité économique et des prix à la consommation des ménages
(base 2015 = 100)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 ^(p)	2020 ^(p)	2021 ^(p)	2022 ^(e)
I. VOLUME DE PRODUCTION												
1. Production agricole, forêt, élevage, chasse et pêche	75,89	78,36	79,85	87,88	100,00	102,99	98,38	102,59	103,90	106,26	109,10	108,01
2. Production agricole	80,24	82,89	86,86	93,53	100,00	102,83	105,48	108,19	111,22	115,25	120,94	115,80
3. Production agricole vivrière	75,03	77,53	78,45	86,75	100,00	101,82	96,34	101,48	103,03	105,25	107,98	107,39
4. Production agricole de rente	72,72	75,15	74,73	83,75	100,00	101,38	92,29	98,51	99,41	100,83	102,25	103,66
5. Sylviculture	79,49	81,87	85,76	92,65	100,00	107,90	107,95	108,02	108,10	111,15	114,47	111,24
6. Elevage, pêche et chasse	79,69	82,01	85,39	92,38	100,00	108,29	94,54	97,26	100,08	102,11	105,11	102,43
7. Extraction	74,62	83,38	101,49	113,82	100,00	98,42	125,13	144,73	146,69	161,08	176,42	221,96
8. Extraction des métaux non ferreux	84,63	91,25	116,49	126,45	100,00	99,08	135,14	158,08	164,42	185,07	206,75	271,36
9. Autres produits d'extraction	51,15	64,92	66,31	84,23	100,00	96,87	101,68	113,46	105,13	104,85	105,34	106,20
10. Production de pétrole brut	103,77	103,61	101,26	101,39	100,00	95,03	91,37	101,76	98,96	105,93	102,52	103,33
11. Production manufacturière	117,73	110,33	100,46	102,92	100,00	99,16	96,08	96,55	102,44	104,65	108,31	112,84
12. Production industries alimentaires, boissons et tabacs	85,42	93,68	86,68	100,07	100,00	102,15	101,46	98,31	108,06	110,50	115,75	121,00
13. Production d'autres industries manufacturières	149,42	127,08	114,31	105,78	100,00	96,15	90,68	94,78	96,80	98,77	100,83	104,63
14. Production de ciment	114,51	103,62	112,00	82,56	100,00	63,50	225,59	293,08	346,78	322,00	408,61	532,24
15. Production d'eau	89,14	87,38	92,62	95,92	100,00	104,25	103,21	98,45	91,86	94,82	92,02	104,28
16. Production d'électricité	78,51	84,51	93,50	97,74	100,00	99,56	105,90	118,27	128,20	138,82	147,24	164,28
II. VOLUME DE CONSOMMATION												
1. Consommation d'eau	89,14	87,38	92,62	95,92	100,00	98,54	95,55	97,39	97,43	97,24	97,10	97,17
2. Consommation intérieure d'électricité	101,54	91,28	103,55	105,99	100,00	96,11	99,51	104,66	119,04	87,04	113,72	126,21
3. Consommation intérieure de ciment	105,60	96,79	105,78	79,63	100,00	57,78	221,56	288,67	236,30	318,44	386,39	599,61
4. Consommation des produits pétroliers	88,49	91,28	103,55	105,99	100,00	96,11	99,51	104,66	119,04	87,04	113,72	126,21
III. VOLUME D'ACTIVITE DE TRANSPORT												
1. Manutention dans les principaux ports	97,22	94,62	95,73	101,05	100,00	79,32	50,51	50,06	53,28	55,85	57,04	47,89
2. Trafic des marchandises et des personnes	75,67	87,53	88,38	95,50	100,00	106,11	136,10	140,25	148,59	152,67	162,10	169,78
IV. PRIX												
1. Indice des prix moyens à la consommation des produits pétroliers	88,49	86,71	95,32	105,22	100,00	82,80	84,23	109,89	118,91	121,32	118,96	159,42
2. Indice des prix de détail aux marchés de Kinshasa, B.C.C.												
3. Indice des prix de détail aux marchés de Kinshasa, IRES	72,07	77,65	86,94	96,00	100,00	105,53	117,12	128,04	132,12	137,05	147,36	154,04
4. Indice des prix de détail dans les magasins de Kinshasa, IRES	69,99	76,24	87,98	98,87	100,00	101,04	105,81	110,75	112,39	114,31	116,48	119,50
5. Indice de cours de pétrole brut sur le marché de New-York												
V. Indice de volume du P.I.B.	73,55	78,76	85,44	93,53	100,00	102,40	106,22	112,40	117,33	119,36	126,80	137,59

Source : Banque centrale du Congo sur base des données fournies par les structures contributrices.

Tableau I | 1 | 30 Production vivrière, élevage, sylviculture, pêche et chasse

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (p)	2020 (e)	2021 (e)	2022 (e)
I. CULTURES VIVRIERES																						
Céréales																						
Mais grains	1 169	1 155	1 155	1 243	1 320	1 401	1 488	1 580	1 678	1 782	1 893	1 938	1 986	2 035	2 086	2 138	2 191	2 245	2 301	2 186	2 234	2 241
Riz paddy	326	314	315	432	489	553	627	709	803	755	709	645	811	1 020	1 282	1 295	1 365	1 378	1 500	1 476	1 581	1 519
Millet & sorgho	41	43	43	42	43	43	43	44	44	45	45	46	46	46	46	46	47	48	48	48	49	48
Blé & orge	9	8	10	12	25	30	22	25	30	31	32	33	30	35	41	49	52	57	61	65	67	64
Racines et tubercules																						
Manioc tubercules	15 436	14 930	14 945	26 493	27 235	27 997	28 780	29 585	30 413	31 264	32 139	33 033	33 938	34 868	35 823	36 804	37 813	38 848	39 913	42 769	45 673	42 785
Patate douce	228	220	223	363	373	384	394	405	417	428	440	453	465	478	491	504	505	533	533	558	575	555
Taro	64	65	66	65	65	65	65	66	66	66	66	66	68	68	68	68	68	68	68	69	69	68
Pomme de terre	91	91	92	90	91	92	93	94	94	95	96	98	99	100	100	101	102	105	108	104	105	106
Oignons, ails...	50	51	50	59	71	148	178	130	148	158	163	168	175	190	205	211	228	246	266	274	282	274
Igname	87	84	85	80	81	83	85	87	89	91	93	95	98	100	103	106	110	113	116	115	118	116
Légumes et légumineuses																						
Haricots	114	107	108	186	193	200	207	214	222	230	238	247	248	249	250	251	252	253	253	260	264	259
Vandzou	9	9	9	8	8	9	9	9	9	10	10	10	10	11	11	11	12	12	12	14	14	13
Feuille de manioc	287	285	285	338	406	845	1 014	744	845	927	955	983	1 002	1 053	1 108	1 141	1 162	1 197	1 233	1 256	1 293	1 261
Tomates	45	44	45	53	64	133	160	117	133	141	145	150	158	169	181	187	197	211	226	233	240	233
Piments et poivre	30	30	31	37	44	92	110	81	92	100	103	106	109	120	132	146	161	178	196	216	223	212
Autres légumes	91	91	91	108	129	270	323	237	270	293	302	311	319	352	387	399	410	422	435	447	460	447
Oléagineux																						
Arachides	369	355	360	346	353	360	367	375	382	390	397	405	413	422	430	439	447	456	465	465	476	469
Soja	13	14	14	13	14	15	16	17	18	19	20	20	20	21	21	22	23	23	24	26	26	25
Noix de palme (palmier à huile)	1 085	1 052	1 065	1 262	1 515	3 156	3 787	2 777	3 156	3 487	3 592	3 699	3 739	4 184	4 683	4 824	4 844	4 864	4 869	5 293	5 452	5 205
Autres oléagineux	56	57	34	40	48	101	121	89	101	115	118	122	136	142	148	155	161	168	176	183	189	183
Fruits																						
Bananes plantains	481	486	486	360	468	608	791	1 028	1 336	1 737	2 258	2 935	3 815	4 960	5 551	5 718	5 779	5 952	5 977	4 867	4 884	5 243
Bananes douces	313	313	314	632	650	668	687	706	726	746	767	789	810	832	855	879	903	927	953	806	807	855
Autres fruits	861	857	863	680	686	692	698	703	709	715	722	728	734	741	747	754	761	783	787	751	752	763
II. ELEVAGE																						
Bovins (en milliers de têtes)	927	765	688	560	594	630	667	707	750	795	842	893	947	1 003	1 064	1 127	1 195	1 267	1 343	1 344	1 490	1 392
Ovins (en milliers de têtes)	909	897	888	899	900	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	910	910	911	911	914	916	914
Caprins (en milliers de têtes)	4 165	4 004	3 964	4 016	4 022	4 028	4 034	4 040	4 046	4 052	4 058	4 064	4 070	4 074	4 079	4 083	4 087	4 091	4 091	4 119	4 126	4 112
Porcins (en milliers de têtes)	931	953	963	955	959	962	966	970	974	977	981	985	988	993	997	1 001	1 005	1 006	1 006	1 000	1 003	1 003
Volailles (en milliers de têtes)	21 913	19 592	18 612	19 710	19 769	19 828	19 888	19 948	20 007	20 067	20 128	20 188	20 249	20 309	20 370	20 430	20 492	20 512	20 533	18 676	18 793	19 334
Oeufs (en millions d'oeufs)	584	606	558	662	794	953	956	958	961	964	967	967	968	968	1 084	1 083	1 087	1 116	1 119	1 151	1 185	1 152
Lait (en millions de litres)	20	22	21	25	30	62	74	54	62	68	70	72	73	82	91	101	113	126	141	145	149	145
III. SYLVICULTURE																						
Bois de chauffage	17 864	18 346	22 504	26 664	31 996	66 659	79 991	58 660	66 659	70 991	73 121	75 314	78 980	85 189	91 887	99 111	99 131	99 181	99 230	102 187	105 253	102 223
Charbon de bois	623	640	866	1 026	1 231	2 565	3 078	2 257	2 565	2 778	2 861	2 947	3 039	3 334	3 656	4 010	4 026	4 040	4 057	4 074	4 196	4 109
IV. PECHE ET CHASSE																						
Poissons frais	125	128	130	154	185	385	462	339	385	405	417	430	442	456	469	483	498	512	529	539	555	541
Gibier	90	90	90	107	128	267	320	235	267	290	299	308	317	326	336	346	356	367	377	387	399	388

Source : Banque centrale du Congo.

Tableau I | 1 | 31 Production agro-industrielle
(en tonnes)

PRODUITS	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 (p)	2022 (e)
PLANTES STIMULANTES										
Café robusta	25 535	30 115	37 782	37 906	37 660	44 414	55 723	55 904	55 030	23 130
exportations : Source ONC	2 455	3 490	2 887	4 726	4 744	5 415	5 010	5 712	4 437	2 679
Café arabica	1 526	6 601	17 014	7 471	9 517	7 071	8 320	8 599	9 268	8 390
exportations	1 366	5 909	15 229	6 687	8 518	6 329	7 447	8 251	8 296	8 050
Cacao	7 158	7 570	13 230	18 402	6 146	19 511	32 543	45 957	69 534	38 809
exportations	5 995	6 340	11 081	15 413	5 148	16 342	27 257	38 492	58 238	32 505
Thé	3 933	4 330	4 349	4 368	4 387	4 407	4 426	4 446	4 608	4 629
Tabac	3 381	3 279	...	...	...	...	...	...	...	...
BOIS										
Grumes (m3)	414 604	520 513	528 359	502 271	504 429	506 596	508 772	510 957	513 152	515 357
exportations	187 034	234 811	250 515	238 145	110 168	196 220	248 065	250 133	106 977	109 851
OLEAGINEUX (1)	11 278	15 497	16 668	17 480	18 079	18 959	19 609	20 564	21 269	22 304
Huile de palme	9 543	13 113	13 423	13 339	13 356	13 587	13 999	16 377	46 998	50 659
Huile de palmistes	1 087	1 438	1 654	2 077	2 072	2 072	2 053	9 489	30 431	33 272
exportations	996	1 319	1 361	1 360	1 358	1 358	1 345	6 216	19 934	21 795
Tourteaux de palmistes	9 803	10 136	10 477	10 831	11 195	11 573	11 963	12 366	12 386	12 895
PLANTES TEXTILES ET DERIVEES										
Coton-fibres	3 250	2 990	2 531	2 142	1 984	1 860	1 754	1 746	1 776	1 631
Huile de coton	46	42	39	36	32	29	25	25	26	22
Tourteaux de coton	247	228	210	193	176	160	144	153	155	138
Fibres Urena-Punga	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
PLANTES MEDICINALES										
Quinquina	2 595	2 413	2 293	2 304	2 316	2 327	2 339	2 351	2 362	2 374
exportations	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
PLANTES A CAOUTCHOUC										
Caoutchouc	1 985	2 108	2 355	2 596	2 536	17 414	19 119	7 990	6 517	7 260
exportations	1 012	1 075	1 346	1 324	1 293	14 914	16 375	6 843	5 582	6 218
PLANTES SACCHARIFERES										
Canne à sucre	2 056 462	2 118 156	2 181 700	2 247 151	2 252 769	2 258 401	2 264 047	2 269 028	2 280 982	2 285 409

Sources : Banque Centrale du Congo, ONC, Ministère de l'Agriculture, OCC et Fonds de Reconstruction du Capital Forestier.

(1) Production exportée.

Tableau I|1|32 Production minière et métallurgique

Produits	Unité	2017	2018	2019 (p)	2020 (p)	2021 (p)	2022 (e)
Cuivre	tonnes	1 094 638	1 221 648	1 420 386	1 601 208	1 802 897	2 359 824
dont : - Gécamines	tonnes	15 864	18 037	2 974	3 515	3 996	4 562
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	1 078 773	1 203 611	1 417 412	1 597 693	1 798 902	2 355 263
Zinc	tonnes	12 337	1 047	6 134	15 305	16 079	12 309
dont : - Gécamines	tonnes	9 163	777	3 669	4 868	4 820	3 538
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	3 174	269	2 465	10 438	11 259	8 771
Cobalt	tonnes	82 461	111 358	77 964	86 591	93 144	111 309
dont : - Gécamines	tonnes	184	241	1 509	14 339	15 419	19 907
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	82 277	111 117	76 455	72 252	77 726	91 402
Or fin (1)	kilos	31 586	36 777	31 586	31 501	31 903	32 337
Diamant	milliers de carats	18 891	15 131	18 891	16 560	12 179	14 087,6
dont : - MIBA et autres industriels	milliers de carats	3 488	3 202	3 488	6 484	4 525	5 576
- Artisanal	milliers de carats	15 404	11 929	15 404	10 076	7 654	8 511
Cassitérite	tonnes	17 682	16 273	19 984	26 678	29 023	29 239
Wolframite	tonnes	248	380	406	226	209	205
Colombo-tantalite	tonnes	1 996	2 267	1 256	1 712	2 422	2 500
Pétrole brut	milliers de barils	7 536	8 393	8 162	8 737	8 499	8 499
Indice de la production minière et hydrocarbure (2015=100)		102,4	122,1	90,7	129,6	149,0	125,3

Source : Ministère des mines

(1) Y compris la production artisanale.

Tableau I | 1 | 33 Principales productions manufacturières

Unité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (p)	2020 (e)	2021 (e)	2022 (e)	
A. INDUSTRIES ALIMENTAIRES, BOISSONS ET TABACS											
Industries alimentaires :											
Lait pasteurisé	103 litres	74	77	79	81	84	86	89	90	89	90
Farine de maïs	tonnes	17 626	18 155	18 700	19 261	19 838	20 434	21 047	21 365	22 836	23 181
Farine de froment	tonnes	193 526	195 051	202 703	239 903	240 612	213 107	203 302	194 945	204 936	211 516
Riz décortiqué	tonnes	207	213	219	223	221	222	223	249	213	224
Sucre	tonnes	111 663	115 013	118 463	120 863	120 761	121 844	122 678	127 682	118 202	121 637
Chocolaterie, biscuiterie	tonnes	202	208	214	220	196	202	198	216	191	201
Pain	tonnes	210 300	217 661	225 279	233 164	241 325	249 771	258 513	263 089	272 328	281 349
Graisses et huiles de table	tonnes	1 509	1 554	1 601	1 649	1 544	1 518	1 456	1 635	1 504	1 505
Huiles de palme	tonnes	9 543	13 113	13 423	13 339	13 356	13 564	13 999	16 377	46 998	50 659
Margarine	tonnes	729	751	774	797	821	845	871	884	893	922
Aliments pour animaux	tonnes	26 772	27 575	28 402	29 254	30 132	31 036	31 967	32 451	32 781	33 853
Pêche lacustre	tonnes	1 040	1 071	1 103	1 136	1 170	1 205	1 242	1 260	1 273	1 315
Industries des boissons :											
Boissons alcoolisées	103 d'hl	4 838	5 095	4 850	4 679	4 464	4 250	4 804	5 396	5 625	6 080
Boissons gazeuses	103 d'hl	2 044	2 226	2 224	2 133	2 131	2 088	2 893	2 592	2 619	2 628
Industries du tabac :											
Cigarettes	106 d'unités	3 050	639	...	...	...	...	...	...	...	...
B. AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES											
Industries de tissu, confection et bonneterie :											
Bonneterie	103 de pièces	69	67	65	63	61	59	57	55	56	54
Couvertures	103 de pièces	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sacs	103 de pièces	1 428	1 142	914	731	585	468	374	299	301	235
Toiles d'emballages	milliers de m	10	11	11	11	12	12	12	13	13	14
Tissus de coton (écrus, blanchis, teints)	milliers de m2	143	144	144	145	146	146	147	148	151	151
Tissus imprimés	milliers de m2	88	44	22	11	5	3	1	1	1	0
Tissus polyester	milliers de m2	19	10	5	2	1	1	0	0	0	0
Filatures	tonnes	55	44	35	28	22	18	14	11	12	9
Industries des chaussures et cuirs :											
Chaussures	103 de paires	988	593	356	213	129	124	74	76	69	58
Industries de la chimie de consommation :											
Savons	tonnes	9 802	10 097	10 399	10 711	11 033	11 364	11 705	12 056	12 406	12 781
Peintures, vernis, émaux	tonnes	47 092	48 505	49 960	51 459	53 002	54 592	56 230	57 917	59 600	61 401
Allumettes	cartons	148 992	153 462	158 066	162 808	151 196	153 499	149 113	153 114	170 466	166 852
Explosifs	tonnes	7	6	5	4	3	5	10	11	12	25
Acétylène	kilos	6 659	12 815	13 443	12 394	13 403	18 472	31 209	30 011	29 515	47 839
Oxygène	103 de m3	10	13	13	9	11	...	...	...	...	...
Chaux	kilos	5 500	4 000	4 050	4 331	4 100	4 385	4 151	4 439	3 425	3 703
Industries de fabrication des produits pétroliers et raffinés :											
Lubrifiants	litres	507 689	522 920	538 608	554 766	571 409	588 551	606 208	624 394	499 755	539 837
Industries du plastique :											
Pneus pour automobiles	103 de pièces	92	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Casiers et bacs de 32 litres	103 de pièces	301	360	431	515	436	521	442	528	609	636
Divers articles plastiques	103 de pièces	2 817	2 902	2 989	3 266	3 368	3 738	3 992	4 624	5 241	5 714
Industries des fabrications métalliques légères :											
Articles galvanisés	103 de pièces	173	193	216	214	185	182	173	167	191	180
Machettes et houes	103 de pièces	193	199	205	211	199	196	193	187	204	197
Pelles et bêches	103 de pièces	27	28	28	29	28	27	27	26	28	27
Tôles galvanisées	103 de pièces	386	398	410	422	398	392	386	375	329	330
Articles de ménage en aluminium	tonnes	61	63	65	67	63	62	61	59	58	57
Valises et malles	pièces	157	161	166	170	161	159	157	153	149	147
Bouchons couronnes	106 de pièces	738	760	783	806	814	809	794	766	774	761
Industries d'édition, d'imprimeries et reproduction :											
Imprimés	103 de pièces	430	449	461	476	484	496	511	529	600	603
Industries de fabrication de papier, carton et d'articles en papier et carton											
Papiers et cartons	tonnes	534	550	569	584	597	614	629	644	744	743
Papiers hygiéniques	Sach. (30 roul.)	75 816	78 090	80 433	82 846	85 331	87 891	90 528	93 244	95 911	98 818

Source : Banque Centrale du Congo, Enquêtes économiques et conjoncturelles.

Tableau I | 1 | 34 Principales productions manufacturières

	Unité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (p)	2020 (e)	2021 (e)	2022 (e)
B. AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES											
Industries des fabrications métal. lourdes :											
Charpentes et constructions métalliques	tonnes	423,5	435,9	465,7	497,4	533,4	549,6	556,3	567,1	607,7	615,6
Chaudronnerie	tonnes	237,6	238,8	239,9	241,0	242,4	243,6	245,0	246,3	248,4	249,6
Fonderie fonte et acier	tonnes	103,4	106,7	113,4	120,3	127,8	132,3	134,8	138,6	139,0	143,8
Fonderie métaux non ferreux	tonnes	4,1	3,2	3,0	2,6	2,8	3,5	3,5	3,8	3,9	4,6
Industrie du matériel de transport :											
Réparations navales	pièces	36,1	41,0	47,3	33,0	32,7	24,9	25,2	26,8	26,3	21,8
Constructions navales	pièces	11,0	19,0	19,5	22,0	21,2	22,8	23,2	24,4	24,1	25,7
Industries des minéraux non métalliques :											
Ciment Portland normal	103 de tonnes	446,61	329,21	398,7	253,2	899,5	1 169,5	1 382,8	1 284,9	1 558,0	1 949,5
Ciment métallurgique	103 de tonnes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits en béton	tonnes	1 346,2	1 399,1	1 454,4	1 511,8	1 573,7	1 637,5	1 704,0	1 772,0	1 832,1	1 909,1
Carrelages	milliers de m ²	25,2	27,1	29,9	30,5	32,8	33,4	35,4	38,9	40,6	42,1
Fibro-ciment	milliers de m ²	224,9	235,9	247,6	248,0	259,2	265,5	281,0	300,1	287,7	304,6
Concassés	103 de tonnes	361,2	285,1	306,8	326,1	340,8	396,8	324,0	323,2	410,6	402,2
Bouteilles	103 de pièces	44 580	38 860	28 263,9	23 677,1	20 527,1	23 853,4	26 978,0	26 407,3	26 978,3	31 288,1
Industries de transformation de bois :											
Tranchages	m ³	4 069,4	4 215,3	4 368,8	4 526,7	4 690,9	4 860,7	5 036,9	4 860,0	4 885,8	5 056,7
Contreplaqués	m ³	773,0	797,4	822,7	848,8	875,7	903,5	932,1	875,7	916,1	933,7
Bois sciés	m ³	39 980,97	40 370,59	43 070,5	43 973,9	24 681,7	36 572,1	39 971,0	37 093,0	34 741,3	34 794,1
Matelas	106 de pièces	3 751,0	3 863,5	3 979,4	4 098,8	4 221,7	4 348,4	4 478,9	4 348,4	4 428,7	4 544,5
Stylo à billes	103 de pièces	8 221,9	9 059,1	9 982,8	11 000,0	12 121,1	13 356,4	14 717,6	15 249,6	15 495,2	17 283,0
Menuiserie métallique	tonnes	71,6	73,8	76,0	78,3	80,6	83,1	85,5	88,1	99,5	100,4
Mobiliers métalliques	pièces	774,6	816,6	861,6	908,7	958,6	1 011,1	1 066,5	1 086,9	1 088,2	1 156,7

Source : Banque Centrale du Congo, Enquêtes économiques et conjoncturelles.

Tableau I | 1 | 35 Indice de la production des industries manufacturières
(base 2015 = 100)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (e)	2020 (e)	2021 (e)	2022 (e)
A. INDUSTRIES ALIMENTAIRES, BOISSONS ET TABACS										
Produits alimentaires	93,8	96,6	100,0	108,0	109,7	107,0	107,3	108,1	114,9	118,9
Boissons	97,3	103,5	100,0	96,3	93,2	89,6	108,8	112,9	116,5	123,1
Tabacs	68,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B. AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES										
Confection et bonneterie, tissage et impression de tissu	151,5	122,2	100,0	82,9	69,6	59,1	50,8	44,1	44,7	38,7
Chaussures et cuirs	277,8	166,7	100,0	60,0	36,1	34,7	20,8	21,4	19,4	16,2
Chimie de consommation	92,4	97,0	100,0	102,4	98,6	102,7	107,0	109,2	116,7	124,0
Fabrication des produits pétroliers raffinés	94,3	97,1	100,0	103,0	106,1	109,3	112,6	115,9	92,8	100,2
Plastique	93,9	95,4	100,0	110,6	111,3	124,6	129,7	150,7	171,1	185,7
Fabrications métalliques légères	92,6	96,2	100,0	102,5	98,7	97,6	95,6	92,6	92,6	90,8
Edition, imprimerie et reproduction	93,3	97,5	100,0	103,2	105,0	107,6	110,9	114,9	130,3	130,9
Fabrication des papiers, cartons et d'articles en papier et carton	94,3	97,1	100,0	103,0	106,1	109,3	112,5	115,9	119,3	122,9
Fabrication métalliques lourdes	93,5	95,4	100,0	104,8	110,3	113,0	114,3	116,3	121,5	123,3
Matériel de transport	70,6	89,8	100,0	82,4	80,8	71,4	72,4	76,8	75,4	71,1
Minéraux non métalliques	153,0	134,0	100,0	84,8	77,0	89,1	100,0	98,1	101,3	116,9
Transformation de bois	92,9	94,0	100,0	102,3	62,7	87,7	95,2	88,7	84,0	84,5
Autres non classées ailleurs	86,0	92,7	100,0	108,0	116,7	126,2	136,6	139,4	141,7	154,9
C. INDICE GLOBAL										
	100,5	102,9	100,0	99,2	96,1	96,6	102,4	104,7	108,3	112,8

Source : Banque Centrale du Congo, Enquêtes économiques et conjoncturelles.

Tableau I | 1 | 36 Production, exportation et consommation intérieure de ciment
(en tonnes)

ANNEES	PRODUCTION			CONSOMMATION			Variation des stocks
	Ciment Portland Normand	Ciment métallurgique ⁽¹⁾	Total production ciment	Exportation ⁽¹⁾	Consommation locale ⁽²⁾	Total	
2011	456 612	...	456 612	37 958	417 983	455 941	670
2012	413 181	...	413 181	29 807	385 206	415 012	-1 831
2013	446 610	...	446 610	26 894	420 975	447 868	-1 258
2014	329 205	...	329 205	12 573	316 911	329 484	-279
2015	398 749	...	398 749	1 122	397 970	399 092	-343
2016	253 201	...	253 201	-	229 967	229 967	23 234
2017	899 533	...	899 533	-	881 733	881 733	17 800
2018	1 168 643	...	1 168 643	-	1 148 800	1 148 800	19 842
2019 ^(p)	1 382 769	...	1 382 769	-	940 414	940 414	442 355
2020 ^(p)	1 283 968	...	1 283 968	-	1 267 277	1 267 277	16 692
2021 ^(p)	1 629 327	...	1 629 327	-	1 537 714	1 537 714	91 613
2022 ^(e)	2 122 295	...	2 122 295	-	2 386 253	2 386 253	-263 957

Source : Banque Centrale du Congo, Enquêtes économiques et conjoncturelles

(1) Uniquement ciment Portland normal.

(2) Y compris ciment métallurgique.

Tableau I | 1 | 37 Consommation de produits pétroliers
(en m³)

Produits	2015	2016	2017	2018	2019	2020 ^(p)	2021 ^(p)	2022 ^(p)
Essence auto	407 197	362 760	357 980	388 868	484 574	497 149	478 862	499 933
Carburant aviation	152 802	142 381	144 337	153 349	165 969	122 787	150 310	99 601
Pétrole	2 029	1 100	1 040	2 558	3 525	16 671	7 323	8 740
Gasoil	637 604	482 290	503 611	777 800	791 607	838 082	809 908	1 331 075
Fuel oil	16 876	18 754	17 743	14 318	897	1 238	8 039	12 271
Total	1 216 519	1 007 285	1 024 711	1 336 893	1 446 775	1 475 927	1 454 442	1 951 619

Source : SEP-Congo.

Tableau I | 1 | 38 Production et consommation d'électricité par province
(en milliers de Mwh)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019 (r)	2020 (p)	2021 (p)	2022 (p)
I. Production brute (1)									
dont:									
centrales hydroélectriques	8 718	8 918	8 881	9 440	10 548	11 433	12 382	13 134	13 073
centrales thermiques	10	12	10	16	13	14	15	15	15
- Kinshasa, Bas-Congo et Bandundu	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Province Orientale	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kivu	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kasai Oriental et Kasai Occidental	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Equateur	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Katanga	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total	8 728	8 930	8 891	9 457	10 561	11 448	12 397	13 149	13 088
II. Consommation									
intérieure nette :									
- Kinshasa, Bas-Congo et Bandundu	...	...	...	...	...	...	...	...	...
dont : ville de Kinshasa	...	...	...	...	...	...	...	...	...
haute tension	...	...	...	...	...	...	...	...	...
basse tension	...	...	...	...	...	...	...	...	...
éclairage public	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Province Orientale	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kivu	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kasai Oriental et Kasai Occidental	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Equateur	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Katanga	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Ajustements	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total	7 716	7 265	6 983	7 230	7 604	8 648	6 323	8 262	9 169
III. Exportations (3)	369	422	395	409	412	420	416	414	416
IV. Importations et Achats locaux (4)	20	20	20	20	22	23	24	22	23
V. Pertes (4)	664	1 262	1 533	1 852	2 568	2 402	5 633	4 451	3 527

Source: S.N.EL.

(1) $I = II + III - IV + V$ non compris les autoproducteurs.

(2) Exportations nettes vers la Zambie, le Burundi, la République du Congo (Brazza), l'Angola et le Rwanda.

(3) En provenance notamment de la Zambie et de la SINELAC.

(4) Pertes en lignes et aux différents niveaux du système de distribution.

Tableau I | 1 | 39 Production et consommation d'eau et d'électricité

PERIODES	REGIDESO			S. N. E.L.		
	(Eau potable)			(Electricité)		
	Production (en mios de m3)	Consommation (en mios de m3)	Nombre d'abonnés	Production (en milliers de MWh)	Consommation ⁽¹⁾ (en milliers de MWh)	Nombre d'abonnés
2012	271 760	166 868	528 182	7 547	6 678	528 182
2013	288 073	68 416	536 903	8 349	7 424	596 691
2014	298 329	176 377	552 735	8 728	7 716	777 122
2015	311 021	181 450	580 263	8 930	7 265	825 842
2016	324 241	178 798	600 759	8 891	6 983	864 088
2017	320 993	173 376	610 128	9 457	7 230	613 163
2018	306 199	176 715	619 280	10 561	7 604	662 704
2019 (r)	285 690	176 779	628 569	11 448	8 648	715 720
2020 (p)	294 910	176 442	722 854	12 397	6 323	844 550
2021 (p)	286 213	176 181	831 283	13 149	8 262	996 569
2022 (p)	324 327	176 311	955 975	13 088	9 169	1 175 951

Sources : REGIDESO et SNEL.

(1): Il s'agit de la consommation intérieure et de l'exportation.

Tableau I | 1 | 40 Activité de principaux organismes de transport
(en millions d'unités)

Marchandises (tkm)	2020 ^(p)	2021 ^(p)	2022 ^(p)
I. TRANSPORT FLUVIAL	85,96	83,94	84,85
1. ONATRA	85,96	83,94	84,85
Voies fluviales	82,33	80,48	81,24
Bas-fleuve	3,64	3,46	3,61
II. TRANSPORT FERROVIAIRE	35,26	28,59	33,17
1. S.N.C.C. ⁽¹⁾	-	-	-
Réseau Sud (OCS)	-	-	-
Réseau Est (SFE)	-	-	-
2. ONATRA (CFMK)	35,26	28,59	33,17
III. TRANSPORT AERIEN	158,41	147,12	157,04
IV. TRANSPORT ROUTIER	10 609,62	11 343,57	11 898,75
Total transport marchandises	10 889,25	11 603,22	12 173,81
Voyageurs (Voyageurs km)			
I. TRANSPORT FLUVIAL	0,25	0,26	0,28
1. ONATRA	0,25	0,26	0,28
Voies fluviales	0,21	0,21	0,22
Bas-fleuve	0,05	0,05	0,05
II. TRANSPORT FERROVIAIRE	144,07	142,91	143,06
1. S.N.C.C.	141,09	140,26	141,13
Réseau Sud (OCS)	141,09	140,26	141,13
Réseau Est (SFE).....	...	...	...
Réseau Nord (CFU).....	-	-	-
2. ONATRA	2,98	2,64	1,93
Voie ferrée (CFMK)	0,75	0,70	0,73
T.U.K.	2,23	1,94	1,20
III. TRANSPORT AERIEN	1 031,11	1 012,29	1 009,09
IV. TRANSPORT ROUTIER	402,17	437,23	473,17
Total transport voyageurs	1 577,61	1 592,69	1 625,59
Indice de trafic des marchandises et des personnes (2015 = 100)	152,67	162,10	169,78

Sources : Rapports des sociétés de Transport.

(1) Données indisponibles depuis 2005.

Tableau I | 1 | 41 Marchandises manutentionnées dans les principaux ports
(en milliers de tonnes)

	2019	2020 (p)	2021 (p)	2022 (p)
Port de Matadi	1 532,1	1 638,1	1 724,0	1 464,8
Entrées	1 308,6	1 391,6	1 443,5	1 289,0
Sorties	223,5	246,5	280,6	175,8
Port public de Kinshasa	163,5	138,8	139,5	88,1
Réseau fluvial	118,5	101,5	103,8	67,1
Chargement	26,1	18,2	11,3	8,1
Déchargement	92,4	83,3	92,5	58,9
C.F.M.K.	45,0	37,3	35,7	21,0
Chargement	6,1	2,1	6,0	2,1
Déchargement	38,9	35,1	29,7	18,9
Port de Boma	96,8	92,3	43,1	38,7
Chargement	10,1	8,6	8,7	6,3
Déchargement	86,7	83,6	34,4	32,4
Port de Kalemie	...	...	...	...
Chargement	...	...	...	...
Déchargement	...	...	...	...
Port de Kalundu	...	...	...	...
Chargement	...	...	...	...
Déchargement	...	...	...	...
Total	1 792,4	1 869,2	1 906,6	1 591,6
Indice de manutention⁽¹⁾				
(2015 = 100)	53,3	55,9	57,0	47,9

Sources : Rapports de l'ONATRA et de la S.N.C.C.

(1) Indice calculé par la Banque Centrale du Congo. Il ne comprend pas C.F.M.K.

Tableau I | 1 | 42 Communication téléphonique
(en milliers)

	PERIODES	Unités consommées	Sms	Mégas
2020	Janvier	1 075 266	1 007 168	9 388 351
	Février	1 036 318	1 018 456	6 488 146
	Mars	1 148 588	1 176 749	12 025 805
	Avril	1 002 664	1 171 121	12 643 312
	Mai	1 049 167	1 125 974	12 215 698
	Juin	1 042 579	1 123 328	17 615 932
	Juillet	1 099 668	1 152 410	14 460 674
	Août	1 101 302	1 230 620	14 347 956
	Septembre	1 111 575	1 315 878	14 423 469
	Octobre	1 139 850	1 340 747	15 390 956
	Novembre	1 084 194	1 326 026	15 866 037
	Décembre	1 157 354	1 382 896	18 004 155
		Total 2020	13 048 525	14 371 374	162 870 491
2021	Janvier	1 112 834	1 129 526	11 922 608
	Février	1 071 562	1 087 635	11 480 431
	Mars	1 216 724	1 234 975	13 035 665
	Avril	1 209 084	1 227 220	12 953 806
	Mai	1 284 670	1 303 940	13 763 617
	Juin	1 346 625	1 366 824	14 427 380
	Juillet	1 359 754	1 380 150	14 568 041
	Août	1 373 795	1 394 402	14 718 474
	Septembre	1 367 084	1 387 591	14 646 581
	Octobre	1 374 597	1 395 216	14 727 075
	Novembre	1 302 515	1 322 053	13 954 800
	Décembre	1 410 812	1 431 975	15 115 071
		Total 2021	15 430 056	15 661 506	165 313 549
2022	Janvier	1 344 578	1 160 153	12 585 505
	Février	1 238 785	1 068 871	12 118 742
	Mars	1 394 628	1 203 339	13 760 448
	Avril	1 325 997	1 144 121	13 674 037
	Mai	1 319 803	1 138 777	14 528 874
	Juin	1 346 810	1 162 079	15 229 542
	Juillet	1 330 870	1 148 326	15 378 025
	Août	1 332 494	1 149 727	15 536 821
	Septembre	1 336 725	1 153 377	15 460 930
	Octobre	1 333 363	1 150 477	15 545 900
	Novembre	1 334 194	1 151 194	14 730 687
	Décembre	1 334 760	1 151 683	15 955 469
		Total 2022	15 973 007	13 782 126	174 504 982
		3,5	-12,0	5,6
		18	9	2

Source : Commission d'Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux (CESC N), sur base des données de l'ARPTC

2 | Finances publiques

Tableau I | 2 | 12 Structures des différentes catégories des recettes ⁽¹⁾
(en pourcentage du total des dépenses)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
1. Recettes fiscales	68,5	70,5	77,5	66,5	67,8	74,2
Recettes des impôts sur le commerce						
extérieur	18,1	17,0	20,3	16,8	16,3	8,1
- Recettes des impôts sur les revenus	26,9	32,7	33,1	25,4	29,2	48,2
- Recettes des impôts sur les biens						
et services	22,5	19,7	22,5	22,1	20,6	16,1
- Autres recettes fiscales	1,1	1,2	1,6	2,2	1,7	1,7
2. Recettes non fiscales	16,8	18,7	19,7	14,9	16,1	13,2
3. Recettes exceptionnelles	14,7	10,7	2,8	18,6	16,2	12,6
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cfr tableau II.9.

Tableau I | 2 | 13 Structure des dépenses courantes par ministère et institution ⁽¹⁾
(en pourcentage du total)

	2018	2019	2020	2021	2022
Autres services	71,2	82,9	84,1	75,6	61,4
dont Dépenses communes	44	63,2	67	54,2	38,9
Dépenses pour ordre	0,1	0,1	0,1	0,2	6,1
Dettes Publiques	6,9	11,5	5,7	12,6	5,9
Ministères	15,7	9,9	9,4	11,7	21
Finances	1,5	1,3	1	1,4	5,3
Défense Nationale	5,7	2,9	1,9	3,6	4,7
Education Nationale	0,4	0,6	2,2	2,6	4,4
Intérieur & Aff. Coutumières	2,2	1,2	1	1	1,7
Institutions Politiques	13,1	7,1	6,5	12,6	17,6
TOTAL	100	100	100	100	100

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I | 2 | 14 Besoin de financement des opérations du cadre budgétaire
(en milliards de CDF)

Année	Solde des opérations du Cadre budgétaire	Ajustement statistiques	Besoins de financement
2016	-431,1	-47,9	-479,1
2017	6,3	33,2	39,5
2018	-140,5	14,8	-123,1
2019	-594,8	-52,0	-646,9
2020	-788,6	1,2	-787,4
2021	2012,5	-3963,1	-1950,6
2022	-1350,9	2267,2	916,4

Source Banque Centrale du Congo.

Tableau I|2|15 Opérations à financement extérieur spécifique ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

ANNEE	RESSOURCES	DEPENSES COURANTES	DEPENSES EN CAPITAL
2015	1 286 930,7	163 769,3	1 123 161,4
2016	1 305 867,1	203 358,4	1 102 508,7
2017	2 174 602,1	284 763,8	1 889 838,3
2018	1 766 455,2	486 543,2	1 279 912,0
2019	977 773,0	137 988,1	839 784,9
2020	1 609 908,3	323 485,5	1 286 422,8
2021	2 242 042,5	180 636,6	2 061 405,9
2022	4 371 205,6	500 733,3	3 870 472,3

Source : Banque Centrale Congo.

Tableau I|2|16 Arriérés de paiements par nature des dépenses
(en milliards de CDF)

Rubrique	Engagements(a)	Liquidations(b)	Ordonnancements (c)	Paiements(d)	Arriérés=(b)-(d)	En % du total
Dettes publiques en capital	1 115,7	1 115,7	1 103,7	891,4	224,3	4,6
Frais financiers	173,9	173,9	173,9	164,6	9,2	0,2
Dépenses du personnel	7 029,5	7 025,1	7 013,1	6 731,8	293,4	6,1
Biens et services	1 014,5	1 011,6	1 011,2	770,4	241,2	5,0
Dépenses de prestations	3 753,1	3 745,6	3 708,6	3 099,1	646,6	13,3
Transferts et intervention de l'Etat	8 969,3	8 961,2	8 925,5	5 809,5	3 151,7	65,0
Equipement	251,8	251,5	246,0	148,2	103,3	2,1
Construction, refection, réhabilitation addition d'ouvrage	415,5	415,0	399,2	238,0	177,0	3,7
TOTAL	22 723,2	22 699,6	22 581,2	17 852,947	4 846,7	100,0

Source: Etat de suivi Budgétaire.

Tableau I|2|17 Arriérés de paiements par fonction des dépenses
(en pourcentage de CDF)

Rubrique	Engagements(a)	Liquidations(b)	Ordonnancements (c)	Paiements(d)	Arriérés=(b)-(d)	En % du total
Administration centrale publique	10 736,0	10 732,3	10 675,2	7 880,7	2 851,6	58,8
Défense	2 906,6	2 906,1	2 906,4	2 097,4	808,7	16,7
Ordre et sécurité	1 673,3	1 668,8	1 647,0	1 459,7	209,2	4,3
Affaires économiques	1 999,5	1 990,6	1 961,3	1 535,0	455,6	9,4
Protection de l'environnement	73,0	72,9	72,9	56,7	16,2	0,3
Logement et équipements collectifs	241,4	241,4	240,8	174,4	66,9	1,4
Santé	931,7	931,2	929,4	841,0	90,1	1,9
Réligion, culture, sports et loisirs	388,6	387,3	383,8	293,9	93,3	1,9
Enseignement	3 517,3	3 516,3	3 512,0	3 336,4	180,0	3,7
Protection sociale, affaires sociales	255,9	252,7	252,3	177,6	75,0	1,5
TOTAL	22 723,2	22 699,6	22 581,2	17 852,9	4 846,7	100,0

Source: Etat de suivi Budgétaire.

Tableau I|2|18 Importance relative des finances publiques dans l'économie

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	
1. Produit intérieur brut	26 954 556,9	30 051 179,4	33 224 281,1	35 111 230,0	37 517 392,4	55 124 325,3	75 984 953,3	83 048 338,6	92 313 558,6	110 179 745,8	132 063 706,3	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2. Dépenses publiques	4 940 888,0	5 460 203,6	5 791 807,4	5 285 980,8	5 393 526,1	7 504 587,0	9 844 030,0	8 954 697,8	9 424 014,6	14 107 039,3	20 885 778,2	18,3	18,2	17,4	15,1	14,4	13,6	13,0	10,8	10,2	12,8	15,8	
Consommation publique	2 963 272,6	3 991 111,1	3 828 016,7	4 083 731,0	3 672 843,5	4 412 466,0	6 760 346,3	7 101 844,3	7 436 564,0	10 356 334,9	15 383 703,6	11,0	13,3	11,5	11,6	9,8	8,0	8,9	8,6	8,1	9,4	11,6	
Formation brute de capital	1 924 107,7	1 394 396,6	1 899 120,3	1 746 314,9	1 644 672,7	2 988 561,9	2 955 359,2	1 737 451,8	1 867 680,1	3 590 066,2	5 153 387,9	7,1	4,6	5,7	5,0	4,4	5,4	3,9	2,1	2,0	3,3	3,9	
Transferts à d'autres secteurs	53 507,7	74 695,9	64 670,4	79 088,4	76 009,9	103 559,1	128 324,4	115 401,7	119 770,4	160 638,2	348 686,7	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,3	
3. Charge fiscale brute (Pression fiscale)	2 710 339,7	3 388 628,5	3 615 470,7	3 850 292,6	3 128 520,5	3 656 755,0	5 599 638,4	5 723 510,4	5 738 636,0	9 403 829,1	13 195 430,4	10,1	11,3	10,9	11,0	8,3	6,6	7,4	6,9	6,2	8,5	10,0	
Commerce extérieur	1 074 830,0	1 391 069,6	1 449 722,5	1 452 753,1	990 976,5	963 915,7	1 352 180,0	1 498 041,1	1 447 524,5	2 260 498,1	4 435 812,7	39,7	41,1	40,1	37,7	31,7	26,4	24,1	26,2	25,2	24,0	10,9	
Exportations	17 652,3	16 696,0	16 873,4	10 161,2	8 700,7	12 758,3	15 745,1	15 588,2	14 675,6	83 125,1	10 960,6	1,6	1,2	1,2	0,7	0,9	1,3	1,2	1,0	1,0	3,7	0,8	
Importations	1 057 177,7	1 374 373,6	1 432 849,1	982 275,8	982 275,8	951 157,4	1 336 435,0	1 482 452,9	1 432 848,9	2 177 373,0	4 424 852,1	98,4	98,8	98,8	67,6	99,1	98,7	98,8	99,0	99,0	96,3	99,2	
Divers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Activités intérieures	1 635 509,7	1 997 558,9	2 165 748,2	2 397 539,4	2 137 544,0	2 692 839,3	4 247 458,4	4 225 469,3	4 291 111,5	7 143 330,9	11 759 617,7	60,3	58,9	59,9	62,3	68,3	73,6	75,9	73,8	74,8	76,0	89,1	
Revenus	708 769,8	862 213,9	1 102 055,7	1 249 961,5	987 123,7	1 433 916,9	2 594 345,9	2 442 454,5	2 192 928,6	4 053 261,1	8 579 925,6	43,3	43,2	50,9	52,1	46,2	53,2	61,1	57,8	51,1	56,7	73,0	
Biens et Services	882 143,3	1 026 077,1	1 012 073,5	1 097 215,1	1 106 568,1	1 199 688,8	1 561 411,7	1 661 814,9	1 905 662,5	2 860 488,9	2 871 685,7	53,9	51,4	46,7	45,8	51,8	44,6	36,8	39,3	44,4	40,0	24,4	
Autres recettes fiscales	44 596,6	109 267,8	51 619,1	50 362,8	43 852,2	59 233,6	91 700,8	121 199,8	192 520,4	229 580,9	308 006,4	2,7	5,5	2,4	2,1	2,1	2,2	2,2	2,9	4,5	3,2	2,6	
Cotisations sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
4. Charge fiscale nette (1)	2 656 832,0	3 313 932,6	3 550 800,3	3 771 204,1	3 052 510,6	3 553 195,9	5 471 314,0	5 608 108,7	5 618 865,6	9 243 190,9	12 846 743,7	9,9	11,0	10,7	10,7	8,1	6,4	7,2	6,8	6,1	8,4	9,7	
5. Solde global (2)	431 629,0	-104 849,0	-52 456,0	-216 148,0	-479 051,0	14 556,5	-105 798,3	-646 857,7	-787 387,7	-1 950 634,8	916 353,5	1,6	-0,3	-0,2	-0,6	-1,3	0,0	-0,1	-0,8	-0,9	-1,8	0,7	
Contribution des administrations publiques	1 390 467,7	902 880,6	1 447 346,4	1 123 161,4	1 102 508,7	1 889 838,3	1 279 912,0	839 784,9	1 286 422,8	2 061 405,9	3 870 472,3	5,2	3,0	4,4	3,2	2,9	3,4	1,7	1,0	1,4	1,9	2,9	
Acquisition directe des biens de capital	1 390 467,7	902 880,6	1 447 346,4	1 123 161,4	1 102 508,7	1 889 838,3	1 279 912,0	839 784,9	1 286 422,8	2 061 405,9	3 870 472,3	5,2	3,0	4,4	3,2	2,9	3,4	1,7	1,0	1,4	1,9	2,9	
Transferts d'équipements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Charge fiscale brute diminuée des transferts à d'autres secteurs.

(2) Cfr tableau II.8.

Tableau I|2|19 Situation intégrée des opérations des Administrations Publiques
(en millions de CDF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
1.Recettes totales plus dons	5 331 527,0	5 409 849,7	6 022 222,9	5 725 725,9	4 962 421,1	7 510 844,0	9 703 579,2	8 359 880,2	8 635 438,2	16 119 545,0	22 156 216,9
a) Recettes des administrations publiques ⁽¹⁾	3 762 379,0	4 121 604,2	4 362 631,5	4 438 795,2	3 656 554,0	5 336 242,0	7 937 124,0	7 382 107,2	7 025 529,9	13 877 502,5	17 785 011,4
Cadre budgétaire	3 762 379,0	4 121 604,2	4 362 631,5	4 438 795,2	3 656 554,0	5 336 242,0	7 937 124,0	7 382 107,2	7 025 529,9	13 877 502,5	17 785 011,4
Recettes courantes	3 633 721,0	4 053 514,2	4 347 496,5	4 415 544,2	3 655 157,0	4 552 402,0	7 086 586,0	7 174 441,2	7 025 529,9	11 635 460,0	15 542 967,9
Sécurité Sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Donations	1 569 148,0	1 288 245,5	1 659 591,4	1 286 930,7	1 305 867,1	2 174 602,1	1 766 455,2	977 773,0	1 609 908,3	2 242 042,5	4 371 205,6
Courantes ⁽²⁾	178 680,3	385 364,9	212 245,0	163 769,3	203 358,4	284 763,8	486 543,2	137 988,1	323 485,5	180 636,6	500 733,3
En capital ⁽³⁾	1 390 467,7	902 880,6	1 447 346,4	1 123 161,4	1 102 508,7	1 889 838,3	1 279 912,0	839 784,9	1 286 422,8	2 061 405,9	3 870 472,3
2.Dépenses courantes	3 016 780,3	4 065 807,0	4 209 047,8	4 162 819,4	3 748 853,4	4 516 025,1	6 888 670,8	7 217 245,8	7 556 334,5	10 516 973,1	18 353 680,0
Cadre budgétaire ⁽⁴⁾	2 838 100,0	3 680 442,1	3 996 802,8	3 999 050,1	3 545 495,0	4 231 261,3	6 402 127,6	7 079 257,7	7 232 849,0	10 336 336,5	17 852 946,7
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A financement extérieur spécifique ⁽⁵⁾	178 680,3	385 364,9	212 245,0	163 769,3	203 358,4	284 763,8	486 543,2	137 988,1	323 485,5	180 636,6	500 733,3
3.Epargne budgétaire ⁽⁶⁾	924 279,0	441 162,1	350 693,7	416 494,1	109 662,0	321 140,7	684 458,4	95 183,5	-207 319,1	1 299 123,4	-2 309 978,8
4.Dépenses en capital	1 924 107,7	1 394 396,6	1 899 120,3	1 746 314,9	1 644 672,7	2 988 561,9	2 955 359,2	1 737 451,8	1 867 680,1	3 590 066,2	5 153 387,9
Cadre budgétaire ⁽⁷⁾	533 640,0	491 516,0	451 773,9	623 153,5	542 164,0	1 098 723,6	1 675 447,2	897 666,9	581 257,3	1 528 660,3	1 282 915,6
A financement extérieur spécifique ⁽⁸⁾	1 390 467,7	902 880,6	1 447 346,4	1 123 161,4	1 102 508,7	1 889 838,3	1 279 912,0	839 784,9	1 286 422,8	2 061 405,9	3 870 472,3
5.Total dépenses= 2 + 4	4 940 888,0	5 460 203,6	6 108 168,2	5 909 134,3	5 393 526,1	7 504 587,0	9 844 030,0	8 954 697,6	9 424 014,6	14 107 039,4	23 507 067,9
Cadre budgétaire	3 371 740,0	4 171 958,1	4 448 576,8	4 622 203,6	4 087 659,0	5 329 984,9	8 077 574,8	7 976 924,6	7 814 106,3	11 864 996,9	19 135 862,3
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A financement extérieur spécifique ⁽⁸⁾	1 569 148,0	1 288 245,5	1 659 591,4	1 286 930,7	1 305 867,1	2 174 602,1	1 766 455,2	977 773,0	1 609 908,3	2 242 042,5	4 371 205,6
6.Solde (1 - 5)	390 639,0	-50 353,9	-85 945,3	-183 408,4	-431 105,0	6 257,0	-140 450,8	-594 817,4	-788 576,4	2 012 505,6	-1 350 850,9
Cadre budgétaire	390 639,0	-50 353,9	-85 945,3	-183 408,4	-431 105,0	6 257,0	-140 450,8	-594 817,4	-788 576,4	2 012 505,6	-1 350 850,9
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A financement extérieur spécifique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7.Ajustement statistique ⁽⁹⁾	47 854,0	-54 495,1	33 489,3	-32 739,6	-47 946,0	8 299,5	34 652,5	-52 040,3	1 188,7	-3 963 140,4	2 267 204,4
8.Solde global	438 493,0	-104 849,0	-52 456,0	-216 148,0	-479 051,0	14 556,5	-105 798,3	-646 857,7	-787 387,7	-1 950 634,8	916 353,5
9.Financement	-438 493,0	104 849,0	52 456,0	216 148,0	479 051,0	-14 556,5	105 798,3	646 857,7	787 387,7	1 950 634,8	-916 353,5
Intérieur monétaire net	-438 493,0	104 849,0	52 456,0	216 148,0	479 051,0	-14 556,5	105 798,3	534 857,7	220 587,7	1 694 766,8	-1 104 353,5
Banque Centrale du Congo	-305 092,0	63 212,0	4 644,0	194 469,0	511 006,0	-25 792,8	213 230,4	549 763,0	280 264,3	1 954 272,5	-337 235,1
Banques commerciales	-133 401,0	41 637,0	47 812,0	21 679,0	-31 955,0	11 236,3	-107 432,1	-14 905,3	-59 676,6	-259 505,6	-767 118,3
Int. non monét. net	-	-	-	-	-	-	-	112 000,0	566 800,0	255 868,0	188 000,0
Extérieur net	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Cfr tableau II.10.

(2) Charges de la coopération technique supportées par le gouvernement et autres organismes publics donateurs ainsi que les dons divers provenant du secteur privé étranger : cfr tableaux III.19 et III.20.

(3) Donations destinées au financement des projets économiques et sociaux déterminés : cf tableaux III.19 & III.20.

(4) Cfr tableau II.18.

(5) Comprend les achats à crédit de matériel militaire et les charges de la coopération technique non supportées par l'Etat congolais.

(6) Différence entre les recettes et les dépenses courantes du cadre budgétaire.

(7) Cfr tableau II.21.

(8) Comprend les achats à crédit ou à l'aide des donations du matériel et d'équipement, autres que militaires. les dépenses en monnaie locale liées à ces projets se retrouvent dans les opérations du cadre budgétaire.

(9) Montant à ajouter au point 6 pour avoir le montant du point 8. Pour l'année 2022. La forte augmentation du solde et de l'ajustement statistique est due à la prise en compte des créances titrisées de l'Etat dans les engagements au bilan de la BCC et.

Tableau I | 2 | 20 Prévisions des recettes budgétaires de l'Etat ⁽¹⁾
 (en millions de CDF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
A.RECETTES FISCALES	3 112 756,7	3 387 368,3	4 584 763,7	5 138 613,0	3 633 913,0	5 333 077,8	5 360 272,1	6 817 966,3	4 996 256,1	8 773 027,5	11 820 897,8
1.Impôts sur le commerce extérieur(2)	1 085 728,6	1 162 372,6	1 911 942,4	1 973 944,4	1 396 407,4	2 066 771,9	2 072 062,9	2 045 978,0	1 281 874,4	2 235 092,5	3 411 208,8
-Droits de sortie	18 643,6	16 492,5	16 640,6	104 261,7	16 891,5	8 168,5	11 200,1	15 997,9	6 935,9	13 031,5	126 933,7
-Droits d'entrée	1 067 085,0	1 145 880,1	1 895 301,8	1 869 682,7	1 379 516,0	2 058 603,4	2 060 862,8	2 029 980,1	1 274 938,6	2 222 061,0	3 284 275,1
-Divers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.Impôts sur les revenus (3)	680 810,2	860 372,3	1 137 756,5	1 460 235,8	995 499,3	1 630 638,3	1 716 177,3	2 685 120,6	1 784 064,5	3 616 687,3	4 625 301,2
-Personnes physiques	448 353,1	535 894,8	702 637,3	772 670,7	573 034,3	1 107 440,2	942 371,0	1 145 108,4	1 081 026,0	1 616 241,4	2 069 752,7
-Sociétés et entreprises	232 457,1	277 762,1	390 899,9	687 565,1	422 465,1	523 198,1	773 806,3	1 540 012,2	703 038,5	2 000 445,9	2 555 548,5
-Amendes et accroissements	-	46 715,3	44 219,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.Impôts sur biens et services. (4)	1 126 061,5	1 148 658,3	1 294 877,5	1 444 101,5	1 128 605,1	1 477 310,2	1 397 450,9	1 818 389,2	1 694 222,2	2 575 698,4	3 381 320,6
4.Autres recettes fiscales	220 156,4	215 965,2	240 187,3	260 331,2	113 401,2	158 357,5	174 581,1	268 478,5	236 095,0	345 549,3	403 067,1
a. I.E.R à charge des employeurs	32 502,8	48 637,9	67 480,7	72 009,9	50 749,5	59 426,8	63 627,2	105 500,1	142 642,9	240 425,7	278 369,1
b. Impôts sur le patrimoine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Impôts sur propriété immobilière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
c. Fonds spéciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Fonds de relance économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Taxe sur produits pétroliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d. Divers	2 738,6	2 780,8	3 186,0	3 816,2	1 840,9	2 419,4	1 882,8	1 808,3	285,3	277,2	688,1
e. Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
f. Pétroliers	184 915,0	164 546,4	169 520,7	184 505,1	60 810,8	96 511,2	109 071,0	161 170,0	93 166,7	104 846,4	124 009,9
B.RECETTES NON FISCALES	1 147 535,5	1 213 993,2	895 631,3	865 577,5	659 727,8	957 859,6	1 242 895,7	1 475 888,6	1 341 525,8	1 963 800,0	2 167 839,6
1.Recettes adm, judiciaires et domaniales	747 829,1	789 945,8	565 978,0	615 522,0	586 930,5	846 367,3	1 138 492,9	1 290 486,5	1 095 296,1	1 827 608,6	1 901 443,8
2.Portefeuille	282 706,4	267 277,3	240 914,3	250 055,5	72 797,2	111 492,3	104 402,8	185 402,1	246 229,7	136 191,4	266 395,8
3.Divers(5)	117 000,0	156 770,1	88 739,0	-	0,0	-	-	-	-	-	-
C.RECETTES EXCEPTIONNELLES	2 348 879,0	1 833 303,1	1 968 609,2	1 582 028,5	1 203 830,8	3 932 375,1	2 324 708,0	1 311 014,1	3 450 750,7	4 444 553,9	4 444 553,9
1 Dons projets	1 621 939,2	866 994,8	1 587 193,3	1 531 043,3	606 238,1	1 951 297,6	1 372 527,1	879 354,6	1 734 248,5	918 065,3	918 065,3
2.Prêts projets	403 068,1	588 149,5	184 042,6	-	372 838,1	1 889 842,9	143 279,6	281 659,5	302 253,5	2 523 138,6	2 523 138,6
3.Ressources PPTE	293 450,7	293 450,7	40 373,3	50 985,2	30 406,7	6 134,3	8 541,3	-	-	-	-
4.Appui budgétaire	30 421,0	84 708,0	-	-	101 002,6	-	725 360,0	-	1 064 248,6	1 003 350,0	1 003 350,0
5.Autres(Remboursement BCC)	-	-	157 000,0	-	93 345,0	85 100,0	-	-	-	-	-
6.Produit des emprunts intérieurs	-	-	-	-	-	-	75 000,0	150 000,0	350 000,0	-	-
D.BUDGETS POUR ORDRE(6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL (A+B+C+D)	6 609 171,2	6 434 664,6	7 449 004,2	7 586 219,0	5 497 471,6	10 223 312,6	8 927 875,8	9 604 869,1	9 788 532,7	15 181 381,4	18 433 291,2

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget (Loi de Finances)

(1) Non compris le fonds de contrepartie.

(2) Cfr tableau II.11.

(3) Cfr tableau II.13.

(4) Cfr tableau II.15.

(5) Bonus sur le contrat chinois, Pas de porte minier et vente de participations (CCT, CILU, CINAT, OKIMO).

(6) Il s'agit des recettes des provinces

Tableau I|2|21 Recettes des Administrations Publiques
(en millions de CDF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
I.RECETTES DU CADRE BUDGET	3 762 378,0	4 121 604,2	4 362 631,5	4 438 795,2	3 656 554,0	5 336 242,0	7 937 124,0	7 382 107,2	8 635 438,2	13 877 502,5	17 785 011,4
I.1 RECETTES COURANTES (1)	3 633 721,0	4 053 514,2	4 347 496,5	4 415 544,2	3 655 157,0	4 552 402,0	7 086 586,0	7 174 441,2	7 025 529,9	11 635 460,0	15 542 967,9
A.RECETTES FISCALES	2 710 339,7	3 388 628,5	3 615 470,7	3 850 292,6	3 128 520,5	3 656 755,0	5 599 638,4	5 723 510,4	5 739 814,9	9 403 829,1	13 195 430,4
1.Impôts sur lecommerce extérieur (2)	1 074 830,0	1 391 069,6	1 449 722,5	1 452 753,1	990 976,5	963 915,7	1 352 180,0	1 498 041,1	1 448 703,4	2 260 498,1	1 435 812,7
-Droits de sortie	17 652,3	16 696,0	16 873,4	10 161,2	8 700,7	12 758,3	15 745,1	15 588,2	14 675,6	83 125,1	10 960,6
-Droits d'entrée	1 057 177,7	1 374 373,6	1 432 849,1	1 442 592,0	982 275,8	951 157,4	1 336 435,0	1 482 452,9	1 432 848,9	2 177 373,0	1 424 852,1
-Divers	-	-	-	-	-	-	-	-	1 178,86	-	-
2.Impôts s/revenus	708 769,8	862 213,9	1 102 055,7	1 249 961,5	987 123,7	1 433 916,9	2 594 345,9	2 442 454,5	2 192 928,6	4 053 261,1	8 579 925,6
-Revenus des personnes physiques	432 323,0	525 699,9	582 680,4	568 227,9	562 374,4	799 422,1	1 083 552,4	936 451,2	1 474 291,9	1 809 669,5	2 318 720,5
-Revenus des sociétés et entreprises	250 751,1	305 665,6	491 190,6	681 733,6	424 749,3	634 494,9	1 510 793,5	1 506 003,3	718 636,7	2 243 591,6	6 261 205,0
-Amendes et accroiss.	25 695,7	30 848,4	28 184,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.Impôts s/biens et services(3)	882 143,3	1 026 077,1	1 012 073,5	1 097 215,1	1 106 568,1	1 199 688,8	1 561 411,7	1 661 814,9	1 905 662,5	2 860 488,9	2 871 685,7
4.Autres recettes fiscales	44 596,6	109 267,8	51 619,1	50 362,8	43 852,2	59 233,6	91 700,8	121 199,8	192 520,4	229 580,9	308 006,4
a. I.E.R à charge des employeurs	37 316,9	49 086,9	50 661,8	48 502,5	43 342,9	59 172,6	91 488,1	121 125,1	138 714,7	229 128,3	307 227,6
-Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b. Divers	7 279,7	60 180,9	957,3	1 860,3	509,3	61,0	212,8	74,7	53 805,7	452,6	778,7
c. Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B.RECETTES NON FISCALES	923 381,3	664 885,7	732 025,8	565 251,6	526 636,5	895 647,0	1 486 947,6	1 450 930,9	1 285 715,0	2 231 630,9	2 347 537,5
1.Recettes administratives, judiciaires et domaniales	599 476,7	434 147,0	505 619,0	450 442,5	436 230,7	709 387,5	1 199 695,7	1 218 456,7	1 140 927,6	1 893 098,3	1 893 098,3
2.Portefeuille	99 517,9	110 532,8	103 473,2	86 708,8	28 866,1	92 509,3	120 508,8	173 968,5	111 292,3	248 741,6	322 705,4
3.Royalties	54 383,9	62 679,9	58 676,6	28 100,3	11 918,6	48 008,7	45 194,1	58 503,7	33 495,1	89 791,0	131 733,8
5.Divers(4)	170 002,8	57 526,0	64 257,0	-	49 621,0	45 741,5	121 548,0	-	-	-	-
I.2 RECETTES EXCEPTIONNELLES	128 657,0	68 090,0	15 135,0	23 251,0	1 397,0	783 840,0	850 538,0	207 666,0	1 609 908,3	2 242 042,5	2 242 043,5
1 Dons projets	128 657,0	35 631,0	-	-	-	-	-	207 666,0	1 286 422,8	2 039 899,5	2 039 899,5
2.Prêts projets	-	-	120,0	-	-	-	-	-	323 485,5	202 143,0	202 144,0
3.Ressources PPTE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4.Dons budgétaires	-	32 459,0	15 015,0	23 251,0	1 397,0	783 840,0	850 538,0	-	-	-	-
II.RECETTES DE LA SECURITE SOCIALE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A.Cotisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B.Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total (I + II)	3 762 378,0	4 121 604,2	4 362 631,5	4 438 795,2	3 656 554,0	5 336 242,0	7 937 124,0	7 382 107,2	8 635 438,2	13 877 502,5	17 785 011,4

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère des Finances

(1) Encaissements enregistrés dans les comptes du Trésor à la Banque non compris les recettes de fonds de contrepartie (A+B)

(2) Non compris la Gécamines.

(3) Cfr tableau II.16.

(4) Bonus sur le contrat chinois, vente de participation et reliquat paie.

Tableau I | 2 | 22 Prévisions des recettes des impôts sur le commerce extérieur ⁽¹⁾
 (en millions de CDF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
A.DROITS DE SORTIE	18 643,6	16 492,5	16 640,6	104 261,7	16 891,5	8 168,5	11 200,1	15 997,9	6 935,9	13 031,5	126 933,7
1. Droits de sortie ordinaire .	14 513,1	16 362,5	14 674,8	104 160,6	16 790,3	7 120,3	10 151,8	14 010,1	6 911,3	12 653,4	21 554,4
-Produits minéraux	6 320,4	6 954,9	7 417,2	95 564,0	14 503,3	5 251,0	7 135,3	7 994,6	606,5	4 372,8	5 791,0
-Produits végétaux	5 993,0	7 008,6	7 242,6	8 596,5	2 287,0	1 869,2	3 016,5	6 015,5	6 304,8	8 280,6	15 763,4
-Autres produits	2 199,7	2 399,0	15,0	-	-	-	-	-	-	-	-
2. T.V.A à l'exportation(2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Amendes	4 130,5	130,0	1 965,8	101,1	101,1	1 048,3	1 048,3	1 987,8	24,5	378,0	105 379,3
B.DROITS D'ENTREE	1 067 085,0	1 145 880,1	1 895 301,8	1 869 682,7	1 379 516,0	2 058 603,4	2 060 862,8	2 029 980,1	1 274 938,6	2 222 061,0	3 284 275,1
1.Droits de douane	436 656,4	470 923,1	720 344,9	764 011,9	593 892,2	973 577,8	842 249,4	764 426,5	482 236,3	856 697,4	1 196 324,2
2. T.V.A à l'importation	575 000,0	663 906,9	1 174 933,5	1 097 326,1	784 738,7	1 082 763,2	1 216 351,1	1 263 741,8	792 019,4	1 364 499,7	2 016 252,7
3.Taxe statistique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4.Amendes	55 428,6	11 050,0	23,4	8 344,7	885,0	2 262,3	2 262,3	1 811,8	682,8	864,0	71 698,2
C. ENTREPOTS (3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL(A+B+C)	1 085 728,6	1 162 372,6	1 911 942,4	1 973 944,4	1 396 407,4	2 066 771,9	2 072 062,9	2 045 978,0	1 281 874,4	2 235 092,5	3 411 208,8

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget (Loi de Finances)

(1) Non compris la Gécamines.

(2) A partir de 2012, Taxe sur la valeur ajoutée

(3) Comprend les droits de magasin, la taxe progressive, la taxe d'ouverture d'entrepôts particuliers et la taxe d'entreposage d'office.

Tableau I | 2 | 23 Recettes des impôts sur le commerce extérieur ⁽¹⁾
 (en millions de CDF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
A.DROITS DE SORTIE	17 652,3	16 696,0	16 873,4	10 161,2	8 700,7	12 758,3	15 745,1	15 588,2	14 675,6	83 125,1	10 960,6
1. Droits de sortie ordinaire.	8 182,2	7 311,0	7 340,0	5 445,7	4 529,4	7 782,0	9 505,0	8 357,2	10 216,1	10 640,8	0,0
-Produits minéraux	3 245,2	2 551,4	2 870,0	3 238,1	2 774,1	5 917,6	4 780,2	2 673,3	1 933,4	804,1	0,0
-Produits végétaux	4 937,1	4 759,5	4 470,0	2 207,6	1 755,3	1 864,4	4 724,8	5 683,9	8 282,7	9 836,7	0,0
-Autres produits	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. T.V.A à l'exportation (2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3.Taxe statistique	9 469,1	9 344,4	7 356,9	4 500,8	1 909,0	4 082,7	6 158,0	6 791,7	4 399,5	7 159,6	10 960,6
4. Amendes	1,0	40,7	2 176,5	214,6	2 262,3	893,6	82,1	439,2	60,0	65 324,7	0,0
B.DROITS D'ENTREE	1 057 177,7	1 374 373,6	1 432 849,1	1 442 592,0	982 275,8	951 157,4	1 336 435,0	1 482 452,9	1 432 848,9	2 177 373,0	1 424 852,1
1. Droits de douane	463 433,4	532 427,5	559 649,2	559 242,6	420 135,0	410 536,8	568 422,5	675 640,3	549 396,9	763 240,0	0,0
2. T.V.A à l'importation	590 679,3	840 588,0	873 054,8	879 549,0	561 977,7	538 173,2	766 231,7	805 491,4	882 273,1	1 366 036,6	1 424 852,1
3.Taxe statistique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4. Amendes	3 065,0	1 358,1	145,1	3 800,4	163,1	2 447,3	1 780,8	1 321,2	1 178,9	48 096,5	0,0
C.ENTREPOTS (3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	1 074 830,0	1 391 069,6	1 449 722,5	1 452 753,1	990 976,5	963 915,7	1 352 180,0	1 498 041,1	1 447 524,5	2 260 498,1	1 435 812,7

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère des Finances

(1) Non compris la Gécamines.

(2) à partir de 2012, Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A).

(3) Comprend les droits de magasin, la taxe progressive, la taxe d'ouverture d'entrepôts particuliers et la taxe d'entreposage d'office.

Tableau I|2|24 Prévisions des recettes des impôts sur les revenus ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
A. REVENUS DES PERSONNES PHYSIQUES.	448 353,1	535 894,8	702 637,3	772 670,7	573 034,3	1 107 440,2	942 371,0	1 145 108,4	1 081 026,0	1 616 241,4	2 069 752,7
1. Rémunérations	415 773,3	489 601,2	647 235,6	700 820,5	522 982,6	988 546,6	787 906,4	961 419,6	921 870,7	1 246 728,0	1 642 940,2
2. Revenus locatifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Revenus mobiliers	28 252,4	38 667,8	55 401,8	71 850,2	50 051,7	56 747,2	81 548,0	92 466,6	87 072,8	188 957,4	270 340,3
4. Professions libérales	4 327,3	7 625,8	0,0	0,0	0,0	62 146,3	72 916,7	91 222,2	72 082,5	180 555,9	156 472,3
B. REVENUS DES SOCIETE ET ENTREPRISE.	232 457,1	277 762,1	390 899,9	687 565,1	422 465,1	523 198,1	773 806,3	1 540 012,2	703 038,5	2 000 445,9	2 555 548,5
1. Sociétés	200 576,4	237 034,8	324 749,4	614 311,2	351 482,7	476 308,0	730 459,3	1 520 735,7	695 981,0	1 991 425,9	2 542 238,2
2. Entreprises	31 880,7	40 727,3	66 150,5	73 253,9	70 982,4	46 890,1	43 347,0	19 276,5	7 057,5	9 020,0	13 310,3
C. AMENDES ET ACCROISSEMENTS	-	46 715,3	44 219,3	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	680 810,2	860 372,3	1 137 756,5	1 460 235,8	995 499,3	1 630 638,3	1 716 177,3	2 685 120,6	1 784 064,5	3 616 687,3	4 625 301,2

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget
(1) Cfr note 1, tableau II.12.

Tableau I|2|25 Recettes des impôts sur les revenus ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
A. REVENUS DES PERSONNES PHYSIQUES.	432 323,0	525 699,9	582 680,4	568 227,9	562 374,4	799 422,1	1 083 552,4	936 451,2	1 474 291,9	1 809 669,5	2 318 720,5
1. Rémunérations	391 793,1	478 375,7	532 023,7	515 016,4	508 929,3	659 395,3	816 379,2	726 149,8	983 789,1	1 301 942,5	1 449 207,1
2. Revenus locatifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Revenus mobiliers	37 918,3	45 671,6	50 656,7	53 211,5	53 445,1	65 016,6	164 488,2	119 766,4	386 033,9	343 684,1	657 500,8
4. Professions libérales	2 611,6	1 652,7	-	-	-	75 010,15	102 684,96	90 534,99	104 468,93	164 042,79	212 012,56
B. REVENUS DES SOCIETE ET ENTREPRISE.	250 751,1	305 665,6	491 190,6	681 733,6	424 749,3	634 494,9	1 510 793,5	1 506 003,3	718 636,7	2 243 591,6	6 261 205,0
1. Sociétés	226 118,5	297 345,9	435 020,3	632 854,1	376 430,5	627 904,4	1 501 627,3	1 499 255,8	710 543,1	2 235 071,2	6 249 789,4
dont -Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Pétroliers	54 383,9	53 668,1	42 253,2	25 849,9	10 964,1	23 448,1	35 367,6	1 499 255,8	710 543,1	2 235 071,2	6 249 789,4
2. Entreprises	24 632,6	8 319,7	56 170,4	48 879,6	48 318,8	6 590,4	9 166,2	6 747,5	8 093,5	8 520,4	11 415,7
C. AMENDES ET ACCROISSEMENTS	25 695,7	30 848,4	28 184,6	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	708 769,8	862 213,9	1 102 055,7	1 249 961,5	987 123,7	1 433 916,9	2 594 345,9	2 442 454,5	2 192 928,6	4 053 261,1	8 579 925,6

Source: BCC sur base des données du Ministère des Finances
(1) Cfr note 1, tableau II.12.

Tableau I|2|26 Prévisions des recettes des impôts sur biens et services ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
A. T.V.A. A L'INTERIEUR (2)	684 960,7	673 363,3	747 667,7	788 176,7	652 289,3	955 766,4	880 722,0	1 173 818,1	1 074 454,4	1 749 042,4	2 160 140,7
B. DROITS DE CONSOMMATION	413 440,8	470 356,7	543 809,8	604 134,7	438 865,7	462 601,8	478 257,2	599 404,2	592 053,9	762 642,7	1 154 691,2
1. Bières	101 016,3	119 174,8	138 245,1	160 002,1	142 128,1	146 685,5	144 993,0	212 125,2	178 417,4	222 421,0	341 539,1
2. Huiles minérales	-	352,86	-	3 858,7	1 729,8	2 494,5	9 517,8	9 889,7	10 606,4	16 603,1	28 178,6
3. Tabacs et allumettes	84 625,9	91 694,5	101 118,9	118 178,1	65 552,2	88 610,8	88 861,0	130 434,6	92 244,1	93 942,8	149 268,2
4. Autres produits (3)	187 357,7	257 314,6	304 122,2	320 694,8	228 054,5	224 741,0	234 815,2	246 796,6	310 785,8	429 602,2	631 760,1
5. Amendes	40 440,8	1 820,0	323,5	1 401,1	1 401,1	70,1	70,1	158,1	0,3	73,7	3 945,2
C. IMPOTS SUR VEHICUL (4)	27 659,9	4 938,3	3 400,1	51 790,2	37 450,1	58 941,9	38 471,7	45 167,0	27 714,0	64 013,3	66 488,7
TOTAL (A+B+C)	1 126 061,5	1 148 658,3	1 294 877,5	1 444 101,5	1 128 605,1	1 477 310,2	1 397 450,9	1 818 389,2	1 694 222,2	2 575 698,4	3 381 320,6

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget
(1) Cfr note 1, tableau II.12.

(2) à partir de 2012, Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A).

(3) Alcools et vins, eaux gazeuses et limonades, sucre, ciments, allumettes, parfums, liquides alcooliques.

(4) Vignette, plaques et taxe spéciale de circulation routière.

Tableau I | 2 | 27 Recettes des impôts sur biens et services
(en millions de CDF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
A. T.V.A. A L'INTERIEUR ⁽¹⁾	539 181,9	593 970,0	582 746,0	640 137,8	622 186,6	705 823,6	944 230,3	1 022 753,6	1 231 605,6	1 802 294,8	2 206 464,3
B. DROITS DE CONSOMMATION	240 930,0	331 545,7	350 508,0	393 247,9	422 887,0	426 604,4	483 117,0	518 125,6	583 193,0	778 834,5	299 784,7
1. Bières	74 772,5	124 336,8	130 537,1	134 904,0	124 979,4	154 497,9	180 445,6	175 457,9	187 987,1	189 574,4	272 746,2
2. Huiles	-	-	-	1 388,9	5 560,6	6 906,2	7 557,5	7 495,9	10 535,3	9 241,2	0,0
3. Tabacs fabriqués	66 235,5	57 832,9	58 685,1	62 064,3	55 597,6	67 195,8	60 704,6	73 706,9	80 764,4	44 183,9	27 038,5
4. Autres produits ⁽²⁾	99 558,9	149 350,7	161 260,6	194 812,7	236 649,4	197 644,8	234 362,4	261 393,8	298 982,1	532 475,6	0,0
5. Amendes	363,1	25,3	25,2	78,0	100,0	359,6	47,0	71,1	4 924,0	3 359,4	0,0
C. SOCIETES PETROLIERES ⁽³⁾	99 517,9	98 208,0	77 319,7	47 303,0	20 063,4	42 908,0	64 719,7	71 380,0	46 237,8	75 245,7	115 193,8
C. IMPOTS SUR VEHICUL ⁽⁴⁾	2 513,4	2 353,4	1 499,8	16 526,4	41 431,1	24 352,7	69 344,7	49 555,7	44 626,2	204 114,0	250 243,0
TOTAL	882 143,3	1 026 077,1	1 012 073,5	1 097 215,1	1 106 568,1	1 199 688,8	1 561 411,7	1 661 814,9	1 905 662,5	2 860 488,9	2 871 685,7

Source: BCC sur base des données du Ministère des Finances

(1) Cfr note 2, tableau II.12.

(2) Cfr note 3, tableau II.15.

(3) Taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés pétrolières

(4) Cfr note 4, tableau II.15.

Tableau I|2|28 Budget des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère et institution
(en millions de CDF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
I. Institutions politiques	318 510,0	308 747,9	345 889,1	341 929,2	205 727,4	271 744,3	332 998,0	380 538,3	489 871,9	838 596,0	993 096,0
Présidence de la République.	50 000,0	53 000,0	63 191,5	65 694,7	43 028,5	50 694,7	58 056,7	64 520,9	121 777,8	240 633,8	262 497,4
Assemblée Nationale & Sénat	122 850,0	132 098,9	142 809,9	148 161,3	91 711,0	112 368,3	121 403,0	134 920,3	228 100,2	402 883,2	469 813,8
Primature(1)	19 380,0	17 827,7	19 140,6	19 814,9	12 078,9	23 812,9	34 319,4	37 284,7	53 505,6	97 563,5	101 492,4
Organismes auxiliaires (2)	7 200,0	8 500,0	15 656,9	15 822,1	-	-	-	-	-	-	2 509,8
Autres(3)	48 080,0	27 746,0	3 273,6	15 822,1	12 947,7	32 754,6	47 028,5	62 091,4	30 643,0	29 661,9	40 818,0
Magistrature, Cours & Tribunaux	71 000,0	69 575,4	101 816,6	76 614,2	45 961,3	52 113,8	72 190,3	81 721,0	55 845,3	67 853,6	115 964,6
Comité Directeur CPP	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dialogue Inter Congolais	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II. Ministères	525 191,8	607 815,5	628 670,5	662 699,6	461 070,9	501 494,0	600 000,0	674 187,7	581 800,0	855 636,5	1 459 141,7
Administration du territoire.	76 416,0	92 376,4	102 571,6	108 277,9	77 584,3	78 326,7	83 717,6	13 752,2	65 946,1	78 309,2	90 116,5
Affaires Etrangères	14 713,0	19 928,6	2 300,0	23 300,0	15 862,6	14 911,0	16 966,5	102 367,7	10 181,8	14 281,8	22 056,7
Commerce	700,0	635,1	3 800,0	2 126,7	1 239,1	4 696,8	5 619,7	6 100,0	3 952,1	3 952,1	4 514,5
Défense Nationale	131 544,1	204 475,3	212 469,6	214 078,0	140 206,6	134 312,7	135 235,5	145 536,7	121 973,9	187 902,1	339 618,9
Anciens Combattants	621,0	744,1	800,0	801,8	563,7	1 163,7	1 860,1	2 500,0	2 854,4	2 715,6	3 013,8
Justice	25 000,0	18 977,8	21 750,0	23 119,1	13 832,7	13 075,6	13 998,5	14 713,1	8 547,5	40 547,7	38 486,0
Finances	20 000,0	23 640,8	25 517,4	25 849,6	13 753,9	12 861,7	13 789,5	21 893,8	22 015,5	30 001,7	34 638,3
Economie Nationale	3 000,0	2 915,0	3 050,0	3 015,5	2 415,7	3 023,5	3 946,3	4 531,6	2 974,4	3 974,4	4 219,4
Education Nationale (4)	91 661,0	86 366,7	90 200,0	92 741,0	63 899,7	65 790,8	118 482,2	114 932,1	101 283,2	175 108,8	572 076,3
Information et presse	2 500,0	2 235,5	2 377,0	2 036,4	1 344,3	1 952,1	2 874,9	3 700,0	2 306,4	2 806,4	2 979,1
Agriculture , Pêche & Elevage	10 000,0	10 164,6	10 850,0	9 745,5	10 164,0	17 989,5	20 078,8	23 721,9	40 104,3	40 104,3	43 380,3
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	3 000,0	3 488,0	3 708,0	8 473,8	6 030,3	5 801,9	9 347,0	7 415,6	4 871,5	15 761,4	17 660,7
Mines & Hydrocarbone	7 780,0	7 942,4	8 286,1	8 139,5	5 359,6	6 575,2	8 420,8	9 890,0	6 896,7	7 396,7	8 063,8
Transports et Communications.	1 900,0	2 766,8	3 500,0	3 519,7	2 051,4	2 659,2	3 808,4	5 000,0	3 293,3	3 333,3	3 473,4
Fonction Publique	7 000,0	6 248,8	6 976,0	6 981,9	5 294,2	5 902,0	6 824,8	9 250,0	5 142,6	6 177,4	7 012,6
Affaires sociales	2 000,0	2 198,2	2 500,0	2 019,9	4 013,8	4 621,6	5 544,4	8 357,4	10 669,0	10 831,8	6 827,4
Postes, Télégraphes, Télégrammes.	1 700,0	2 440,7	2 700,0	2 139,4	1 525,9	2 133,6	3 282,9	3 388,6	2 798,4	3 799,4	4 360,5
Santé Publique	27 870,0	31 219,4	30 000,0	31 413,6	24 897,0	25 504,8	26 427,6	28 902,5	53 448,6	53 448,6	52 202,3
Culture et Arts	1 762,5	1 625,1	2 180,0	3 197,4	2 061,7	2 669,5	3 592,3	3 708,0	3 691,3	3 691,3	4 077,4
Energie	1 200,0	1 389,7	1 450,0	1 513,6	4 599,2	5 207,0	6 129,8	6 463,8	3 517,9	3 517,9	3 981,8
Sports & Jeunesse	13 256,9	11 503,8	11 909,2	11 839,6	7 432,1	8 681,9	10 824,7	13 575,1	9 035,2	21 035,2	18 175,5
Affaires Foncières.	1 476,9	1 353,2	1 450,0	1 609,2	1 250,6	1 998,3	3 034,4	4 000,0	2 599,5	2 599,5	2 770,0
Travail et Prévoyance Sociales.	2 500,0	2 363,5	4 286,2	4 145,6	2 234,3	4 117,6	6 416,1	8 569,5	5 556,7	6 238,7	22 729,5
Portefeuille	2 000,0	1 740,3	1 860,0	1 870,9	1 697,2	2 304,9	3 227,8	4 500,0	3 190,3	3 191,3	3 053,2
Environnement	4 250,0	4 484,6	4 700,0	3 905,3	2 859,4	3 467,2	3 583,2	4 200,0	3 388,1	6 061,6	6 400,1
Développement rural	5 949,9	6 000,8	6 400,0	7 882,7	8 843,9	9 451,7	10 844,5	11 200,0	16 094,8	16 094,8	18 491,5
Plan	6 000,0	5 114,7	5 841,3	5 816,8	4 696,4	5 304,2	6 227,0	8 609,3	10 941,2	18 100,1	17 181,8
Recherche scientifique	1 900,0	1 697,6	2 000,0	3 235,8	2 209,4	2 817,2	3 740,0	4 104,1	5 355,1	-	8 909,3
Condition Féminine & Famille	2 350,0	1 903,5	2 100,0	1 667,1	3 635,8	4 243,6	5 166,4	5 332,8	3 324,2	4 835,5	4 987,9
Droits et libertés du Citoyen.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits humains	1 400,0	1 204,0	1 300,0	1 122,0	1 030,9	3 003,6	3 931,4	4 000,0	2 288,4	3 088,4	3 260,8
Budget	25 000,0	24 114,6	23 514,6	22 960,9	13 870,3	12 928,1	13 850,9	24 827,7	16 689,5	41 325,0	33 500,5
Urbanisme et Habitat	4 608,7	4 369,5	4 500,0	-	-	3 223,9	4 146,7	4 500,0	3 004,9	10 293,2	7 887,1
Reconstruction	264,0	229,6	250,0	249,7	403,0	1 003,0	0,0	1 754,2	2 288,4	2 288,4	2 407,8
Coopération internationale	10 458,9	10 901,0	11 850,0	11 955,2	7 281,0	8 409,4	10 758,8	14 447,9	6 255,4	10 067,7	11 196,7
Relations avec le parlement	1 500,0	1 304,2	1 387,0	2 079,4	1 340,3	2 248,1	3 170,9	3 517,7	2 180,7	2 769,7	3 369,7
Réformes Institutionnelles	320,0	295,0	300,0	-	439,8	1 039,8	1 731,2	2 400,0	1 559,7	1 559,7	2 085,3
Relations avec partis politiques.	300,0	340,1	350,0	744,8	466,1	966,1	1 458,6	1 712,8	1 144,2	1 144,2	1 445,3
Petites et Moyennes Entreprises.	1 985,0	1 849,8	1 955,0	2 880,4	1 846,0	2 513,8	3 549,8	3 664,2	3 416,4	3 432,9	4 392,4
Tourisme et hôtellerie	600,0	532,9	600,0	1 788,8	1 415,1	2 022,9	2 945,7	4 077,0	3 253,3	5 286,6	5 467,7
Industrie	1 400,0	1 235,6	2 800,0	2 105,3	1 419,8	2 027,6	2 950,4	3 045,4	2 288,4	2 288,4	2 636,4
Ministères non identifiés	7 304,0	3 498,2	2 331,5	2 349,9	-	10 542,4	8 493,7	6 025,0	1 476,8	6 273,8	16 033,4
III. Autres services	3 583 607,2	3 008 937,8	3 627 879,0	3 716 632,5	3 521 120,3	5 021 017,6	5 374 468,8	5 666 428,3	6 266 659,6	8 480 307,4	17 956 093,0
Dette Publique	544 794,7	612 320,1	369 067,8	341 301,5	225 937,0	537 411,5	791 005,3	836 454,4	440 549,3	946 727,6	1 217 236,7
Villes et Provinces	973 221,0	212 400,0	212 400,0	241 698,1	212 400,0	240 000,0	240 000,0	240 000,0	414 246,5	392 278,3	447 837,4
Dépenses communes (5)	1 439 432,1	1 526 913,8	1 694 425,3	2 055 684,9	2 030 189,5	2 577 543,2	2 942 932,8	3 697 772,2	4 911 542,9	5 727 171,9	6 452 130,1
Budgets annexes	293 069,8	376 731,2	437 326,1	364 841,3	221 235,6	71 000,0	76 500,0	477 201,7	23 310,3	684 818,8	492 862,6
Dépenses pour ordre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 346 983,3
Dépenses exceptionnelles	285 789,6	247 272,7	864 383,7	203 637,8	323 200,0	1 202 950,6	977 536,0	410 000,0	100 000,0	268 000,0	850 000,0
Autres services	47 300,0	33 300,0	50 276,1	509 468,9	508 158,1	392 112,3	346 494,8	5 000,0	377 010,6	461 310,9	7 149 043,0
TOTAL	4 427 309,0	3 925 501,2	4 602 438,6	4 721 261,3	4 187 918,6	5 794 255,9	6 307 466,9	6 721 154,3	7 338 331,5	10 174 539,9	20 408 330,7

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget

(1) Primature, Vice-Primatures et Secrétariat du Gouvernement

(2) Principalement les Services de Sécurité.

(3) Cour des Comptes, Commission Nationale Electorale Indépendante, Conseil Economique et social, Conseil Supérieur de l'Audio-visuel et de la Communication, Commission Nationale des Droits de l'Homme, Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUSCO.

(4) Il s'agit de l'Enseignement Supérieur et Universitaire et de l'Enseignement Primaire et Secondaire.

(5) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses communes.

Tableau I | 2 | 29 Exécution des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère et institution
(en millions de CDF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
I. Institutions politiques	398 452,3	374 288,6	329 974,7	306 351,8	347 482,4	429 890,7	841 329,0	504 539,7	469 372,0	1 303 559,5	3 135 624,4
Assemblée Nationale & Sénat	129 889,8	108 832,8	114 111,8	105 938,9	92 941,2	120 482,8	158 124,5	143 434,6	191 965,1	416 983,0	705 348,2
Primature(1)	35 948,3	45 509,8	50 705,4	42 658,5	57 782,4	52 448,6	83 419,7	50 026,8	75 954,9	135 567,1	265 011,8
Organismes auxiliaires	5 005,6	12 662,4	17 499,8	20 435,6	-	-	-	-	-	-	232,52
Autres(2)	72 053,2	28 532,9	2 862,2	1 332,9	49 879,0	37 906,3	140 043,1	45 775,2	9 054,8	221 337,7	569 317,5
Serv. Techn. de la Prés.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Magistrature, Cours & Tribunaux	8 742,9	15 662,8	20 213,0	33 496,2	23 053,8	26 463,6	47 788,2	64 580,0	42 211,0	72 471,1	113 888,5
Ministère délégué à la Présidence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II. Ministères	533 796,2	513 559,7	382 815,3	425 406,9	526 988,5	544 655,0	1 004 468,8	702 890,3	678 532,1	1 213 343,8	3 747 361,4
Droits et Libertés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits humains	589,6	324,7	59,3	301,4	62,6	1 145,4	3 486,5	1 295,3	1 617,4	2 260,7	5 154,3
Intérieur, affaires coutumières	37 538,5	49 890,5	37 752,2	47 123,1	76 859,3	69 401,7	142 047,3	82 728,3	72 131,8	107 316,6	296 114,5
Affaires Etrangères	43 480,6	21 710,4	18 077,6	25 072,3	34 405,0	55 318,8	68 855,2	51 371,9	32 440,7	71 412,1	153 310,9
Défense Nationale	163 481,8	161 386,1	119 240,0	136 377,0	139 932,3	172 406,3	362 627,6	202 091,0	139 875,6	373 158,0	847 772,5
Anciens Combattants	91,3	15,8	49,2	39,1	39,8	79,7	301,3	1 154,9	1 868,5	269,9	1 025,5
Justice	8 085,2	9 491,9	11 952,5	15 090,1	17 679,0	12 271,6	40 416,0	24 521,6	17 808,4	48 318,0	97 340,8
Finances	79 070,8	121 845,7	71 176,8	50 135,8	67 115,0	56 949,1	98 157,0	91 628,0	70 109,4	142 204,9	945 794,2
Economie Nationale	339,9	2 132,7	2 018,9	2 064,7	1 011,4	812,1	861,7	581,4	1 682,1	1 157,4	19 088,6
Petites et moyennes entreprises	148,4	122,9	144,6	1 497,7	1 090,6	531,2	796,3	768,1	2 248,5	3 267,2	7 354,2
Education Nationale	26 700,4	11 384,5	24 807,2	12 648,4	14 544,3	7 911,5	25 197,1	43 455,4	156 383,7	268 994,5	794 145,6
Information et Presse	1 259,5	2 033,1	1 943,9	3 204,5	5 088,3	2 518,7	6 650,9	1 019,0	2 704,4	8 149,1	28 988,5
Agriculture, pêche et élevage	1 658,9	1 720,3	1 749,7	825,2	8 000,1	721,2	2 739,9	1 935,2	13 961,1	2 949,0	47 807,6
Travaux Publics (3)	3 536,2	7 719,5	708,0	1 097,0	3 161,8	6 984,2	3 267,1	2 287,0	8 698,9	11 057,7	9 543,6
Mines, Industrie et Artisanat	1 326,7	1 430,3	1 212,8	2 376,2	491,6	474,9	2 081,7	719,2	3 282,6	2 411,3	7 611,9
Transports et Communications.	14 390,7	22 710,3	2 349,8	3 524,4	4 901,5	2 121,5	4 775,9	3 651,0	1 734,2	733,5	45 089,9
Fonction Publique	1 196,0	1 218,4	1 357,5	1 459,1	804,0	2 494,3	10 282,9	2 438,0	1 929,3	10 093,4	15 240,2
Postes, Téléphones Télégrammes.	672,2	990,2	950,8	1 526,8	343,8	722,9	11 523,2	467,2	896,5	1 114,9	9 941,1
Santé Publique	14 032,2	23 419,8	22 114,2	21 767,8	30 803,1	12 097,7	29 275,7	12 996,5	15 184,8	8 842,3	32 807,8
Développement rural	735,4	595,6	783,8	1 725,1	1 333,1	512,6	2 625,8	872,9	4 834,9	2 625,9	6 797,6
Culture et Arts	1 097,5	1 274,9	695,5	3 041,5	721,9	1 399,1	1 528,8	1 145,5	1 785,3	1 682,1	3 575,7
Travail et Prévoyance Sociale	824,6	1 855,0	1 794,1	1 040,2	379,2	1 021,8	2 016,2	2 543,0	2 745,0	2 070,2	3 763,7
Energie et hydrocarbure	812,9	1 928,8	2 312,6	2 677,0	1 485,2	1 839,6	3 141,0	4 094,5	5 452,3	12 393,0	83 416,9
Tourisme et hôtellerie	62,4	75,4	62,3	1 164,0	762,8	549,4	1 055,8	410,6	1 036,8	1 280,4	2 116,7
Sports, Loisirs et Jeunesse	16 675,5	18 989,5	11 646,4	22 801,9	25 933,3	35 102,1	59 156,6	73 552,3	5 818,5	15 278,3	17 837,0
Urbanisme, Habitat et Affaires Foncières.	690,8	1 273,7	1 014,0	2 234,2	1 405,4	1 658,0	5 078,1	1 931,9	3 939,2	13 905,3	36 163,6
Plan	2 601,2	2 921,1	2 390,0	2 185,1	6 674,9	2 257,9	4 072,4	2 419,3	6 983,4	4 224,3	6 836,5
Reconstruction	6,3	3,7	16,6	34,8	3,3	4,7	59,6	19,0	133,0	38,0	159,9
Portefeuille	1 349,9	633,7	467,3	265,2	137,2	115,8	976,3	529,8	1 581,8	1 429,2	5 095,7
Commerce	258,3	808,6	78,7	675,1	462,5	1 403,9	2 243,0	956,4	1 258,4	1 541,8	5 968,7
Environnement	890,2	952,7	1 098,7	972,5	1 522,5	811,6	791,1	796,1	1 577,6	3 767,9	4 391,1
Affaires sociales	1 954,2	704,1	670,4	990,9	643,1	995,2	3 010,7	4 735,0	3 180,7	3 257,8	9 059,3
Recherche scientifique	230,3	349,9	297,5	1 315,4	576,5	290,5	495,8	466,0	1 698,2	1 184,2	3 227,3
Condition Féminine & Famille	773,6	1 011,9	773,9	961,4	342,7	1 219,4	1 965,9	1 833,3	3 006,4	1 336,8	6 691,2
Budget	49 711,4	25 546,9	25 605,4	42 744,0	76 328,4	79 853,1	99 318,7	78 982,4	82 031,6	77 690,8	155 308,6
Coopération internationale	51 166,8	9 647,7	8 892,7	4 194,0	384,2	-	1 280,6	1 616,5	3 371,0	4 432,6	18 381,4
Relations avec le Parlement	223,1	219,6	108,0	1 349,3	1 347,4	2 235,4	2 206,6	838,9	854,4	1 414,5	6 886,7
Réformes institutionnelles	15,0	11,2	14,7	45,9	0,9	-	52,6	19,0	1 982,4	38,0	164,8
Rélation avec les Partis Politiques	82,8	90,2	99,5	150,6	0,8	-	49,7	19,0	156,9	42,4	137,4
Ministères non identifiés	6 035,3	5 118,4	6 328,1	8 708,2	209,7	8 422,1	-	0,0	546,4	0,0	7 249,8
III. Autres services	1 905 851,5	2 792 593,8	3 284 012,8	3 267 291,4	2 671 024,0	3 256 715,5	4 556 329,7	5 871 827,7	6 084 944,9	7 819 433,2	10 969 960,9
Villes et Provinces	170 441,0	203 963,1	170 100,4	236 283,1	164 904,2	134 712,4	199 704,0	151 178,1	257 975,2	251 845,1	327 350,9
Dettes Publiques	160 451,0	372 917,6	255 656,2	266 267,3	204 100,1	353 621,2	444 116,9	814 474,9	411 358,9	1 305 377,9	1 056 028,3
Dépenses communes (4)	1 293 459,0	1 463 767,0	1 609 074,7	2 384 279,0	1 987 697,2	2 261 275,4	2 819 097,0	4 471 326,8	4 844 407,3	5 604 547,5	6 948 360,0
Dépenses à ventiler	14 204,5	492 921,0	694 497,1	152 914,7	72 121,9	-	-	-	411 559,2	-	182 714,9
Subventions et transferts	176 820,0	246 056,3	303 989,0	177 883,4	198 044,5	186 084,2	443 745,2	384 476,4	91 105,5	587 367,1	101 655,2
Budget pour ordre	-	-	-	-	-	25 210,6	8 569,8	6 192,4	7 656,8	18 772,1	1 084 433,3
Dépenses exceptionnelles	90 476,0	12 968,8	250 695,4	49 664,0	44 156,1	295 811,7	641 096,8	44 179,1	60 882,1	51 523,5	169 217,5
Autres services (PPT)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 100 200,7
TOTAL	2 838 100,0	3 680 442,1	3 996 802,8	3 999 050,1	3 545 495,0	4 231 261,3	6 402 127,6	7 079 257,7	7 232 849,0	10 336 336,5	17 852 946,7

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget

(1) Primature, Vice-Primatures et Secrétariat du Gouvernement.

(2) Cour des Comptes, Commission Nationale Electorale Indépendante,

Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUSCO.

(3) Y compris les dépenses de l'Office des Routes.

(4) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses centralisées, et le TVA remboursable

Tableau I | 2 | 30 Dépenses courantes de l'Etat par nature
(en millions de CDF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
I. Biens et services	2 215 632,5	2 912 557,9	3 399 221,6	3 403 022,6	3 014 862,4	3 025 477,3	4 307 751,6	4 859 083,8	5 740 632,8	8 697 382,5	9 257 517,9
1. Rémunérations	1 256 135,0	1 409 746,4	1 577 880,8	1 802 647,6	1 957 119,0	2 083 863,0	2 694 080,0	3 616 181,7	4 758 328,0	5 386 458,3	6 731 759,0
2. Autres biens et services	959 497,5	1 502 811,5	1 821 340,8	1 600 375,0	1 057 743,4	941 614,3	1 613 671,6	1 242 902,1	982 304,8	3 310 924,2	2 525 758,9
Fournitures et matériel ⁽¹⁾	209 639,6	111 729,2	167 808,8	196 565,3	153 497,5	152 037,4	359 065,2	233 879,4	213 988,8	298 737,1	770 401,6
Frais généraux et divers	104 338,4	64 874,1	108 244,7	121 984,9	251 592,9	378 562,2	949 421,9	208 733,4	173 219,4	404 446,6	959 141,3
Dépenses extérieures ⁽²⁾	18 066,0	11 582,1	12 109,8	11 978,1	8 288,4	15 374,4	23 475,5	16 167,5	20 848,8	19 071,1	37 354,0
Provinces et villes	170 441,0	199 774,2	170 100,4	236 283,1	162 529,2	137 094,7	199 704,0	151 178,1	81 516,3	251 845,1	327 350,9
Organismes médicaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enseignement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voyages	28 440,1	45 937,1	61 546,9	49 248,6	59 962,6	38 462,9	82 005,0	65 306,7	24 461,1	73 387,0	248 796,2
A ventiler	428 572,4	1 068 914,8	1 301 530,1	984 315,1	421 872,8	220 082,7	-	567 637,0	468 270,4	2 263 437,3	182 714,9
II. Versements d'intérêts	160 780,8	243 168,9	139 559,1	156 078,5	259 582,1	89 882,4	140 245,9	175 309,8	22 694,5	153 303,3	164 642,5
1. Sur dette intérieure	136 836,0	152 396,2	117 050,9	138 928,6	242 427,7	66 690,0	108 571,8	149 496,5	5 056,3	58 211,3	114 861,2
Découvert journalier ⁽³⁾	136 836,0	152 396,2	117 050,9	138 928,6	242 427,7	66 690,0	108 571,8	149 496,5	5 056,3	58 211,3	114 861,2
Bons du Trésor	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette consolidée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. Sur dette extérieure	23 944,8	90 772,7	22 508,2	17 150,0	17 154,4	23 192,4	31 674,1	25 813,3	17 638,3	95 092,0	49 781,3
Dette financière	23 944,8	90 772,7	22 508,2	17 150,0	17 154,4	23 192,4	31 674,1	25 813,3	17 638,3	95 092,0	49 781,3
Dette commerciale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A ventiler	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III. Subventions et transferts	461 686,7	524 715,3	470 320,4	439 949,0	271 050,6	1 115 901,6	1 954 130,1	2 044 864,2	1 469 521,6	1 485 650,7	5 809 496,6
1. Organismes publics ⁽⁴⁾	408 179,0	450 019,4	405 650,0	360 860,5	195 040,7	1 012 342,5	1 825 805,7	1 929 462,5	1 349 751,2	1 325 012,5	5 460 809,9
2. Entreprises	-	21 033,4	16 949,5	17 113,6	11 721,7	12 054,0	8 569,8	6 192,4	7 656,8	4 766,4	5 522,3
3. Ménages	35 118,8	34 017,5	30 448,0	49 893,9	46 333,6	58 285,3	98 151,7	88 171,7	90 406,4	127 287,4	332 340,0
Bourses d'études	-	22,9	-	168,6	429,5	72,9	26,0	112,4	105,2	88,3	1 739,1
Pensions civiles et militaires	11 810,9	17 633,0	17 514,6	24 155,1	25 808,7	26 824,2	31 624,8	41 251,9	50 443,4	71 528,6	186 546,4
Soins médicaux	12 691,7	8 641,9	7 855,9	13 707,4	15 463,5	20 400,5	35 644,8	32 082,4	16 154,4	36 788,2	71 009,8
Divers (5)	10 616,2	7 719,7	5 077,5	11 862,8	4 632,0	10 987,8	30 856,1	14 725,1	23 703,4	18 882,3	73 044,8
4. A l'étranger ⁽⁶⁾	18 388,9	19 645,0	17 273,0	12 080,9	17 954,5	33 219,8	21 602,9	21 037,5	21 707,3	28 584,4	10 824,4
Total	2 838 100,0	3 680 442,1	4 009 101,1	3 999 050,1	3 545 495,0	4 231 261,3	6 402 127,5	7 079 257,9	7 232 848,9	10 336 336,5	15 231 657,0

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget

(1) Non compris les achats de matériel civil durable. Y compris les achats d'équipements militaires.

(2) Principalement les représentations diplomatiques.

(3) A partir de 2010, il enregistre aussi les intérêts sur créances titrisées et les commissions.

(4) Organismes publics autres que les écoles et les formations médicales. A partir de 2005, il s'agit des subventions, retrocessions et autres interventions de l'Etat.

(5) Essentiellement les frais des transports pris en charge par l'Etat.

(6) Concerne les cotisations à des organismes internationaux.

Tableau I|2|31 Budget des dépenses en capital de l'Etat : Répartition par ministère et institution
(en millions de CDF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
I. Institutions politiques	41 739,0	15 962,7	32 960,5	12 305,2	17 406,4	11 631,1	42 836,0	44 515,9	5 309,2	38 774,5	202 583,2
Présidence de la République.	38 641,7	2 689,9	6 746,7	2 726,2	6 996,8	3 338,9	7 575,6	12 421,2	2 361,6	20 400,9	61 636,3
Assemblée Nationale & Sénat	2 615,2	501,4	10 772,5	5 434,2	9 395,3	2 553,2	9 965,2	12 604,0	1 164,8	10 230,8	32 429,9
Primature(1)	76,3	2 175,6	3 979,3	2 144,8	1 014,3	4 150,0	4 600,0	3 601,6	702,9	2 018,3	7 482,5
Organismes auxiliaires(2)							0,0		166,5		
Autres(3)							18 926,1	5 517,7	200,8	975,9	53 751,7
Magistrature, Cours & Tribunaux	405,9	10 595,8	11 462,0	2 000,0	-	1 589,0	1 769,2	10 371,4	712,6	5 148,6	47 282,8
Comité Directeur CPP											
Dialogue Inter Congolais											
II. Ministères	2 023 745,2	1 584 115,8	1 496 914,1	1 718 376,1	1 292 146,6	574 998,3	2 143 148,6	1 998 228,6	2 292 922,6	3 911 232,2	5 625 085,1
Administration du territoire.	157 161,2	169 252,9	10 643,5	316 797,3	43 649,8	10 051,9	116 140,7	342 591,8	49 347,6	90 336,9	101 722,8
Affaires Etrangères	-	237,1	3 252,0	3 700,0	2 223,9	237,4	2 591,5	4 913,7	123,1	14 643,1	9 116,8
Commerce	159,0	500,0	1 943,0	7 909,1	1 956,0	495,8	7 237,7	12 778,2	9 990,6	11 290,1	25 552,0
Défense Nationale	11 006,1	7 115,2	72 569,4	21 688,6	10 452,9	2 784,0	3 700,0	8 006,4	3 861,7	69 936,0	357 694,1
Anciens Combattants	390,7	744,1	516,0	0,0	70,3	313,7	500,0	425,0	76,4	2 258,1	3 705,7
Justice	5 968,7	5 714,3	8 074,3	9 958,3	4 985,8	5 840,6	4 777,9	15 043,4	2 737,9	6 720,7	8 140,7
Finances	75 389,6	59 253,2	149 078,5	38 219,6	107 130,5	960,6	52 753,8	21 989,9	53 595,8	61 924,4	128 103,1
Economie Nationale	343,4	2 760,3	934,2	911,0	3 211,6	204,5	2 304,5	4 460,2	13 590,2	169 463,1	168 889,8
Education Nationale (4)	117 164,0	120 287,4	76 004,8	47 191,8	82 744,3	95 879,6	171 586,2	97 675,3	287 116,1	582 729,1	431 168,4
Information et presse	305,2	8 542,2	243,4	797,3	71 847,6	50,0	8 646,0	7 018,2	1 369,9	2 036,4	14 685,7
Agriculture, Pêche & Elevage	216 722,2	47 722,2	182 970,4	57 406,5	265 113,2	14 431,5	71 861,7	252 555,7	123 886,5	242 161,1	564 668,6
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	315 408,3	532 306,3	88 419,9	231 415,5	181 565,4	122 328,5	271 271,5	100 940,3	173 704,9	222 188,1	990 886,3
Mines & Hydrocarbure	12 187,6	1 000,0	27 743,1	74 925,9	6 068,6	1 010,3	44 721,4	85 014,5	11 938,8	27 107,5	26 951,7
Transports et Communications.	140 147,2	108 357,8	77 883,2	332 045,5	63 513,8	5 806,7	200 475,4	134 086,1	181 203,7	256 430,3	395 783,7
Fonction Publique	114,5	85,9	97 600,7	45 578,8	14 102,7	1 879,0	101 930,6	63 314,3	41 229,9	77 872,3	94 809,3
Affaires sociales	16 169,3	4 894,5	19 555,0	6 855,5	9 346,4	6 104,6	25 934,6	14 211,5	94 324,6	93 817,2	12 960,9
Postes, Télégraphes, Télégrammes.	1 409,0	1 893,9	70 278,1	86 820,4	24 832,0	0,0	28 844,0	6 625,3	6 107,4	24 626,7	45 942,9
Santé Publique	344 923,9	125 208,0	328 211,3	132 115,5	147 623,4	53 018,6	267 355,2	452 307,2	390 569,1	805 507,1	758 744,2
Culture et Arts	1 576,9	1 500,0	1 294,5	1 799,0	1 463,9	862,9	29 629,4	5 701,0	496,7	5 279,6	9 624,0
Energie	367 381,0	246 035,2	0,0	162 601,9	119 265,6	3 954,7	399 711,8	163 401,9	281 160,1	303 625,0	380 090,7
Sports & Jeunesse	1 232,1	5 092,2	1 398,8	3 602,1	4 355,8	24 185,4	6 023,6	10 520,5	2 693,7	5 472,0	30 378,6
Affaires Foncières.							3 055,8	2 937,4	143,0	1 862,9	1 870,7
Travail et Prévoyance Sociales.	199,9	5 015,9	4 818,6	3 624,0	3 199,8	4 717,1	12 286,3	15 018,1	6 542,6	9 830,1	21 240,6
Portefeuille	11 617,6	7 561,6	7 063,7	3 598,3	5 693,8	888,8	12 708,2	14 387,0	908,7	2 201,5	18 629,6
Environnement	31 567,6	10 362,9	47 543,8	0,0	70 902,1	2 227,4	38 180,9	16 375,0	17 600,8	25 608,1	98 626,4
Développement rural	30 939,4	25 497,7	165 991,5	42 187,6	12 953,3	136 352,7	40 689,8	30 602,5	31 225,6	62 421,3	193 037,0
Plan	124 713,4	53 378,5	31 185,8	12 317,4	10 808,0	4 510,1	40 783,5	23 316,8	240 401,5	262 157,7	54 812,4
Recherche scientifique	1 294,3	2 403,6	2 414,9	3 154,5	4 465,1	1 218,6	6 548,7	12 946,6	19 505,7	30 500,7	39 054,9
Condition Féminine & Famille	25 600,0	11 931,5	8 969,6	42 427,6	14 641,4	1 516,5	39 758,3	7 867,0	8 866,3	10 418,4	249 247,4
Droits et libertés du Citoyen.									812,63		
Droits humains							500,0	461,6		3 475,0	4 494,5
Budget	3 890,8	4 555,7	5 000,0	4 739,9	3 819,7	9 287,8	11 042,2	11 476,7	60 529,4	86 103,2	29 374,9
Urbanisme et Habitat	8 660,8	13 525,9	4 812,1	21 084,8	0,0	456,1	49 877,0	13 132,0	26 329,7	28 864,1	42 468,1
Reconstruction	101,6	1 379,8	0,0	1 630,6	140,0	50,0	0,0	450,0	10,6	845,9	660,5
Coopération internationale								790,0	20,6	22,0	4 692,9
Relations avec le parlement							500,0	700,0	9,2	51,1	451,8
Réformes Institutionnelles								466,9	6,8	43,0	518,3
Relations avec partis politiques.							200,0	500,0	15,1	1 130,8	1 674,9
Petites et Moyennes Entreprises.	-	-	500,0	1 271,7	-	63 373,0	27 636,5	12 750,0	52 288,0	97 951,9	151 125,5
Tourisme et hôtellerie							7 281,4	13 875,0	1 237,1	1 517,3	9 419,0
Industrie							24 787,6	5 043,5	44 408,7	48 327,0	45 365,6
Ministères non identifiés							9 315,0	11 552,5	52 936,1	162 475,4	98 700,0
III. Autres services	116 377,9	909 084,9	1 316 691,1	1 134 276,4	-	3 842 427,2	434 424,3	566 919,6	151 969,3	1 206 835,0	1 340 374,7
Villes et Provinces							374 424,3	566 919,6	136 969,3	1 176 835,0	1 321 374,7
Budgets annexes											
Dépenses exceptionnelles											
Autres services	116 377,9	909 084,9	1 316 691,1	1 134 276,4	-	3 842 427,2	60 000,0	0,0	15 000,0	30 000,0	19 000,0
TOTAL	2 181 862,2	2 509 163,4	2 846 565,7	2 864 957,6	1 309 553,0	4 429 056,7	2 620 408,9	2 609 664,1	2 450 201,1	5 156 841,8	7 168 043,0

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget

(1) Primature, Vice-Primatures et Secrétariat du Gouvernement

(2) Principalement les Services de Sécurité.

(3) Cour des Comptes, Commission Nationale Electorale Indépendante, Conseil Economique et social, Conseil Supérieur de l'Audio-visuel et de la Communication, Commission Nationale des Droits de l'Homme, Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUSCO.

(4) Il s'agit de l'Enseignement Supérieur et Universitaire et de l'Enseignement Primaire et Secondaire.

(5) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses communes.

Tableau I|2|32 Exécution du budget des dépenses en capital de l'Etat. Répartition par ministère et institution
(en millions de CDF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
I.Institutions politiques	3 944,3	29 317,0	17 217,5	3 026,8	2 909,2	1 036,3	85 517,2	18 488,0	21 294,3	26 043,5	181 400,6
Présidence de la République.	1 814,2	27 751,2	9 677,2	1 850,2	2 857,1	1 036,3	17 470,3	9 172,0	8 256,3	25 306,4	155 853,3
Assemblée Nationale & Sénat	0,0	617,5	0,0	905,3	0,0	0,0	2 751,5	3 727,7	3 445,8		23 889,9
Primature(1)	2 130,1	948,3	7 540,3	271,2	52,1	0,0	1 900,8	3 822,2	9 350,2	600,0	
Organismes auxiliaires(2)									0,0		
Autres(3)							63 324,6	756,0	6,0		
Magistrature, Cours & Tribunaux							70,0	1 010,1	236,0	137,0	1 657,4
Comité Directeur CPP											
Dialogue Inter Congolais											
II.Ministères	355 176,7	323 436,2	281 515,5	502 893,6	539 254,9	999 216,0	731 400,1	849 442,2	559 963,0	1 502 616,9	889 852,8
Intérieur et Administration du territoire.	12 044,0	3 262,7	6 277,0	19 290,0	28 013,3	64 358,7	36 990,0	40 217,9	7 584,1	67 585,9	17 006,1
Affaires Etrangères	933,2	0,0	120,1	537,5	1 705,2	154,4	2 213,4	1 707,7	550,2	122,0	5 011,5
Commerce	665,0	0,0	0,0	2 184,6	601,8	0,0	284,9	342,3	2 191,8	14 551,8	1 145,2
Défense Nationale	31 201,8	12 275,2	13 290,7	4 975,6	5 911,8	11 739,0	20 773,8	1 553,9	10 800,1	27 919,7	54 346,5
Anciens Combattants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	787,5	595,6	0,0		305,5
Justice	135,6	321,1	297,1	4 071,7	12 830,8	8 203,9	0,0	14 670,4	8 673,8		98,0
Finances	4 605,4	58 944,5	33 855,1	10 059,1	33 729,9	28 942,9	56 245,3	57 844,0	24 081,7	337 401,0	21 996,0
Economie Nationale						-	160,5	0,0	37,7		5 615,4
Education Nationale (4)	2 379,1	18 925,5	30 603,1	33 968,4	30 360,2	20 523,5	71 654,5	82 579,3	39 934,8	60 597,3	74 465,6
Information et presse	23,7	0,0	0,0	1 081,5	574,5	0,0	4 761,6	1 020,0	531,6	3 847,1	17 491,5
Agriculture, Pêche et Elevage	27 082,4	33 471,4	73 157,2	27 467,8	9 995,2	6 282,0	49 510,6	60 094,2	32 617,8	75 163,2	44 635,4
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	41 870,7	119 848,0	32 810,3	131 282,9	67 128,1	138 463,3	115 154,8	196 962,5	89 460,8	110 075,1	254 373,1
Mines & Hydrocarbure	212,8	1 130,9	120,0	2 978,0	0,0	15 510,8	8 950,6	11 017,5	28,1	16 398,6	11 608,4
Transports et Communications.	15 599,5	32 974,9	41 426,8	102 657,8	258 638,7	54 193,6	71 386,4	43 710,4	42 247,1	48 189,9	62 500,3
Fonction Publique	0,0	40,1	644,3	11 835,6	6 977,9	47 967,8	33 398,4	28 304,3	35 228,3	41 261,2	35 577,3
Affaires sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	468,9	0,0	1 326,9	2 203,1	392,1	2 946,4	13 107,5
Postes, Télégraphes,Télégrammes.	0,0	6 518,0	672,1	801,8	5 415,8	7 288,2	5 616,7	5 300,5	15 996,0	8 985,8	21,6
Santé Publique	17 478,2	31 356,2	33 324,3	10 337,4	12 874,7	204 335,8	97 376,0	153 886,9	171 440,4	344 085,9	8 567,9
Culture et Arts	146,1	168,1	1 364,5	1 414,6	339,3	30,0	537,6	346,1	200,0	9 406,8	903,2
Energie	192 066,2	0,0	0,0	99 966,0	17 065,3	271 662,4	54 794,1	22 310,2	9 620,8	92 083,2	37 917,0
Sports & Jeunesse	66,7	0,0	6 170,8	4 807,4	5 362,5	0,0	1 815,8	580,0	20 463,6	56 200,7	76 620,2
Affaires Foncières.							243,0	93,0	0,0	81,4	291,4
Travail et Prévoyance Sociales.							1 103,0	1 629,9	1 393,3		7 988,3
Portefeuille							1 245,3	2 308,6	670,4	978,4	4 031,4
Environnement	0,0	0,0	0,0	5 088,9	11 805,6	20 255,9	34 297,7	15 738,3		16 138,5	26 502,9
Développement rural	38,3	645,7	57,1	7 968,1	9 102,8	46 213,6	8 220,8	3 363,5	4 560,6	16 541,2	54 341,7
Plan	7 238,6	1 698,5	6 029,1	3 575,4	10 425,2	17 957,6	10 842,8	13 536,0	8 558,1	4 305,7	2 016,8
Recherche scientifique	528,2	709,6	0,0	0,0	566,9	0,0	367,3	210,7	3 253,1	2 432,9	7 021,6
Condition Féminine & Famille	66,7	0,0	356,7	1 465,5	7 621,6	15 529,9	6 487,7	208,3	10 443,2	39 986,7	536,2
Droits et libertés du Citoyen.											
Droits humains							0,0		1 685,5	996,6	425,1
Budget	794,5	1 080,0	814,2	2 306,9	650,5	1 634,9	2 407,9	1 052,5	1 206,6	4 293,4	6 633,1
Urbanisme et Habitat	0,0	65,8	125,0	12 771,0	1 088,2	17 968,1	17 823,4	79 900,3	5 935,4	16 276,5	8 039,3
Reconstruction								0,0	49,0		
Coopération internationale								0,0	0,0		883,8
Relations avec le parlement							0,0	0,0	166,2		
Réformes Institutionnelles							0,0	0,0	0,0		
Relations avec partis politiques.							0,0	0,0	0,0		
Petites et Moyennes Entreprises.							1 188,3	4 278,0	5 753,4	72 042,5	13 533,0
Tourisme et hôtellerie							604,4	125,0	46,5		35,8
Industrie							9 695,3	789,6	4 161,0	11 721,3	8 978,7
Ministères non identifiés							3 133,8	961,9	0,0		5 280,7
III.Autres services	174 519,0	138 762,8	153 040,9	117 233,1	0,0	98 471,4	858 529,9	29 736,8	0,0	0,0	211 662,2
Villes et Provinces							37 964,1	29 736,8			28 947,4
Budgets annexes											
Dépenses exceptionnelles											
Autres services	174 519,0	138 762,8	153 040,9	117 233,1	0,0	98 471,4	820 565,8				182 714,9
TOTAL	533 640,0	491 516,0	451 773,9	623 153,5	542 164,0	1 098 723,6	1 675 447,2	897 666,9	581 257,3	1 528 660,3	1 282 915,6

Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du Ministère du Budget

(1) Primature, Vice-Primatures et Secrétariat du Gouvernement

(2) Principalement les Services de Sécurité.

(3) Cour des Comptes, Commission Nationale Electorale Indépendante, Conseil Economique et social, Conseil Supérieur de l'Audio-visuel et de la Communication, Commission Nationale des Droits de l'homme, Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUSCO.

(4) Il s'agit de l'Enseignement Supérieur et Universitaire et de l'Enseignement Primaire et Secondaire.

(5) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses communes.

Tableau I | 2 | 33 Encours de la dette publique libellé en monnaie nationale
(en millions de CDF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (p)
A. Au près des institutions monétaires	-925 141,0	-820 292,0	-767 836,0	-551 688,0	17 793,7	3 237,2	109 035,5	643 893,2	864 480,9	2 559 247,7	1 454 894,3
Banque Centrale du Congo	-699 115,0	-635 903,0	-631 259,0	-436 790,0	142 941,7	117 148,9	330 379,3	880 142,4	1 160 406,7	3 114 679,1	2 777 444,0
Banques commerciales	-226 026,0	-184 389,0	-136 577,0	-114 898,0	-125 148,0	-113 911,7	-221 343,9	-236 249,2	-295 925,8	-555 431,4	-1 322 549,7
B. Au près des institutions financières											
et des organismes sociaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-925 141,0	-820 292,0	-767 836,0	-551 688,0	17 793,7	3 237,2	109 035,5	643 893,2	864 480,9	2 559 247,7	1 454 894,3

Source : Banque Centrale du Congo.

(2) U.S.A.I.D. : Recettes de ventes de produits agricoles remboursables en \$ US ou en zaires à l'option de l'Etat zairois en tranches annuelles de 114.000 zaires.

(p) Données provisoires

3 | Relations économiques extérieures

Tableau I | 3 | 19 Evolution des cours des produits miniers et hydrocarbures

Produits et Marchés		Cotation	2018	2019	2020	2021	2022
Cuivre	Londres	USD/tm	6 527,6	6 003,7	6 157,4	9 299,3	8 827,9
Etain	Londres	USD/tm	20 148,5	18 664,2	17 121,6	32 500,6	31 459,8
Zinc	Londres	USD/tm	2 926,2	2 548,5	2 263,7	3 003,0	3 489,3
Diamant	Kinshasa (CEEC)(1)	USD/carat	13,5	11,6	8,1	10,9	13,6
Cobalt	Londres (LME) (2)	USD/lb	37,6	17,6	15,8	22,7	31,8
	Londres (LME) (2)	USD/tonne	82 933,8	38 745,7	34 843,7	50 019,6	70 299,8
	Londres (Boursorama)(3)	USD/tonne	74 054,3	33 265,4	31 450,6	51 169,6	63 879,9
Coltan	Londres	USD/lb	95,0	66,6	60,0	75,9	102,1
Or	New York	USD/o.t.	1 270,3	1 391,9	1 770,3	1 800,6	1 813,8
Pétrole	New York	USD/baril	64,7	57,1	39,7	67,9	94,2
Argent	New York	Cts/o.t.	1 571,6	1 620,4	2 057,0	2 514,8	2 181,5

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Bourse Les Echos et de la Commission Interministérielle d'Harmonisation des Statistiques Minières.

(1) Prix implicite dégagé par le rapport entre la valeur et le volume exportés.

(2) Il s'agit du cobalt cathode dont la teneur est de 99,80 %.

(3) Il s'agit du cobalt brut.

Cfr. Tableau III.23.

Tableau I | 3 | 20 Evolution des cours des produits végétaux

Produits et Marchés		2018	2019	2020	2021	2022	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Café							2	1	1	1	1	2
Robusta	Londres	1 689,9	1 388,7	1 287,3	1 762,1	2 103,8	133,0	113,1	101,6	111,0	168,2	215,1
Arabica	New York	113,1	101,6	111,0	168,2	215,1	2	2	2	2	2	2
Cacao	New York	2 310,5	2 384,3	2 519,8	2 496,5	2 454,5						
Huile							552,2	451,3	436,8	557,3	889,1	1
de palme	Kuala Lumpur	451,3	436,8	557,3	889,1	1 067,1	951,1	758,3	865,5	720,1	1	1
de palmistes	Kuala Lumpur	758,3	865,5	720,1	1 127,8	1 168,7	73,6	82,1	67,4	64,1	93,4	111,5
Coton	New York	82,1	67,4	64,1	93,4	111,5	199,6	155,8	165,6	176,1	208,9	182,5
Caoutchouc	Londres C.I.F.	155,8	165,6	176,1	208,9	182,5						
Bois Sapelli							384,2	461,0	371,3	367,6	365,5	391,4
Bois dur grume	Cameroun F.O.B.	461,0	371,3	367,6	365,5	391,4	786,1	727,9	616,2	578,9	540,0	594,0
Bois dur Scié	Cameroun F.O.B.	727,9	616,2	578,9	540,0	594,0						

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Bourse Les Echos, Boursorama et Marchés Tropicaux et Méditerranéens.

Cfr. Tableau III.24.

Tableau I|3|21 Exportations de la RDC par destination

Pays	2018	2019	2020	2021 (p)	2022 (p)
Chine	35,5	33,6	51,0	52,4	58,8
Afrique du Sud	20,1	26,5	14,3	14,7	15,0
Union Européenne	3,0	3,7	1,7	0,7	0,5
Autres	41,4	36,2	33,1	32,2	25,8

Source : Banque Centrale du Congo.
Cfr. Tableau III.26.

Tableau I|3|22 Importations de la RDC par pays ou région de provenance
(en pourcentage du total)

Pays	2018	2019	2020	2021 (p)	2022 (p)
Chine	11,9	16,2	17,0	15,1	19,2
Afrique du Sud	10,8	14,2	13,3	15,0	17,6
Union Européenne	12,1	13,1	10,1	9,8	7,9
Autres	65,2	56,5	59,7	60,0	55,3

Source : Banque Centrale du Congo.
Cfr. Tableau III.27.

Tableau I|3|23 Évolution du taux de change parallèle en provinces (fin période)
(CDF/USD)

	Lubumbashi	Matadi	Kananga	Mbuji-Mayi	Mbandaka	Kisangani	Bukavu	Goma	Bandundu	Kindu	Moyenne
Janvier	2 017,5	2 023,3	2 025,0	2 021,7	2 015,0	2 004,4	2 020,8	2 000,0	2 020,0	2 041,7	2 018,9
Février	2 017,5	2 025,0	2 030,0	2 021,7	2 033,3	2 004,4	2 018,3	2 025,0	2 020,0	2 041,7	2 023,7
Mars	2 017,5	2 021,7	2 030,0	2 021,7	2 033,3	2 004,4	2 017,9	2 025,0	2 020,0	2 041,7	2 023,3
Avril	2 017,5	2 021,7	2 030,0	2 021,7	2 033,3	2 025,0	2 026,3	2 025,0	2 020,0	2 041,7	2 026,2
Mai	2 017,5	2 021,7	2 030,0	2 021,7	2 033,3	2 025,0	2 022,0	2 025,0	2 020,0	2 041,7	2 025,8
Juin	2 017,5	2 021,7	2 030,0	2 021,7	2 038,3	2 027,5	2 030,0	2 025,0	2 020,0	2 041,7	2 027,3
Juillet	2 017,5	2 021,7	2 030,0	2 035,0	2 033,3	2 027,5	2 037,1	2 025,0	2 020,0	2 041,7	2 028,9
Août	2 017,5	2 029,2	2 040,0	2 060,0	2 033,3	2 047,5	2 035,9	2 030,0	2 020,0	2 041,7	2 035,5
Septembre	2 035,0	2 060,0	2 045,0	2 021,7	2 033,3	2 075,0	2 050,7	2 050,0	2 020,0	2 041,7	2 043,2
Octobre	2 035,0	2 063,3	2 065,0	2 040,0	2 033,3	2 075,0	2 050,7	2 050,0	2 055,0	2 041,7	2 050,9
Novembre	2 045,0	2 071,7	2 070,0	2 061,7	2 033,3	2 075,0	2 073,1	2 050,0	2 080,0	2 041,7	2 060,1
Décembre	2 050,0	2 096,7	2 075,0	2 080,3	2 033,3	2 075,0	2 071,9	2 060,0	2 080,0	2 041,7	2 066,4
Moyenne	2 025,4	2 039,8	2 041,7	2 035,7	2 032,2	2 038,8	2 037,9	2 032,5	2 032,9	2 041,7	2 035,9

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau I | 3 | 24 Variation du taux de change parallèle en provinces (fin période)
(CDF/USD)

	Lubumbashi	Matadi	Kananga	Mbuji-Mayi	Mbandaka	Kisangani	Bukavu	Goma	Bandundu	Kindu	Moyenne
Janvier à Mars	0,00	0,08	-0,25	0,00	-0,90	0,00	0,14	-1,23	0,00	0,00	-0,22
Avril à juin	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,25	-0,12	-0,18	0,00	0,00	0,00	-0,06
Juillet à Septembre	-0,86	-1,86	-0,73	0,66	0,00	-2,29	-0,66	-1,22	0,00	0,00	-0,70
Octobre à Décembre	-0,73	-1,59	-0,48	-1,94	0,00	0,00	-1,02	-0,49	-1,20	0,00	-0,75
Annuel	-1,63	-4,21	-2,62	-2,44	-0,90	-3,17	-2,85	-2,91	-2,88	-0,05	-2,37

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau I | 3 | 25 Evolution des réserves de change

Date	en millions de USD	Couverture en mois d'importation	Couverture en semaine d'importation
31-déc.-21	2 751,3	2,6	11,3
31-janv.-22	2 721,7	2,4	10,3
28-févr.-22	2 827,9	2,5	10,7
31-mars-22	2 739,3	2,4	10,3
29-avr.-22	2 940,3	2,6	11,1
31-mai-22	3 774,5	3,3	14,2
29-juin-22	3 986,3	2,4	10,3
29-juil.-22	4 156,9	2,5	10,8
31-août-22	4 396,1	2,6	11,4
30-sept.-22	3 920,0	2,3	10,2
31-oct.-22	3 973,2	2,4	10,3
30-nov.-22	3 997,2	2,4	10,4
30-déc.-22	4 382,9	2,6	11,4

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau I | 3 | 26 Composantes de la Balance des paiements
(en millions de USD)

	2018	2019	2020	2021	2022 (p)
I. Compte des transactions courantes	-1 672,3	-1 620,3	-1 052,1	-516,4	-3 238,1
- Biens nets	994,2	240,8	1 923,4	3 939,9	1 863,7
- Services nets	-2 686,9	-2 106,6	-2 547,8	-3 779,2	-4 908,2
- Revenus primaires nets	-1 708,7	-1 253,0	-1 267,7	-1 918,7	-2 515,2
- Revenuessecondaires nets	1 729,2	1 498,6	839,9	1 241,6	2 321,6
II. Compte de capital	437,1	405,6	626,5	171,3	538,4
- ACANFNP nettes (1)	-47,2	-22,4	-15,8	-39,6	-31,9
- Capitaux publics nets	523,7	533,7	687,8	255,2	750,1
- Capitaux privés nets	-39,3	-105,8	-45,5	-44,3	-179,8
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (I+II)	-1 235,2	-1 214,7	-425,6	-345,1	-2 699,8
III. Compte financier					
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (1+2+3+4+5)	-1 442,1	-1 516,3	-233,5	-679,6	-2 529,7
1. Investissements directs nets	-1 407,6	-1 354,1	-1 498,1	-1 677,7	-1 409,4
2. Investissements de portefeuille nets	38,3	46,1	39,4	48,0	34,0
3. Dérivés financiers (autres que les réserves) nets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Autres Investissements nets	-129,2	-644,0	1 515,3	-1 214,1	-2 785,9
5. Avoirs de réserves	56,4	435,8	-290,1	2 164,1	1 631,6
Erreurs nettes et omissions	-206,9	-301,6	192,1	-334,5	-170,1

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits.

Cfr. Tableau III.32.

Tableau I|3|27 Structure des exportations
(en millions de USD, sauf indication contraire)

	2018		2019		2020		2021		2022 (p)	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
PRODUITS MINIERES ET HYDROCARBURES	15 826,8	99,1	13 071,9	99,2	13 637,5	98,9	21 979,6	99,1	28 352,8	99,3
Cuivre	7 436,1	46,6	8 226,9	62,4	9 412,0	68,3	16 024,2	72,2	19 977,0	69,9
Cobalt	6 350,7	39,8	2 561,6	19,4	2 244,5	16,3	3 500,9	15,8	5 977,4	20,9
Zinc	2,1	0,0	3,0	0,0	27,4	0,2	33,9	0,2	33,0	0,1
Or	1 100,9	6,9	1 387,2	10,5	1 202,0	8,7	1 267,9	5,7	1 123,8	3,9
Diamant	188,5	1,2	146,4	1,1	113,4	0,8	137,7	0,6	139,3	0,5
Pétrole brut	596,5	3,7	508,9	3,9	386,9	2,8	595,2	2,7	786,7	2,8
Autres (1)	151,9	1,0	238,0	1,8	251,2	1,8	419,8	1,9	315,6	1,1
PRODUITS AGRICOLES	124,0	0,8	100,7	0,8	139,8	1,0	203,2	0,9	156,7	0,5
Café	24,7	0,2	25,8	0,2	27,0	0,2	40,0	0,2	51,8	0,2
Caoutchouc	13,0	0,1	11,5	0,1	4,5	0,0	4,0	0,0	7,4	0,0
Bois	57,0	0,4	27,7	0,2	32,9	0,2	31,5	0,1	72,3	0,3
Cacao	24,9	0,2	24,5	0,2	60,6	0,4	118,6	0,5	13,6	0,0
Autres (2)	4,4	0,0	11,1	0,1	14,9	0,1	9,1	0,0	11,6	0,0
PRODUITS INDUSTRIELS ET ENERGETIQUES	16,1	0,1	10,9	0,1	11,4	0,1	2,4	0,0	52,5	0,2
Ciment	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits chimiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Electricité	4,5	0,0	4,5	0,0	2,7	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0
Autres (3)	11,6	0,1	6,4	0,0	8,7	0,1	1,4	0,0	52,5	0,2
AJUSTEMENT (4)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	15 966,8	100,0	13 183,5	100,0	13 788,7	100,0	22 185,2	100,0	28 562,0	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) notamment Coltan, Plomb et Cassitérite.

(2) notamment thé et quinquina.

(3) notamment mitrilles ferreuses.

(4) Il s'agit des données issues de l'enquête annuelle de la balance des paiements et des exportations non classifiées.

Tableau I|3|28 Variation annuelle des exportations des produits miniers et hydrocarbures
(variation en pourcentage)

	2018	2019	2020	2021	2022 (p)
Produits miniers et hydrocarbures	38,0	-17,4	4,3	61,2	29,0
Cuivre	18,6	10,6	14,4	70,3	24,7
Cobalt	88,5	-59,7	-12,4	56,0	70,7
Zinc	-90,4	39,7	828,7	23,7	-2,6
Diamant	-9,1	-22,3	-22,5	21,4	1,1
Plomb	-	-	-	-	-
Or	1,3	26,0	-13,4	5,5	-11,4
Cassitérite	16,1	-23,8	173,5	82,6	-21,8
Pétrole brut	55,7	-14,7	-24,0	53,8	32,2
Autres (1)	25,1	217,6	-75,1	-14,5	-58,4

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I | 3 | 29 Structure des importations
(en millions de USD, sauf indication contraire)

	2018		2019		2020		2021		2022 (p)	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
BIENS DE CONSOMMATION	3 555,2	23,7	3 042,5	23,5	2 898,9	24,4	4 768,0	26,1	6 405,1	24,0
Alimentations et boissons	1 918,8	12,8	1 645,1	12,7	1 608,2	13,6	3 156,0	17,3	4 213,5	15,8
Tabacs, textiles et habillements	1 636,4	10,9	1 397,4	10,8	1 290,7	10,9	1 611,9	8,8	2 191,7	8,2
ENERGIE	1 108,6	7,4	1 134,1	8,8	1 121,4	9,5	1 685,4	9,2	2 153,4	8,1
Produits chimiques et colorants	776,8	5,2	742,8	5,7	732,5	6,2	739,5	4,1	692,6	2,6
Autres instruments et appareils	331,8	2,2	391,2	3,0	388,9	3,3	945,9	5,2	1 460,8	5,5
MATIERES PREMIERES ET SEMI-PRODUITS	3 187,6	21,3	2 900,7	22,4	2 644,2	22,3	3 576,0	19,6	5 550,0	20,8
Cuir, Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc	884,3	5,9	839,1	6,5	756,5	6,4	802,2	4,4	1 164,9	4,4
Produits chimiques, colorants et autres	292,4	2,0	306,6	2,4	291,0	2,5	888,0	4,9	1 612,1	6,0
Agriculture, matériaux de construction et métalliques	2 010,9	13,4	1 755,1	13,6	1 596,6	13,5	1 885,8	10,3	2 773,0	10,4
BIENS D'EQUIPEMENT	7 121,2	47,6	5 865,4	45,3	5 200,9	43,8	8 216,0	45,0	12 589,8	47,2
Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	305,0	2,0	286,8	2,2	267,9	2,3	350,1	1,9	1 570,2	5,9
Matériels de transport	1 027,9	6,9	1 099,9	8,5	998,3	8,4	2 346,4	12,9	1 596,8	6,0
Machines pour industries spécialisées	5 287,5	35,3	4 091,3	31,6	3 599,4	30,3	5 055,2	27,7	8 685,0	32,5
Autres instruments et appareils	500,7	3,3	387,4	3,0	335,2	2,8	464,3	2,5	737,8	2,8
TOTAL	14 972,7	100,0	12 942,7	100,0	11 865,3	100,0	18 245,4	100,0	26 698,3	100,0

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA).
Cfr. Tableau III.34&bis.

Tableau I | 3 | 30 Evolution du solde des opérations sur les services
(en millions USD)

	2018	2019	2020	2021	2022 (p)
Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	-	-	-	-	-
Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	-	-	-	-	-
Transports	-1 245,6	-1 058,6	-1 052,5	-1 561,9	-2 398,90
Voyages	-54,3	-363,6	-122,9	-111,8	-176,90
Services de bâtiment et travaux publics	-73,3	-16,1	-65,4	-126,5	-135,04
Service de pension et d'assurance	-482,6	-300,1	-476,2	-598,2	-706,04
Services financiers	-114,5	-43,6	-107,8	-157,5	-211,14
Commissions pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	-	-	-	-	-
Services de télécommunications, d'informatique et d'information	-1,2	0,9	-0,5	-3,8	-6,91
Autres services aux entreprises	-595,3	-230,0	-546,8	-970,2	-1 135,64
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	-9,5	-2,5	-8,9	-16,0	-18,16
Biens et services publics non inclus ailleurs	-110,7	-93,0	-166,7	-233,3	-119,52
TOTAL	-2 686,9	-2 106,6	-2 547,8	-3 779,2	-4 908,2

Source : Banque Centrale du Congo.
Cfr. Tableau III.32.

Tableau I|3|31 Evolution du solde des revenus primaires
(en millions USD)

	2018	2019	2020	2021	2022 (p)
Rémunération des salariés	-7,4	-8,5	139,2	55,4	-68,4
Revenus des placements	-1 701,3	-1 244,5	-1 406,9	-1 974,1	-2 446,8
TOTAL	-1 708,7	-1 253,0	-1 267,7	-1 918,7	-2 515,2

Source : Banque Centrale du Congo.
Cfr. Tableau III.32.

Tableau I|3|32 Evolution du solde des revenus secondaires
(en millions USD)

	2018	2019	2020	2021	2022 (p)
Administrations publiques	812,9	366,8	529,1	679,7	1 036,1
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	916,3	1 131,8	310,8	561,9	1 285,5
TOTAL	1 729,2	1 498,6	839,9	1 241,6	2 321,6

Source : Banque Centrale du Congo.
Cfr. Tableau III.32.

Tableau I | 3 | 33 Evolution des soldes du compte de capital et d'opérations financières
(en millions USD)

	2018	2019	2020	2021	2022 (p)
I. Compte de capital	437,1	405,6	626,5	171,3	538,4
- ACANFNP nettes (1)	-47,2	-22,4	-15,8	-39,6	-31,9
- Capitaux publics nets	523,7	533,7	687,8	255,2	750,1
- Capitaux privés nets	-39,3	-105,8	-45,5	-44,3	-179,8
II. Compte financier					
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (1+2+3+4+5)	-1 313,6	-1 516,3	-233,5	-679,6	-2 515,7
1. Investissements directs	-1 407,6	-1 354,1	-1 498,1	-1 677,7	-1 409,4
- Acquisition nette d'actifs financiers	-	-	-	-	-
* Actions et parts dans les fonds de placement	-	-	-	-	-
* Instrument de dette	-	-	-	-	-
- Accroissement net des passifs financiers	1 407,6	1 354,1	1 498,1	1 677,7	1 409,4
* Actions et parts dans les fonds de placement	1 616,8	1 488,1	1 646,9	1 870,0	1 845,8
* Instrument de dette	-209,2	-133,9	-148,8	-192,4	-436,4
2. Investissements de portefeuille	38,3	46,1	39,4	48,0	48,0
- Acquisition nette d'actifs financiers	30,9	27,3	33,9	45,3	45,3
* Actions et parts dans les fonds de placement	30,9	27,3	33,9	45,3	34,6
* Titre de créance	-	-	-	-	-
- Accroissement net des passifs financiers	-7,4	-18,8	-5,6	-2,7	0,7
* Actions et parts dans les fonds de placement	-7,4	-18,8	-5,6	-2,7	0,7
* Titre de créance	-	-	-	-	-
3. Dérivés financiers (autres que les réserves)	-	-	-	-	-
4. Autres Investissements	-129,2	-644,0	1 515,3	-1 214,1	-2 785,9
- Acquisition nette d'actifs financiers	-52,3	1 250,6	2 599,7	2 585,5	-637,9
- Accroissement net des passifs financiers	76,9	1 894,6	1 084,4	3 799,5	2 148,0
5. Avoirs de réserves	184,8	435,8	-290,1	2 164,1	1 631,6
- Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Droits de tirage spéciaux	-72,0	35,4	-14,0	724,4	-777,5
- Position de réserve au FMI	128,44	-	-	-	-
- Autres avoirs de réserve	128,4	400,4	-276,1	1 439,7	2 409,1

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits.

Cfr. Tableau III.32.

Tableau I|3|34 Tirages effectués en 2022
(en millions de USD)

Désignation	2018	2019	2020	2021	2022
CLUB DE KINSHASA	7,3	0,4	29,2	58,3	88,4
EXIM BANK OF CHINA	7,1	-	22,8	52,7	82,6
- Financement du Projet de Réhabilitation de la piste de l'aéroport international de N'djili	7,1	-	-	-	-
- Financement du Projet de Construction du Poste 220 KV de Kinsuka et des réseaux de distribution associés	-	-	22,8	52,7	33,2
- Financement du Projet de Modernisation et informatisation des syst-mes de communication du Ministère des Finances	-	-	-	-	49,5
EXIM BANK OF INDIA	0,2	0,4	6,4	5,6	5,7
- Financement du projet de Développement des lignes électriques et réseaux de distribution de l'électricité dans la province du Bandundu (Barrage hydroélectrique de Kakobola)	0,2	0,4	6,4	5,6	5,7
CLUB DE PARIS	-	-	5,3	7,8	-
EXIM BANK OF KOREA (KEXIMBANK)	-	-	5,3	7,8	-
- Financement du Projet d'approvisionnement en eau potable de Lemba-Imbu	-	-	5,3	7,8	-
INSTITUTIONS MULTILATERALES	220,0	600,8	563,3	772,4	879,6
BADEA	3,3	2,2	0,1	-	5,3
- Financement du Projet de construction Réhabilitation et équipement des centres de santé à la RDC	0,7	2,1	-	-	-
- Financement du Projet de Développement de la riziculture de Masina	1,1	0,1	-	-	0,2
- Financement du Projet de Réhabilitation et de bitumage de quelques artères dans la Ville de Kinshasa	1,4	-	0,1	-	0,1
- Financement du Projet de Réhabilitation et équipement des Cliniques Universitaires de Kinshasa	-	-	-	-	5,0
- Financement du Projet d'opération urgente pour affronter la pandémie Covi-19	-	-	-	-	5,0
FAD	0,8	2,1	0,1	48,6	24,16
- Financement du Projet d'aménagement de la route Batshamba-Tshikapa, section Lovua-Tshikapa	0,2	0,2	0,1	0,0	0,03
- Financement du Projet de renforcement des infrastructures socio-économiques dans la région du centre (PRISE) Projet n°P-CD-ECO-002	0,0	-	-	-	-
- Financement du Projet d'entreprenariat des jeunes dans l'agriculture et l'agro-business (PEJAB)	0,6	1,9	-	1,2	3,57
- Financement du Projet d'appui à la consolidation du tissu économique (PACTE)	-	-	-	-	0,39
- Financement du Projet d'appui au bien-être alternatif des enfants et jeunes impliqués dans la chaîne d'approvisionnement du cobalt (PABEA-COBALT)	-	-	-	0,8	2,29
- Financement du Projet appui au développement des chaînes de valeur agricoles dans 6 provinces de la RD Congo (PADCA-6P)	-	-	-	0,1	0,92
- Financement du Projet de réhabilitation de la route nationale RN1, Tronçon Kinshasa-Kikwit-Batshamba	-	-	-	1,6	5,80
- Financement du Programme au développement intégré de l'économie rurale (PROADER)	-	-	-	1,2	11,12
- Financement du Projet d'aménagement des accès routiers au pont route-rail sur le fleuve congolais	-	-	-	-	0,04
- Financement du Programme budgétaire en réponse à la crise de la COVID-19 (PABRC)	-	-	-	43,7	-
FIDA	-	-	-	0,6	2,1
- Financement du Projet de réhabilitation de l'agriculture à Tshopo (Province Orientale)	-	-	-	-	1,1
- Financement du Projet d'appui au secteur agricole dans la province du Nord-Kivu	-	-	-	0,6	1,0
IDA	177,4	224,2	198,3	293,5	436,8
- Financement du Projet de Développement du système de santé pour améliorer les résultats à la santé maternelle et infantile (PDSS)	15,6	61,7	13,4	2,0	1,52
- Financement du Projet de facilitation des échanges commerciaux dans les grands lacs (Réhabilitation et renforcement des postes frontaliers de Nord et Sud Kivu)	2,7	9,4	3,5	5,3	3,23
- Financement additionnel pour le projet de réouverture et d'entretien des routes prioritaires	26,7	32,3	9,8	-	-
- Financement du Projet sur la qualité et la pertinence de l'enseignement secondaire et supérieur	15,7	23,6	28,2	11,5	1,47
- Financement additionnel du Projet de Développement du système de santé pour améliorer les résultats à la santé maternelle et infantile (PDSS-FA)	81,0	40,1	1,5	-	-
- Financement additionnel du Projet d'Appui à la relance et à la réhabilitation du secteur agricole (PARRSA-FA)	5,2	28,9	19,5	10,8	-
- Financement additionnel du Projet d'accès et d'amélioration des services électriques (PAASE)	2,5	2,6	0,5	6,5	4,38
- Financement additionnel du Projet de Développement Urbain (PDU)	2,9	2,1	17,2	8,9	0,3
- Financement additionnel divers	-	-	-	-	-
- Financement du Projet de Relèvement de l'Est et Financement additionnel pour la relance de l'Est	9,0	9,5	7,8	5,8	-
- Financement du Projet intégré de croissance agricole de la région des grands lacs (PICAGL)	16,2	7,8	10,9	67,3	32,5
- Financement du Projet d'appui au développement de petites et moyennes entreprises (PADPMPE)	-	6,3	4,7	36,5	29,7
- Financement du Projet multisectoriel de nutrition et de santé (PMNS)	-	-	12,2	63,8	42,0
- Financement du Projet d'amélioration des systèmes de santé 4ème Phase (REDISSE IV)	-	-	7,5	1,0	13,6
- Financement du Projet pour la préparation stratégique et la réponse du COVID-19	-	-	2,3	17,1	2,2
- Financement du Projet de renforcement du système de santé	-	-	36,3	-	-
- Financement du Projet de relèvement de l'Est	-	-	22,9	57,3	73,6
- Financement du Projet d'urgence en appui à la préparation stratégique et la riposte au Covid-19 en RDC (PUAPR-COVID 19) - Financement additionnel	-	-	-	-	78,5
- Financement du Projet de développement multisectoriel et de résilience urbaine de Kinshasa (PDMURUK- Kin Elenda)	-	-	-	-	21,2
- Financement du Projet d'urgence pour l'équité et le renforcement du système éducatif (PERSE)	-	-	-	-	132,7
OFID	4,8	3,9	1,6	0,7	6,0
- Financement du Projet de Développement de la riziculture de Masina	2,6	1,6	0,2	0,2	-
- Financement du Projet de Réhabilitation du réseau routier de la Ville-Province de Kinshasa	2,3	-	0,2	-	-
- Financement du Projet de Réhabilitation des quelques écoles primaires de la RD Congo	-	-	0,4	-	-
- Financement du Projet d'adduction d'eau à Binza/Ozone dans la ville de Kinshasa	-	-	-	-	6,0
- Financement du Projet de Construction, réhabilitation et équipement des centres de santé	-	2,3	0,8	0,4	-
BEI	33,7	-	-	-	-
- Financement du Projet de Réhabilitation du complexe hydroélectrique d'Inga dans la province du Bas-Congo	12,7	-	-	-	-
- Financement du Projet de Réhabilitation du complexe hydroélectrique d'Inga dans la province du Bas-Congo	21,0	-	-	-	-
FMI	-	368,4	363,2	429,0	405,3
- Accord ad-réréendum sur l'assistance financière au titre de la facilité de crédit rapide	-	368,4	363,2	-	-
- Accord triennal au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC)	-	-	-	429,0	405,3
TOTAL GENERAL	227,3	601,2	597,8	838,5	968,0

Source : Direction Générale de la Dette Publique (DGDP).

Tableau I | 3 | 35 Service de la dette extérieure par groupes des créanciers en 2022
(en millions USD)

Créanciers	Service prévu	Service effectué	Taux d'exécution
Institutions multilatérales	171,5	177,8	103,7
dont : - FMI	20,2	15,1	75,1
- Autres (1)	-	-	-
Club de Londres	-	-	-
Club de Kinshasa	118,0	149,9	127,0
Club de Paris	16,8	21,3	126,8
Total	306,3	349,0	113,9

Source : Banque Centrale du Congo et DGDP.

(1) Il s'agit de BAD, BADEA, BDGL, BEI, FAD, FIDA, IDA et OFID.

Cfr. Tableau III.32.

Tableau I | 3 | 36 Stock de la dette extérieure
(en millions USD)

	2018	2019	2020	2021	2022 (p)
I. Dette à moyen et long terme	3 282,6	3 723,5	4 249,1	4 868,0	5 659,3
- Club de Paris	28,8	73,1	67,1	75,1	107,4
- Club de Kinshasa	1 326,4	1 326,3	1 343,3	1 400,8	1 356,4
- Club de Londres	11,5	7,7	3,8	0,0	0,0
- Institutions multilatérales	1 915,9	2 316,5	2 835,0	3 392,1	4 195,6
- Passif Conditionnel (1)					
II. Dette à court terme	1,3	5,3	0,0	0,0	0,0
- Divers BCC	1,3	5,3	0,0	0,0	0,0
TOTAL GENERAL (I + II)	3 283,8	3 728,9	4 249,1	4 868,0	5 659,3

Source : Banque Centrale du Congo et DGDP.

Cfr. Tableau III.32.

Il s'agit de la dette extérieure privée publiquement garantie (explicite et implicite) qui n'est renseignée qu'à titre purement indicatif aussi que celle-ci n'est appelée. A partir de 2018, la DGDP ne prend en compte que la dette publique appelée.

Tableau I | 3 | 37 Provenance des donations extérieures d'origine publique
(en millions de USD)

	2	2	2	2	2022 (p)
Donations Multilatérales	691,1	511,8	709,1	955,9	2
dont : - Banque Mondiale	331,2	309,8	302,5	522,6	1
- Commission Européenne	223,8	92,9	158,1	113,5	264,5
Donations Bilatérales	397,6	81,6	160,4	171,1	527,9
dont : - Royaume Uni	259,3	71,5	60,1	21,3	0,0
- USA	0,0	0,0	0,0	0,3	337,0
Total	1	593,4	869,5	1	2

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des investissements (PGAI).

Cfr. Tableau III.36&bis.

Tableau I|3|38 Types de donations d'origines multilatérales
(en millions de USD)

	Coopération technique, projets d'investissement et autres				Aide alimentaire				Assistance et Secours d'urgence			
	2019	2020	2021 (p)	2022 (p)	2019	2020	2021 (p)	2021 (p)	2019	2020	2021 (p)	2022 (p)
Total	449,7	567,9	915,6	1	58,8	39,9	40,3	200,9	3,4	101,3	-	46,2
Nations Unies	7,8	105,6	209,5	95,9	-	-	-	200,9	-	70,8	-	31,3
Commission Européenne	71,2	134,0	103,9	262,0	18,3	19,9	9,6	-	3,4	4,2	-	-
Banque Mondiale	275,1	270,0	500,4	1	34,7	16,2	22,2	-	-	16,3	-	14,9
BAD	88,1	58,3	101,8	225,8	5,7	3,8	8,5	-	-	10,0	-	-
Autres	7,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Sources : Banque Centrale du Congo et Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des investissements (PGA)/ Ministère du Plan.

Tableau I|3|39 Types de donations d'origines bilatérales
(en millions de USD)

	Coopération technique, projets d'investissement et autres				Aide alimentaire				Assistance et Secours d'urgence			
	2019	2020 (r)	2021 (p)	2022 (p)	2019	2020 (r)	2021 (r)	2022 (r)	2019	2020 (r)	2021 (p)	2022 (p)
Total	60,0	297,3	246,6	352,4	-	-	-	-	21,6	33,2	50,5	51,1
Belgique	-	1,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
USA	0,0	6,0	0,3	286,7	-	-	-	-	-	-	-	50,21
Royaume-Uni	56,4	43,1	21,2	0,0	-	-	-	-	15,0	17,1	0,0	0,0
Canada	-	7,0	41,9	0,0	-	-	-	-	-	0,5	17,2	0,0
Chine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays	3,5	240,0	183,2	65,7	-	-	-	-	6,6	15,7	33,3	0,9

Sources : Banque Centrale du Congo et Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des investissements (PGA)/ Ministère du Plan.

Tableau I|3|40 Cours de principaux produits minéraux intéressant l'économie congolaise

Produits et Marchés	Cotation	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	
Cuivre	New York	USD/tm	7 349,8	6 873,0	5 523,0	4 854,0	6 197,7	6 462,8	6 003,6	6 181,1	9 366,2	8 841,0
	Londres	USD/tm	7 329,5	6 859,9	5 509,0	4 861,8	6 155,0	6 527,6	6 003,7	6 157,4	9 299,3	8 827,9
	Paris	EUR/tm	5 680,9	5 344,2	5 169,4	4 596,9	5 632,9	5 697,3	5 564,4	5 570,1	8 061,2	8 539,0
Etain	Londres	USD/tm	22 341,0	21 897,2	16 085,7	17 953,2	20 120,6	20 148,5	18 664,2	17 121,6	32 500,6	31 459,8
Zinc	Londres	USD/tm	1 909,9	2 160,9	1 933,0	2 084,4	2 889,2	2 926,2	2 548,5	2 263,7	3 003,0	3 489,3
Diamant	Kinshasa (CEEC)(1)	USD/carat	14,4	14,5	15,0	15,6	25,4	13,5	11,6	8,1	10,9	13,6
Cobalt	Londres (LME) (2)	USD/lb	13,0	14,7	13,5	11,7	26,0	37,6	17,6	15,8	22,7	31,8
	Londres (LME) (2)	USD/tonne	28 697,6	32 538,6	29 823,4	25 805,7	57 372,2	82 933,8	38 745,7	34 843,7	50 019,6	70 299,8
	Londres (Boursorama)(3)	USD/tonne	26 500,0	32 000,0	24 700,0	32 483,0	57 713,4	74 054,3	33 265,4	31 450,6	51 169,6	63 879,9
Coltan	Londres	USD/lb	115,0	92,3	78,0	59,6	69,4	95,0	66,6	60,0	75,9	102,1
Or	New York	USD/o.t.	1 411,7	1 266,4	1 161,1	1 247,7	1 258,1	1 270,3	1 391,9	1 770,3	1 800,6	1 813,8
Pétrole	New York (3)	USD/baril	97,9	93,4	48,9	43,6	51,3	64,7	57,1	39,7	67,9	94,2
Argent	New York	Cts/o.t.	2 389,2	1 908,8	1 572,0	1 708,4	1 705,3	1 571,6	1 620,4	2 057,0	2 514,8	2 181,5

Sources : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Bourse Les Echos et du CEEC.

(1) Prix implicite dégagé par le rapport de la valeur et le volume exportés.

(2) Il s'agit du cobalt cathode dont la teneur est de 99,80 %.

(3) Il s'agit du cobalt brut.

Tableau I|3|41 Cours de principaux produits végétaux intéressant l'économie congolaise

Produits et Marchés			Cotation	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Café													
Robusta	Londres	USD/tonne		1 850,6	2 004,5	1 714,2	1 730,9	2 034,7	1 689,9	1 388,7	1 287,3	1 762,1	2 103,8
Arabica	New York	Cts/lb		126,0	176,4	132,9	136,4	133,0	113,1	101,6	111,0	168,2	215,1
Cacao	New York	USD/tonne		2 210,0	2 210,0	2 918,7	3 163,0	2 831,3	2 310,5	2 384,3	2 519,8	2 496,5	2 454,5
Huile													
de palme	Kuala Lumpur	EUR/tm		517,6	611,8	441,0	528,9	552,2	451,3	436,8	557,3	889,1	1 067,1
de palmistes	Kuala Lumpur	EUR/tm		901,7	894,5	774,6	857,5	951,1	758,3	865,5	720,1	1 127,8	1 168,7
Coton	New York	Cts/lb		83,3	76,6	63,3	65,6	73,6	82,1	67,4	64,1	93,4	111,5
Caoutchouc (1)	Londres C.I.F.	Cts/Kg		279,7	196,5	155,6	163,9	199,6	155,8	165,6	176,1	208,9	182,5
Bois Sapelli													
Bois dur grume	Cameroun F.O.B.	USD/m3		311,2	282,0	246,0	299,0	384,2	461,0	371,3	367,6	365,5	391,4
Bois dur Scié	Cameroun F.O.B.	USD/m3		782,5	897,9	833,3	738,9	786,1	727,9	616,2	578,9	540,0	594,0

Sources : Bourse Les Echos et Marchés Tropicaux et Méditerranéens.
(1) Avant 2011, Pence/kg.

Tableau I|3|42 Répartition des exportations par principaux pays de destination ⁽¹⁾
(en millions de USD)

PAYS	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 (p)	2022 (p)
1. Union Européenne	1 887,3	2 456,9	562,9	448,2	541,4	571,8	479,5	494,2	230,2	159,7	141,7
Belgique et Luxembourg	730,2	967,8	330,2	283,2	360,9	415,6	353,2	360,4	106,0	96,1	97,8
France	179,7	262,7	16,2	13,7	10,8	5,0	3,9	4,0	3,5	2,6	6,0
Italie	35,6	50,4	5,2	3,4	6,9	4,0	6,3	3,6	1,8	1,4	3,2
Allemagne	25,1	34,8	35,1	23,1	30,3	29,5	27,6	12,2	6,7	3,9	8,0
Pays-Bas	79,0	100,0	2,7	6,9	27,6	16,8	10,7	5,5	8,7	5,0	11,7
Royaume-Uni	9,1	16,3	151,2	95,8	87,8	91,8	69,7	79,5	10,5	7,8	8,8
Irlande, Danemark et Grèce	4,5	8,5	2,3	0,7	3,0	0,8	0,3	0,4	1,4	0,0	0,2
Portugal	68,9	84,9	3,2	2,7	2,3	1,6	2,8	2,0	0,9	0,9	0,9
Espagne	7,8	12,3	5,6	8,4	11,0	3,9	4,0	4,3	2,7	0,8	2,8
Autres pays de l'U.E.	747,3	919,3	11,2	10,1	0,9	2,8	1,0	22,3	87,9	41,1	2,3
2. Amérique du Nord	451,5	612,5	522,9	462,0	492,5	477,3	460,1	272,8	15,8	13,7	9,8
3. Japon	45,5	64,4	0,7	0,3	0,7	0,2	1,0	1,1	1,8	0,1	0,2
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	14,3	23,9	755,6	675,3	599,1	561,0	439,5	209,2	348,8	158,4	798,7
Sous-total (1+2+3+4)	2 398,5	3 157,8	1 842,1	1 585,9	1 633,7	1 610,3	1 380,1	977,3	596,6	331,8	950,5
5. Destinations diverses	6 344,8	8 455,2	10 479,1	8 698,9	10 251,8	9 937,9	14 586,7	12 206,2	13 192,1	21 853,4	27 611,5
Chine ⁽²⁾	2 833,4	2 760,0	2 823,0	2 647,0	2 379,4	3 260,0	5 661,4	4 428,6	7 030,6	11 635,0	16 780,9
Brésil ⁽³⁾	193,0	270,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique du Sud ⁽³⁾	700,5	902,5	2 007,9	2 103,4	2 194,4	2 457,8	3 211,6	3 491,3	1 967,4	3 255,9	4 279,3
Autres pays	2 617,8	4 522,1	5 648,3	3 948,5	5 678,0	4 220,1	5 713,7	4 286,3	4 194,1	6 962,5	6 551,4
Total	8 743,4	11 613,0	12 321,2	10 284,8	11 885,5	11 548,2	15 966,8	13 183,5	13 788,7	22 185,3	28 562,0

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction of Trade Statistics (IMF) et des Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.

(1) Avant 2013, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(2) A partir de 2013, les estimations sont faites sur base des données de ISYS-DDR (Integrated System des Déclarations des Dépenses et des Recettes).

(3) A partir de 2013, Chiffres de la Direction Générale des Douanes de Chine.

(3) Chiffres estimés sur base des statistiques miroires.

Tableau I|3|42 bis Répartition des exportations par principaux pays de destination ⁽¹⁾

(en millions de CDF)

PAYS	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 (p)	2022 (p)
1. Union Européenne	1 735 118,3	2 259 575,8	520 796,9	415 024,8	546 981,2	838 268,1	778 008,8	814 264,9	426 161,7	317 690,0	284 390,8
Belgique et Luxembourg	671 330,9	890 052,7	305 489,2	262 239,2	364 585,6	609 304,7	573 138,8	593 812,0	196 279,4	191 219,3	196 164,7
France	165 214,2	241 566,0	15 009,7	12 662,0	10 910,8	7 363,3	6 326,4	6 551,7	6 571,8	5 224,9	11 978,9
Italie	32 751,6	46 324,6	4 839,1	3 192,0	7 009,2	5 844,0	10 163,8	5 886,8	3 290,9	2 764,4	6 517,8
Allemagne	23 112,1	31 969,6	32 494,4	21 397,0	30 620,7	43 262,1	44 850,8	20 157,8	12 396,4	7 788,8	16 003,3
Pays-Bas	72 663,6	91 979,3	2 499,6	6 400,4	27 838,3	24 604,8	17 409,3	9 063,5	16 039,9	9 957,7	23 436,5
Royaume-Uni	8 388,7	14 993,2	139 865,0	88 748,1	88 675,3	134 579,9	113 019,6	131 046,8	19 508,8	15 555,1	17 686,1
Irlande, Danemark et Grèce	4 105,9	7 803,3	2 130,2	684,1	3 040,3	1 168,5	419,9	578,7	2 567,0	71,1	412,0
Portugal	63 385,6	78 077,2	2 930,5	2 526,8	2 278,7	2 346,7	4 503,6	3 364,1	1 635,7	1 734,4	1 869,3
Espagne	7 162,9	11 355,9	5 183,8	7 789,9	11 115,8	5 745,9	6 515,9	7 101,1	5 037,4	1 588,8	5 684,8
Autres pays de l'U.E.	687 002,8	845 454,0	10 355,4	9 385,3	906,3	4 048,1	1 660,6	36 702,4	162 834,4	81 785,6	4 637,4
2. Amérique du Nord	415 095,3	563 300,2	483 820,5	427 846,6	497 557,0	699 625,9	746 504,5	449 494,8	29 269,5	27 176,3	19 753,1
3. Japon	41 793,1	59 255,9	603,3	281,8	729,5	240,9	1 674,1	1 816,3	3 290,9	117,8	463,6
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	13 115,1	21 975,4	699 115,9	625 353,8	605 302,8	822 413,0	713 064,9	344 712,3	645 829,6	315 117,1	1 602 578,2
Sous-total (1+2+3+4)	2 205 121,8	2 904 107,3	1 704 336,6	1 468 507,0	1 650 570,5	2 360 547,9	2 239 252,3	1 610 288,3	1 104 551,7	660 101,1	1 907 185,7
5. Destinations diverses	5 833 199,8	7 775 999,8	9 695 561,4	8 055 038,7	10 357 425,6	14 568 015,6	23 667 336,8	20 112 945,8	24 425 765,1	43 475 050,9	55 403 723,4
Chine ⁽²⁾	2 604 964,2	2 538 290,5	2 611 913,8	2 451 082,2	2 403 867,5	4 778 865,6	9 185 823,5	7 297 240,8	13 017 501,3	23 146 634,3	33 671 517,7
Brésil ⁽³⁾	177 475,6	248 909,3	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Afrique du Sud ⁽³⁾	644 023,8	829 957,9	1 857 728,4	1 947 700,7	2 217 029,9	3 602 842,2	5 210 938,3	5 752 890,9	3 642 788,9	6 477 303,2	8 586 543,4
Autres pays	2 406 736,2	4 158 842,1	5 225 919,2	3 656 255,8	5 736 528,2	6 186 307,8	9 270 575,0	7 062 814,0	7 765 474,9	13 851 113,4	13 145 662,3
Total	8 038 321,5	10 680 107,0	11 399 897,9	9 523 545,7	12 007 996,1	16 928 563,6	25 906 589,1	21 723 234,0	25 530 316,7	44 135 152,0	57 310 909,1
Taux de change moyen USD/CDF	919,4	919,7	925,2	926,0	1 010,3	1 465,9	1 622,5	1 647,8	1 851,5	1 989,4	2 006,5

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction of Trade Statistics (IMF) et des Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.

(1) Avant 2013, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(1) A partir de 2013, les estimations sont faites sur base des données de ISYS-DDR (Integrated System des Déclarations des Dépenses et des Recettes).

(2) A partir de 2013, Chiffres de la Direction Générale des Douanes de Chine.

(3) Chiffres estimés sur base des statistiques miroires.

Tableau I | 3 | 43 Répartition des importations par principaux pays de provenance ⁽¹⁾
(en millions de USD)

PAYS	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 (p)	2022 (p)
1. Union Européenne	2 007,3	2 462,8	2 949,0	2 480,5	2 152,5	2 198,9	1 815,1	1 691,3	1 193,8	1 795,4	2 107,8
Belgique et Luxembourg	731,7	897,8	938,4	832,8	692,7	662,8	614,2	554,9	350,2	588,9	652,4
France	357,4	438,5	516,7	438,0	500,5	469,3	364,9	328,8	206,7	360,1	317,2
Italie	179,7	220,5	123,5	75,2	92,0	75,2	72,7	83,8	58,3	60,3	59,6
Allemagne	220,6	270,7	257,3	190,5	154,5	138,7	123,6	134,3	68,5	118,3	149,3
Pays-Bas	239,4	293,8	491,8	349,1	252,2	208,7	191,9	259,2	150,5	192,0	210,5
Royaume-Uni	50,2	61,6	100,6	117,2	156,8	152,8	123,9	100,3	101,6	163,0	244,3
Irlande, Danemark et Grèce	24,5	30,1	79,1	194,4	91,9	107,0	68,4	54,6	48,1	42,1	19,1
Portugal	20,8	25,5	39,4	21,1	23,0	25,5	13,8	11,4	7,4	15,5	28,0
Espagne	38,0	46,7	144,3	85,3	57,8	51,6	44,8	54,3	82,9	66,1	58,5
Autres pays de l'U.E.	144,8	177,6	258,0	177,0	131,1	307,4	196,8	109,8	119,5	189,0	368,7
2. Amérique du Nord	286,3	351,2	348,3	323,9	419,0	371,5	362,8	327,6	187,4	198,9	202,8
3. Japon	68,9	84,5	47,0	41,5	19,7	42,8	31,6	34,2	21,2	10,9	28,9
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	94,3	115,7	546,4	420,3	540,0	509,0	435,4	349,1	291,4	278,5	318,5
Sous-total (1+2+3+4)	2 456,8	3 014,3	3 890,8	3 266,2	3 131,2	3 122,2	2 644,9	2 402,2	1 693,8	2 283,7	2 658,1
5. Provenances diverses	6 220,5	7 794,2	8 815,5	7 308,4	9 017,6	8 217,8	12 327,8	10 540,5	10 171,4	15 961,7	24 040,2
Chine ⁽²⁾	1 543,6	1 950,0	1 362,0	1 413,0	1 319,1	970,0	1 774,4	2 098,9	2 013,1	2 757,3	5 117,6
Brésil ⁽³⁾	80,0	98,5	72,6	36,9	56,6	61,3	52,1	44,5	94,1	125,2	107,3
Afrique du Sud ⁽⁴⁾	1 226,3	1 272,3	1 349,8	1 298,8	1 176,0	964,3	1 621,3	1 842,8	1 580,3	2 739,9	4 706,4
Autres pays	3 370,5	4 473,3	6 031,1	4 559,7	6 465,8	6 222,2	8 880,0	6 554,2	6 483,8	10 339,3	14 108,9
Total	8 677,2	10 808,4	12 706,3	10 574,6	12 148,8	11 340,0	14 972,7	12 942,7	11 865,3	18 245,4	26 698,3

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction of Trade Statistics (IMF) et des Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.

(1) Avant 2013, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(2) A partir de 2013, les estimations sont faites sur base des données de ISYS-DDR (Integrated System des Déclarations des Dépenses et des Recettes).

(3) A partir de 2013, Chiffres de la Direction Générale des Douanes de Chine.

(4) Chiffres estimés sur base des statistiques miroires.

Tableau I|3|43 bis Répartition des importations par principaux pays de provenance ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

PAYS	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 (p)	2022 (p)
1. Union Européenne	1 845 415,2	2 264 960,9	2 728 521,3	2 296 943,0	2 174 653,7	3 223 419,4	2 945 080,1	2 786 861,4	2 210 453,3	3 571 697,8	4 229 411,8
Belgique et Luxembourg	672 739,2	825 683,0	868 245,7	771 149,1	699 851,2	971 543,7	996 499,7	914 375,5	648 434,6	1 171 528,7	1 309 091,2
France	328 605,9	403 312,7	478 024,6	405 601,2	505 647,8	687 887,5	592 050,9	541 745,6	382 770,3	716 478,4	636 456,4
Italie	165 202,6	202 760,5	114 231,7	69 674,4	92 995,1	110 207,1	118 033,5	138 049,0	107 998,4	119 951,0	119 673,9
Allemagne	202 835,7	248 949,3	238 103,1	176 371,2	156 070,1	203 386,4	200 513,4	221 290,0	126 894,8	235 367,3	299 595,7
Pays-Bas	220 133,8	270 180,1	454 996,4	323 266,6	254 840,5	305 985,1	311 385,0	427 024,0	278 615,6	382 059,8	422 475,4
Royaume-Uni	46 193,8	56 695,8	93 059,2	108 524,3	158 366,2	224 040,9	201 089,2	165 322,5	188 184,9	324 340,5	490 247,5
Irlande, Danemark et Grèce	22 549,0	27 675,4	73 157,1	179 988,4	92 869,5	156 805,8	111 041,1	89 939,1	89 082,9	83 748,3	38 352,9
Portugal	19 115,5	23 461,3	36 454,0	19 554,8	23 226,9	37 355,3	22 395,3	18 840,2	13 662,5	30 843,8	56 217,0
Espagne	34 959,7	42 907,6	133 498,7	78 942,8	58 366,6	75 651,5	72 697,1	89 420,3	153 541,4	131 422,4	117 479,0
Autres pays de l'U.E.	133 080,1	163 335,2	238 750,7	163 870,1	132 419,8	450 556,1	319 374,9	180 855,3	221 267,9	375 957,7	739 823,0
2. Amérique du Nord	263 186,9	323 021,1	322 257,5	299 944,0	423 365,9	544 561,6	588 647,7	539 790,0	346 891,0	395 642,0	407 018,2
3. Japon	63 354,4	77 757,7	43 515,7	38 395,0	19 879,3	62 688,5	51 231,4	56 287,6	39 299,0	21 676,8	57 903,0
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	86 702,4	106 413,7	505 561,3	389 180,5	545 572,6	746 159,3	706 403,3	575 290,5	539 583,4	554 109,9	639 164,8
Sous-total O.C.D.E. (1+2+3+4)	2 258 658,9	2 772 153,4	3 599 855,7	3 024 462,5	3 163 471,5	4 576 828,9	4 291 362,5	3 958 229,6	3 136 226,7	4 543 126,5	5 333 497,8
5. Provenances diverses	5 718 864,1	7 168 054,0	8 156 344,3	6 767 466,8	9 110 502,2	12 046 601,3	20 002 183,8	17 368 202,5	18 832 762,9	31 754 084,1	48 237 744,1
Chine ⁽²⁾	1 419 147,3	1 793 357,4	1 260 158,2	1 308 416,8	1 332 736,0	1 421 932,4	2 879 002,1	3 458 439,3	3 727 404,0	5 485 374,2	10 268 664,0
Brésil ⁽³⁾	73 584,9	90 591,5	67 129,2	34 161,3	57 204,0	89 890,4	84 602,9	73 399,2	174 233,9	249 084,0	215 305,6
Afrique du Sud ⁽³⁾	1 127 429,1	1 170 133,6	1 248 883,4	1 202 641,1	1 188 099,7	1 413 586,6	2 630 518,4	3 036 557,1	2 926 048,7	5 450 811,4	9 443 595,4
Autres pays	3 098 702,8	4 113 971,6	5 580 173,5	4 222 247,6	6 532 462,5	9 121 191,9	14 408 060,4	10 799 807,0	12 005 076,3	20 568 814,5	28 310 179,0
Total	7 977 523,0	9 940 207,4	11 756 200,0	9 791 929,3	12 273 973,7	16 623 430,2	24 293 546,3	21 326 432,0	21 968 989,6	36 297 210,5	53 571 241,9
Taux de change moyen USD/CDF	919,4	919,7	925,2	926,0	1 010,3	1 465,9	1 622,5	1 647,8	1 851,5	1 989,4	2 006,5

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction of Trade Statistics (IMF) et des Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.

(1) Avant 2013, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(2) A partir de 2013, les estimations sont faites sur base des données de ISYS-DDR (Integrated System des Déclarations des Dépenses et des Recettes).

(3) A partir de 2013, Chiffres de la Direction Générale des Douanes de Chine.

(3) Chiffres estimés sur base des statistiques miroires.

Tableau I|3|44 Balance des biens

Périodes	Millions de CDF			Millions de USD		
	Exportations	Importations	Solde	Exportations	Importations	Solde
2013	10 680 107,0	9 940 207,4	739 899,6	11 613,0	10 808,4	804,5
2014	11 399 897,9	11 756 200,0	-356 302,0	12 321,2	12 706,3	-385,1
2015	9 523 545,7	9 791 929,3	-268 383,7	10 284,8	10 574,6	-289,8
2016	12 007 977,4	12 273 954,6	-265 977,2	11 885,5	12 148,8	-263,3
2017	16 928 563,1	16 623 429,7	305 133,4	11 548,2	11 340,0	208,2
2018	25 906 589,1	24 293 546,3	1 613 042,8	15 966,8	14 972,7	994,2
2019	21 723 234,0	21 326 432,0	396 802,0	13 183,5	12 942,7	240,8
2020	25 530 316,3	21 968 989,3	3 561 327,1	13 788,7	11 865,3	1 923,4
2021 (p)	44 135 152,0	36 297 210,5	7 837 941,5	22 185,3	18 245,4	3 939,9
2022	57 310 909,1	53 571 241,9	3 739 667,2	28 562,0	26 698,3	1 863,7

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I | 3 | 45 Evolution des termes de l'échange
(base : 2012 = 100)

Périodes	Données exprimées en USD			Termes de l'échange	Données exprimées en CDF		
	Indices		Termes de l'échange		Indices		Termes de l'échange
	A l'export	A l'import			A l'export	A l'import	
2013	132,8	124,6	106,6	132,9	124,6	106,6	
2014	140,9	146,4	96,2	141,8	147,4	96,2	
2015	117,6	121,9	96,5	118,5	122,7	96,5	
2016	135,9	140,0	97,1	149,4	153,9	97,1	
2017	132,1	130,7	101,1	210,6	208,4	101,1	
2018	182,6	172,6	105,8	322,3	304,5	105,8	
2019	150,8	149,2	101,1	270,2	267,3	101,1	
2020	157,7	136,7	115,3	317,6	275,4	115,3	
2021 (p)	253,7	210,3	120,7	549,1	455,0	120,7	
2022 (p)	326,7	307,7	106,2	713,0	671,5	106,2	

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|3|46 Cours interbancaires des devises
(moyennes mensuelles en CDF)

PERIODES	1 USD	1 GBP	1 CAD	1 CHF	100 JPY	100 XAF	1 DTS	1 EUR	1 ZAR	1 AUD	100 AOA	100 BIF	100 RWF	1 ZMW	100 TZS	100 UGX	1 CNY
2013																	
Janvier	915,96	1 462,42	922,86	991,81	1 030,76	185,63	1 406,68	1 217,62	104,28	961,41							
Février	917,84	1 425,50	910,79	998,50	986,65	187,32	1 403,07	1 228,75	103,27	947,96							
Mars	917,22	1 383,08	894,72	970,49	965,87	181,43	1 369,82	1 190,12	99,89	948,08							
Avril	917,47	1 403,40	900,24	978,39	940,84	181,86	1 380,05	1 192,94	100,29	953,15							
Mai	918,85	1 406,25	901,66	962,55	911,91	182,01	1 377,92	1 193,93	98,76	912,83							
Juin	918,44	1 421,56	891,06	982,14	942,31	184,57	1 390,14	1 210,71	91,76	867,99							
Juillet	918,05	1 393,29	879,30	970,28	920,61	182,92	1 379,59	1 199,88	92,61	842,16							
Août	917,98	1 423,92	880,67	987,05	939,57	186,48	1 394,67	1 223,20	91,30	830,35							
Septembre	919,26	1 454,89	885,27	993,44	926,02	186,89	1 398,86	1 225,94	92,14	852,02							
Octobre	923,24	1 486,29	891,42	1 023,08	944,51	192,00	1 421,09	1 259,39	93,11	877,90							
Novembre	925,13	1 485,17	882,86	1 013,02	926,39	190,25	1 415,90	1 247,97	90,74	864,06							
Décembre	926,63	1 516,42	871,40	1 038,00	894,88	193,68	1 425,39	1 270,45	89,36	829,29							
2014																	
Janvier	927,77	1 527,15	849,36	1 026,72	892,79	192,73	1 424,67	1 264,21	85,73	825,71							
Février	927,37	1 534,60	838,85	1 035,95	908,39	192,94	1 427,66	1 265,61	84,32	831,63							
Mars	926,01	1 539,84	833,50	1 051,64	905,15	195,21	1 433,05	1 280,48	86,16	838,78							
Avril	924,29	1 547,04	840,55	1 046,75	901,50	194,54	1 430,74	1 276,09	87,71	860,96							
Mai	924,77	1 557,99	848,57	1 041,17	908,51	193,70	1 430,50	1 270,60	88,80	859,41							
Juin	925,03	1 561,42	853,15	1 031,75	905,91	188,34	1 425,25	1 255,19	86,65	865,42							
Juillet	924,07	1 577,88	862,03	1 030,28	908,74	190,84	1 424,66	1 251,85	86,74	867,87							
Août	924,58	1 545,68	845,85	1 015,97	897,98	187,73	1 411,36	1 231,44	86,63	860,19							
Septembre	924,29	1 507,99	840,86	989,21	863,94	182,12	1 387,71	1 194,64	84,46	840,32							
Octobre	925,05	1 485,97	825,22	970,91	857,28	178,76	1 375,24	1 172,58	83,51	813,69							
Novembre	924,34	1 458,20	816,70	957,37	797,29	175,79	1 356,43	1 152,76	83,38	799,74							
Décembre	925,14	1 433,39	800,82	949,54	775,13	174,06	1 347,96	1 155,82	80,64	766,50							
2015																	
Janvier	925,40	1 406,68	773,63	943,26	783,52	165,18	1 319,94	1 083,54	80,02	751,10							
Février	925,29	1 417,87	739,49	989,59	779,61	161,05	1 306,96	1 050,34	79,87	720,25							
Mars	925,58	1 387,06	734,33	946,30	769,37	152,99	1 283,15	1 003,88	76,66	716,43							
Avril	925,46	1 383,30	748,80	964,21	774,44	153,00	1 279,73	999,40	77,20	715,24							
Mai	924,77	1 429,18	760,26	993,01	766,55	157,40	1 298,69	1 032,50	77,33	730,58							
Juin	925,61	1 437,99	748,68	991,93	747,05	158,18	1 299,72	1 050,53	75,09	713,98							
Juillet	925,50	1 440,57	721,88	971,80	750,50	155,28	1 291,31	1 018,59	74,40	687,17							
Août	925,57	1 443,61	704,67	957,10	751,76	157,13	1 297,69	1 030,68	71,88	675,94							
Septembre	926,26	1 421,59	698,75	952,70	770,39	158,47	1 301,97	1 039,50	67,98	654,01							
Octobre	927,33	1 404,27	709,05	957,44	772,49	158,78	1 303,79	1 041,54	68,83	643,19							
Novembre	927,75	1 391,64	699,13	920,56	757,58	152,04	1 282,31	997,34	65,78	662,52							
Décembre	927,31	1 391,54	677,75	930,56	761,03	153,75	1 285,11	1 008,53	62,15	671,68							
2016																	
Janvier	928,25	1 340,94	654,63	923,09	784,18	153,70	1 282,85	1 008,19	57,22	655,55							
Février	930,02	1 330,73	671,91	935,08	807,83	157,14	1 295,99	1 030,74	58,88	662,03							
Mars	936,15	1 330,45	705,79	952,30	828,96	158,48	1 305,27	1 039,53	60,05	699,84							
Avril	945,33	1 351,89	735,96	981,14	860,58	163,40	1 331,78	1 071,81	64,59	724,51							
Mai	951,92	1 383,93	736,42	974,70	875,19	164,25	1 343,75	1 077,39	95,82	697,51							
Juin	963,75	1 369,83	763,84	993,55	904,48	165,15	1 358,67	1 083,38	63,75	712,55							
Juillet	990,98	1 304,32	760,54	1 008,91	952,01	167,19	1 377,93	1 096,70	68,56	746,90							
Août	1 010,48	1 323,79	777,19	1 041,08	626,39	172,69	1 413,96	1 132,76	73,48	771,46							
Septembre	1 033,91	1 360,13	788,18	1 060,48	1 012,72	176,62	1 446,66	1 158,56	73,16	782,29							
Octobre	1 087,72	1 344,35	822,39	1 102,06	1 048,64	182,91	1 502,00	1 194,93	77,99	828,60							
Novembre	1 144,80	1 421,09	851,12	1 150,09	1 060,63	188,58	1 563,64	1 236,98	82,22	862,81							
Décembre	1 200,33	1 499,39	898,11	1 176,24	1 034,42	192,92	1 616,90	1 265,44	86,52	883,07							
2017																	
Janvier	1 249,08	1 540,42	943,01	1 236,26	1 083,73	201,94	1 686,26	1 324,63	92,04	928,75							
Février	1 299,03	1 621,57	992,12	1 297,74	1 148,68	210,89	1 760,75	1 378,33	98,40	990,40							
Mars	1 339,97	1 654,15	1 001,77	1 337,67	1 186,33	214,40	1 815,79	1 432,04	103,87	1 021,92							
Avril	1 385,24	1 747,79	1 032,58	1 384,32	1 257,51	226,08	1 884,95	1 483,20	103,17	1 044,71							
Mai	1 418,18	1 832,98	1 042,19	1 435,21	1 263,14	238,73	1 949,40	1 565,98	106,98	1 054,20							
Juin	1 461,65	1 869,83	1 095,71	1 508,99	1 320,37	250,05	2 021,58	1 640,21	113,01	1 102,46							
Juillet	1 569,81	2 037,12	1 234,00	1 635,07	1 394,98	275,30	2 189,29	1 805,81	119,37	1 221,96							
Août	1 548,27	2 005,54	1 232,03	1 603,61	1 410,34	278,58	2 184,13	1 827,38	109,70	1 225,33							
Septembre	1 561,44	2 076,39	1 270,08	1 622,75	1 411,63	283,73	2 217,37	1 861,16	89,44	1 245,29							
Octobre	1 570,84	2 074,27	1 248,10	1 602,36	1 391,86	281,78	2 214,38	1 848,35	87,00	1 242,26							
Novembre	1 579,06	2 085,47	1 234,81	1 591,64	1 399,12	282,38	2 224,18	1 852,28	84,77	1 204,08							
Décembre	1 589,67	2 130,01	1 244,55	1 609,16	1 408,64	286,73	2 249,52	1 880,82	90,09	1 213,84							
2018																	
Janvier	1 599,54	2 208,16	1 285,61	1 663,42	1 441,76	297,04	2 298,92	1 948,46	94,58	1 270,65							
Février	1 611,99	2 252,70	1 283,44	1 723,99	1 491,69	303,40	2 340,62	1 990,20	97,48	1 269,88							

PERIODES	1 USD	1 GBP	1 CAD	1 CHF	100 JPY	100 XAF	1 DTS	1 EUR	1 ZAR	1 AUD	100 AOA	100 BIF	100 RWF	1 ZMW	100 TZS	100 UGX	1 CNY
Mars	1 616,53	2 257,56	1 250,75	1 706,28	1 523,31	303,78	2 348,52	1 992,63	97,72	1 254,88	...	...	...	...	...	...	...
Avril	1 617,84	2 288,91	1 273,91	1 683,18	1 511,88	303,89	2 351,57	1 993,37	95,47	1 249,83	...	...	...	...	...	...	...
Mai	1 619,22	2 181,95	1 257,90	1 623,90	1 476,76	294,03	2 308,58	1 914,33	112,62	1 218,21	...	...	...	...	...	...	...
Juin	1 623,75	2 156,91	1 239,69	1 640,74	1 476,83	288,99	2 295,94	1 895,67	122,29	1 218,24	...	...	...	...	...	...	...
Juillet	1 625,43	2 139,20	1 235,93	1 633,41	1 458,79	289,37	2 283,99	1 898,12	122,02	1 202,36	...	...	...	...	...	...	...
Août	1 627,91	2 095,95	1 248,10	1 647,04	1 466,75	286,55	2 271,51	1 879,63	114,38	1 193,87	...	...	...	...	...	...	...
Septembre	1 629,67	2 137,33	1 268,89	1 684,34	1 456,66	289,91	2 282,68	1 901,72	110,24	1 174,22	...	...	...	...	...	...	...
Octobre	1 631,27	2 126,25	1 257,09	1 644,24	1 446,13	286,04	2 270,17	1 876,26	112,72	1 158,98	...	...	...	...	...	...	...
Novembre	1 632,27	2 105,90	1 237,71	1 630,46	1 441,65	282,84	2 260,21	1 855,29	115,55	1 182,01	...	...	...	...	...	...	...
Décembre	1 632,63	2 068,57	1 215,21	1 643,98	1 451,26	282,98	2 260,73	1 856,24	114,81	1 174,36	...	...	...	...	...	...	...
2019																	
Janvier	1 637,21	2 106,04	1 228,44	1 655,15	1 499,43	284,94	2 280,97	1 869,10	117,73	1 168,54	...	...	...	...	...	...	...
Février	1 637,09	2 127,20	1 240,39	1 636,37	1 484,88	283,73	2 279,45	1 861,12	118,76	1 172,22	...	...	...	...	...	...	...
Mars	1 639,05	2 161,24	1 227,74	1 639,11	1 482,77	282,84	2 281,90	1 855,30	114,34	1 161,57	...	...	...	...	...	...	...
Avril	1 639,40	2 127,33	1 225,56	1 628,45	1 468,88	280,84	2 273,97	1 842,21	115,87	1 168,25	...	...	...	...	...	...	...
Mai	1 640,64	2 109,60	1 219,84	1 622,77	1 491,03	279,98	2 267,51	1 836,58	112,78	1 140,45	498,91	89,32	181,36	119,54	71,43	43,65	237,69
Juin	1 643,64	2 082,65	1 234,71	1 660,25	1 519,78	282,73	2 276,37	1 854,59	112,49	1 140,73	486,81	89,06	181,29	125,87	71,49	43,96	238,12
Juillet	1 638,82	2 058,64	1 255,76	1 669,11	1 522,52	281,92	2 276,57	1 849,30	116,83	1 151,53	476,89	93,42	180,36	128,78	71,64	63,43	0,00
Août	1 652,09	2 008,24	1 244,72	1 685,16	1 550,11	280,34	2 268,82	1 838,73	109,29	1 118,56	459,87	89,58	180,39	126,74	71,85	44,72	234,28
Septembre	1 653,78	2 041,54	1 248,16	1 668,35	1 539,85	277,71	2 263,22	1 821,69	111,85	1 126,08	451,38	89,32	179,62	125,76	71,94	44,99	232,34
Octobre	1 653,93	2 086,70	1 253,38	1 664,40	1 529,70	278,50	2 268,08	1 826,88	111,57	1 122,72	394,34	88,92	179,20	125,42	71,90	44,74	232,90
Novembre	1 658,32	2 137,28	1 253,49	1 670,29	1 523,77	279,58	2 280,51	1 833,61	112,75	1 133,90	349,98	88,54	178,96	119,12	72,01	44,65	236,20
Décembre	1 668,53	2 184,83	1 265,72	1 694,91	1 528,50	279,50	2 300,16	1 853,10	115,83	1 146,86	350,90	88,98	178,60	115,94	72,61	45,40	237,79
2020																	
Janvier	1 678,96	2 193,89	1 283,32	1 729,39	1 536,02	284,11	2 316,24	1 863,56	117,07	1 152,62	343,60	89,17	178,63	117,13	72,90	45,60	242,18
Février	1 687,16	2 188,29	1 271,11	1 727,72	1 532,94	280,52	2 310,19	1 840,09	112,96	1 126,61	341,13	89,45	179,09	114,60	73,07	45,92	241,13
Mars	1 710,26	2 107,49	1 224,75	1 775,05	1 577,32	286,66	2 334,33	1 881,52	103,54	1 063,21	336,06	89,97	179,83	104,94	73,80	45,12	242,40
Avril	1 716,53	2 129,49	1 218,69	1 786,24	1 592,61	284,58	2 340,71	1 866,67	93,24	1 077,93	308,76	90,56	183,08	92,46	74,18	45,36	242,65
Mai	1 798,83	2 212,24	1 282,10	1 824,84	1 678,02	298,44	2 451,95	1 957,65	99,66	1 171,43	319,46	94,74	191,82	98,74	77,73	47,43	253,22
Juin	1 861,10	2 333,71	1 369,48	1 955,15	1 730,58	319,46	2 567,99	2 095,51	108,77	1 282,85	315,28	97,75	196,48	102,13	80,40	49,69	262,61
Juillet	1 940,26	2 451,46	1 431,34	2 073,00	1 815,80	333,66	2 696,69	2 219,58	115,52	1 360,91	341,01	100,89	203,68	107,00	83,77	52,40	276,70
Août	1 961,39	2 573,31	1 479,83	2 153,00	1 850,07	353,44	2 768,08	2 318,43	113,82	1 409,58	335,72	101,74	204,32	104,93	84,44	53,33	282,81
Septembre	1 961,17	2 530,79	1 482,24	2 146,30	1 857,65	352,95	2 770,32	2 315,08	117,40	1 424,36	316,53	101,51	203,20	98,82	84,54	53,09	287,85
Octobre	1 963,02	2 546,74	1 484,30	2 150,95	1 865,99	352,28	2 774,97	2 310,83	119,29	1 403,03	304,89	101,58	201,25	97,30	84,63	52,77	291,83
Novembre	1 965,41	2 589,38	1 500,60	2 153,86	1 880,75	353,58	2 792,91	2 319,34	126,79	1 426,80	296,98	101,47	200,10	94,31	84,78	52,95	297,21
Décembre	1 969,23	2 641,42	1 534,39	2 210,84	1 895,91	364,07	2 830,32	2 390,82	133,46	1 477,20	301,06	101,58	199,57	93,34	84,89	53,66	300,78
2021																	
Janvier	1 975,65	2 680,28	1 551,51	2 229,41	1 906,27	366,93	2 850,93	2 406,92	131,50	1 527,22	301,84	101,77	199,67	92,83	85,21	53,53	305,24
Février	1 980,48	2 741,84	1 558,97	2 208,21	1 881,47	365,10	2 852,10	2 394,85	133,70	1 534,10	303,48	102,11	199,92	91,70	85,40	54,02	306,56
Mars	1 980,88	2 746,04	1 573,15	2 134,17	1 824,93	359,79	2 829,57	2 360,11	132,07	1 533,09	317,02	100,72	199,27	90,10	85,42	54,08	304,05
Avril	1 985,48	2 749,11	1 586,77	2 146,08	1 818,66	361,13	2 834,29	2 368,88	137,56	1 528,20	310,10	101,40	200,68	89,49	85,61	54,66	303,83
Mai	1 989,08	2 794,40	1 639,03	2 199,92	1 822,31	368,05	2 861,41	2 412,92	141,43	1 544,05	304,61	101,05	200,30	88,59	85,71	55,90	308,64
Juin	1 989,53	2 798,65	1 627,61	2 196,28	1 810,10	366,59	2 861,16	2 404,65	143,44	1 525,99	306,79	101,53	204,02	88,13	85,94	56,24	310,57
Juillet	1 988,63	2 743,52	1 588,54	2 188,64	1 802,82	358,55	2 829,98	2 351,94	137,13	1 493,66	306,83	101,42	199,30	90,31	85,76	55,95	307,03
Août	1 992,08	2 723,89	1 585,85	2 178,90	1 812,88	357,45	2 832,50	2 344,68	135,67	1 455,05	309,25	100,53	199,06	105,00	85,92	56,31	307,71
Septembre	1 992,83	2 743,18	1 576,86	2 164,14	1 811,82	357,70	2 834,59	2 346,36	137,00	1 460,25	316,38	100,28	195,12	121,36	86,31	56,43	299,95
Octobre	1 997,31	2 729,40	1 595,73	2 159,79	1 768,35	353,10	2 820,38	2 316,19	134,47	1 473,10	332,09	100,19	198,49	117,44	86,64	55,77	311,16
Novembre	1 999,67	2 698,69	1 595,61	2 173,32	1 754,71	348,97	2 809,28	2 289,05	129,13	1 469,58	334,03	100,25	197,85	114,21	86,85	56,28	312,88
Décembre	1 999,68	2 658,41	1 561,91	2 170,44	1 758,44	344,45	2 795,48	2 259,43	126,10	1 428,27	347,61	100,16	195,62	118,56	86,81	56,24	313,87
2022																	
Janvier	1 999,42	1 584,05	2 711,00	2 179,87	1 741,67	345,50	2 266,33	2 798,48	129,22	1 439,21	366,44	99,69	195,60	116,41	86,65	56,65	314,73
Février	2 000,28	1 574,59	2 711,62	2 168,95	1 736,51	346,15	2 270,59	2 803,34	131,28	1 432,99	382,18	99,64	193,94	110,25	86,41	56,93	315,01
Mars	1 999,97	1 577,16	2 639,36	2 153,31	1 697,14	336,08	2 204,53	2 767,07	132,85	1 470,73	424,29	99,06	196,52	111,60	86,36	55,82	315,34
Avril	2 003,24	1 590,87	2 593,71	2 129,15	1 594,85	332,14	2 175,58	2 730,16	134,26	1 484,37	469,01	98,65	195,66	114,68	86,30	56,50	312,55
Mai	2 004,60	1 558,48	2 485,75	2 046,10	1 553,55	322,91	2 118,19	2 689,49	126,14	1 413,16	488,21	98,39	196,26	117,14	86,19	55,46	299,64
Juin	2 004,62	1 567,70	2 479,82	2 042,03	1 504,39	323,97	2 125,14	2 687,14	127,19	1 415,30	469,64	98,02	191,31	127,43	86,04	53,45	299,82
Juillet	2 004,95	1 549,39	2 405,68	2 067,84	1 464,95	312,29	2 048,46	2 643,50	119,04	1 372,96	468,18	97,74	195,13	121,21	85,99	53,03	298,01
Août	2 007,85	1 555,93	2 413,10	2 100,06	1 487,11	310,17	2 035,11	2 643,04	120,27	1 405,85	468,81	98,10	194,55	124,50	86,11	52,36	292,38
Septembre	2 012,41	1 517,32	2 289,94	2 066,68	1 411,32	304,53	1 997,61	2 600,21	114,97	1 352,00	469,88	97,98	193,02	128,20	86,31	52,67	288,11
Octobre	2 012,58	1 467,04	2 266,05	2 022,57	1 369,52	296,82	1 976,97	2 576,97	110,98	1 329,77	453,64	97,95	190,77	126,34	86,34	52,60	280,37
Novembre	2 013,36	1 498,05	2 359,39	2 081,49	1 410,71	312,36	2 050,69	2 639,92	114,76	1 375,79	405,25	97,99	189,70	121,98	86,36	53,49	280,36
Décembre	2 014,44	1 481,56	2 449,60	2 156,14	1 488,46	324,16	2 126,34	2 675,18	116,67	1 357,04	395,72	97,74	188,21	114,76	86,37	54,62	288,27

Tableau I|3|47 Ecart entre les taux de change interbancaires et parallèles
(données à fin période)

Périodes	Cours interbancaires		Cours Parallèles ⁽¹⁾		Ecart en %	
	USD	Euro	USD	Euro	USD	Euro
2013						
Janvier	918,22	1 237,46	925,67	1 169,27	0,8	-5,5
Février	918,43	1 203,51	922,00	1 177,61	0,4	-2,2
Mars	918,89	1 173,17	922,33	1 146,80	0,4	-2,2
Avril	917,05	1 202,27	922,00	1 158,70	0,5	-3,6
Mai	918,06	1 191,06	922,67	1 132,67	0,5	-4,9
Juin	917,49	1 194,79	925,00	1 143,00	0,8	-4,3
Juillet	916,34	1 213,75	922,67	1 136,80	0,7	-6,3
Août	917,89	1 212,50	928,00	1 147,00	1,1	-5,4
Septembre	921,59	1 249,91	929,00	1 156,30	0,8	-7,5
Octobre	918,99	1 273,63	932,75	1 192,28	1,5	-6,4
Novembre	921,06	1 260,22	938,75	1 188,10	1,9	-5,7
Décembre	925,50	1 266,42	938,00	1 173,38	1,4	-7,3
2014						
Janvier	926,74	1 255,62	938,25	1 197,15	1,2	-4,7
Février	929,39	1 274,02	937,25	1 196,48	0,8	-6,1
Mars	921,93	1 271,32	934,50	1 191,44	1,4	-6,3
Avril	924,00	1 280,32	933,75	1 191,94	1,1	-6,9
Mai	925,87	1 255,29	931,25	1 235,56	0,6	-1,6
Juin	926,12	1 260,99	931,25	1 188,94	0,6	-5,7
Juillet	924,16	1 235,65	931,00	1 165,30	0,7	-5,7
Août	922,66	1 219,04	932,25	1 165,95	1,0	-4,4
Septembre	925,80	1 174,06	932,25	1 161,61	0,7	-1,1
Octobre	925,54	1 169,67	928,75	1 142,96	0,3	-2,3
Novembre	925,32	1 154,86	931,50	1 137,96	0,7	-1,5
Décembre	924,51	1 127,80	932,25	1 138,27	0,8	0,9
2015						
Janvier	925,32	1 044,50	932,00	1 105,01	0,7	5,8
Février	924,13	1 050,46	931,50	1 086,65	0,8	3,4
Mars	925,19	1 004,62	932,00	1 049,33	0,7	4,5
Avril	926,62	1 028,96	932,00	1 058,66	0,6	2,9
Mai	926,06	1 010,56	932,00	1 026,03	0,6	1,5
Juin	925,79	1 035,30	932,25	1 026,30	0,7	-0,9
Juillet	924,23	1 010,89	931,75	1 016,43	0,8	0,5
Août	927,65	1 041,32	933,00	1 016,97	0,6	-2,3
Septembre	925,45	1 038,58	932,25	1 016,97	0,7	-2,1
Octobre	928,02	1 014,27	931,25	1 016,43	0,3	0,2
Novembre	925,73	979,70	931,75	1 002,44	0,7	2,3
Décembre	927,92	1 018,29	936,25	1 005,06	0,9	-1,3
2016						
Janvier	929,51	1 014,39	939,63	1 012,45	1,1	-0,2
Février	933,97	1 023,76	943,88	1 019,39	1,1	-0,4
Mars	941,58	1 069,73	958,43	1 060,03	1,8	-0,9
Avril	949,49	1 076,18	978,33	1 091,82	3,0	1,5
Mai	954,95	1 063,85	986,63	1 091,22	3,3	2,6
Juin	983,76	1 084,83	1 032,00	1 137,26	4,9	4,8
Juillet	997,17	1 105,60	1 065,87	1 174,59	6,9	6,2
Août	1 024,00	1 138,35	1 078,03	1 195,54	5,3	5,0
Septembre	1 060,98	1 183,52	1 198,83	1 334,30	13,0	12,7
Octobre	1 120,56	1 225,20	1 204,37	1 319,99	7,5	7,7
Novembre	1 175,91	1 240,51	1 245,67	1 354,04	5,9	9,2
Décembre	1 215,59	1 270,92	1 269,13	1 365,59	4,4	7,4
2017						

Périodes	Cours interbancaires		Cours Parallèles ⁽¹⁾		Ecart en %	
	USD	Euro	USD	Euro	USD	Euro
Janvier	1280,59	1 361,87	1302,50	1 400,19	1,7	2,8
Février	1314,94	1 390,46	1334,17	1 400,88	1,5	0,7
Mars	1370,01	1 465,57	1371,17	1 453,44	0,1	-0,8
Avril	1405,89	1 525,75	1410,33	1 537,26	0,3	0,8
Mai	1440,37	1 610,70	1451,97	1 604,42	0,8	-0,4
Juin	1507,78	1 707,75	1545,30	1 746,19	2,5	2,3
Juillet	1565,97	1 934,31	1585,33	1 846,91	1,2	-4,5
Août	1555,62	1 852,76	1570,33	1 860,85	0,9	0,4
Septembre	1568,04	1 861,16	1582,33	1 859,24	0,9	-0,1
Octobre	1574,64	1 828,01	1586,00	1 839,76	0,7	0,6
Novembre	1586,28	1 877,42	1607,30	1 896,61	1,3	1,0
Décembre	1592,19	1 902,10	1615,53	1 914,41	1,5	0,6
2018						
Janvier	1604,98	1 996,36	1636,83	1 876,02	2,0	-6,0
Février	1615,97	1 986,77	1633,17	1 953,27	1,1	-1,7
Mars	1616,53	1 991,44	1638,33	1 987,30	1,3	-0,2
Avril	1620,00	1 959,17	1638,83	2 013,72	1,2	2,8
Mai	1620,98	1 880,65	1647,83	1 931,26	1,7	2,7
Juin	1625,67	1 882,28	1647,00	1 925,34	1,3	2,3
Juillet	1626,93	1 904,68	1644,33	1 923,87	1,1	1,0
Août	1628,14	1 899,29	1649,00	1 924,38	1,3	1,3
Septembre	1630,65	1 907,19	1649,11	1 926,90	1,1	1,0
Octobre	1632,46	1 855,94	1648,00	1 905,09	1,0	2,6
Novembre	1633,04	1 859,94	1649,33	2 187,02	1,0	17,6
Décembre	1635,62	1 864,22	1675,00	1 930,44	2,4	3,6
2019						
Janvier	1638,00	1 868,93	1658,00	1 905,04	1,2	1,9
Février	1637,01	1 864,47	1660,83	1 883,76	1,5	1,0
Mars	1639,00	1 841,00	1667,00	1 885,38	1,7	2,4
Avril	1638,88	1 827,29	1663,50	1 874,76	1,5	2,6
Mai	1637,68	1 837,80	1667,00	1 878,71	1,8	2,2
Juin	1645,89	1 869,87	1672,67	1 972,07	1,6	5,5
Juillet	1650,19	1 835,64	1676,33	1 880,85	1,6	2,5
Août	1653,96	1 830,31	1678,33	1 875,71	1,5	2,5
Septembre	1652,69	1 808,79	1682,83	1 864,58	1,8	3,1
Octobre	1654,40	1 838,37	1686,67	1 880,63	2,0	2,3
Novembre	1663,89	1 827,27	1717,50	1 908,14	3,2	4,4
Décembre	1672,95	1 865,85	1725,67	1 919,98	3,2	2,9
2020						
Janvier	1683,88	1 857,04	1744,17	1 941,26	3,6	4,5
Février	1695,01	1 860,02	1751,67	1 944,35	3,3	4,5
Mars	1706,91	1 880,13	1761,83	1 948,59	3,2	3,6
Avril	1738,50	1 878,37	1866,67	2 064,53	7,4	9,9
Mai	1822,00	1 996,70	1931,17	2 137,80	6,0	7,1
Juin	1906,76	2 137,22	1977,50	2 224,69	3,7	4,1
Juillet	1976,97	2 318,26	2033,67	2 336,68	2,9	0,8
Août	1960,92	2 333,61	2011,00	2 330,75	2,6	-0,1
Septembre	1961,10	2 295,91	2014,17	2 322,33	2,7	1,2
Octobre	1964,96	2 303,76	2019,17	2 350,31	2,8	2,0
Novembre	1965,87	2 350,22	2016,83	2 369,78	2,6	0,8
Décembre	1971,81	2 421,16	2020,00	2 403,80	2,4	-0,7
2021						
Janvier	1979,00	2 395,87	2016,33	2 358,71	1,9	-1,6
Février	1980,75	2 423,59	2023,83	2 404,31	2,2	-0,8
Mars	1982,36	2 324,27	2023,83	2 369,91	2,1	2,0
Avril	1990,25	2 408,00	2012,00	2 384,22	1,1	-1,0
Mai	1989,99	2 420,97	2024,67	2 417,45	1,7	-0,1

Périodes	Cours interbancaires		Cours Parallèles (1)		Ecart en %	
	USD	Euro	USD	Euro	USD	Euro
Juin	1988,54	2 372,92	2024,83	2 381,20	1,8	0,3
Juillet	1994,68	2 348,64	2020,17	2 359,55	1,3	0,5
Août	1990,99	2 347,97	2035,33	2 377,27	2,2	1,2
Septembre	1995,11	2 276,06	2038,67	2 371,78	2,2	4,2
Octobre	1999,70	2 319,60	2038,50	2 366,70	1,9	2,0
Novembre	1999,15	2 263,36	2037,50	2 316,64	1,9	2,4
Décembre	1999,97	2 262,43	2044,67	2 332,96	2,2	3,1
2022						
Janvier	1999,74	2 229,73	2026,83	2 320,72	1,4	4,1
Février	2000,97	2 269,93	2028,83	2 333,16	1,4	2,8
Mars	1999,75	2 226,15	2032,83	2 276,77	1,7	2,3
Avril	2004,84	2 110,98	2029,17	2 232,08	1,2	5,7
Mai	2004,77	2 160,58	2034,00	2 217,06	1,5	2,6
Juin	2004,74	2 112,48	2035,17	2 177,63	1,5	3,1
Juillet	2005,41	2 037,49	2057,50	2 098,65	2,6	3,0
Août	2011,87	2 015,68	2099,17	2 141,15	4,3	6,2
Septembre	2012,38	1 967,22	2086,67	2 065,80	3,7	5,0
Octobre	2012,58	2 002,70	2085,83	2 085,83	3,6	4,2
Novembre	2013,97	2 085,41	2085,83	2 179,70	3,6	4,5
Décembre	2016,91	2 148,73	2138,33	2 309,40	6,0	7,5

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Cours de change parallèle moyen observé sur les principales places de référenc de la Ville province de Kinshasa.

Tableau I | 3 | 48 Balance des paiements ⁽¹⁾
(en millions de USD)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 (p)	2022 (p)
I. COMPTE COURANT OU TRANSACTIONS COURANTES	-3 108,8	-1 722,6	-1 483,8	-1 504,1	-1 241,4	-1 672,3	-1 620,3	-1 052,1	-516,4	-3 238,1
1. Biens et services	-1 494,7	-3 152,5	-2 308,1	-2 224,7	-1 406,4	-1 692,8	-1 865,8	-624,3	160,7	-3 044,5
A. Biens	804,5	-385,1	-289,8	-263,3	208,2	994,2	240,8	1 923,4	3 939,9	1 863,7
- Exportations	11 613,0	12 321,2	10 284,8	11 885,5	11 548,2	15 966,8	13 183,5	13 788,7	22 185,3	28 562,0
* Marchandises générales	11 428,4	11 505,0	9 212,5	10 666,1	10 461,4	14 865,9	11 796,3	12 586,7	20 917,3	27 438,2
* Or non monétaire	184,6	816,2	1 072,3	1 219,5	1 086,8	1 100,9	1 387,2	1 202,0	1 267,9	1 123,8
- Importations	10 808,4	12 706,3	10 574,6	12 148,8	11 340,0	14 972,7	12 942,7	11 865,3	18 245,4	26 698,3
* Marchandises générales	10 808,4	12 706,3	10 574,6	12 148,8	11 340,0	14 972,7	12 942,7	11 865,3	18 245,4	26 698,3
* Or non monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Services	-2 299,2	-2 767,4	-2 018,3	-1 961,5	-1 614,5	-2 686,9	-2 106,6	-2 547,8	-3 779,2	-4 908,2
- Crédit	296,1	314,8	173,3	127,8	108,1	114,8	151,5	143,6	168,7	69,7
* Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Transports	91,8	131,7	90,3	63,9	34,6	18,5	58,8	23,5	19,2	16,0
* Voyages	8,4	45,4	0,1	4,3	6,0	60,5	71,1	80,8	107,7	33,8
* Services de bâtiment et travaux publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Service de pension et d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services financiers	11,6	7,3	5,4	3,9	4,4	2,3	1,4	2,6	2,7	1,3
* Commissions pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services de télécommunications, d'informatique et d'information	17,4	10,9	8,1	5,8	6,6	3,5	2,1	3,8	4,1	1,9
* Autres services aux entreprises	37,2	38,1	9,3	6,7	7,6	4,0	2,4	4,4	4,7	2,2
* Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0
* Biens et services publics non inclus ailleurs	129,4	81,1	60,0	43,1	48,9	25,9	15,7	28,4	30,3	14,4
- Débit	2 595,3	3 082,2	2 191,6	2 089,3	1 722,7	2 801,7	2 258,2	2 691,4	3 947,9	4 978,0
* Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Transports	1 253,0	1 598,2	1 008,7	772,4	874,2	1 264,0	1 117,4	1 076,1	1 581,1	2 414,9
* Voyages	170,0	282,6	127,4	59,8	67,5	114,8	434,7	203,7	219,5	210,7
* Services de bâtiment et travaux publics	99,5	20,0	16,6	19,4	18,1	73,3	16,1	65,4	126,5	135,0
* Service de pension et d'assurance	438,2	474,2	405,0	311,2	373,1	482,6	300,1	476,2	598,2	706,0
* Services financiers	40,4	8,3	34,8	36,0	24,7	116,8	45,0	110,3	160,2	212,4
* Commissions pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	20,3	10,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services de télécommunications, d'informatique et d'information	49,9	64,2	20,9	434,8	1,1	4,6	1,2	4,4	7,8	8,8
* Autres services aux entreprises	234,9	255,2	291,7	188,4	183,4	599,3	232,4	551,2	974,9	1 137,9
* Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	2,6	2,9	2,5	2,6	2,3	9,6	2,5	9,0	16,1	18,2
* Biens et services publics non inclus ailleurs	286,4	365,7	283,9	264,7	178,2	136,6	108,7	195,2	263,6	133,9
2. Revenus primaires	-2 879,8	-603,1	-1 080,5	-613,5	-1 080,7	-1 708,7	-1 253,0	-1 267,7	-1 918,7	-2 515,2
- Crédit	144,8	109,4	142,5	16,7	12,3	72,7	82,9	193,0	150,4	78,4
* Rémunérations des salariés	33,1	22,4	141,9	16,0	12,0	58,4	66,4	186,7	142,0	56,9
* Revenus des placements	111,7	87,0	0,6	0,8	0,2	14,3	16,5	6,3	8,5	21,5
- Débit	3 024,7	712,5	1 223,1	630,2	1 093,0	1 781,4	1 335,9	1 460,7	2 069,2	2 593,6
* Rémunérations des salariés	135,9	95,1	428,4	28,5	11,8	65,8	74,9	47,6	86,6	125,3
* Revenus des placements	2 888,7	617,4	794,7	601,7	1 081,2	1 715,6	1 261,0	1 413,1	1 982,6	2 468,3
3. Revenus secondaires	1 265,7	2 032,9	1 904,9	1 334,1	1 245,7	1 729,2	1 498,6	839,9	1 241,6	2 321,6
- Crédit	2 369,0	2 527,7	2 414,5	1 870,0	1 927,8	2 853,1	2 687,1	1 878,8	2 332,9	5 038,0
* Administrations publiques (2)	1 400,8	1 793,7	1 389,8	1 292,6	863,5	1 088,7	593,4	869,5	1 127,0	1 833,1
* Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM (3)	968,2	734,0	1 024,7	577,5	1 064,3	1 764,4	2 093,7	1 009,3	1 205,9	3 204,9
- Débit	1 103,3	494,8	509,6	535,9	682,1	1 123,9	1 188,6	1 038,9	1 091,3	2 716,4
* Administrations publiques (2)	319,2	139,2	86,8	114,1	161,4	275,9	226,6	340,5	447,3	797,0
* Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM (3)	784,1	355,6	422,8	421,9	520,7	848,0	961,9	698,5	644,0	1 919,5
II. COMPTE DU CAPITAL	192,7	320,5	252,2	-46,3	465,3	437,1	405,6	626,5	171,3	538,4

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 (p)	2022 (p)
- Crédit	206,6	570,9	306,5	1,6	498,5	675,0	639,8	989,9	546,5	903,6
* Acquisitions d'actifs non financiers non produits	69,7	0,7	176,9	0,0	0,0	1,0	1,9	1,1	0,6	1,7
* Transferts en capital	136,9	570,2	129,6	1,6	498,5	673,9	637,9	988,8	545,9	901,9
Administrations publiques (2)	47,2	520,0	129,6	1,5	498,4	523,7	533,7	870,2	325,8	750,1
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	47,2	520,0	129,6	1,5	498,4	523,7	533,7	870,2	325,8	750,1
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM (3)	89,7	50,2	0,0	0,1	0,0	150,3	104,2	118,5	220,2	151,8
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	89,7	50,2	0,0	0,1	0,0	150,3	104,2	118,5	220,2	151,8
- Débit	13,9	250,4	54,4	48,0	33,2	237,9	234,3	363,4	375,2	365,2
* Cessions d'actifs non financiers non produits	3,4	9,9	0,6	0,7	20,3	48,3	24,3	16,9	40,3	33,6
* Transferts en capital	10,5	240,5	53,7	47,3	12,8	189,6	210,0	346,5	334,9	331,7
Administrations publiques (2)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	182,4	70,5	0,0
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	182,4	70,5	0,0
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM (3)	10,5	240,5	53,7	47,3	12,8	189,6	210,0	164,1	264,4	331,7
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	10,5	240,5	53,7	47,3	12,8	189,6	210,0	164,1	264,4	331,7
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (I+II)	-2 916,1	-1 402,1	-1 231,6	-1 550,4	-776,1	-1 235,2	-1 214,7	-425,6	-345,1	-2 699,8
III. COMPTE FINANCIER	-2 579,1	-932,5	-1 047,9	-1 371,4	-461,3	-1 004,9	-1 110,7	393,0	-508,3	
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (1+2+3+4+5)	-2 771,8	-1 253,1	-1 300,0	-1 325,1	-926,6	-1 442,1	-1 516,3	-233,5	-679,6	-2 529,7
1. Investissements directs	-1 697,6	-1 499,6	-1 165,7	-932,4	-1 048,0	-1 407,6	-1 354,1	-1 498,1	-1 677,7	-1 409,4
- Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Actions et parts dans les fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Instrument de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Accroissement net des passifs financiers	1 697,6	1 499,6	1 165,7	932,4	1 048,0	1 407,6	1 354,1	1 498,1	1 677,7	1 409,4
* Actions et parts dans les fonds de placement	2 098,2	1 843,2	1 673,5	1 204,7	1 340,2	1 616,8	1 488,1	1 646,9	1 870,0	1 845,8
* Instrument de dette	-400,7	-343,6	-507,8	-272,3	-292,2	-209,2	-133,9	-148,8	-192,4	-436,4
2. Investissements de portefeuille	3,4	13,6	94,1	13,2	10,6	38,3	46,1	39,4	48,0	34,0
- Acquisition nette d'actifs financiers	3,4	13,6	94,1	13,2	0,4	30,9	27,3	33,9	45,3	34,6
* Actions et parts dans les fonds de placement	3,4	13,6	94,1	13,2	0,4	30,9	27,3	33,9	45,3	34,6
* Titre de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Accroissement net des passifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	-10,2	-7,4	-18,8	-5,6	-2,7	0,7
* Actions et parts dans les fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	-10,2	-7,4	-18,8	-5,6	-2,7	0,7
* Titre de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Dérivés financiers (autres que les réserves) et options sur titres des salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Banque Centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Accroissement net des passifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Autres Investissements	-1 113,9	338,5	116,2	197,0	134,7	-129,2	-644,0	1 515,3	-1 214,1	-2 785,9
- Acquisition nette d'actifs financiers	-664,4	263,5	-593,0	386,5	688,9	-52,3	1 250,6	2 599,7	2 585,5	-637,9
* Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Numéraire et dépôts	-664,4	263,5	-593,0	386,5	688,9	-52,3	1 250,6	2 599,7	2 585,5	-637,8
* Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Systèmes d'assurances, de pensions et de garanties standard	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Avances et crédits commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Autres comptes à recevoir	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1
- Accroissement net des passifs financiers	449,5	-75,0	-709,1	189,5	554,3	76,9	1 894,6	1 084,4	3 799,5	2 148,0
* Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Prêts	-54,2	-268,5	-235,3	-252,0	-202,1	-287,6	298,6	-75,4	1 676,5	1 689,4
* Systèmes d'assurances, de pensions et de garanties standard	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Avances et crédits commerciaux	507,1	197,5	-475,4	444,0	756,6	362,2	1 592,7	1 165,4	1 398,2	276,2
* Autres comptes à payer	-3,4	-4,0	1,5	-2,5	-0,2	2,3	3,3	-5,6	0,4	182,4
* Droits de tirages spéciaux (accumulation nette de passifs)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	724,4	0,0
5. Avoirs de réserves	36,3	-105,7	-344,6	-603,0	-23,9	56,4	435,8	-290,1	2 164,1	1 631,6

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 (p)	2022 (p)
* Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Droits de tirage spéciaux	-2,0	-30,9	-59,7	-225,5	-135,6	-72,0	35,4	-14,0	724,4	-777,5
* Position de réserve au FMI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Autres avoirs de réserve	38,3	-74,8	-285,0	-377,5	111,6	128,4	400,4	-276,1	1 439,7	2 409,1
Numéraire et dépôts	38,3	-74,8	-285,0	-377,5	111,6	128,4	400,4	-276,1	1 439,7	2 409,1
Créances sur les autorités monétaires	38,3	-74,8	-285,0	-377,5	111,6	128,4	400,4	-276,1	1 439,7	2 409,1
Créances sur d'autres entités	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Erreurs nettes et omissions	144,3	149,0	-68,4	225,3	-150,5	-206,9	-301,6	192,1	-334,5	170,1

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Présentation selon le sixième manuel de la BDP (MBP6) du FMI en convertissant les données du MBPS.

(r) Chiffres rectifiés pour toutes les rubriques de l'année 2010 et les autres années, uniquement le compte financier.

(2) Il s'agit des transferts publics, notamment les dons.

(3) Il s'agit des transferts privés, notamment à titre personnel; ISBLSM : Institution Sans But Lucratif au Service des Ménages.

Tableau I|3|48 bis Balance des paiements ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 (p)	2022 (p)
I. COMPTE COURANT OU TRANSACTIONS COURANTES	-2 859 074,5	-1 593 808,4	-1 373 938,9	-1 519 560,6	-1 819 815,6	-2 713 381,1	-2 669 817,2	-1 948 062,5	-1 027 295,4	-6 497 443,3
1. Biens et services	-1 374 607,8	-2 916 778,0	-2 137 292,9	-2 247 644,6	-2 061 621,7	-2 746 589,0	-3 074 427,5	-1 155 989,6	319 715,6	-6 108 938,6
A. Biens	739 899,6	-356 302,0	-268 383,7	-265 977,2	305 133,4	1 613 042,8	396 802,0	3 561 327,1	7 837 941,5	3 739 667,2
- Exportations	10 680 107,0	11 399 897,9	9 523 545,7	12 007 977,4	16 928 563,1	25 906 589,1	21 723 234,0	25 530 316,3	44 135 152,0	57 310 909,1
* Marchandises générales	10 510 327,8	10 644 765,1	8 530 621,7	10 775 926,9	15 335 476,5	24 120 330,1	19 437 430,2	23 304 733,3	41 612 757,2	55 055 916,8
* Or non monétaire	169 779,2	755 132,9	992 924,0	1 232 050,5	1 593 086,6	1 786 259,0	2 285 803,9	2 225 583,0	2 522 394,8	2 254 992,3
- Importations	9 940 207,4	11 756 200,0	9 791 929,3	12 273 954,6	16 623 429,7	24 293 546,3	21 326 432,0	21 968 989,3	36 297 210,5	53 571 241,9
* Marchandises générales	9 940 207,4	11 756 200,0	9 791 929,3	12 273 954,6	16 623 429,7	24 293 546,3	21 326 432,0	21 968 989,3	36 297 210,5	53 571 241,9
* Or non monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Services	-2 114 507,4	-2 560 475,9	-1 868 909,2	-1 981 667,4	-2 366 755,0	-4 359 631,8	-3 471 229,5	-4 717 316,7	-7 518 225,9	-9 848 605,8
- Crédit	272 304,2	291 258,9	160 518,4	129 124,9	158 517,2	186 257,1	249 692,2	265 928,2	335 595,8	139 903,0
* Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Transports	84 468,1	121 878,1	83 647,4	64 596,7	50 673,9	29 952,7	96 950,8	43 598,1	38 207,2	32 075,4
* Voyages	7 735,4	41 999,8	91,0	4 300,7	8 810,8	98 152,1	117 089,2	149 589,0	214 214,1	67 851,7
* Services de bâtiment et travaux publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Service de pension et d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services financiers	10 703,1	6 754,0	4 999,5	3 921,7	6 448,4	3 786,5	2 321,5	4 736,5	5 415,8	2 603,0
* Commissions pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services de télécommunications, d'informatique et d'information	15 980,3	10 084,1	7 464,5	5 855,3	9 627,8	5 653,5	3 466,1	7 071,8	8 086,1	3 886,4
* Autres services aux entreprises	34 167,7	35 292,5	8 614,1	6 757,0	11 110,6	6 524,2	3 999,9	8 160,9	9 331,5	4 485,0
* Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	287,0	181,1	134,1	105,2	172,9	101,5	62,3	127,0	145,2	69,8
* Biens et services publics non inclus ailleurs	118 962,5	75 069,3	55 568,0	43 588,4	71 672,7	42 086,5	25 802,6	52 644,9	60 195,8	28 931,8
- Débit	2 386 811,6	2 851 734,8	2 029 427,6	2 110 792,3	2 525 272,3	4 545 888,9	3 720 921,7	4 983 244,9	7 853 821,6	9 988 508,9
* Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Transports	1 152 370,6	1 478 726,4	934 043,4	780 371,8	1 281 558,3	2 050 945,0	1 841 237,2	1 992 370,9	3 145 392,1	4 845 566,7
* Voyages	156 382,8	261 429,0	117 975,2	60 381,0	98 978,0	186 314,1	716 206,7	377 204,5	436 641,6	422 800,7
* Services de bâtiment et travaux publics	91 548,6	18 514,8	15 389,8	19 635,3	26 533,6	118 880,8	26 530,3	121 163,4	251 588,7	270 971,0
* Service de pension et d'assurance	402 991,4	438 749,9	375 056,8	314 390,4	546 979,8	783 016,1	494 464,0	881 696,4	1 189 986,0	1 416 698,7
* Services financiers	37 130,5	7 724,5	32 257,8	36 368,4	36 156,5	189 563,8	74 212,7	204 249,0	318 728,5	426 269,6
* Commissions pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	18 669,3	9 933,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services de télécommunications, d'informatique et d'information	45 877,1	59 432,2	19 373,9	439 295,4	1 638,4	7 539,5	2 025,2	8 076,6	15 584,9	17 744,4
* Autres services aux entreprises	216 006,0	236 149,6	270 141,2	190 336,0	268 904,2	972 401,4	383 019,5	1 020 519,8	1 939 475,8	2 283 194,9
* Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	2 429,9	2 718,0	2 316,3	2 624,4	3 370,6	15 510,8	4 166,3	16 615,7	32 062,4	36 505,1
* Biens et services publics non inclus ailleurs	263 405,2	338 356,7	262 873,2	267 389,7	261 152,8	221 717,2	179 059,8	361 348,6	524 361,7	268 757,7
										0,0
2. Revenus primaires	-2 648 501,9	-557 958,6	-1 000 538,2	-619 772,8	-1 584 252,1	-2 772 441,0	-2 064 690,6	-2 347 180,3	-3 817 101,2	-5 046 839,1
- Crédit	133 183,1	101 219,2	131 988,1	16 907,0	17 982,7	117 928,4	136 553,5	357 352,3	299 275,5	157 365,0
* Rémunérations des salariés	30 451,5	20 705,0	131 404,3	16 147,5	17 649,4	94 683,2	109 441,3	345 745,5	282 401,9	114 250,5
* Revenus des placements	102 731,6	80 514,1	583,8	759,5	333,3	23 245,1	27 112,2	11 606,8	16 873,5	43 114,5
- Débit	2 781 685,0	659 177,8	1 132 526,2	636 679,8	1 602 234,8	2 890 369,3	2 201 244,1	2 704 532,6	4 116 376,6	5 204 204,1
* Rémunérations des salariés	124 994,7	87 944,7	396 691,7	28 796,4	17 299,4	106 762,0	123 433,6	88 054,2	172 225,4	251 486,6
* Revenus des placements	2 656 690,3	571 233,0	735 834,6	607 883,4	1 584 935,4	2 783 607,3	2 077 810,5	2 616 478,3	3 944 151,3	4 952 717,5
3. Revenus secondaires	1 164 035,2	1 880 928,2	1 763 892,2	1 347 856,9	1 826 058,2	2 805 648,8	2 469 300,9	1 555 107,4	2 470 090,2	4 658 334,5
- Crédit	2 178 713,7	2 338 736,7	2 235 751,0	1 889 311,3	2 825 943,0	4 629 155,6	4 427 769,9	3 478 725,9	4 641 110,0	10 109 002,9
* Administrations publiques (2)	1 288 245,6	1 659 591,0	1 286 930,7	1 305 865,0	1 265 841,3	1 766 455,2	977 773,0	1 609 942,0	2 242 052,2	3 678 158,4
* Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM (3)	890 468,1	679 145,7	948 820,4	583 446,3	1 560 101,7	2 862 700,4	3 449 996,9	1 868 783,8	2 399 057,8	6 430 844,4

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 (p)	2022 (p)
* Autres comptes à recevoir	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-126,0
- Accroissement net des passifs financiers	413 425,2	-69 394,9	-656 657,0	191 452,0	812 487,8	124 697,1	3 121 767,1	2 007 740,4	6 117 597,2	4 310 030,1
* Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Prêts	-49 818,1	-248 425,9	-217 840,4	-254 570,0	-296 269,3	-466 640,0	491 971,1	-139 659,0	3 335 228,3	3 389 821,8
* Systèmes d'assurances, de pensions et de garanties standard	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Avances et crédits commerciaux	466 334,6	182 759,0	-440 180,8	448 541,8	1 109 077,7	587 616,4	2 624 408,3	2 157 692,1	2 781 624,7	554 201,0
* Autres comptes à payer	-3 091,4	-3 727,9	1 364,3	-2 519,8	-320,5	3 720,7	5 387,7	-10 292,8	744,2	366 007,4
* Droits de tirages spéciaux (accumulation nette de passifs)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 441 149,1	0,0
5. Avoirs de réserves	33 610,5	-97 707,4	-319 396,0	-732 943,8	-38 099,7	302 338,8	718 030,4	-537 200,3	4 305 325,5	3 273 815,3
* Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Droits de tirage spéciaux	-1 830,4	-28 554,1	-55 281,5	-274 073,2	-215 856,8	-117 806,7	58 341,5	-25 904,8	1 441 149,1	-1 560 055,6
* Position de réserve au FMI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	210 072,7	0,0	0,0	0,0	0,0
* Autres avoirs de réserve	35 440,9	-69 153,3	-264 114,5	-458 870,6	177 757,1	210 072,7	659 688,9	-511 295,5	2 864 176,5	4 833 870,9
Numéraire et dépôts	35 440,9	-69 153,3	-264 114,5	-458 870,6	177 757,1	210 072,7	659 688,9	-511 295,5	2 864 176,5	4 833 870,9
Créances sur les autorités monétaires	35 440,9	-69 153,3	-264 114,5	-458 870,6	177 757,1	210 072,7	659 688,9	-511 295,5	2 864 176,5	4 833 870,9
Créances sur d'autres entités	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Erreurs nettes et omissions	132 888,0	137 923,1	-63 646,7	103 864,4	-223 665,2	-124 816,3	-496 890,5	355 711,1	775 644,5	341 242,3

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Présentation selon le sixième manuel de la BDP (MBP6) du FMI en convertissant les données du MBP5.

(1) Chiffres rectifiés pour toutes les rubriques de l'année 2010 et les autres années, uniquement le compte financier.

(2) Il s'agit des transferts publics, notamment les dons.

(3) Il s'agit des transferts privés, notamment à titre personnel; ISBLSM : Institution Sans But Lucratif au Service des Ménages.

Tableau I | 3 | 49 Répartition des recettes d'exportations de marchandises par produit
(en millions de USD)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 (p)	2022 (p)
Produits miniers et hydrocarbures	11 261,4	11 766,4	10 083,8	8 736,2	11 468,4	15 826,8	13 071,9	13 637,5	21 979,6	28 352,8
Cuivre	7 938,4	7 531,0	5 762,0	4 982,9	6 272,6	7 436,1	8 226,9	9 412,0	16 024,2	19 977,0
Cobalt	1 963,7	2 302,2	2 484,6	1 807,2	3 368,8	6 350,7	2 561,6	2 244,5	3 500,9	5 977,4
Zinc	23,0	26,8	24,7	27,7	22,0	2,1	3,0	27,4	33,9	33,0
Diamant	207,3	228,3	254,2	246,8	207,4	188,5	146,4	113,4	137,7	139,3
Plomb	-	1,6	1,2	0,2	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Or	184,6	816,2	1 072,3	1 219,5	1 086,8	1 100,9	1 387,2	1 202,0	1 267,9	1 123,8
Cassitérite	69,5	0,0	0,0	64,1	87,2	101,2	77,2	211,1	385,5	301,3
Pétrole brut	866,8	770,4	403,0	332,3	383,2	596,5	508,9	386,9	595,2	786,7
Autres	8,1	89,9	81,7	55,6	40,5	50,6	160,8	40,1	34,3	14,2
Produits agricoles	234,9	547,5	196,7	500,5	74,3	124,0	100,7	139,8	203,2	156,7
Produits du règne animal	-	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	-
Café	51,1	246,2	31,0	41,8	27,0	24,7	25,8	27,0	40,0	51,8
Thé	-	0,1	0,3	0,2	0,2	0,1	0,0	0,3	0,0	0,0
Cacao	7,3	17,4	43,7	44,8	11,1	24,9	24,5	60,6	118,6	13,6
Rauwolfia	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Huile de palme, palmistes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tourteaux (palmistes, coton)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Caoutchouc	87,9	238,2	0,5	-	0,4	13,0	11,5	4,5	4,0	7,4
Bois	85,4	45,6	102,6	401,1	32,0	57,0	27,7	32,9	31,5	72,3
Quinquina	-	-	8,3	7,5	1,1	3,5	11,1	14,5	9,1	11,6
Autres	3,2	-	10,4	5,1	2,5	0,8	0,0	0,1	0,0	0,0
Produits industriels	116,6	7,3	4,3	16,0	5,5	16,1	10,9	11,4	2,4	52,5
Ciment	7,4	4,9	0,3	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0
Produits chimiques	0,0	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0
Sucre de canne	-	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0
Divers (1)	109,2	2,4	4,0	16,0	5,5	16,1	10,9	11,4	2,4	52,5
Ajustement (2)	-	-	-	2 632,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	11 613,0	12 321,2	10 284,8	11 885,5	11 548,2	15 966,8	13 183,5	13 788,7	22 185,3	28 562,0

Source: Banque Centrale du Congo et Commission Interministérielle d'Harmonisation et de Consolidation des Statistiques Minières.

(1) dont mitrailles ferreuses et électricité.

(2) Il s'agit des données issues de l'enquête annuelle de la balance des paiements et des exportations non classifiées.

Tableau I|3|49 bis Répartition des recettes d'exportations de marchandises par produit
(en millions de CDF)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 (p)	2022 (p)
Produits miniers et hydrocarbures	10 356 797,7	10 886 538,1	9 337 406,6	8 826 163,9	16 811 632,3	25 679 278,2	21 539 325,9	25 250 358,4	43 726 076,9	56 891 054,4
Cuivre	7 300 717,1	6 967 870,7	5 335 532,4	5 034 194,6	9 195 021,5	12 065 322,5	13 555 904,8	17 426 671,4	31 878 344,2	40 084 675,0
Cobalt	1 805 948,0	2 130 044,6	2 300 722,8	1 825 775,3	4 938 382,9	10 304 208,7	4 220 925,1	4 155 806,7	6 964 669,9	11 993 852,6
Zinc	21 128,2	24 760,4	22 867,6	28 025,3	32 300,6	3 430,5	4 866,1	50 778,7	67 483,9	66 308,7
Diamant	190 667,0	211 250,3	235 372,3	249 301,2	304 057,9	305 818,2	241 220,3	210 030,6	273 952,1	279 413,3
Plomb	-	1 493,1	1 134,1	175,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Or	169 779,2	755 132,9	992 924,0	1 232 052,4	1 593 086,6	1 786 259,0	2 285 803,9	2 225 583,0	2 522 394,8	2 254 992,3
Cassitérite	63 953,0	0,0	5,9	64 795,6	127 768,8	164 244,5	127 169,6	390 869,4	766 932,8	604 625,3
Pétrole brut	797 147,3	712 817,6	373 169,1	335 674,2	561 672,9	967 857,7	838 479,5	716 356,5	1 184 114,5	1 578 611,2
Autres	7 458,0	83 168,4	75 678,2	56 170,1	59 341,2	82 137,1	264 956,7	74 262,1	68 184,6	28 576,0
			0,0							
Produits agricoles	216 055,0	506 598,7	182 142,6	505 701,3	108 871,9	201 235,1	165 890,7	258 825,5	404 231,1	314 473,9
			0,0							
Produits du règne animal	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Café	47 008,3	227 818,3	28 679,5	42 221,4	39 628,7	40 123,1	42 590,9	49 988,1	79 485,3	103 896,7
Thé	-	102,0	246,7	198,0	280,7	192,6	0,0	510,1	0,0	2,6
Cacao	6 737,3	16 102,4	40 504,8	45 236,2	16 201,7	40 333,0	40 330,5	112 186,2	235 941,8	27 306,7
Rauwolfia	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Huile de palme, palmistes	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tourteaux (palmistes, coton)	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Caoutchouc	80 833,8	220 430,5	433,8	-	552,2	21 117,7	18 970,3	8 272,7	7 858,8	14 790,4
Bois	78 532,7	42 145,4	94 972,1	405 282,9	46 867,2	92 461,0	45 660,9	60 834,1	62 718,1	145 165,3
Quinquina	-	-	7 643,6	7 582,2	1 645,4	5 704,3	18 338,1	26 917,9	18 191,2	23 312,3
Autres	2 942,9	-	9 662,0	5 180,5	3 695,9	1 303,3	0,0	116,5	35,8	0,0
Produits industriels	107 254,3	6 761,2	3 996,5	16 111,8	8 058,9	26 075,8	18 017,4	21 132,3	4 844,0	105 380,8
Ciment	6 814,1	4 562,5	323,1	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits chimiques	0,0	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sucre de canne	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Divers	100 440,2	2 198,6	3 673,4	16 111,8	8 058,9	26 075,8	18 017,4	21 132,3	4 844,0	105 380,8
Ajustement (1)	-	-	-	2 660 000,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	10 680 107,0	11 399 897,9	9 523 545,7	12 007 977,4	16 928 563,1	25 906 589,1	21 723 234,0	25 530 316,3	44 135 152,0	57 310 909,1
Taux de change moyen USD/CDF	919,7	925,2	926,0	1 010,3	1 465,9	1 622,5	1 647,8	1 851,5	1 989,4	2 006,5

Source: Banque Centrale du Congo et Commission Interministérielle d'Harmonisation et de Consolidation des Statistiques Minières.

(1) Il s'agit des données de l'enquête et les exportations frauduleuses.

Tableau I | 3 | 50 Répartition des paiements d'importations de marchandises par groupe d'utilisations ⁽¹⁾
(en millions de USD)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 ^(p)
A. Biens de consommation	2 452,9	3 758,8	2 811,9	4 050,6	3 144,1	3 555,2	3 042,5	2 898,9	4 768,0	6 405,1
Viandes, abats comestibles, poissons, lait, fruits, céréales, légumes, abats comestibles et autres ⁽²⁾	1 436,6	2 197,8	1 647,8	812,0	1 178,4	1 291,7	1 108,4	1 102,6	2 441,1	3 189,4
Boissons ⁽³⁾	151,6	209,2	146,4	809,5	546,9	627,1	536,7	505,6	715,0	1 024,0
Tabacs ⁽⁴⁾	372,7	554,8	404,3	809,5	403,6	295,0	264,5	218,3	331,3	366,7
Textiles ⁽⁵⁾	492,0	797,0	613,4	809,5	376,8	525,8	455,0	412,5	448,2	477,3
Habillements	...	...	...	810,1	638,4	815,6	678,0	659,9	832,4	1 347,7
B. Energie	1 896,3	1 081,1	632,0	56,5	62,2	1 108,6	1 134,1	1 121,4	1 685,4	2 153,4
Produits chimiques et colorants ⁽⁶⁾	405,9	221,6	116,9	49,5	57,9	776,8	742,8	732,5	739,5	692,6
Autres instruments et appareils ⁽⁷⁾	1 490,4	859,5	515,1	7,0	4,4	331,8	391,2	388,9	945,9	1 460,8
C. Matières premières et semi-produits	582,0	411,3	305,8	3 998,4	2 898,5	3 187,6	2 900,7	2 644,2	3 576,0	5 550,0
Cuir ⁽⁸⁾	281,7	198,6	147,2	809,4	341,5	351,9	339,5	303,6	316,9	546,6
Destinés à l'agriculture	8,7	6,4	5,0	...	...	...	...	...	...	...
Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc ⁽⁹⁾	22,1	17,4	15,1	809,5	481,9	532,5	499,6	453,0	485,3	618,4
Produits chimiques, colorants	125,2	87,8	65,7	759,9	881,4	292,4	306,6	291,0	888,0	1 612,1
Matériaux de construction	71,6	50,3	35,2	810,1	389,0	450,4	571,9	529,3	582,2	726,0
Métalliques ⁽¹⁰⁾	34,8	24,9	19,0	809,4	804,7	1 560,5	1 183,1	1 067,3	1 303,5	2 047,0
Autres	38,0	26,0	18,6	-	-	-	-	-	-	-
D. Biens d'équipement	5 877,2	7 455,1	6 824,9	4 043,3	5 235,2	7 121,2	5 865,4	5 200,9	8 216,0	12 589,8
Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	873,4	995,1	850,2	809,4	357,0	305,0	286,8	267,9	350,1	565,8
Véhicules routiers non domestiques	893,0	1 482,8	1 814,0	809,5	532,3	378,0	368,9	308,2	977,1	1 004,3
Autres matériels de transport	147,7	184,6	186,2	809,9	586,8	650,0	731,0	690,1	1 369,3	1 596,8
Machines pour industries spécialisées	1 061,5	1 670,9	1 260,3	811,7	3 261,3	5 287,5	4 091,3	3 599,4	5 055,2	8 685,0
Autres instruments et appareils ⁽¹¹⁾	2 901,6	3 121,7	2 714,2	802,7	497,8	500,7	387,4	335,2	464,3	737,8
Total	10 808,4	12 706,3	10 574,6	12 148,8	11 340,0	14 972,7	12 942,7	11 865,3	18 245,4	26 698,3

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA).

(1) Valeur FOB.

(2) Avant 2016, alimentation, boissons et tabacs.

(3) Avant 2016, Textiles et habillement.

(4) Avant 2016, autres biens non durables.

(5) Avant 2016, biens de consommations durables.

(6) Avant 2016, matières brutes.

(7) Avant 2016, matières élaborées.

(8) Avant 2016, destinés à l'alimentation.

(9) Avant 2016, textiles, cuir et caoutchouc.

(10) Avant 2016, minerais et produits métalliques.

(11) Avant 2016, autres biens d'équipement.

Tableau I|3|50 bis Répartition des paiements d'importations de marchandises par groupe d'utilisations ⁽¹⁾
(en millions de USD)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 (p)	2022 (p)
A. Biens de consommation	2 255 855,8	3 477 772,8	2 603 773,5	4 092 355,0	4 608 930,6	5 768 461,1	5 013 321,7	5 367 377,1	9 485 340,0	12 852 194,9
Viandes, abats comestibles, poissons, lait, fruits, céréales, légumes, abats comestibles et autres (2)	1 321 195,7	2 033 447,9	1 525 872,2	820 374,4	1 727 376,3	2 095 826,6	1 826 418,2	2 041 526,4	4 856 228,6	6 399 733,9
Boissons (3)	139 421,9	193 574,6	135 567,1	817 881,3	801 689,6	1 017 478,0	884 297,4	936 113,9	1 422 326,7	2 054 740,1
Tabacs (4)	342 761,7	513 322,4	374 366,7	817 857,3	591 695,2	478 624,4	435 763,8	404 155,4	659 155,3	735 870,0
Textiles (5)	452 476,4	737 427,8	567 967,4	817 820,9	552 370,7	853 148,2	749 689,2	763 790,0	891 563,8	957 655,8
Habillements	...	...	...	818 421,2	935 798,7	1 323 384,0	1 117 153,1	1 221 791,4	1 656 065,6	2 704 195,1
B. Energie	1 743 996,5	1 000 258,6	585 242,1	57 106,2	91 219,1	1 798 801,2	1 868 679,2	2 076 238,3	3 352 969,6	4 320 814,6
Produits chimiques et colorants (6)	373 286,8	204 998,4	108 263,7	50 006,0	84 837,4	1 260 447,9	1 224 002,3	1 356 231,8	1 471 149,3	1 389 698,0
Autres instruments et appareils (7)	1 370 709,7	795 260,2	476 978,4	7 100,2	6 381,8	538 353,3	644 676,9	720 006,5	1 881 820,2	2 931 116,7
C. Matières premières et semi-produits	535 252,8	380 543,9	283 163,4	4 039 595,2	4 249 006,8	5 171 979,1	4 779 652,0	4 895 756,3	7 114 062,9	11 136 329,3
Cuir (8)	259 054,4	183 744,1	136 306,0	817 782,0	500 542,3	570 908,2	559 406,4	562 048,5	630 397,8	1 096 677,1
Destinés à l'agriculture	7 956,1	5 887,7	4 593,1	...	...	...	...	...	...	...
Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc (9)	20 317,2	16 076,9	14 012,6	817 855,9	706 436,3	863 916,3	823 166,9	838 711,0	965 536,0	1 240 835,6
Produits chimiques, colorants	115 172,3	81 190,6	60 854,9	767 769,5	1 292 061,1	474 380,5	505 121,7	538 856,2	1 766 598,7	3 234 728,6
Matériaux de construction	65 869,5	46 532,2	32 588,3	818 412,2	570 290,4	730 785,7	942 425,6	980 078,2	1 158 305,0	1 456 657,4
Métalliques (10)	31 976,3	23 064,2	17 567,6	817 775,5	1 179 676,7	2 531 988,4	1 949 531,4	1 976 062,4	2 593 225,5	4 107 430,8
Autres	34 907,0	24 048,3	17 240,9	-	-	-	-	-	-	-
D. Biens d'équipement	5 405 102,2	6 897 624,7	6 319 750,4	4 084 898,2	7 674 273,2	11 554 304,9	9 664 779,1	9 629 617,5	16 344 838,1	25 261 903,0
Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	803 254,1	920 655,7	787 281,7	817 775,7	523 392,7	494 907,5	472 609,8	496 107,1	696 438,1	1 135 365,0
Véhicules routiers non domestiques	821 254,8	1 371 968,7	1 679 699,5	817 853,6	780 237,7	613 289,5	607 812,3	570 579,2	1 943 903,2	2 015 245,2
Autres matériels de transport	135 853,0	170 753,2	172 435,6	818 242,7	860 139,1	1 054 571,7	1 204 502,8	1 277 824,8	2 724 035,0	3 203 981,5
Machines pour industries spécialisées	976 214,9	1 545 999,6	1 167 025,2	820 105,5	4 780 784,3	8 579 115,1	6 741 470,9	6 664 519,6	10 056 799,7	17 426 892,4
Autres instruments et appareils (11)	2 668 525,5	2 888 247,5	2 513 308,5	810 920,6	729 719,4	812 421,1	638 383,4	620 586,9	923 662,1	1 480 418,9
Total	9 940 207,4	11 756 200,0	9 791 929,3	12 273 954,6	16 623 429,7	24 293 546,3	21 326 432,0	21 968 989,3	36 297 210,5	53 571 241,9
Taux de change moyen USD/CDF	919,7	925,2	926,0	1 010,3	1 465,9	1 622,5	1 647,8	1 851,5	1 989,4	2 006,5

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA).

(1) Valeur FOB.

(2) Avant 2016, alimentation, boissons et tabacs.

(3) Avant 2016, Textiles et habillement.

(4) Avant 2016, autres biens non durables.

(5) Avant 2016, biens de consommations durables.

(6) Avant 2016, matières brutes.

(7) Avant 2016, matières élaborées.

(8) Avant 2016, destinés à l'alimentation.

(9) Avant 2016, textiles, cuir et caoutchouc.

(10) Avant 2016, minerais et produits métalliques.

(11) Avant 2016, autres biens d'équipement.

Tableau I|3|51 Dette extérieure
(en millions de USD)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (p)
Stock	5 203,9	4 923,3	4 796,8	4 542,2	4 593,5	3 287,9	3 728,9	4 249,1	4 868,0	5 659,3
FMI	474,5	447,6	390,4	301,5	225,5	128,4	422,4	778,1	1 171,6	1 510,3
Club de Paris	292,3	196,2	109,4	52,2	38,5	28,8	73,1	67,1	75,1	107,4
Club de Kinshasa	1 075,7	1 099,6	1 274,6	1 248,2	1 300,3	1 326,4	1 326,3	1 343,3	1 400,8	1 356,4
Club de Londres	80,8	18,0	18,0	18,0	18,0	11,5	7,7	3,8	0,0	0,0
Institutions multilatérales	2 009,9	1 891,5	1 730,9	1 612,0	1 700,6	1 787,4	1 894,1	2 056,8	2 220,5	2 685,2
Autres (1)(2)	1 270,7	1 270,4	1 273,5	1 310,3	1 310,6	5,4	5,3	0,0	0,0	0,0
Encours	4 694,7	4 474,2	4 287,1	4 022,6	4 236,9	3 020,5	3 566,3	4 249,1	4 710,7	5 501,7
FMI	474,5	447,6	390,4	301,5	225,5	128,4	422,4	778,1	1 171,6	1 510,3
Club de Paris	292,3	196,2	109,4	42,5	1,8	1,3	73,1	67,1	75,1	107,4
Club de Kinshasa	719,9	735,7	849,9	823,5	1 065,4	1 091,8	1 169,0	1 343,3	1 243,5	1 198,8
Club de Londres	-	-	-	-	-	11,5	7,7	3,8	0,0	0,0
Institutions multilatérales	2 009,9	1 891,5	1 730,9	1 612,0	1 700,6	1 787,4	1 894,1	2 056,8	2 220,5	2 685,2
Autres (1)	1 198,2	1 203,3	1 206,4	1 243,2	1 243,5	-	-	-	-	-
Service de la dette										
- Service dû	191,5	188,0	180,4	222,9	219,9	302,2	228,4	132,9	132,9	306,3
FMI	-	-	-	65,3	46,3	95,4	79,3	0,0	0,0	20,2
Club de Paris	43,7	75,5	72,0	55,9	58,1	43,0	0,3	3,9	20,5	16,8
Club de Kinshasa	57,1	33,8	32,1	31,4	35,5	53,7	82,8	60,2	107,7	118,0
Club de Londres	-	-	2,0	2,0	-	-	4,0	12,0	3,9	0,0
Institutions multilatérales	90,7	78,8	74,3	68,3	79,9	110,0	62,1	56,7	144,3	151,4
Autres (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Service effectué	191,5	209,4	220,5	259,9	212,1	225,3	228,4	130,2	131,2	349,0
FMI	-	0,7	38,8	78,5	93,0	100,2	79,3	0,0	0,0	15,1
Club de Paris	43,7	74,9	69,4	57,9	20,0	0,3	0,3	3,9	3,9	21,3
Club de Kinshasa	57,1	31,0	29,5	37,6	48,4	67,0	82,8	58,1	58,1	149,9
Club de Londres	-	-	-	-	-	1,5	4,0	12,0	12,0	0,0
Institutions multilatérales	90,7	102,7	82,9	85,9	50,8	56,2	62,1	56,2	56,2	162,7
Autres (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Arriérés (3)	-	-21,3	-40,1	-37,0	7,8	76,9	-	2,7	2,7	-42,7
FMI	-	-0,7	-38,8	-13,2	-46,6	-4,8	-	-	0,0	5,0
Club de Paris	-	0,5	2,7	-2,0	38,1	42,7	-	-	16,6	-4,5
Club de Kinshasa	-	2,8	2,6	-6,2	-12,9	-13,3	-	2,1	49,6	-31,9
Club de Londres	-	-	2,0	2,0	-	-1,5	-	-	-8,1	0,0
Institutions multilatérales	-	-23,9	-8,6	-17,6	29,2	53,8	-	0,5	88,1	-11,3
Autres (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0

Sources : DGDG et Banque Centrale du Congo.

(1) A partir de 2013, il s'agit du montant constituant le passif conditionnel et les engagements de la BCC. Il s'agit de la dette extérieure privée publiquement garantie (explicite et implicite) qui n'est renseignée qu'à titre purement indicatif aussi que celle-ci n'est appelée. A partir de 2018, la DGDG ne prend en compte que la dette publique appelée.

(2) A partir de 2018, il s'agit des engagements de la BCC.

(3) (-) : paiements anticipatifs, (+) arriérés des paiements.

Tableau I|3|51 bis Dette extérieure
(en millions de CDF)

	2013	2014 (r)	2015	2016	2017	2018	2019	2020 (p)	2021 (p)	2022 (p)
Stock	4 816 208,1	4 551 588,9	4 445 484,8	5 521 410,5	7 313 673,5	5 377 739,7	6 238 177,9	8 378 454,1	8 382 703,2	11 355 665,4
FMI	439 114,3	413 791,7	361 844,4	366 512,1	359 103,1	210 078,4	706 702,9	1 534 280,9	1 535 059,0	3 030 561,2
Club de Paris	270 478,3	181 351,7	101 396,9	63 441,6	61 251,7	47 023,9	122 292,4	132 229,2	132 296,3	215 462,5
Club de Kinshasa	995 591,7	1 016 599,3	1 181 221,1	1 517 310,0	2 070 264,5	2 169 512,8	2 218 745,6	2 648 705,4	2 650 048,7	2 721 654,0
Club de Londres	74 780,7	16 641,2	16 681,7	21 880,6	28 659,5	18 809,6	12 831,5	7 552,0	7 555,8	0,0
Institutions multilatérales	1 860 206,1	1 748 718,0	1 604 101,9	1 959 468,2	2 707 682,9	2 923 564,2	3 168 694,9	4 055 686,6	4 057 743,4	5 387 987,7
Autres (1)(2)	1 176 037,0	1 174 487,0	1 180 238,8	1 592 798,0	2 086 711,8	8 750,7	8 910,7	-	-	0,0
Encours	4 344 951,1	4 140 886,9	3 973 068,6	4 889 790,6	6 745 881,6	4 940 326,9	5 966 213,1	8 378 375,2	8 384 597,1	11 039 374,1
FMI	439 114,3	414 236,8	360 965,3	366 512,1	359 103,1	210 078,4	706 702,9	1 534 261,2	1 535 039,3	3 030 561,2
Club de Paris	270 478,3	181 546,7	101 150,5	51 613,9	2 929,6	2 093,6	122 292,4	132 308,1	132 375,2	215 462,5
Club de Kinshasa	666 223,6	680 865,0	785 767,9	1 000 976,5	1 696 306,2	1 785 781,1	1 955 691,4	2 648 705,4	2 650 048,7	2 405 362,7
Club de Londres	-	-	-	-	0,0	18 809,6	12 831,5	7 492,9	7 496,7	0,0
Institutions multilatérales	1 860 206,1	1 750 598,7	1 600 204,9	1 959 468,2	2 707 682,9	2 923 564,2	3 168 694,9	4 055 607,7	4 057 664,5	5 387 987,7
Autres (1)	1 108 928,8	1 113 639,6	1 115 327,7	1 511 219,9	1 979 859,8	-	-	-	1 972,80	0,0
Service de la dette										
- Service dû	177 224,6	173 816,9	167 187,6	270 943,0	350 058,2	494 214,7	382 101,0	262 017,3	262 150,2	614 564,4
FMI	-	0,0	0,0	79 341,9	73 786,3	156 084,9	132 581,0	-	-	40 462,8
Club de Paris	40 481,5	69 772,7	66 745,3	67 963,6	92 531,6	70 293,7	535,3	7 690,0	7 693,9	33 637,2
Club de Kinshasa	52 827,7	31 220,7	29 749,0	38 157,3	56 457,3	87 894,1	138 453,1	118 797,3	118 857,5	236 752,9
Club de Londres	-	-	1 853,5	2 431,2	0,0	0,0	6 658,3	23 661,7	23 673,7	0,0
Institutions multilatérales	83 915,4	72 823,6	68 839,8	83 049,0	127 283,0	179 942,0	103 873,3	111 868,4	111 925,1	303 711,5
Autres (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	1 972,8	0,0
			0,0							
- Service effectué	177 224,6	193 551,9	204 387,8	315 968,0	337 708,0	368 445,7	382 101,0	256 729,0	258 832,0	700 192,5
FMI	-	670,7	35 958,3	95 411,6	148 060,7	163 924,0	132 581,0	-	-	30 388,6
Club de Paris	40 481,5	69 270,3	64 270,8	70 431,2	31 810,0	507,0	535,3	7 690,0	7 693,9	42 659,1
Club de Kinshasa	52 827,7	28 668,4	27 339,4	45 718,3	76 998,3	109 586,2	138 453,1	114 561,8	114 619,9	300 720,5
Club de Londres	-	-	-	-	0,0	2 519,8	6 658,3	23 661,7	23 673,7	0,0
Institutions multilatérales	83 915,4	94 942,5	76 819,2	104 406,9	80 839,0	91 908,6	103 873,3	110 815,4	110 871,6	326 424,3
Autres (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	1 972,80	0,0
			0,0		0,0	0,0				
- Arriérés (3)	-	-19 734,9	-37 200,2	-45 025,0	12 350,2	125 769,0	-	5 288,38	5 291,06	-85 628,1
FMI	-	-670,7	-35 958,3	-16 069,7	-74 274,4	-7 839,1	-	-	-	10 074,1
Club de Paris	-	502,4	2 474,5	-2 467,6	60 721,6	69 786,7	-	-	-	-9 021,9
Club de Kinshasa	-	2 552,3	2 409,6	-7 561,0	-20 541,0	-21 692,1	-	4 235,4	4 237,6	-63 967,6
Club de Londres	-	0,0	1 853,5	2 431,2	0,0	-2 519,8	-	-	-	0,0
Institutions multilatérales	-	-22 118,9	-7 979,4	-21 357,9	46 444,0	88 033,4	-	1 052,9	1 053,5	-22 712,8
Autres (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Taux de change fin période USD/CDF	925,5	924,5	926,8	1 215,6	1 592,2	1 635,6	1 672,9	1 971,8	1 972,8	2 006,5

Sources : DGDG et Banque Centrale du Congo.

(1) A partir de 2013, il s'agit du montant constituant le passif conditionnel et les engagements de la BCC. Il s'agit de la dette extérieure privée publiquement garantie (explicite et implicite) qui n'est renseignée qu'à titre purement indicatif aussi que celle-ci n'est appelée. A partir de 2018, la DGDG ne prend en compte que la dette publique appelée.

(2) A partir de 2018, il s'agit des engagements de la BCC.

(3) (-) : paiements anticipatifs, (+) arriérés des paiements.

Tableau I | 3 | 52 Provenance des donations extérieures d'origine publique
(en millions de USD)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (p)
A. Donations Multilatérales	930,3	1 253,4	782,0	910,8	911,1	691,1	511,8	709,1	955,9	2 178,5
- Nations Unies	125,5	153,8	69,1	106,9	24,1	23,0	7,8	176,4	209,5	328,0
- Commission Européenne	183,3	129,3	176,7	152,1	193,7	223,8	92,9	158,1	113,5	264,5
- Banque mondiale	542,1	807,4	418,9	500,3	571,9	331,2	309,8	302,5	522,6	1 360,1
- BAD	79,3	162,9	116,2	113,0	103,3	107,5	93,8	72,1	110,3	225,8
- ACBF (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Pooled Fund/ GAVI (2)	-	-	-	38,6	14,3	5,6	7,5	-	-	-
- Banque Arabe pour le Développement Economique	-	-	1,0	-	3,9	-	-	-	-	-
B. Donations Bilatérales	654,1	540,3	607,8	381,8	572,4	397,6	81,6	160,4	171,1	527,9
- Belgique	67,4	36,9	79,9	14,0	46,3	0,0	-	-	-0,1	0,0
- France	-	35,4	45,1	-	2,4	-	-	-	-	7,6
- Allemagne	10,3	-	1,9	21,0	52,0	48,7	-	38,6	2,1	124,3
- Italie	-	-	1,0	-	-	-	-	-	-	-
- Finlande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Canada	42,5	34,9	-	11,1	10,0	51,0	-	7,5	44,5	0,0
- Japon	-	-	-	16,9	33,3	19,9	-	12,9	-	0,0
- Pays-Bas	73,7	2,3	-	-	5,1	-	-	-	-	0,0
- Espagne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Suède	36,1	30,6	19,4	41,5	17,4	-	-	18,5	72,5	58,1
- Suisse	-	-	20,9	-	3,3	18,7	10,1	22,7	30,6	0,9
- Royaume-Uni	229,8	304,8	205,3	167,0	208,4	259,3	71,5	60,1	21,3	0,0
- USA	181,1	-	185,2	110,2	193,0	-	-	-	0,3	337,0
- Chine	13,0	88,5	49,0	-	-	-	-	-	-	-
- Inde	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Afrique du Sud	0,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	-	6,9	-	-	1,0	-	-	-	-	-
C. ONG	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	1 584,4	1 793,7	1 389,8	1 292,6	1 483,4	1 088,7	593,4	869,5	1 127,0	2 706,4

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des investissements (PGA)/ Ministère du Plan.

(1) African Capacity Building Foundation.

(2) GAVI à partir de 2011.

Tableau I|3|52 bis Provenance des donations extérieures d'origine publique
(en millions de CDF)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 (p)
A. Donations Multilatérales	855 527,1	1 159 686,0	724 133,6	920 176,1	1 335 586,5	1 121 307,0	843 332,2	1 312 872,4	1 901 659,5
- Nations Unies	115 443,5	142 292,4	64 027,4	107 973,1	35 284,0	37 272,2	12 781,8	326 646,4	416 828,9
- Commission Européenne	168 620,7	119 674,3	163 649,9	153 682,5	283 967,2	363 190,5	153 114,7	292 644,3	225 841,6
- Banque mondiale	498 541,4	747 016,6	387 921,0	505 445,1	838 339,4	537 328,3	510 482,4	560 119,0	1 039 580,1
- BAD	72 921,6	150 702,7	107 609,4	114 124,9	151 417,0	174 379,1	154 540,2	133 462,7	219 408,9
- ACBF (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Pooled Fund/ GAVI (2)	-	-	-	38 950,5	20 889,7	9 136,9	12 413,1	-	-
- Banque Arabe pour le Développement Economique	-	-	926,0	-	5 689,3	-	-	-	-
B. Donations Bilatérales	601 571,2	499 904,4	562 797,0	385 690,9	839 015,6	645 148,2	134 440,8	297 069,7	340 392,7
- Belgique	62 002,3	34 169,5	73 958,0	14 161,6	67 924,9	78,2	-	-	-136,1
- France	-	32 782,6	41 801,4	-	3 566,9	-	-	-	-
- Allemagne	9 492,8	-	1 740,7	21 258,7	76 181,0	78 964,9	-	71 559,4	4 221,3
- Italie	-	-	926,0	-	-	-	-	-	-
- Finlande	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Canada	39 101,6	32 302,4	-	11 199,9	14 617,1	82 694,1	-	13 852,6	88 520,5
- Japon	-	-	-	17 101,7	48 882,9	32 334,2	-	23 911,0	0,0
- Pays-Bas	67 761,3	2 130,8	-	-	7 518,0	-	-	-	-
- Espagne	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Suède	33 227,7	28 288,8	17 947,8	41 894,3	25 530,4	-	-	34 324,1	144 135,7
- Suisse	-	-	19 353,1	-	4 903,7	30 328,5	16 648,6	42 057,7	60 875,4
- Royaume-Uni	211 355,0	281 970,1	190 135,0	168 759,1	305 513,4	420 748,4	117 792,2	111 364,9	42 277,0
- USA	166 557,8	-	171 517,9	111 315,6	282 983,2	-	-	-	499,0
- Chine	12 000,8	81 889,9	45 417,1	-	-	-	-	-	-
- Inde	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Afrique du Sud	71,7	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	-	6 370,2	-	-	1 394,2	-	-	-	-
C. ONG	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	1 457 098,3	1 659 590,4	1 286 930,7	1 305 867,0	2 174 602,1	1 766 455,2	977 773,0	1 609 942,0	2 242 052,2
Taux de change moyen USD/CDF	919,7	925,2	926,0	1 010,3	1 465,9	1 622,5	1 647,8	1 851,5	1 989,4

Source : Banque Centrale du Congo, sur base des données de la Plate-forme de Gestion de l'Aide Internationale et des investissements (PGAI)/ Ministère du Plan.

(1) African Capacity Building Foundation.

(2) GAVI à partir de 2011.

SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO_SBC_1SG

En millions de CDF (Au taux courant)

	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	déc-17	déc-18	déc-19	déc-20	déc-21	déc-22 (p)
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	381 382	353 053	111 148	-448 894	-570 604	-311 335	-78 672	-543 210	2 989 104	4 511 938
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS (en millions de USD)	412	382	120	-369	-358	-190	-47	-275	1 495	2 240
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS	1 556 952	1 457 580	1 138 302	759 327	956 476	1 074 827	1 828 365	1 700 090	7 456 485	9 623 788
ACTIFS DE RÉSERVE OFFICIELS NETS	178 841	-174 161	-80 925	-471 960	-579 092	-323 893	-664 444	-660 407	1 428 089	3 713 556
ACTIFS DE RÉSERVE OFFICIELS NETS (en mios de USD)	193	-188	-87	-388	-364	-198	-397	-335	714	1 842
ACTIFS DE RÉSERVE OFFICIELS	1 354 411	930 367	946 229	736 261	947 988	1 062 269	1 242 593	1 582 893	5 895 470	8 825 406
Or monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avoirs en DTS	500 805	471 712	417 580	273 647	142 569	28 651	88 538	76 767	1 502 839	1 831 843
Avoirs en devises	853 606	458 654	528 649	462 614	805 419	1 033 618	1 154 055	1 506 126	4 392 631	6 993 563
AUTRES ACTIFS EXTÉRIEURS	202 542	527 213	192 073	23 066	8 488	12 558	585 772	117 197	1 561 015	798 382
<i>Dont</i>										
Allocations en DTS TP	0	0	0	0	0	0	0	0	1 428 450	412 722
Réserves obligatoires en ME	0	0	0	0	0	0	0	0	0	378 622
ENGAGEMENTS ENVERS LES NON-RÉSIDENTS	-1 175 570	-1 104 527	-1 027 154	-1 208 221	-1 527 079	-1 386 162	-1 907 037	-2 243 300	-4 467 381	-5 111 850
ACTIFS INTERIEURS NETS	592 313	739 381	1 136 194	2 044 505	2 506 797	2 774 398	3 605 999	4 198 553	2 400 048	2 943 213
CRÉANCES INTERIEURES	657 867	793 306	1 053 946	1 684 540	1 960 366	2 180 027	3 059 510	3 664 690	2 985 375	3 725 663
CRÉANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	603 527	619 989	814 139	1 324 197	1 272 205	1 501 516	2 104 325	2 317 661	1 528 165	2 777 446
CRÉANCES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	1 251 628	1 252 565	1 253 282	1 408 641	1 388 864	1 609 498	2 206 614	2 470 654	3 225 496	4 008 439
<i>Dont Titres en MN</i>	1 249 498	1 249 498	1 249 498	1 249 498	1 249 498	1 249 498	1 249 498	1 249 498	0	2 270 117
<i>Avances et autres comptes suspens Trésor</i>	2 130	3 067	3 784	159 143	139 366	360 000	957 116	1 221 156	3 225 496	1 738 322
ENGAGEMENTS ENVERS L'ADMINISTRATION CENTRALE	-648 101	-632 575	-439 144	-84 444	-116 659	-107 981	-102 289	-152 993	-1 697 331	-1 230 993
CRÉANCES SUR LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	47 768	162 483	227 809	348 432	669 769	652 330	928 284	1 311 453	1 370 464	832 357
<i>Dont Comptes RME</i>	47 678	92 866	168 042	343 805	636 908	623 198	905 709	1 115 899	1 338 090	721 831
<i>RME en millions d'USD</i>	52	100	181	283	400	381	541	566	669	358
<i>Refinancement (Crédits autres institutions de dépôts)</i>	0	69 500	59 235	3 000	24 240	16 240	0	126 696	0	0
<i>Autres</i>	90	117	533	1 626	8 621	12 892	22 575	68 858	32 373	110 526
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS	6 572	10 834	11 998	11 911	18 393	26 180	26 902	35 576	86 746	115 859
CRÉANCES SUR LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS D'ÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	6 571	10 833	11 997	11 911	18 392	26 180	26 901	35 575	86 745	115 859
AUTRES POSTES NETS	-65 554	-53 925	82 248	359 965	546 431	594 372	546 488	533 864	-585 326	-782 449
ACTIFS ET ENGAGEMENTS NON CLASSIFIÉS	124 072	65 067	60 543	59 129	145 196	233 089	208 681	314 007	211 925	375 495
AUTRES ENGAGEMENTS ENVERS AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	-165 428	-126 618	-47 539	-9 093	-55 586	-43 309	-55 799	-163 444	-451 086	-209 984
<i>Dont Bon BCC</i>	164 263	107 357	47 000	8 500	35 000	42 500	55 000	15 000	110 000	208 000
ACTIONS ET AUTRES TITRES DE PARTICIPATION	-22 246	9 063	71 855	312 886	461 172	409 500	399 390	392 666	-336 670	-940 118
DÉRIVÉS FINANCIERS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CRÉDITS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DÉPÔTS ET TITRES AUTRES QU' ACTIONS EXCLUS DE LA BASE MONÉTAIRE	-1 952	-1 437	-2 611	-2 957	-4 352	-4 908	-5 784	-9 365	-9 496	-7 842
DÉPÔTS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	-1 371	-624	-952	-749	-2 491	-2 928	-3 715	-5 866	-6 821	-4 976
Comptes Lori en ME des Entreprises publiques et semi-publiques	1 371	624	952	749	2 491	2 928	3 715	5 866	6 821	4 976
TITRES AUTRES QU' ACTIONS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DÉPÔTS EXCLUS DE MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	-580	-813	-1 659	-2 208	-1 861	-1 980	-2 068	-3 499	-2 675	-2 866
TITRES AUTRES QU' ACTIONS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BASE MONÉTAIRE	973 695	1 092 434	1 247 341	1 595 611	1 936 193	2 463 064	3 527 326	3 655 343	5 389 152	7 455 152
CIRCULATION FIDUCIAIRE	760 458	817 423	868 056	1 153 301	1 454 809	1 689 799	1 933 635	2 448 942	3 045 223	3 796 882
<i>Circulation fiduciaire hors système bancaire</i>	692 945	742 508	781 868	1 073 431	1 354 480	1 557 087	1 772 939	2 230 571	2 804 177	3 542 355
<i>Circulation fiduciaire en banque (numéraire auprès des banques commerciales)</i>	67 513	74 915	86 189	79 871	100 329	132 712	160 695	218 371	241 046	254 527
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	210 476	272 344	374 384	438 823	477 949	767 739	1 083 302	1 174 240	2 325 143	3 634 643
<i>Dont</i>										
<i>Avoirs des banques commerciales en comptes courants à la Banque centrale du Congo</i>	209 323	271 515	373 201	438 200	477 182	766 307	1 081 465	1 171 338	2 316 857	3 251 839
<i>Niveau notifié de la réserve obligatoire</i>	211 398	227 473	235 130	432 483	459 462	836 222	1 061 195	1 594 753	2 375 596	2 375 596
<i>Avoirs excédentaires des banques commerciales</i>	-2 075	44 042	138 072	5 717	17 721	-69 915	20 269	-423 414	-58 740	876 242
<i>** Niveau notifié de la réserve obligatoire en monnaies étrangères</i>										378 622
<i>R.O en ME (En millions USD)</i>										188
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES SECTEURS	2 761	2 667	4 901	3 487	3 436	5 526	510 389	32 161	18 786	23 626

*** Il s'agit uniquement ici des banques commerciales agréées

SITUATION DES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS_SAID_2SG ***

En millions de CDF (Au taux courant)

	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	déc-17	déc-18	déc-19	déc-20	déc-21	déc-22
ACTIFS EXTÉRIEURS NETS	1 063 691	1 198 348	1 205 510	1 514 518	3 231 346	3 720 815	5 099 142	10 460 130	14 485 617	11 213 179
CRÉANCES SUR LES NON-RÉSIDENTS	1 340 522	1 441 964	1 512 581	1 903 966	3 648 422	4 026 384	5 591 579	11 091 749	15 287 820	12 584 076
ENGAGEMENTS ENVERS LES NON-RÉSIDENTS	-276 831	-243 616	-307 071	-389 448	-417 075	-305 569	-492 437	-631 618	-802 203	-1 370 898
ACTIFS INTÉRIEURS NETS	1 554 201	1 848 433	2 175 090	2 770 748	3 023 867	4 283 517	5 569 170	5 910 129	8 603 454	11 389 045
CRÉANCES INTÉRIEURES	1 885 148	2 315 692	2 669 057	3 385 813	4 074 402	5 604 464	7 392 902	8 415 461	10 956 270	15 310 093
CRÉANCES SUR LA BANQUE CENTRALE	457 110	482 628	535 253	539 662	633 679	1 052 015	1 848 550	1 491 082	2 812 397	4 234 499
NUMÉRAIRE	67 513	74 915	86 189	79 871	100 329	132 712	160 695	218 371	241 046	254 527
DÉPÔTS ET TITRES AUTRES QU' ACTIONS DE RÉSERVES	273 980	300 661	402 065	451 291	482 431	795 022	1 527 208	1 224 194	2 305 888	3 586 716
AUTRES CRÉANCES SUR LA BANQUE CENTRALE	115 616	107 052	47 000	8 500	50 919	124 281	160 647	48 517	265 464	393 257
CRÉANCES NETTES SUR L' ADMINISTRATION CENTRALE	-167 836	-100 136	-49 810	-9 989	50 705	-151 988	23 180	-185 354	-193 817	-1 322 550
CRÉANCES SUR L' ADMINISTRATION CENTRALE	81 344	94 594	132 702	205 024	271 857	200 557	374 644	264 040	519 955	412 790
ENGAGEMENTS ENVERS L' ADMINISTRATION CENTRALE	-249 180	-194 730	-182 512	-215 013	-221 152	-352 546	-351 464	-449 394	-713 773	-1 735 340
CRÉANCES SUR LES AUTRES SECTEURS	1 595 874	1 933 200	2 183 614	2 856 140	3 390 018	4 704 438	5 521 172	7 109 733	8 337 690	12 398 143
CRÉANCES SUR LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	3 818	5 287	6 975	13 071	10 063	0	0	0	0	0
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS D'ÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	44 235	68 157	62 056	53 970	58 924	114 139	178 166	170 644	209 154	210 742
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	89 429	96 051	74 836	133 210	149 906	367 321	474 736	550 490	650 259	997 144
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	1 458 391	1 763 705	2 039 746	2 655 890	3 171 125	4 222 978	4 868 270	6 388 598	7 478 277	11 190 257
AUTRES POSTES (NET)	-330 947	-467 259	-493 967	-615 065	-1 050 535	-1 320 948	-1 823 732	-2 505 332	-2 352 816	-3 921 048
ACTIFS ET ENGAGEMENTS NON CLASSIFIÉS	123 433	63 924	139 778	17 429	67 468	-108 528	-85 393	-431 955	-81 346	-958 563
ACTIONS ET AUTRES TITRES DE PARTICIPATION	-453 742	-530 391	-632 846	-629 958	-1 034 245	-1 169 419	-1 726 130	-2 063 950	-2 265 807	-2 954 779
RÉSERVES TECHNIQUES D' ASSURANCE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DÉRIVÉS FINANCIERS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CRÉDITS	-638	-791	-898	-2 535	-83 757	-43 000	-12 209	-9 426	-5 663	-7 706
ENGAGEMENTS ENVERS LA BANQUE CENTRALE	1 818	13 001	25 293	260 947	343 813	350 231	426 212	365 393	811 147	261 180
DÉPÔTS TRANSFÉRABLES INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	1 816 088	1 943 796	2 122 129	2 475 270	3 688 031	4 772 852	6 306 578	10 655 665	15 148 043	14 872 429
AUTRES DÉPÔTS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	782 404	1 075 981	1 220 488	1 526 529	2 199 328	2 869 718	3 920 617	5 336 843	6 979 206	7 369 698
TITRES AUTRES QU' ACTIONS INCLUS DANS LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DÉPÔTS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	17 583	14 004	12 689	22 520	24 042	11 531	14 904	12 359	150 676	98 916
TITRES AUTRES QU' ACTIONS EXCLUS DE LA MASSE MONÉTAIRE AU SENS LARGE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

*** Il s'agit uniquement ici des banques commerciales agréées

Tableau I|4|11 Liquidités monétaires
(en millions de CDF)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (p)
Circulation fiduciaire hors banques (A)	692 945	742 508	781 868	1 073 431	1 354 480	1 557 087	1 772 939	2 230 571	2 804 177	3 542 355
Circulation fiduciaire hors BCC (1)	760 458	817 423	868 056	1 153 301	1 454 809	1 689 799	1 933 635	2 448 942	3 045 223	3 796 882
Numéraires des autres institutions de dépôts	-67 513	-74 915	-86 189	-79 871	-100 329	-132 712	-160 695	-218 371	-241 046	-254 527
DÉPÔTS TRANSFÉRABLES (B)	1 820 189	1 947 056	2 127 954	2 479 468	3 693 879	4 781 224	6 318 873	10 681 864	15 167 017	14 894 471
Banque Centrale du Congo	4 101	3 260	5 825	4 199	5 848	8 372	12 295	26 198	18 974	22 042
Autres institutions de dépôts	1 816 088	1 943 796	2 122 129	2 475 270	3 688 031	4 772 852	6 306 578	10 655 665	15 148 043	14 872 429
AUTRES DÉPÔTS (C)	782 435	1 076 012	1 220 516	1 526 566	2 199 406	2 869 800	4 422 427	5 348 671	6 985 838	7 376 258
Banque Centrale du Congo	31	31	28	37	79	82	501 810	11 829	6 633	6 560
Autres institutions de dépôts	782 404	1 075 981	1 220 488	1 526 529	2 199 328	2 869 718	3 920 617	5 336 843	6 979 206	7 369 698
TITRES ET AUTRES ACTIONS (D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banque Centrale du Congo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres institutions de dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total (A) + (B) + (C) + (D)	3 295 569	3 765 576	4 130 338	5 079 465	7 247 765	9 208 111	12 514 239	18 261 106	24 957 032	25 813 085

Source : Banque Centrale du Congo
(1)P : Provisoire

Tableau I|4|12 Contribution à la croissance des passifs monétaires au sens large (Masse monétaire)
(en millions de CDF)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Origine des variations	3 295 569	3 765 576	4 130 338	5 079 465	7 247 765	9 208 111	12 514 239	18 261 106	24 957 032	25 813 085
Actifs extérieurs nets	1 445 074	1 551 401	1 316 658	1 065 623	2 660 742	3 409 480	5 020 469	9 916 920	17 474 721	15 725 117
Actifs intérieurs nets	1 850 495	2 214 175	2 813 680	4 013 842	4 587 023	5 798 631	7 493 770	8 344 185	7 482 311	10 087 968
Créances nettes sur l'Administration centrale	435 691	519 853	764 329	1 314 208	1 322 910	1 349 528	2 127 505	2 132 307	1 334 348	1 454 896
Créances sur les autres secteurs	1 602 446	1 944 034	2 195 611	2 868 052	3 408 410	4 730 618	5 548 073	7 145 308	8 424 436	12 514 003
Autres postes nets	-187 642	-249 712	-146 259	-168 418	-144 298	-281 516	-181 808	-933 430	-2 276 473	-3 880 931
Variations de la masse monétaire	3 295 569	3 765 576	4 130 338	5 079 465	7 247 765	9 208 111	12 514 239	18 261 106	24 957 032	25 813 085
Monnaie fiduciaire	692 945	742 508	781 868	1 073 431	1 354 480	1 557 087	1 772 939	2 230 571	2 804 177	3 542 355
Dépôts transférables	1 820 189	1 947 056	2 127 954	2 479 468	3 693 879	4 781 224	6 318 873	10 681 864	15 167 017	14 894 471
Autres dépôts	782 435	1 076 012	1 220 516	1 526 566	2 199 406	2 869 800	4 422 427	5 348 671	6 985 838	7 376 258
Titres et autres actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau I|4|13 Contribution à la croissance des passifs monétaires au sens large (Masse monétaire)
(en pourcentage)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Origine des variations	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Avoirs extérieurs nets	43,8	41,2	31,9	21,0	36,7	37,0	40,1	54,3	70,0	60,9
Avoirs intérieurs nets	56,2	58,8	68,1	79,0	63,3	63,0	59,9	45,7	30,0	39,1
Créances nettes sur l'Administration centrale	23,5	23,5	27,2	32,7	28,8	23,3	28,4	25,6	17,8	14,4
Crédits à l'économie	86,6	87,8	78,0	71,5	74,3	81,6	74,0	85,6	112,6	124,0
Autres postes nets	-10,1	-11,3	-5,2	-4,2	-3,1	-4,9	-2,4	-11,2	-30,4	-38,5
Variations de la masse monétaire	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Monnaie fiduciaire	21,0	19,7	18,9	21,1	18,7	16,9	14,2	12,2	11,2	13,7
Dépôts transférables	55,2	51,7	51,5	48,8	51,0	51,9	50,5	58,5	60,8	57,7
Autres dépôts	23,7	28,6	29,6	30,1	30,3	31,2	35,3	29,3	28,0	28,6
Titres et autres actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau I|4|14 Ventilation des dépôts bancaires à vue par secteur d'activités, catégorie de déposants et provinces ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

Rubriques	2008	2009	2010	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (p)
A. Secteur d'activités (2)	648 579	1 060 166	1 075 392	2 495 955	2 301 280	2 546 830	2 965 368	4 348 460	5 868 392	7 943 683	12 754 186	17 645 082	18 633 591
Agriculture	3 515	8 176	10 268	47 922	44 185	48 899	56 935	83 490	112 673	152 519	244 880	95 951	91 472
Sylviculture et exploitation forestière	167	213	678	2 496	2 301	2 547	2 965	4 348	5 868	7 944	12 754	12 541	11 882
Élevage et pêche	958	1 642	466	4 919	5 966	4 584	5 338	7 827	10 563	14 299	22 958	22 540	23 291
Industries extractives	23 544	41 140	40 447	199 676	169 102	211 642	246 422	361 357	487 663	660 120	1 059 873	4 609 246	2 272 154
Industries manufacturières	23 781	31 268	38 491	224 636	197 115	229 215	266 883	391 361	528 155	714 931	1 147 877	375 859	482 333
Eau, gaz, électricité	8 102	17 989	15 286	99 838	92 051	70 038	81 548	119 583	161 381	218 451	350 740	194 165	196 449
Industries du bâtiment et travaux publics	7 762	14 936	14 745	54 960	59 038	58 832	68 500	100 449	135 560	183 499	294 622	503 633	519 974
Commerce	55 541	84 323	82 593	349 205	301 598	356 556	415 152	608 784	821 575	1 112 116	1 785 586	928 108	1 005 367
Transports	12 498	25 585	27 575	60 234	60 342	80 480	93 706	137 411	185 441	251 020	403 032	278 310	422 474
Entreprises immobilières et d'assurances	2 912	3 253	4 432	7 659	7 454	10 287	11 978	17 565	23 704	32 087	51 518	157 896	823 665
Autres services	221 074	341 781	329 084	1 126 425	1 038 568	1 149 306	1 338 180	1 962 327	2 648 225	3 584 741	5 755 573	6 387 318	5 644 759
Divers	288 724	489 861	511 328	317 985	323 559	324 444	377 763	553 957	747 583	1 011 957	1 624 774	4 079 514	7 139 771
B. Catégorie de déposants	648 579	1 060 166	1 075 392	2 495 955	2 301 280	2 546 830	2 965 368	4 348 460	5 868 392	7 943 683	12 754 186	17 645 082	18 633 591
Particuliers	255 744	408 624	410 891	962 027	973 746	1 051 350	1 224 126	1 795 076	2 198 557	2 508 861	3 265 863	3 929 328	5 487 388
Entreprises privées	325 574	531 063	543 637	1 250 285	965 768	230 336	268 189	393 277	2 094 493	3 032 590	6 256 243	8 678 521	6 207 075
Entreprises publiques	28 304	64 500	61 332	151 852	167 021	168 822	196 565	288 247	386 730	469 735	1 134 107	1 410 727	1 953 864
Organismes financiers non monétaires	19 686	31 056	39 689	3 114	3 341	3 661	4 263	6 251	-	-	-	-	-
Pouvoirs publics subordonnés	10 584	21 352	15 818	50 268	156 567	995 944	1 159 614	1 700 475	-	-	-	-	-
Organismes publics à caractère administratif	8 687	3 571	4 025	78 408	34 837	96 717	112 611	165 135	-	-	-	-	-
ISBLM	-	-	-	-	-	-	-	-	314 762	731 418	534 809	750 159	532 699
PME	-	-	-	-	-	-	-	-	416 810	486 893	587 172	1 323 690	2 345 853
Administration Publique Centrale	-	-	-	-	-	-	-	-	252 256	265 067	293 744	528 006	1 503 288
Administration Publique Locale	-	-	-	-	-	-	-	-	25 487	34 434	118 072	212 118	174 333
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	179 297	414 687	564 175	812 534	429 092
C. Provinces	648 579	1 060 166	1 075 392	2 495 955	2 301 280	2 546 830	2 965 368	4 348 460	5 868 392	7 943 683	12 754 186	17 645 082	18 633 591
Kinshasa	465 799	756 884	798 588	1 781 938	1 577 609	1 784 039	2 077 222	3 046 070	3 818 129	5 036 634	8 086 698	11 201 164	12 586 346
Kongo Central	16 645	24 455	24 078	57 574	66 736	72 129	83 982	123 153	102 738	143 691	230 707	239 101	320 765
Espace Grand Bandundu	111	111	111	262	2 177	3 823	4 451	6 528	32 894	26 527	42 591	37 819	42 952
Kwango	-	-	-	-	-	-	-	-	17 820	6 241	10 021	8 540	8 113
Kwilu	-	-	-	-	-	-	-	-	14 091	18 722	30 060	27 041	31 530
Mai-Ndombe	-	-	-	-	-	-	-	-	982	1 564	2 510	2 239	3 309
Espace Grand Equateur	91	91	91	215	2 547	3 093	3 601	5 281	16 432	26 812	43 049	52 660	64 336
Equateur	-	-	-	-	-	-	-	-	8 001	13 300	21 354	21 953	40 763
Mongala	-	-	-	-	-	-	-	-	379	1 131	1 815	2 233	760
Nord-Ubangi	-	-	-	-	-	-	-	-	2 792	3 988	6 403	17 784	12 710
Sud-Ubangi	-	-	-	-	-	-	-	-	5 261	8 394	13 477	10 690	10 104
Espace Orientale	3 635	7 371	6 509	17 353	36 869	39 384	45 856	67 244	105 567	428 770	688 423	197 609	283 542
Bas-Uélé	-	-	-	-	-	-	-	-	1 254	1 459	2 343	4 249	5 490
Haut-Uele	-	-	-	-	-	-	-	-	24 521	327 716	526 172	52 433	95 642
Tshopo	-	-	-	-	-	-	-	-	33 273	39 492	63 407	48 301	65 988
Ituri	-	-	-	-	-	-	-	-	46 518	60 104	96 501	92 626	116 421
Sud, Nord Kivu et Maniema	42 622	71 821	58 798	169 090	147 152	150 282	174 979	256 592	365 038	540 220	867 364	798 573	867 402
Nord-Kivu	-	-	-	-	-	-	-	-	223 511	361 631	580 626	519 709	561 839
Sud-Kivu	-	-	-	-	-	-	-	-	128 494	165 732	266 095	252 359	277 969
Maniema	-	-	-	-	-	-	-	-	13 032	12 857	20 643	26 504	27 595
Espace Grand Katanga	111 952	190 553	181 110	448 620	448 935	473 273	551 049	808 066	1 355 825	1 647 281	2 644 834	4 978 488	4 292 187
Tanganyika	-	-	-	-	-	-	-	-	22 729	24 898	39 976	44 716	52 050
Haut-Katanga	-	-	-	-	-	-	-	-	1 097 567	1 323 725	2 125 340	3 608 265	3 412 854
Luapula	-	-	-	-	-	-	-	-	235 529	298 658	479 518	1 325 507	827 284
Espace du Grand Kasai	7 722	8 879	6 105	20 904	19 255	20 807	24 227	35 526	71 769	93 748	150 520	139 668	176 059
Kasai-Oriental	4 576	5 055	3 785	11 900	10 157	10 609	12 353	18 114	35 028	42 270	67 867	56 494	33 849
Lomami	-	-	-	-	-	-	-	-	1 272	2 543	4 082	6 011	7 852
Sankuru	-	-	-	-	-	-	-	-	2 633	3 740	6 005	9 169	9 210
Haut-Lomami	-	-	-	-	-	-	-	-	7 897	8 513	13 668	17 510	13 809
Kasai	-	-	-	-	-	-	-	-	3 027	5 051	8 110	5 997	10 111
Kasai-Central	3 146	3 824	2 320	9 003	9 098	10 198	11 874	17 412	21 912	31 632	50 788	44 488	101 228

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Y compris les dépôts en monnaies étrangères.

(2) À partir de 2011, la rubrique "secteur d'activités" a subi un reclassement suivant les nouvelles informations produites dans l'annexe réglementaire DEC 9004 du Guide Comptable des Etablissements de Crédit (GCEC).

Tableau I | 4 | 15 Ventilation des dépôts bancaires à terme par secteur d'activités, catégorie de déposants, provinces et échéance ⁽¹⁾

(en millions de CDF)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (p)
A. Secteurs d'activités	291 808	863 631	989 194	1 248 729	1 830 933	1 476 641	2 529 126	3 072 388	4 572 869	4 664 826
Agriculture	5 603	16 582	18 993	23 976	35 154	28 352	48 559	58 990	78	184
Sylviculture et exploitation forestière	292	864	989	1 249	1 831	1 477	2 529	3 072	0	0
Élevage et pêche	575	2 239	1 781	2 248	3 296	2 658	4 552	5 530	3	5 168
Industries extractives	23 345	63 461	82 202	103 769	152 151	122 709	210 170	255 315	1 290 820	588 594
Industries manufacturières	26 263	73 974	89 027	112 386	50 351	40 608	69 551	84 491	78 542	26 836
Eau, gaz, électricité	11 672	34 545	27 203	34 340	50 351	40 608	69 551	84 491	26 820	68 148
Industries du bâtiment et travaux publics	6 425	22 156	22 850	28 846	42 295	34 110	58 423	70 972	95 504	146 656
Commerce	40 826	113 185	138 487	174 822	256 331	206 730	354 078	430 134	390 529	626 965
Transports	7 042	22 645	31 259	39 460	172 291	138 952	237 991	289 112	57 807	74 155
Entreprises immobilières et d'assurances	895	2 797	3 996	5 044	7 396	5 965	10 216	12 410	74 974	574 388
Autres services	131 693	389 757	446 393	563 513	826 244	666 363	1 141 317	1 386 474	1 443 476	1 034 206
Divers	37 176	121 426	126 015	159 077	233 245	188 111	322 189	391 396	1 114 316	1 519 526
B. Catégorie de déposants	291 808	863 631	989 194	1 248 729	1 830 933	1 476 641	2 529 126	3 072 388	4 572 869	4 664 826
Particuliers	112 473	429 232	449 000	566 804	831 069	798 698	1 065 641	1 294 543	1 686 260	1 584 050
Entreprises privées	146 174	342 311	434 886	548 987	804 945	287 259	779 248	946 632	1 897 325	1 418 960
Entreprises publiques	20 287	70 654	85 519	107 957	158 290	179 164	356 170	-	489 859	994 417
Organismes financiers non monétaires	8 548	20 501	18 141	22 901	33 578	-	-	-	0	0
Pouvoirs publics subordonnés	3 343	528	983	1 241	1 820	-	-	-	0	0
Organismes publics à caractère administratif	983	405	665	839	1 231	-	-	-	0	0
ISBLM	-	-	-	-	-	31 790	81 857	99 440	51 666	99 338
PME	-	-	-	-	-	100 351	103 622	125 880	204 175	398 425
Administration Publique Centrale	-	-	-	-	-	1 875	34 415	41 807	17 607	89 927
Administration Publique Locale	-	-	-	-	-	2 338	6 358	7 724	7 326	24 840
Autres	-	-	-	-	-	75 166	101 815	123 686	218 650	54 868
C. Provinces	291 808	863 631	989 194	1 248 729	1 830 933	1 476 641	2 529 126	3 072 388	4 572 869	4 664 826
Kinshasa	208 331	463 784	483 838	610 782	895 552	1 115 299	1 857 871	2 256 945	3 373 330	3 792 019
Kongo Central	6 731	47 011	49 369	62 322	91 379	10 014	13 306	16 165	19 194	32 854
Espace Grand Bandundu	31	1 990	2 739	3 457	5 069	2 000	1 791	2 176	1 943	4 904
Kwango	-	-	-	-	-	1 194	583	708	514	1 211
Kwilu	-	-	-	-	-	790	1 183	1 437	1 402	3 622
Mai-Ndombe	-	-	-	-	-	16	25	31	26	70
Espace Grand Equateur	263	3 559	3 210	4 053	5 942	1 655	2 708	3 289	1 323	10 388
Equateur	-	-	-	-	-	687	902	1 096	641	2 481
Mongala	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Nord-Ubangi	-	-	-	-	-	347	658	799	395	4 138
Sud-Ubangi	-	-	-	-	-	621	1 147	1 394	287	3 769
Espace Orientale	2 029	12 700	17 914	22 614	33 157	11 701	14 433	17 534	127 606	28 530
Bas-Uélé	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Haut-Uele	-	-	-	-	-	5 746	6 957	8 452	116 221	14 083
Tshopo	-	-	-	-	-	3 112	4 207	5 110	5 854	7 311
Ituri	-	-	-	-	-	2 843	3 270	3 972	5 531	7 136
Sud, Nord Kivu et Maniema	19 531	116 799	141 893	179 122	262 635	67 176	72 530	88 110	107 286	119 621
Nord-Kivu	-	-	-	-	-	38 020	36 687	44 568	54 762	61 189
Sud-Kivu	-	-	-	-	-	27 664	33 741	40 989	50 810	55 137
Maniema	-	-	-	-	-	1 491	2 102	2 553	1 714	3 296
Espace Grand Katanga	52 449	208 466	281 943	355 916	521 858	255 687	549 477	667 506	918 431	649 834
Tanganyika	-	-	-	-	-	783	736	894	2 732	3 328
Haut-Katanga	-	-	-	-	-	242 330	281 387	341 829	691 700	613 340
Lualaba	-	-	-	-	-	12 574	267 355	324 783	223 999	33 166
Espace du Grand Kasai	2 444	9 321	8 288	10 463	15 341	13 109	17 010	20 663	23 755	26 675
Kasai-Oriental	1 391	4 701	5 024	6 342	9 300	2 440	4 121	5 006	7 502	5 808
Lomami	-	-	-	-	-	110	455	552	388	2 722
Sankuru	-	-	-	-	-	88	134	163	300	669
Haut-Lomami	-	-	-	-	-	925	1 239	1 505	624	2 082
Kasai	-	-	-	-	-	189	211	257	265	1 136
Kasai-Central	1 053	4 620	3 264	4 120	6 041	9 358	10 850	13 180	14 677	14 259
D. Échéance	291 808	863 631	989 194	1 248 729	1 830 933	1 476 641	2 529 126	3 072 388	4 572 869	4 664 826
15 jours	121	1 440	2 781	3 511	5 147	4 151	7 110	8 638	217 100	221 465
1 mois	32 804	130 489	184 015	232 295	340 600	274 692	470 481	571 541	1 050 631	1 071 758
3 mois	110 303	246 160	288 695	364 440	534 355	430 956	738 122	896 672	531 139	541 819
6 mois	62 675	223 835	258 696	326 570	478 829	386 174	661 422	803 497	1 762 100	1 797 534
1 an et plus	85 905	261 707	255 007	321 913	472 002	380 668	651 991	792 040	1 011 900	1 032 249

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Y compris les dépôts en monnaies étrangères et ceux à régime spécial.

* A partir de 2011, la rubrique "secteur d'activités" a subi un reclassement suivant les nouvelles informations produites dans l'annexe DEC 9004 du Guide Comptable des Établissements de Crédit (GCEC).

Tableau I|4|16 Ventilation des dépôts bancaires par provinces
(en millions de CDF)

PROVINCES	2019				2 020				2021				2022 (p)			
	COMPTES DE DEPOTS A REGIME SPECIAL	COMPTES CREDITEURS A TERME	COMPTES CREDITEURS A VUE	TOTAL DEPOT DE LA CLIENTELE	COMPTES DE DEPOTS A REGIME SPECIAL	COMPTES CREDITEURS A TERME	COMPTES CREDITEURS A VUE	TOTAL DEPOT DE LA CLIENTELE	COMPTES DE DEPOTS A REGIME SPECIAL	COMPTES CREDITEURS A TERME	COMPTES CREDITEURS A VUE	TOTAL DEPOT DE LA CLIENTELE	COMPTES DE DEPOTS A REGIME SPECIAL	COMPTES CREDITEURS A TERME	COMPTES CREDITEURS A VUE	TOTAL DEPOT DE LA CLIENTELE
1 Kinshasa	62 207	1 795 663	5 036 634	6 894 505	70 412	2 088 531	8 254 969	10 413 913	145 153	3 373 330	11 201 164	14 719 647	196 444	3 595 575	12 586 346	16 378 365
2 Kongo-Central	3 415	9 892	143 691	156 998	4 286	17 000	166 131	187 417	5 748	19 194	239 101	264 043	8 489	24 365	320 765	353 619
3 Kwango	199	383	6 241	6 824	247	449	6 677	7 373	480	514	8 540	9 534	709	502	8 113	9 325
4 Kwilu	354	829	18 722	19 905	628	853	26 526	28 007	1 159	1 402	27 041	29 602	2 408	1 215	31 530	35 152
5 Mai-Ndombe	0	25	1 564	1 589	1	44	1 499	1 543	1	26	2 239	2 266	1	70	3 309	3 379
6 Equateur	706	197	13 300	14 202	1 133	316	15 427	16 876	1 284	641	21 953	23 878	1 782	699	40 763	43 244
7 Mongala	-	-	1 131	1 131	-	-	1 417	1 417	-	-	2 233	2 233	-	-	760	760
8 Nord-Ubangi	561	97	3 988	4 646	947	287	4 228	5 462	1 301	395	17 784	19 480	3 593	545	12 710	16 848
9 Sud-Ubangi	1 031	116	8 394	9 541	1 734	214	10 130	12 079	1 998	287	10 690	12 975	3 245	524	10 104	13 873
10 Tshuapa	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 Kasai	-	211	5 051	5 263	-	171	5 583	5 754	-	265	5 997	6 262	767	369	10 111	11 247
12 Kasai-Central	588	10 262	31 632	42 481	967	9 932	50 121	61 020	1 218	14 677	44 488	60 383	1 903	12 355	101 228	115 487
13 Kasai-Oriental	591	3 530	42 270	46 391	1 081	5 556	52 733	59 370	1 593	7 502	56 494	65 588	2 765	3 043	33 849	39 657
14 Lomami	374	81	2 543	2 997	543	288	4 543	5 374	865	388	6 011	7 264	2 418	304	7 852	10 574
15 Sankuru	100	34	3 740	3 874	158	79	5 948	6 185	257	300	9 169	9 727	466	203	9 210	9 879
16 Haut-Lomami	1 051	188	8 513	9 752	912	167	10 393	11 471	1 317	624	17 510	19 450	1 557	524	13 809	15 891
17 Tanganyika	529	207	24 898	25 634	1 055	537	30 602	32 194	1 890	2 732	44 716	49 337	2 693	635	52 050	55 378
18 Haut-Katanga	18 340	263 047	1 323 725	1 605 111	22 329	611 671	2 516 827	3 150 828	26 986	691 700	3 608 265	4 326 951	40 972	572 368	3 412 854	4 026 193
19 Lualaba	6 094	261 260	298 658	566 012	7 653	90 982	522 315	620 950	8 463	223 999	1 325 507	1 557 970	9 779	23 388	827 284	860 450
20 Bas-Uélé	-	-	1 459	1 459	-	-	2 288	2 288	-	-	4 249	4 249	-	-	5 490	5 490
21 Haut-Uele	39	6 918	327 716	334 673	-	9 988	297 269	307 257	72	116 221	52 433	168 726	0	14 083	95 642	109 725
22 Tshopo	1 351	2 855	39 492	43 698	1 921	3 770	45 831	51 522	2 416	5 854	48 301	56 571	2 935	4 376	65 988	73 299
23 Ituri	931	2 338	60 104	63 373	1 112	3 514	75 236	79 862	1 674	5 531	92 626	99 831	2 304	4 832	116 421	123 557
24 Nord-Kivu	6 850	29 838	361 631	398 319	8 713	48 067	410 435	467 216	9 887	54 762	519 709	584 358	12 788	48 400	561 839	623 028
25 Sud-Kivu	2 364	31 377	165 732	199 473	3 778	48 342	215 722	267 842	4 961	50 810	252 359	308 130	4 881	50 256	277 969	333 105
26 Maniema	653	1 449	12 857	14 959	686	1 333	21 335	23 354	954	1 714	26 504	29 172	1 964	1 331	27 595	30 891
TOTAL	108 328	2 420 798	7 943 683	10 472 809	130 297	2 942 091	12 754 186	15 826 574	219 676	4 572 869	17 645 082	22 437 627	304 861	4 359 965	18 633 591	23 298 416

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau I|4|17 Ventilation des dépôts bancaires par secteurs d'activités
(en millions de CDF)

Rubriques	2019			2020			2021 (c)			2022 (p)		
	MN	ME	TOTAL	MN	ME	TOTAL	MN	ME	TOTAL	MN	ME	TOTAL
1 ACTIVITES FINANCIERES ET ASSURANCES	119 177	493 487	612 665	191 280	581 300	772 580	265 465	844 612	1 110 077	175 668	1 149 126	1 324 794
2 ADMINISTRATION PUBLIQUE CENTRALE	100 889	287 170	388 059	92 327	514 747	607 074	134 647	954 855	1 089 502	592 497	1 490 986	2 083 483
3 ADMINISTRATION PUBLIQUE LOCALE	3 944	7 670	11 614	16 659	37 189	53 848	26 683	103 816	130 499	18 529	126 930	145 458
4 AGRICULTURE	5 290	38 090	43 380	6 289	42 944	49 233	15 299	81 112	96 411	17 693	73 963	91 656
5 ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITES RECREATIVES	265	6 697	6 962	100	5 796	5 896	370	13 697	14 067	828	33 667	34 495
6 VENTE, REPARATION, PIECES DE RECHANGE DES VEHICULES	4 841	68 988	73 829	7 113	92 624	99 737	11 571	123 329	134 900	13 397	172 047	185 443
7 COMMERCE DE DETAIL	145 258	272 397	417 655	42 044	471 427	513 471	300 348	573 869	874 217	404 008	618 566	1 022 574
8 COMMERCE DE GROS	18 607	241 518	260 125	32 189	315 179	347 368	41 256	405 563	446 819	64 924	544 834	609 757
9 CONSTRUCTION, BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	36 397	315 316	351 713	32 497	671 494	703 991	35 529	578 634	614 163	68 037	598 593	666 630
10 ELEVAGE, PECHE ET SYLVICULTURE	2 497	7 047	9 545	1 367	12 556	13 923	4 319	18 224	22 543	3 214	25 245	28 459
11 ENSEIGNEMENT	6 023	41 872	47 894	8 363	51 980	60 343	14 103	84 130	98 233	17 396	84 173	101 569
12 ENTREPRISES IMMOBILIERES	8 541	151 663	160 204	11 861	183 871	195 732	16 291	223 950	240 242	21 373	256 526	277 899
13 HEBERGEMENT ET RESTAURATION	2 182	44 127	46 309	2 762	78 350	81 112	3 948	88 155	92 102	5 463	90 194	95 657
14 INDUSTRIES EXTRACTIVES (MINES)	26 423	1 444 731	1 471 154	14 440	3 368 354	3 382 793	775 431	5 063 657	5 839 088	347 788	2 512 960	2 860 748
15 PRODUCTION INDUSTRIELLE (MANUFACTURES)	39 413	205 141	244 554	49 805	349 834	399 639	81 273	385 608	466 880	132 159	377 011	509 170
16 INFORMATION ET COMMUNICATION	38 553	43 133	81 686	66 252	109 787	176 039	25 002	92 192	117 194	21 547	47 525	69 072
17 PRODUCTION ARTISANALE	0	263	263	0	318	318	0	553	553	1	50	51
18 PRODUCTION DES PRODUITS BRASSICOLES	12 439	11 201	23 640	20 260	15 137	35 397	17 009	34 126	51 134	25 057	10 616	35 673
19 DISTRIBUTION DES PRODUITS BRASSICOLES	8 123	75 029	83 152	7 776	79 575	87 350	12 939	104 565	117 504	8 889	103 969	112 859
20 PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE GAZ ET D'ELECTRICITE	22 193	150 104	172 297	20 218	261 256	281 474	36 360	193 634	229 994	53 272	210 886	264 158
21 PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU	3 467	14 373	17 840	4 236	11 934	16 169	7 921	22 240	30 161	7 949	29 348	37 296
22 PRODUCTION DES PRODUITS PETROLIERS	4 393	41 740	46 133	2 242	16 301	18 543	2 532	2 545	5 076	3 428	10 243	13 672
23 DISTRIBUTION DES PRODUITS PETROLIERS	29 370	60 490	89 860	20 195	75 489	95 684	36 423	108 139	144 562	48 173	122 650	170 823
24 PRODUCTION DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	290	4 878	5 169	472	6 529	7 001	462	6 304	6 766	731	25 485	26 215
25 DISTRIBUTION DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	3 566	25 208	28 774	5 873	47 881	53 754	11 403	55 303	66 706	5 258	67 174	72 432
26 SANTE	43 596	115 978	159 573	52 663	220 345	273 007	269 932	184 639	454 571	217 286	244 800	462 086
27 AUTRES ACTIVITES DES ENTREPRISES DE SERVICES	91 050	653 400	744 449	261 042	1 461 632	1 722 674	137 116	1 232 474	1 369 590	318 210	2 171 624	2 489 835
28 EXPLOITATION FORESTIERE	914	2 045	2 959	621	8 352	8 972	822	11 719	12 541	1 314	10 568	11 882
29 TELECOMMUNICATION	71 788	104 702	176 490	58 795	150 258	209 053	44 580	148 011	192 591	139 707	198 387	338 094
30 TEXTILE ET CONFECTION	170	2 010	2 181	128	4 155	4 283	7	418	425	12	538	550
31 TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	28 192	166 995	195 187	28 328	243 475	271 803	60 340	281 318	341 658	87 709	408 920	496 630
32 AUTRES ACTIVITES NON SECTORISEES	396 988	4 100 508	4 497 496	370 731	4 907 578	5 278 309	1 113 812	6 693 370	7 807 181	1 184 114	7 475 182	8 659 297
TOTAL DEPOTS A VUE	1 154 128	6 789 556	7 943 683	1 396 854	11 357 332	12 754 186	2 649 873	14 995 209	17 645 082	3 555 952	15 077 638	18 633 591
TOTAL DEPOTS A TERME	110 306	2 310 492	2 420 798	16 135	2 925 956	2 942 091	832 376	3 740 493	4 572 869	420 539	3 939 426	4 359 965
TOTAL DEPOTS A REGIME SPECIAL	10 405	97 924	108 328	15 941	114 356	130 297	20 940	198 736	219 676	29 139	275 721	304 861
TOTAL DEPOTS DE LA CLIENTELE	1 274 838	9 197 971	10 472 809	1 428 930	14 397 644	15 826 574	3 503 189	18 934 437	22 437 627	4 005 631	19 292 785	23 298 416

(c) : Corrigé

Tableau I|4|18 Ventilation des dépôts bancaires par déposants
(en millions de CDF)

A fin 2019									
Rubriques	TOTAL DEPOTS A VUE		TOTAL DEPOTS A TERME		TOTAL DEPOTS A REGIME SPECIAL		TOTAL		
	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN + ME
Administration Publique Centrale	48 937	216 130	-	34 415	-	-	48 937	250 544	299 481
Administration Publique Locale	8 593	25 841	-	6 358	-	-	8 593	32 200	40 793
Entreprises (Etablissements) Publiques	156 161	313 573	2 536	353 547	-	87	158 698	667 207	825 905
Entreprises (Etablissements) Privées	471 179	2 561 410	964	772 010	354	5 920	472 497	3 339 341	3 811 838
PME	56 869	430 024	4 020	99 580	-	22	60 889	529 625	590 515
Ménages	256 512	2 252 349	9 844	957 696	10 050	88 052	276 405	3 298 096	3 574 502
ISBLM	129 894	601 524	7 421	74 436	-	-	137 315	675 959	813 275
Autres	25 982	388 705	85 521	12 451	-	3 843	111 503	404 999	516 502
TOTAL GENERAL	1 154 128	6 789 556	110 306	2 310 492	10 405	97 924	1 274 838	9 197 971	10 472 809

A fin 2020									
Rubriques	TOTAL DEPOTS A VUE		TOTAL DEPOTS A TERME		TOTAL DEPOTS A REGIME SPECIAL		TOTAL		
	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN + ME
Administration Publique Centrale	23 680	270 064	-	13 198	-	-	23 680	283 261	306 942
Administration Publique Locale	26 882	91 190	10 000	56 076	-	-	36 882	147 267	184 149
Entreprises (Etablissements) Publiques	297 029	837 078	23	403 476	-	358	297 052	1 240 912	1 537 964
Entreprises (Etablissements) Privées	583 130	5 673 113	1 935	736 569	401	5 582	585 466	6 415 264	7 000 730
PME	35 464	551 708	88	148 487	-	13	35 551	700 208	735 759
Ménages	321 802	2 944 061	3 755	1 363 412	15 540	98 389	341 097	4 405 861	4 746 958
ISBLM	62 906	471 903	204	27 731	-	-	63 110	499 634	562 744
Autres	45 960	518 215	132	177 007	-	10 014	46 092	705 236	751 328
TOTAL GENERAL	1 396 854	11 357 332	16 135	2 925 956	15 941	114 356	1 428 930	14 397 644	15 826 574

A fin 2021									
Rubriques	TOTAL DEPOTS A VUE		TOTAL DEPOTS A TERME		TOTAL DEPOTS A REGIME SPECIAL		TOTAL		
	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN + ME
Administration Publique Centrale	55 537	525 684	-	18 049	-	-	55 537	543 733	599 270
Administration Publique Locale	43 416	166 568	-	4 395	-	-	43 416	170 963	214 379
Entreprises (Etablissements) Publiques	954 659	866 858	300	537 725	-	49 975	954 959	1 454 558	2 409 517
Entreprises (Etablissements) Privées	641 851	8 020 505	632 422	1 228 672	528	11 157	1 274 801	9 260 334	10 535 136
PME	73 531	1 164 716	1 362	219 268	0	12	74 893	1 383 997	1 458 890
Ménages	577 291	3 353 433	13 026	1 603 321	20 412	137 041	610 729	5 093 795	5 704 524
ISBLM	34 137	351 635	707	39 478	-	550	34 844	391 664	426 508
Autres	250 842	564 418	142	54 326	-	-	250 984	618 744	869 728
TOTAL GENERAL	2 631 263	15 013 819	647 960	3 705 234	20 940	198 736	3 300 163	18 917 788	22 217 951

A fin 2022									
Rubriques	TOTAL DEPOTS A VUE		TOTAL DEPOTS A TERME		TOTAL DEPOTS A REGIME SPECIAL		TOTAL		
	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN + ME
Administration Publique Centrale	500 076	1 016 161	-	87 097	-	2 001	500 076	1 105 259	1 605 335
Administration Publique Locale	41 792	133 174	1 047	6 805	-	16 815	42 839	156 794	199 633
Entreprises (Etablissements) Publiques	909 227	1 075 360	104 922	885 956	-	-	1 014 149	1 961 316	2 975 465
Entreprises (Etablissements) Privées	1 214 224	5 000 732	83 846	1 259 499	1 137	65 959	1 299 208	6 326 189	7 625 397
PME	180 979	2 152 959	22 205	373 648	0	91	203 184	2 526 698	2 729 882
Ménages	797 446	4 682 119	20 299	1 334 814	29 218	187 778	846 963	6 204 711	7 051 674
ISBLM	29 532	499 841	744	97 625	-	93	30 276	597 560	627 836
Autres	68 897	359 933	40	53 739	-	586	68 937	414 259	483 195
TOTAL GENERAL	3 742 173	14 920 278	233 103	4 099 183	30 355	273 324	4 005 631	19 292 785	23 298 416

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I | 4 | 19 Ventilation du crédit aux entreprises privées et aux ménages*
(en millions de CDF)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (p)
A. Banques	1 628 977	1 899 750	2 165 632	2 797 982	3 422 401	3 790 900	5 490 437	7 670 762	7 907 815	9 172 815
Crédits de décaissement (1)	1 408 556	1 686 816	1 968 598	2 561 294	3 037 280	3 360 495	4 899 172	6 870 888	6 404 351	7 107 543
Crédits de signature	220 420	212 934	197 034	236 687	385 121	430 405	591 265	799 874	1 503 464	2 065 272
B. Institutions spécialisées**	20 134	21 061	24 040	23 554	42 871	24 820	33 790	31 421	29 457	27 784
C. Caisse d'épargne du Congo	77	629	1 147	809	2 404	676	1 064	1 346	1 075	1 899
Total (A+B+C)	1 649 187	1 921 441	2 190 819	2 822 344	3 467 676	3 816 395	5 525 291	7 703 529	7 938 347	9 202 499

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) : Données actualisées (en nets) incluant les PME

* Données corrigées

** Il s'agit uniquement ici de la SOFIDE, Société Financière de Développement.

n.d : Non disponible

Tableau I | 4 | 20 Crédits bancaires de signature suivant la forme des crédits *
(en millions de CDF)

Formes des crédits	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (p)
Crédits documentaires à l'importation	162 085	132 566	74 726	63 892	88 818	41 315	245 144	395 704	398 013	129 401
Crédits documentaires à l'exportation	4 700	4 112	-	-	-	4 268	70 095	83 912	77 083	199 736
Crédits documentaires à l'intérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres (lettre de garantie, cautions, avals)	277 465	284 747	289 078	462 043	623 837	505 700	594 667	1 044 614	1 148 760	1 953 362
Total	444 249	421 425	363 804	525 934	712 655	551 283	909 906	1 524 230	1 623 857	2 282 499

Source : Banque Centrale du Congo.

* Données revisitées

P : Provisoire.

Tableau I|4|20a Ventilation du crédit bancaire par provinces
(en millions de CDF)

A fin 2019								
PROVINCES	CREDITS A LONG TERME	CREDITS A MOYEN TERME	CREDITS A COURT TERME	COMPTES DEBITEURS DE LA CLIENTELE (découverts)	CREANCES BRUTES EN SOUFFRANCE	TOTAL CREDIT BRUTS DE LA CLIENTELE	CREANCES RADIEES ET SORTIES DU BILAN	
1	Kinshasa	320 373	1 547 396	461 284	672 958	991 006	3 993 017	42 605
2	Kongo-Central	4 522	84 619	25 060	15 078	39 567	168 846	1 323
3	Kwango	29	1	697	638	1	1 366	-
4	Kwilu	70	8 087	8 754	562	2 201	19 675	-
5	Mai-Ndombe	-	-	-	-	-	-	-
6	Equateur	-	2 209	3 806	1 324	2 529	9 869	-
7	Mongala	-	43	35	3	-	81	-
8	Nord-Ubangi	971	0	204	75	4 542	5 792	-
9	Sud-Ubangi	23	2 649	203	122	895	3 892	-
10	Tshuapa	-	-	-	-	786	786	-
11	Kasai	-	6 895	1 016	17	113	8 041	-
12	Kasai-Central	93	2 892	2 858	1 546	2 674	10 064	-
13	Kasai-Oriental	364	7 092	5 993	556	5 263	19 269	-
14	Lomami	-	-	342	60	-	401	-
15	Sankuru	-	1 060	1 157	23	184	2 423	-
16	Haut-Lomami	2 709	323	812	401	2 197	6 442	-
17	Tanganyika	58	3 348	8 020	266	219	11 911	-
18	Haut-Katanga	16 372	241 728	160 399	265 553	161 430	845 482	7 942
19	Lualaba	573	39 547	49 712	7 274	51 687	148 793	12
20	Bas-Uélé	49	444	949	-	640	2 081	-
21	Haut-Uele	17	18 130	2 365	7 864	15 431	43 807	-
22	Tshopo	400	13 962	3 405	3 533	8 434	29 734	-
23	Ituri	1 408	4 206	1 925	23 621	3 366	34 526	15
24	Nord-Kivu	2 190	59 885	37 309	39 339	39 779	178 502	0
25	Sud-Kivu	407	27 312	20 295	9 187	47 852	105 054	7
26	Maniema	239	2 594	5 258	210	809	9 111	-
	TOTAL	350 868	2 074 425	801 857	1 050 209	1 381 606	5 658 965	51 904

A fin 2020								
PROVINCES	CREDITS A LONG TERME	CREDITS A MOYEN TERME	CREDITS A COURT TERME	COMPTES DEBITEURS DE LA CLIENTELE (découverts)	CREANCES BRUTES EN SOUFFRANCE	TOTAL CREDIT BRUTS DE LA CLIENTELE	CREANCES RADIEES ET SORTIES DU BILAN	
1	Kinshasa	341 800	1 650 890	492 135	717 967	1 057 286	4 260 079	42 605
2	Kongo-Central	4 825	90 279	26 736	16 086	42 213	180 139	1 323
3	Kwango	31	1	743	681	1	1 457	-
4	Kwilu	75	8 628	9 340	600	2 348	20 990	-
5	Mai-Ndombe	-	-	-	-	-	-	-
6	Equateur	-	2 357	4 060	1 413	2 699	10 529	-
7	Mongala	-	46	38	3	-	86	-
8	Nord-Ubangi	1 036	-	218	79	4 846	6 180	-
9	Sud-Ubangi	24	2 826	216	130	955	4 152	-
10	Tshuapa	-	-	-	-	838	838	-
11	Kasai	-	7 357	1 084	18	121	8 579	-
12	Kasai-Central	99	3 086	3 049	1 650	2 853	10 737	-
13	Kasai-Oriental	388	7 567	6 394	593	5 615	20 558	-
14	Lomami	-	-	364	64	-	428	-
15	Sankuru	-	1 131	1 234	24	196	2 586	-
16	Haut-Lomami	2 890	345	867	428	2 344	6 873	-
17	Tanganyika	61	3 572	8 557	284	233	12 708	-
18	Haut-Katanga	17 467	257 895	171 127	283 314	172 227	902 030	7 942
19	Lualaba	611	42 191	53 037	7 761	55 144	158 745	12
20	Bas-Uélé	52	474	1 012	-	683	2 221	-
21	Haut-Uele	18	19 343	2 523	8 390	16 463	46 737	-
22	Tshopo	427	14 896	3 632	3 769	8 998	31 722	-
23	Ituri	1 503	4 487	2 054	25 201	3 591	36 835	15
24	Nord-Kivu	2 337	63 891	39 804	41 970	42 439	190 440	-
25	Sud-Kivu	435	29 139	21 652	9 801	51 053	112 080	7
26	Maniema	255	2 768	5 609	224	863	9 720	-
	TOTAL	374 335	2 213 167	855 487	1 120 449	1 474 011	6 037 449	51 904

A fin 2021

PROVINCES	CREDITS A LONG TERME	CREDITS A MOYEN TERME	CREDITS A COURT TERME	COMPTES DEBITEURS DE LA CLIENTELE (découverts)	CREANCES BRUTES EN SOUFFRANCE	TOTAL CREDIT BRUTS DE LA CLIENTELE	CREANCES RADIEES ET SORTIES DU BILAN
1 Kinshasa	594 616	1 910 958	1 032 484	1 052 581	970 950	5 561 590	123 863
2 Kongo-Central	4 795	90 811	20 835	18 227	54 946	189 615	1 254
3 Kwango	1	9	583	224	395	1 212	-
4 Kwilu	118	6 763	5 715	531	2 980	16 107	-
5 Mai-Ndombe	-	-	-	-	0	0	-
6 Equateur	-	1 808	4 506	812	1 847	8 973	-
7 Mongala	-	24	19	7	-	50	-
8 Nord-Ubangi	1 379	85	738	181	-	2 384	-
9 Sud-Ubangi	5	6 790	590	168	6	7 559	-
10 Tshuapa	-	-	-	-	-	-	-
11 Kasai	-	6 993	645	30	255	7 924	-
12 Kasai-Central	1 938	3 553	4 846	1 928	7 089	19 354	-
13 Kasai-Oriental	781	8 134	7 099	1 106	10 787	27 907	-
14 Lomami	-	-	390	55	-	445	-
15 Sankuru	87	1 431	1 591	10	323	3 442	-
16 Haut-Lomami	3 399	45	774	653	16	4 887	-
17 Tanganyika	105	3 105	11 004	464	694	15 371	-
18 Haut-Katanga	28 899	527 749	751 550	412 777	115 251	1 836 225	9 965
19 Lualaba	857	79 421	72 581	106 244	21 812	280 915	-
20 Bas-Uélé	58	1 204	1 464	-	857	3 584	-
21 Haut-Uele	86	22 029	15 987	12 268	9 514	59 883	-
22 Tshopo	785	14 000	6 970	2 457	22 287	46 500	-
23 Ituri	458	12 396	4 766	12 187	14 086	43 893	17
24 Nord-Kivu	2 882	80 862	56 092	34 091	53 417	227 343	78
25 Sud-Kivu	763	31 881	18 260	15 857	16 934	83 695	71
26 Maniema	531	4 582	2 090	356	1 158	8 716	-
TOTAL	642 543	2 814 635	2 021 579	1 673 213	1 305 605	8 457 574	135 248

A fin 2022 (p)

PROVINCES	CREDITS A LONG TERME	CREDITS A MOYEN TERME	CREDITS A COURT TERME	COMPTES DEBITEURS DE LA CLIENTELE (découverts)	CREANCES BRUTES EN SOUFFRANCE	TOTAL CREDIT BRUTS DE LA CLIENTELE	CREANCES RADIEES ET SORTIES DU BILAN
1 Kinshasa	612 575	2 529 030	863 562	981 624	1 570 904	6 557 696	173 007
2 Kongo-Central	5 476	105 340	47 158	34 163	74 622	266 759	3 008
3 Kwango	-	2	473	27	658	1 160	-
4 Kwilu	40	9 852	6 978	175	4 219	21 266	-
5 Mai-Ndombe	-	49	-	0	96	145	-
6 Equateur	-	3 771	7 244	937	3 107	15 060	-
7 Mongala	-	4 020	-	11	-	4 031	-
8 Nord-Ubangi	863	4	1 044	75	184	2 170	-
9 Sud-Ubangi	0	4 528	509	148	58	5 243	-
10 Tshuapa	-	-	-	-	-	-	-
11 Kasai	15	5 645	2 037	106	558	8 360	-
12 Kasai-Central	2 988	9 630	9 937	1 287	15 114	38 956	248
13 Kasai-Oriental	1 528	15 128	14 800	2 564	15 205	49 225	903
14 Lomami	-	-	1 046	113	51	1 210	-
15 Sankuru	33	2 177	2 249	35	603	5 098	-
16 Haut-Lomami	2 620	26	683	54	271	3 654	-
17 Tanganyika	45	1 879	6 477	118 256	1 259	127 915	-
18 Haut-Katanga	31 849	741 878	1 431 086	671 512	113 987	2 990 313	12 948
19 Lualaba	1 711	186 331	170 621	249 092	61 652	669 406	38
20 Bas-Uélé	19	3 329	2 092	9 894	5 884	21 219	252
21 Haut-Uele	7 859	41 673	19 996	13 114	37 704	120 345	-
22 Tshopo	65 988	18 191	7 501	2 006	15 165	43 171	-
23 Ituri	192	13 519	4 575	3 013	6 281	27 580	127
24 Nord-Kivu	17 158	84 215	69 634	78 290	43 724	293 021	386
25 Sud-Kivu	305	38 902	15 777	20 444	16 942	92 369	675
26 Maniema	188	7 982	3 227	285	3 240	14 922	-
TOTAL	751 451	3 827 101	2 688 707	2 187 227	1 991 488	11 380 294	191 593

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|4|20b Ventilation du crédit bancaire (brut) par secteurs d'activités
(en millions de CDF)

Secteurs d'activités	2019			2020			2021			2022 (p)		
	MN	ME	MN + ME	MN	ME	MN + ME	MN	ME	MN + ME	MN	ME	MN + ME
ACTIONS SOCIALES: MARIAGE, FUNERAILLES, SOINS MEDICAUX, ETUDE	2 748	13 259	16 008	2 932	14 146	17 078	467	8 680	9 147	802	22	23
ACTIVITES FINANCIERES ET ASSURANCES	1 199	335 665	336 864	1 279	358 115	359 394	6 889	245 909	252 798	8	257	266
ADMINISTRATION PUBLIQUE	50 909	266 742	317 651	54 314	284 582	338 896	15 334	402 840	418 173	32	402	434
AGRICULTURE	1 202	49 231	50 433	1 282	52 523	53 806	627	93 304	93 931	357	115	115
ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITES RECREATIVES	28	1 981	2 009	30	2 113	2 143	4	1 896	1 900	5	7	7
VENTE, REPARATION, PIECES DE RECHANGE DES VEHICULES	3	13 041	13 044	3	13 913	13 916	2	15 108	15 110	4	23	23
COMMERCE DE DETAIL	5 187	342 805	347 993	5 534	365 733	371 267	4 364	284 279	288 643	2	408	411
COMMERCE DE GROS	5 102	318 359	323 461	5 443	339 651	345 094	6 344	423 234	429 578	1	510	512
CONSTRUCTION, BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	979	102 138	103 118	1 045	108 970	110 014	1 445	352 825	354 270	4	330	334
ELEVAGE, PECHE ET SYLVICULTURE	51	11 026	11 077	54	11 764	11 818	689	585	1 274	7	1	1
ENSEIGNEMENT	3 308	53 450	56 758	3 529	57 025	60 554	1 978	124 150	126 128	4	51	55
ENTREPRISES IMMOBILIERES	852	183 667	184 518	908	195 951	196 859	545	219 494	220 039	184	178	178
HEBERGEMENT ET RESTAURATION	52	49 617	49 668	55	52 935	52 990	25	37 907	37 931	557	81	82
INDUSTRIES EXTRACTIVES (MINES)	517	420 425	420 941	551	448 544	449 095	8 049	1 086 106	1 094 155	17	1	1
PRODUCTION INDUSTRIELLE (MANUFACTURES)	2 250	166 271	168 521	2 400	177 392	179 792	3 646	227 358	231 004	5	266	272
INFORMATION ET COMMUNICATION	538	314 533	315 071	574	335 570	336 144	4 144	259 141	263 284	4	266	271
PRODUCTION ARTISANALE	-	274	274	-	293	293	-	643	643	-	4	4
PRODUCTION DES PRODUITS BRASSICOLES	1 949	43 235	45 185	2 080	46 127	48 207	4	33 814	33 818	5	28	28
DISTIBUTION DES PRODUITS BRASSICOLES	56	14 183	14 239	60	15 132	15 192	-	373	373	-	1	1
PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE GAZ ET D'ELECTRICITE	2 511	131 204	133 715	2 679	139 979	142 658	1 796	210 401	212 197	3	403	407
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU	4 673	23 804	28 477	4 985	25 396	30 381	3 160	13 876	17 037	719	45	46
PRODUCTION DES PRODUITS PETROLIERS	3	9 930	9 933	3	10 594	10 597	7	41 730	41 737	2	47	47
DISTRIBUTION DES PRODUITS PETROLIERS	4 254	64 015	68 269	4 539	68 297	72 835	4 159	126 303	130 462	2	217	219
PRODUCTION DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	1	15 111	15 112	1	16 121	16 123	1	14 820	14 822	80	14	14
DISTRIBUTION DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	0	6 659	6 659	-	7 104	7 105	2	390	391	2	3	3
SANTE	744	16 838	17 583	794	17 964	18 758	231	24 171	24 401	233	17	17
AUTRES ACTIVITES DES ENTREPRISES DE SERVICES	5 046	314 087	319 133	5 384	335 094	340 478	3 423	320 100	323 523	15	558	573
EXPLOITATION FORESTIERE	2	8 183	8 185	2	8 730	8 732	3	5 251	5 254	1	5	5
TELECOMMUNICATION	99	99 883	99 982	105	106 563	106 669	272	449 336	449 608	88	446	446
TEXTILE ET CONFECTION	1	30 568	30 569	1	32 613	32 614	1	6 806	6 806	1	7	7
TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	14 480	309 145	323 625	15 448	329 822	345 270	16 259	375 056	391 315	91	521	612
AUTRES ACTIVITES NON SECTORISEES	195 424	1 625 467	1 820 890	208 494	1 734 181	1 942 676	282 940	2 684 881	2 967 821	446	3	4
I. TOTAL CREDIT DE DECAISSEMENTS	304 168	5 354 796	5 658 965	324 512	5 712 937	6 037 449	366 808	8 090 766	8 457 574	644	10	11
II. CREDITS D'ENGAGEMENT	7 910	901 996	909 906	7 910	904 847	1 524 230	103 565	1 520 292	1 623 857	126	2	2
1. CREDITS DOCUMENTAIRES A L'IMPORTATION:	63	245 081	245 144	63	245 081	395 704	-	398 013	398 013	-	129	129
- PAYABLES A L'EMBARQUEMENT	-	17 410	17 410	-	17 410	381 688	-	378 387	378 387	-	126	126
- PAYABLES A DELAI D'EMBARQUEMENT	63	227 671	227 735	63	227 671	14 015	-	19 626	19 626	-	3	3
2. CREDITS DOCUMENTAIRES A L'EXPORTATION	-	70 095	70 095	-	70 095	83 912	-	77 083	77 083	-	199	199
3. AUTRES (LETTRES DE GARANTIE ET AUTRES CAUTIONS)	7 847	586 820	594 667	7 847	589 671	1 044 614	103 565	1 045 195	1 148 760	126	1	1
TOTAUX CREDITS BANCAIRES PAR SECTEURS D'ACTIVITE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

(p) : Provisoire

Tableau 1|4|20c Ventilation du crédit alloué par la Société Financière de Développement (SOFIDE) par secteurs d'activités
(en millions de CDF)

Secteurs d'activités	2020			2021			2022		
	MN	ME	MN + ME	MN	ME	MN + ME	MN	ME	MN + ME
ACTIONS SOCIALES: MARIAGE, FUNERAILLES, SOINS MEDICAUX, ETUDE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ACTIVITES FINANCIERES ET ASSURANCES	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ADMINISTRATION PUBLIQUE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AGRICULTURE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITES RECREATIVES	-	-	-	-	-	-	-	-	-
VENTE, REPARATION, PIECES DE RECHANGE DES VEHICULES	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COMMERCE DE DETAIL	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COMMERCE DE GROS	-	6 743	6 743	-	7 636	7 636	-	7 439	7 439
CONSTRUCTION, BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	-	581	581	-	528	528	-	527	527
ELEVAGE, PECHE ET SYLVICULTURE	-	3 102	3 102	-	2 002	2 002	-	1 883	1 883
ENSEIGNEMENT	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ENTREPRISES IMMOBILIERES	-	-	-	-	-	-	-	-	-
HEBERGEMENT ET RESTAURATION	-	3 575	3 575	-	3 364	3 364	-	3 673	3 673
INDUSTRIES EXTRACTIVES (MINES)	-	1 133	1 133	-	842	842	-	998	998
PRODUCTION INDUSTRIELLE (MANUFACTURES)	-	10 525	10 525	-	11 341	11 341	-	7 639	7 639
INFORMATION ET COMMUNICATION	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRODUCTION ARTISANALE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRODUCTION DES PRODUITS BRASSICOLES	-	-	-	-	-	-	-	-	-
DISTRIBUTION DES PRODUITS BRASSICOLES	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE GAZ ET D'ELECTRICITE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRODUCTION DES PRODUITS PETROLIERS	-	-	-	-	-	-	-	-	-
DISTRIBUTION DES PRODUITS PETROLIERS	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRODUCTION DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	-	-	-	-	-	-	-	-	-
DISTRIBUTION DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SANTE	-	96	96	-	-2	-2	-	-2	-2
AUTRES ACTIVITES DES ENTREPRISES DE SERVICES	-	-	-	-	-	-	-	-	-
EXPLOITATION FORESTIERE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TELECOMMUNICATION	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TEXTILE ET CONFECTION	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	-	6 548	6 548	-	4 753	4 753	-	4 694	4 694
AUTRES ACTIVITES NON SECTORISEES	-	2 701	2 701	-	1 136	1 136	-	933	933
I. TOTAL CREDIT DE DECAISSEMENTS	-	35 004	35 004	-	31 600	31 600	-	27 784	27 784
II. CREDITS D'ENGAGEMENT	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1. CREDITS DOCUMENTAIRES A L'IMPORTATION:	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- PAYABLES A L'EMBARQUEMENT	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- PAYABLES A DELAI D'EMBARQUEMENT	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. CREDITS DOCUMENTAIRES A L'EXPORTATION	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. AUTRES (LETTRES DE GARANTIE ET AUTRES CAUTIONS)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAUX CREDITS BANCAIRES PAR SECTEURS D'ACTIVITE	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|4|21 Crédits de décaissement (brut) par unités institutionnelles en 2022 ^(p)
(en millions de CDF)

Rubriques	TOTAL PROVISIONS		TOTAL A COURT TERME		TOTAL A MOYEN ET LONG TERME		TOTAL DECOUVERTS		TOTAL CREDIT DE DECAISEMENTS		
	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN + ME
Administration Publique Centrale	2 266	38 001	122	62 653	19 348	220 073	1 035	19 905	22 771	340 632	363 402
Administration Publique Locale	2 336	13 479	15 615	29 262	5 577	73 634	7 086	65 732	30 614	182 107	212 721
Entreprises (Etablissements) Publiques	1 671	33 198	2 410	159 465	13 690	590 204	6 955	198 914	24 727	981 781	1 006 508
Entreprises (Etablissements) Privées	8 540	213 487	12 960	1 992 223	83 376	1 931 427	51 290	1 755 290	156 166	5 892 426	6 048 592
PME	1 845	96 319	2 189	295 999	1 271	554 579	12 223	182 367	17 528	1 129 264	1 146 792
Ménages	21 709	83 049	88 417	108 354	225 030	1 146 490	45 121	623 332	380 277	1 961 225	2 341 502
ISBLM	75	6 096	94	7 075	327	81 833	454	8 313	951	103 318	104 268
Autres	3 776	94 278	66	1 409	7 503	37 746	32	11 699	11 377	145 132	156 508
TOTAL GENERAL	42 219	577 907	121 873	2 656 439	356 124	4 635 986	124 194	2 865 552	644 410	10 735 884	11 380 294

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|4|22 Crédits d'engagement par unités institutionnelles en 2022 ^(p)
(en millions de CDF)

Rubriques	1. CREDITS DOCUMENTAIRES A L'IMPORTATION:		2. CREDITS DOCUMENTAIRES A L'EXPORTATION		3. AUTRES (LETTRES DE GARANTIE ET AUTRES CAUTIONS)		TOTAL CREDIT D'ENGAGEMENT		
	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN	ME	MN + ME
Administration Publique Centrale	-	-	-	84 312	-	44 976	-	129 288	129 288
Administration Publique Locale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises (Etablissements) Publiques	-	-	-	76 544	-	11 395	-	87 939	87 939
Entreprises (Etablissements) Privées	-	126 932	-	38 880	125 132	1 693 915	125 132	1 859 726	1 984 858
PME	-	2 469	-	-	-	20 403	-	22 873	22 873
Ménages	-	-	-	-	1 500	16 026	1 500	16 026	17 526
ISBLM	-	-	-	-	-	96	-	96	96
Autres	-	-	-	-	-	39 919	-	39 919	39 919
TOTAL GENERAL	-	129 401	-	199 736	126 632	1 826 730	126 632	2 155 867	2 282 499

* Situation provisoire

Tableau I | 4 | 23 Taux d'intérêt appliqués par le système bancaire
(en pourcentage, au 31 décembre)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
TAUX DÉBITEUR BCC										
Banque centrale - Taux directeur	2,00	2,00	2,00	7,00	20,00	14,00	9,00	18,50	7,50	8,25
Banque centrale - Facilités permanentes	3,00	3,00	3,00	10,50	21,00	15,00	10,00	19,50	8,50	9,25
TAUX CRÉDITEUR BCC (1)										
à 7 jours	1,72	1,82	0,47	4,22	15,13	1,57	2,00	12,00	8,50	8,25
à 14 jours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
à 28 jours	1,63	1,58	0,51	0,00	20,00	4,00	2,51	0,00	8,16	7,88
à 84 jours	0,00	1,72	0,38	0,00	0,00	10,00	4,30	0,00	0,00	8,25
TAUX SUR LE MARCHÉ INTERBANCAIRE										
Taux moyen	1,88	1,61	1,69	2,59	15,17	10,27	6,00	21,50	6,00	7,44
Taux moyen pondéré	1,94	1,59	1,73	2,64	14,34	10,29	3,80	21,74	7,19	7,55
TAUX D'INTÉRÊT DÉBITEUR BANQUES COMMERCIALES										
Banques commerciales - Taux crédits - MN	19,18	20,13	19,04	15,73	21,47	26,74	26,89	23,69	24,04	23,33
Banques commerciales - Taux crédits - ME	14,84	14,77	14,23	14,53	15,57	16,47	15,74	15,81	15,57	14,16
TAUX D'INTÉRÊT CRÉDITEUR BANQUES COMMERCIALES										
Banques commerciales - Taux dépôts - MN	3,87	4,93	3,29	1,39	4,13	5,24	5,95	6,72	4,69	5,03
Banques commerciales - Taux dépôts - ME	3,19	3,47	3,18	3,15	3,64	3,42	3,49	3,49	3,56	3,60
DIFFÉRENCE ENTRE TAUX DÉBITEUR ET CRÉDITEUR EN MN	15,31	15,20	15,75	14,80	17,34	21,50	20,94	16,97	19,35	18,30
COEFFICIENT DE RÉSERVES OBLIGATOIRES										
Dépôts à vue MN	7,00	5,00	2,00	0,00	2,00	2,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts à terme en MN	7,00	0,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts à vue en ME	8,00	8,00	8,00	12,00	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00
Dépôts à terme ME	7,00	7,00	7,00	13,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) : Taux moyen pondéré du Bon BCC

Tableau I|4|24 Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires
(en millions de CDF)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (p)
A. Actifs extérieurs bruts	2 181 800	1 888 403	1 716 496	2 350 671	4 432 834	4 777 321	6 444 202	12 259 412	19 330 433	22 207 864
Banque Centrale du Congo	841 278	446 439	203 915	446 705	784 413	750 936	852 623	1 167 663	4 042 613	9 623 788
Or monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Monnaies Étrangères Inclues dans les Réserves Officielles	30 032	15 002	25 533	15 874	27 534	29 391	105 475	24 910	36 996	80 365
Dépôts Transférables Inclues dans les Réserves Officielles ME	811 246	431 436	178 382	430 831	756 879	721 546	747 148	1 142 754	4 005 617	7 344 971
Autres Dépôts Inclues dans les Réserves Officielles, Autres ME	12 328	12 216	324 734	15 909	21 006	282 682	301 432	338 463	350 018	359 571
SDR Holdings, IMF Record	500 805	471 712	417 580	273 647	142 569	28 651	88 538	76 767	2 931 288	1 831 843
Autres actifs extérieurs	202 542	527 213	192 073	23 066	8 488	12 558	585 772	117 197	132 565	7 039
Autres institutions de dépôts	1 340 522	1 441 964	1 512 581	1 903 966	3 648 422	4 026 384	5 591 579	11 091 749	15 287 820	12 584 076
B. Engagements extérieurs	1 452 401	1 348 144	1 334 226	1 597 669	1 944 155	1 691 730	2 399 474	2 874 918	5 269 584	6 482 747
Banque Centrale du Congo	1 175 570	1 104 527	1 027 154	1 208 221	1 527 079	1 386 162	1 907 037	2 243 300	4 467 381	5 111 850
Dépôts Transférables Exclues MMSL Non-Résidents Court Terme ME	360	359	360	471	618	634	649	767	777	783
Use of Fund Credit & Loans, IMF Record	439 119	413 789	362 067	366 512	359 047	209 896	706 701	774 194	1 596 901	2 348 259
Autres engagements extérieurs	736 091	690 380	664 728	841 237	1 167 414	1 175 631	1 199 687	1 468 339	2 869 703	2 762 807
Autres institutions de dépôts	276 831	243 616	307 071	389 448	417 075	305 569	492 437	631 618	802 203	1 370 898
C. Actifs extérieurs nets (A - B)	729 399	540 260	382 271	753 002	2 488 680	3 085 590	4 044 727	9 384 494	14 060 849	15 725 117
(sens strict)										
Banque Centrale du Congo	381 382	353 053	111 148	-448 894	-570 604	-311 335	-78 672	-543 210	2 989 104	4 511 938
Banques commerciales	1 063 691	1 198 348	1 205 510	1 514 518	3 231 346	3 720 815	5 099 142	10 460 130	14 485 617	11 213 179

Source : Banque Centrale du Congo
P : Provisoire

Tableau I|4|25 Situation résumée de la Société Financière de Développement, SOFIDE.
(en millions de CDF)

ACTIF	déc.-13	déc.-14	déc.-15	déc.-16	déc.-17	déc.-18	déc.-19	déc.-20	déc.-21	déc.-22
COMPTES DE TRÉSORERIES ET OPÉRATIONS INTERBANCAIRES	515	144	187	29	109	6	24	36	288	393
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	19 740	19 850	22 560	21 348	40 800	24 277	33 718	31 340	29 354	28 081
Dont	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à la clientèle (nets)	19 740	19 850	22 560	21 348	40 800	24 277	33 182	30 523	28 494	27 784
Crédits à long terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à Moyen terme	17 905	16 417	22 454	21 226	40 569	24 032	28 191	29 366	27 733	22 426
Crédits à court terme	1 835	3 433	106	122	231	245	259	-	-	-
Créances en souffrance	-	-	-	-	-	-	4 733	1 157	761	5 359
COMPTE DES TIERS ET DE RÉGULARISATION	1 491	2 074	3 379	5 565	5 659	22 200	23 926	38 533	42 636	42 148
COMPTES DE VALEURS IMMOBILISÉES	23 027	22 899	22 746	22 763	25 930	40 167	41 994	39 096	44 050	51 614
SOMMES DÉDUCTIBLES DES CAPITAUX PERMANENTS	18 372	18 372	18 372	-	-	-	5 045	196	3 085	3 639
TOTAL ACTIF	63 144	63 339	67 243	49 705	72 498	86 651	99 662	109 201	119 413	125 875
PASSIF	déc.-13	déc.-14	déc.-15	déc.-16	déc.-17	déc.-18	déc.-19	déc.-20	déc.-21	déc.-22
COMPTES DE TRÉSORERIES ET OPÉRATIONS INTERBANCAIRES	-	-	4 624	4 709	-	-	-	-	-	-
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	-	-	-	-	-	2	-	-	-	2
COMPTE DES TIERS ET DE RÉGULARISATION	1 315	1 072	1 114	1 534	3 545	4 918	6 208	7 372	6 904	6 876
CAPITAUX PERMANENTS	61 829	62 268	61 506	43 463	68 953	81 731	98 499	101 829	112 509	118 997
Dont	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds propres	61 677	61 984	61 450	43 207	53 241	63 105	63 563	64 053	70 678	79 458
Capital	58 880	58 880	58 880	22 080	22 080	22 080	22 080	22 080	22 080	22 080
Primes liées au capital et Réserves	9	13	22	31	69	74	75	31	554	1 027
Reports à nouveau créditeur	328	641	952	1 293	1 575	1 834	2 050	25 839	2 584	2 584
Résultat de l'exercice en cours (bénéfice)	1 032	950	237	279	6 847	440	-	-	-	-
Plus values et provisions réglementées	618	828	828	828	4 123	20 249	20 930	20 930	27 032	35 306
Subventions d'équipement	811	671	530	295	147	-	-	-	-	-
Fonds affectés	-	-	-	18 400	18 400	18 428	18 428	18 428	18 428	18 461
Autres capitaux permanents	-	-	-	-	15 521	17 823	32 390	35 338	37 825	39 039
Emprunts et dettes à L & MT	-	-	-	-	15 521	17 823	31 982	34 856	34 856	38 260
Provision pour pertes, risques et charges	152	284	56	256	190	792	2 122	2 204	3 237	321
TOTAL PASSIF	63 144	63 339	67 243	49 705	72 498	86 651	99 662	109 201	119 413	125 875

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I|4|26 Situation résumée de la Société Nationale d'Assurances ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

Rubriques	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Trésorerie	1 526	1 727	2 517	3 844	1 622	1 711	3 323	8 891	n.d.
Créances diverses	44 914	38 268	34 494	43 365	77 864	58 531	69 777	66 047	n.d.
Réassurance	6 706	6 706	6 706	6 706	6 706	6 859	6 652	6 270	n.d.
Immobilisés nets ⁽²⁾	54 797	54 586	59 180	111 146	99 950	94 909	114 187	118 038	n.d.
ACTIF = PASSIF	107 943	101 286	102 897	165 062	186 142	162 009	193 939	199 246	n.d.
Fonds propres	44 758	33 253	39 694	90 627	48 308	31 357	45 691	48 817	n.d.
⁽³⁾	43 162	43 162	43 162	43 162	43 162	43 162	43 162	43 162	n.d.
Bénéfices et réserves	15	41	45	84	5 146	-11 850	2 529	5 655	n.d.
Dettes diverses à LT	206	231	231	302	4 010	5 824	8 586	7 247	n.d.
Provisions techniques	10 062	10 062	8 168	8 168	9 675	10 625	11 338	12 264	n.d.
Provisions mathématiques	67	67	84	84	86	69	63	61	n.d.
Engagements à court terme	52 849	57 674	54 720	65 881	97 870	85 550	98 781	106 181	n.d.
Autres éléments nets	0	0	0	0	26 193	28 584	29 481	24 676	n.d.

Source : Direction financière de la SONAS.

(1) Les données des années 2011, 2014 à 2016 ont été corrigées

(2) Y compris le porte-feuille titres.

(3) À titre symbolique.

n.d. : Non disponible

Tableau I | 4 | 27 Recettes et dépenses des différents branches d'assurances ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

Rubriques	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
I. RECETTES	72 059	73 470	76 887	96 332	110 340	117 901	116 310	117 318	n.d.
1. Primes et frais	71 536	72 914	76 455	95 626	109 175	116 160	108 105	116 276	n.d.
Automobiles et cycles	50 178	53 137	58 955	70 990	83 550	90 761	81 623	94 999	n.d.
Incendie	7 511	9 615	8 631	13 702	9 574	12 438	12 959	10 664	n.d.
Transport	8 863	4 097	3 165	4 660	4 550	5 880	5 937	4 398	n.d.
Risques divers ⁽¹⁾	4 281	5 121	4 467	5 304	10 741	5 906	7 012	5 310	n.d.
Vie	611	796	1 026	692	397	924	275	325	n.d.
Assurance voyage et autres produits (dont commissions des réassurances)	91	149	211	278	364	250	299	578	n.d.
2. Autres recettes	523	556	432	706	1 166	1 741	8 205	1 042	n.d.
II. DÉPENSES	22 259	25 223	26 915	35 181	40 916	33 737	45 232	111 208	n.d.
1. Prestations et frais de règlements des sinistres	12 044	14 775	19 819	18 847	25 362	18 470	20 489	21 171	n.d.
Automobiles et cycles	10 104	12 345	18 856	15 455	22 329	15 331	17 982	19 162	n.d.
Incendie	449	300	177	294	320	401	158	300	n.d.
Transport	700	690	50	306	293	477	496	735	n.d.
Risques divers (2)	206	150	208	453	790	310	464	431	n.d.
Vie	585	1 289	528	2 339	1 629	1 952	1 390	543	n.d.
2. Autres charges techniques	10 215	10 448	7 096	16 333	15 554	15 267	24 743	90 037	n.d.
Commissions								11 170	
Dépenses d'exploitation								66 542	
Provisions techniques								12 325	
III. SOLDE (I - II)	49 800	48 247	49 972	61 151	69 425	84 164	71 078	6 110	n.d.

Source : Direction Financière de la SONAS.

(1) Données revues pour les années 2014 à 2016

(2) Y compris les primes et frais ainsi que les règlements des sinistres Multi-Branches.

n.d. : Non disponible

Tableau I|4|28 Evolution du multiplicateur monétaire

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (p)
CIRCULATION FIDUCIAIRE HORS BANQUES	760 458	817 423	868 056	1 153 301	1 454 809	1 689 799	1 933 635	2 448 942	3 045 223	3 796 882
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	210 476	272 344	374 384	438 823	477 949	767 739	1 083 302	1 174 240	2 325 143	3 634 643
<i>Réserves obligatoires</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	8	378 622
<i>Autres engagements</i>	210 476	272 344	374 384	438 823	477 949	767 739	1 083 302	1 174 240	2 325 135	3 256 021
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES SECTEURS	2 761	2 667	4 901	3 487	3 436	5 526	510 389	32 161	18 786	23 626
<i>Dépôts transférables inclus dans les passifs monétaires au sens large</i>	2 730	2 636	4 873	3 450	3 357	5 444	8 580	20 332	12 153	17 066
<i>Autres dépôts inclus dans les passifs monétaires au sens large</i>	31	31	28	37	79	82	501 810	11 829	6 633	6 560
<i>Base monétaire (BM)</i>	973 695	1 092 434	1 247 341	1 595 611	1 936 193	2 463 064	3 527 326	3 655 343	5 389 152	7 455 152
<i>Passifs monétaires (M2)</i>	3 295 569	3 765 576	4 130 338	5 079 465	7 247 765	9 208 111	12 514 239	18 261 106	24 957 032	25 813 085
Multiplicateur monétaire (M2/BM)	3,38	3,45	3,31	3,18	3,74	3,74	3,55	5,00	4,63	3,46

Source : Banque Centrale du Congo
(P) : Provisoire

Liste des autres institutions de dépôt et institutions financières

I. Liste des Banques

1	ACCESS BANK CONGO SA
2	ADVANS BANQUE CONGO SA
3	AFRILAND FIRST BANK CD SA
4	BANK OF AFRICA SA
5	EQUITYBCDC SA
6	BGFIBANK RDC SA
7	CITIGROUP CONGO SA
8	ECOBANK RDC SA
9	FBNBANK DRC SA
10	RAWBANK SA
11	SOFIBANQUE SA
12	SOLIDAIRE BANQUE SA
13	STANDARD BANK SA
14	TMB SA
15	UBA RDC SA

II. Liste des Messageries financières

I. MESSAGERIES CATEGORIE A

1	Agence Aiglon Sce
2	Agence Baudouin Transfert
3	Agence Goldorak
4	Agence M. Fils Express
5	Aigle Express
6	Armi Global Bussiness
7	Assurance Bénie Logistique Sarl
8	Beach - Tele.Com Sarl
9	Bénédiction Cash
10	BKM Transfert Sarl
11	Bobo Cash Express
12	Félicit& MK Transfert Sarl
13	Feza Express
14	Feza Tavari Sarl
15	Five Fingers Compagny Sprl
16	K.K.K.M. Ndjimbo Transfert Sprl
17	La main de l'Eternel Progrès
18	Lidacom Transfert
19	Lumbey Fils
20	Mefide Sarl
21	Messie Agence
22	M.F.K. Kwenge Sarl
23	Ndeko ya RITA
24	Pactol Services
25	Padel Business
26	Proximax
27	Sambo Sarl
28	Setram Sarl
29	Schilo Services
30	Société Elegance Transfert
31	Start Finance
32	Viadine Sarl
33	TSHIOBESHA TRANSFERT SARL
34	GS MONEY
35	MAKUTA TRANSFERT Sarl
36	FLORY TRANSFERT PLUS SARL
37	CONGO DIGITAL MONEY SARLU

II. MESSAGERIES CATEGORIE B

1	African Express Agency
2	Agence Grâce D.World Busin
3	Apocalypse 22
4	Avida Business Link
5	Cash Express
6	Compagnie Financière au Congo
7	Congo Trans
8	Datco
9	Dieu est Bon et Riche
10	Express Money Transfert
11	Express Union
12	Fikipo Business Tranding
13	Finca Transfert
14	Force Unie Sarl
15	Free Cash
16	Golgotha Express & Fils Sarl
17	Hodan Global Money Transfert
18	Lobi Express
19	Marcello Express
20	Massah & Meriba
21	Mefis Sarl
22	Money Express
23	Money Trans Sprl
24	Mpasu Mutombo
25	Mukuru Money Transfert
26	National Transfert Service
27	New Congo Services
28	Saphir Mefis
29	Soficom Transfert
30	Solidaire Transfert
31	Step By Step
32	Transcash Sprl
33	Troïka
34	W. Transfert Sarl RDC
35	Wealth Money Transfert
36	Winkele Business
37	Z.M. Business
38	La Perle Business Trading
39	MAXI CASH
40	La Générale des Transfert
41	MICROBIT
42	CEYRON FINANCE
43	DIGI PAY
44	DADANADA
45	AGENCE TIC TAC
46	MFS AFRICA
47	GB TRADING MONEY
48	PARFAITE SERVICE

III. MESSAGERIES COUPLEES AUX BANQUES

1	Access WU
2	Advans WU
3	BCDC WU
4	BGFibank WU

5	FBN Bank Money Exchange
6	FBN Bank Western6 Union
7	BOA WU
8	Ecobank WU
9	Rawbank Money Gram

III. Liste des Bureaux de change

N°	INSTITUTIONS
1	SOLIDAIRE CHANGE
2	MODESTIE CHANGE
3	MAMIE LAURE
4	REFERENCE CHANGE
5	KILEFU SPRL
6	MERE DOUBLE
7	AFRICAN CHANGE
8	VALENTINO CHANGE
9	SOCO CHANGE
10	GRACIA CHANGE
11	BANGRACED GROUP
12	MEDARSY Sarl
13	JACQUES SERVICES Sarl
14	KUMBOKO BUSINESS SCE M.
15	HERITAGE SERVICE Sarl
16	MONEY TRANS CHANGE
17	SOPABA CHANGE
18	Sarl-BIZ-MAS RDC
19	LIMES INTERNATIONAL
20	BCECO sarl
21	LE CHÂTEAU
22	MERCI CHANGE
23	BIENHEURESE NENGAPETA
24	NKB JADOT
25	VICTORIAT
26	BBM CHANGE
27	Soco RDC
28	Merveille du Congo
29	Clic Change
30	Makengo et frères
31	Smart cash
32	Flash Change
33	KAIROS SARL
34	DIZO BUSINESS
35	SOLEIL COUCHANT
36	PROCHANGE SARL
37	GAM FOREX SARL
38	JUNIOR & B.BUSINESS
39	MANGA SARL
40	FINAZ SARL
41	DADANADA CHANGE SARL
42	CENTER BUSINESS CHANGE SARL
43	FINANCE-COMMERCE-ADMINISTRATION
44	LES TRADERS SARL
45	TF SERVICE SARL
46	IYELI EDDY BUSINESS
47	SOCIETE MOPANGA CHANGE
48	MAISON VOUS ET NOUS
49	REJA EXCHANGE SARL
50	AFRICAN UNION FINANCIAL SERVICE SARL

51	TRIGGER FOREX SARLU
52	MONALISA
53	ALEX CHANGE SARL
54	EXPRESS CHANGE SARL
55	IBRAHIM ILUNGA CHANGE SARLU
56	AFRI CHANGE SARL
57	MERCI CHANGE SARL
58	MAISON BAWELA SARL
59	GROUPE PAIX SERVICE
60	MONALISA SARLU
61	EXPRESS CHANGE

IV. Liste des Institutions de Micro Finance

DENOMINATION	
1	FINCA RDC (SM)
2	IMF HEKIMA (SM)
3	IMF BUSINA MICROCREDIT sprl (entreprise de microcrédit)
4	IMF APE (entreprise de microcrédit)
5	IMF TUJENGE (SM)
6	IMF SMICO (SM)
7	VisionFund RDC, en sigle VFDRC (SM)
8	Société de Microfinance Light in Business "SMF LBC" (SM)
9	IMF CREDIT YA MPA (entreprise de microcrédit)
10	MICROCRED RDC "Baoba" (OXUS RDC(SM))
11	IMF MAMA TOMBWAMA (entreprise de microcrédit)
12	SMF P.A.I.D.E.K. (SM)
13	IMF TID (SM)
14	IMF IFOD SA (SM)
15	IMF TGD (Entreprise de micro crédit)
16	IMF KITUMAINI SA (Entre prise de micro crédit)
17	IMF ProcFin SA (SM)
18	IMF TUJENGE PAMOJA
19	IMF MICROPOP (SM)
20	IMF YOASI (entreprise de microcrédit)
21	IMF PADERU (entreprise de microcrédit)
22	IMF GUILGAL (SM)
23	IMF EMILAC SA-CA ((entreprise de microcrédit)

V. Liste des Coopératives d'Épargnes et de Crédit

DENOMINATION	
1	MEC BOMOKO COOPEC
2	MUCREFEKI / COOPEC
3	COOPEC NYAWERA BUKAVU
4	COODEFI/COOPEC
5	CAMEC MBANZA-NGUNGU/COOPEC
6	CAMEC INKISI / COOPEC
7	MECREKIN/COOPEC
8	COOPEC PILOTE
9	MECREGO/COOPEC
10	MECRE-KATINDO/COOPEC
11	MECRE-VIRUNGA/COOPEC
12	MECREBU/COOPEC
13	COOPEC CEAC / MATETE
14	COOPEC CAHI
15	COOPEC ECC/ Kikwit
16	MECRE NGALIEMA

17	MECRE KINTAMBO MAGASIN
18	COOPEC BAGIRA
19	COOPEC LA SEMENCE
20	COOPECCO-KIRUMBA
21	MUTEC/COOPEC
22	MECRE UVIRA/COOPEC
23	COOPEC FOMULAC KATANA
24	COOPEC CIHERANO
25	COOPEC BONNE MOISSON
26	COOPEC UMOJA NI NGUVU
27	COOPEC AGROPAS-LE GRENIER/BUTEMBO
28	COOPEC MUDIANO
29	COOPPEC UNION ET CHARITE
30	COOPEC SILOE
31	CAMEC KWILU-NGONGO / COOPEC
32	COOPEC KANDO
33	COOPEC AKIBA YETU
34	COOPEC CEC/BOMA
35	COOPEC BULUNGU
36	COOPEC MKONO MKONONI
37	COOPEC CEAC LUKULA
38	COOPEC Mbongo za Kinvuka
39	COOPEC NYATENDE
40	MECREKISANGANI
41	MECREBUNIA
42	MECRE KAVUMU
43	COOPEC UDEV
44	COOPEC BANTU TUDISANGE
45	COOPEC LE MEILLEUR SEMEUR/KISANGANI
46	COOPEC MUCEC
47	COOPEC KABARE
48	COOPEC SODAC
49	COOPEC BOMENGO
50	COOPEC CECAFEP
51	COOPEC BONNE SEMENCE KWILU NGONGO
52	COOPEC PROGIKIS
53	COOPEC MBENGU BORA
54	COOPEC LA PEPINIERE
55	LE TRESOR BENI
56	COOPEC LE PALMIER/BENI
57	COOPEC ILUMBI
58	COOPEC LWANZO
59	MECRECO/COOCEC
60	COOCEC-KIVU
61	COOPEC IMARA GOMA
62	MECRE-BENI/COOPEC
63	COOPEC KALUNDU
64	MECRE IBANDA
65	COOPEC IMARA BUKAVU
66	COOPEC IMARA KINDU
67	MECRE KINDU
68	MEC IDECE
69	COOPEC OBUGUMA
70	COOPEC ALLIANCE-VIE
71	COOPEC COOPESA
72	COOPEC FATIMA
73	COOPEC PEKE SIWEZI
74	COOPEC PMI

75	COOPEC RUZIZI
76	COOPEC LA COLOMBE

VI. Liste des Caisses d'Epargnes

DENOMINATION	
1	CAISSE D'EPARGNE DU CONGO (CADECO)

VII. Liste des Sociétés financières

DENOMINATION	
ETABLISSEMENTS DE MONNAIE ELECTRONIQUE	
1	VODACASH SA
2	AIRTEL MONEY
3	ORANGE MONEY
4	AFRIMOBILE MONEY
SOCIETE FINANCIERES	
1	FONDS POUR L'INCLUSION FINANCIERE (FPM SA)

VIII. Liste des Institutions Financières spéciales

DENOMINATION	
1	FOND POUR LA PROMOTION DE L'INDUSTRIE (FPI)
2	SOCIETE FINANCIERE DE DEVELOPPEMENT (SOFIDE)

